

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

(Centre international de reconstruction)



NUMERO SPECIAL

Vers la reproclamation de la IV^e Internationale

- **Le programme de la IV^e Internationale a-t-il été vérifié par les événements ?**
- **Le combat pour la reproclamation de la IV^e Internationale**

(Rapports soumis à la discussion des sections pour préparer la conférence mondiale)

Extraits de la discussion au Conseil général

DOCUMENT :

La lutte des classes au Japon

(Rapport de la LCRJ)

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

(Centre international de reconstruction)

SOMMAIRE

Présentation p. 3

• **Le programme de la IV^e Internationale
a-t-il été vérifié par les événements ?**

(Rapport présenté au nom du bureau
du Secrétariat international
et soumis à la discussion des sections) p. 7

• **Le combat pour la reproclamation
de la IV^e Internationale et la Conférence
mondiale ouverte**

(Eléments pour un rapport d'activité présenté
au nom du bureau du Secrétariat international
et soumis à la discussion des sections) p. 51

• **La discussion sur le rapport**

(Extraits) p. 85

• **Réponse du rapporteur** p. 109

• **DOCUMENT**

**La lutte des classes au Japon aujourd'hui :
ses caractéristiques et ses formes**

(Rapport de la Ligue communiste
révolutionnaire du Japon) p. 119

LA VÉRITÉ

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

(Centre international de réédition)

SOMMAIRE

Présentation p. 3

• Le programme de la IV^e Internationale
a-t-il été vérifié par les événements ?

(Rapport présenté au nom du bureau
du Secrétariat international
et soumis à la discussion des sections) p. 7

• Le combat pour la rapprochement
de la IV^e Internationale et la Conférence
mondiale ouverte

(Élémentaire pour un rapport d'activité présenté
au nom du bureau du Secrétariat international
et soumis à la discussion des sections) p. 51

• La discussion sur le rapport

(Extraits) p. 88

• Réponse du rapporteur p. 108

• DOCUMENT

La lutte des classes au Japon aujourd'hui :
ses caractéristiques et ses formes

(Rapport de la Ligue communiste
révolutionnaire du Japon) p. 119

Présentation

Le 17 janvier 1993, les missiles américains « Tomahawks » frappaient de nouveau Bagdad. Ce raid, déclenché à partir de navires de la flotte américaine croisant au large des côtes irakiennes, représentait la dépense en quelques minutes, pour semer la mort et la désolation, de 120 millions de dollars !

Cent vingt millions de dollars, c'est approximativement le coût du quart de l'aide alimentaire et médicale nécessaire, d'après les experts, pour sauver de la famine la population somalienne.

En Somalie, les heurts se multiplient entre la véritable armée d'occupation qui s'y est installée sous la bannière de l'« *intervention humanitaire* » de l'ONU et la population. « *Ils ont dit qu'il venaient pour nous nourrir et ils nous tirent dessus* » disait un jeune Somalien.

La population somalienne meurt de faim avec, semble-t-il, sous ses pieds, un trésor qui lui a été préventivement confisqué. Les études des géologues confirment que, dans certaines régions, le sous-sol contient des gisements pétrolifères.

Le *Los Angeles Times* du 18 janvier explique que pratiquement les deux tiers de la Somalie ont été alloués aux géants pétroliers américains Conoco, Amoco, Chevron et Phillips qui ont obtenu l'exclusivité du forage et de l'exploitation du pétrole d'après un accord établi avec le dictateur Syad Barré dans les mois précédant sa chute.

Le *Los Angeles Times* ajoute : « *Officiellement, l'Administration et le Département d'Etat insistent sur le fait que la mission militaire US est purement humanitaire.* »

Les porte-parole de l'industrie pétrolière ont dénoncé comme « *absurdes* » et « *sans fondement* » les allégations d'experts de l'aide internationale, de spécialistes de l'Afrique de l'Est et de personnalités somaliennes, selon lesquelles le président George Bush — lui-même ancien « *pétrolier* » du Texas — fut conduit — au moins en partie — à l'intervention en Somalie en raison de l'enjeu représenté pour les grandes compagnies américaines.

L'une de celles-ci, d'ailleurs — la Conoco —, qui avait maintenu ses bureaux ouverts à Mogadiscio, a servi de fait d'« *ambassade américaine* » dans les jours précédant l'invasion. L'immeuble de la Conoco a été utilisé comme le quartier général temporaire de l'envoyé spécial de Bush. De plus, c'est le président de la filiale somalienne de la Conoco qui a servi d'intermédiaire entre les « *chefs militaires* » somaliens et les autorités américaines.

L'intervention « *purement humanitaire* » de l'ONU en Somalie dégage donc une forte odeur de pétrole...

C'est au nom du même droit d'ingérence que l'ONU donne son aval aux raids meurtriers contre l'Irak destinés à confirmer par le fer et le feu le blocus qui affame la population irakienne.

C'est sous couvert de ce « droit d'ingérence » que l'ONU impose dans l'ex-Yougoslavie un plan de « cantonisation » dépeçant la Bosnie en zones « ethniquement pures » — procédure qu'elle dénonce hypocritement par ailleurs —, se réservant la possibilité d'une action militaire si les fragments de la bureaucratie ne parviennent pas à maintenir l'ordre.

Car il ne s'agit pas de « droits » mais d'« ordre », du « nouvel ordre mondial » qu'il fallait assurer par le massacre du peuple irakien en 1991.

En fait, ce qui se manifeste au travers de nouvelles épreuves pour les peuples, de menaces pesant sur les bases mêmes de la civilisation, c'est que le système capitaliste, loin d'être victorieux et de réaliser un nouvel ordre mondial, s'avère incapable de permettre le progrès de l'humanité où que ce soit dans le monde, et que son maintien conduit à de nouvelles catastrophes et au chaos.

Nulle part sans doute la faillite du capitalisme n'est plus éclatante que là où le stalinisme paraissait lui offrir la victoire la plus certaine : loin de constituer, dans l'ex-URSS comme dans toute l'Europe de l'Est, de nouveaux marchés qui lui assureraient un nouveau développement, l'impérialisme, en cherchant à privatiser l'économie, n'amène qu'au démantèlement de branches entières de l'économie, à la désorganisation de l'industrie, à la généralisation de la spéculation, entraînant la misère et le chômage de millions d'êtres humains.

Ce n'est là d'ailleurs qu'une expression de l'impasse du mode de production constitué sur la base de la propriété privée des grands moyens de production, de la décadence et du pourrissement de l'impérialisme qui en est l'aboutissement.

La même réalité est inscrite dans les conséquences effroyables, pour tous les pays dominés par l'impérialisme, des « plans d'ajustement structurel » décrétés par le FMI, du pillage dévastateur organisé au nom de la dette.

C'est la même réalité qui se traduit dans tous les pays industriellement avancés par les attaques menées contre les droits et les acquis des travailleurs. Nulle part les possibilités immenses que recèlent les progrès de la technique ne contribuent à améliorer la condition du plus grand nombre ; au contraire, ils sont utilisés pour détruire plus d'emplois, pour ruiner des régions entières et des pays entiers.

C'est un résultat inévitable du fonctionnement de ce système que la multiplication des conflits, que le recours à la force la plus brutale, que la barbarie qui monte de toutes parts.

Ces phénomènes de décomposition — produit des tentatives d'un système social condamné à se perpétuer — ne sont que l'un des traits de la situation mondiale actuelle.

Car il n'est pas un point de cette planète secouée de convulsions, déchirée de crises, où ne se manifeste la recherche par les exploités et les opprimés des moyens d'unir leurs forces pour résister, pour enrayer les plans meurtriers

édifiés contre eux. Malgré les difficultés, les obstacles dressés par les gouvernements quelle que soit leur couleur politique, par les partis qui prétendent parler au nom des travailleurs mais qui se subordonnent à l'impérialisme, les masses tentent de se rassembler pour se défendre car c'est leur existence même qui est en jeu. Et, en se défendant, ce sont les bases mêmes de la civilisation que défendent les travailleurs.

En quelques lignes, ainsi pourrait-on définir les grands traits de la situation mondiale aujourd'hui. C'est dans ce contexte que le Conseil général de la IV^e Internationale (CIR), l'organisme élu par la précédente conférence des sections, s'est réuni dans le courant du mois de janvier.

C'est cette situation qu'il a analysée en relation avec les tâches des sections de la IV^e Internationale, de leur combat pour contribuer à l'action menée en commun avec les militants, tendances et organisations qui se situent sur le terrain de la défense effective des intérêts de la classe ouvrière pour avancer dans la voie de l'unité des travailleurs et des organisations dans chaque pays et à l'échelle internationale.

Perspective qui s'incarne précisément dans la préparation de la II^e Conférence mondiale pour l'Internationale ouvrière convoquée au mois de juin, et dont l'axe est donné par la campagne contre les privatisations-pillage, contre les plans du FMI, initiée par l'*Adresse aux travailleurs du monde entier* lancée de Moscou.

C'est indissolublement liée à ce combat qu'a été discutée dans ce Conseil général, face aux exigences de la lutte des classes, la nécessité de reconstituer, de reproclamer la IV^e Internationale fondée par Léon Trotsky. Ce sera là le contenu de la conférence des sections de la IV^e Internationale (CIR).

Ce numéro de *La Vérité* présente donc un caractère particulier. Il est tout entier consacré aux travaux du Conseil général.

Deux rapports ont été présentés à la réunion de ce Conseil général au nom du bureau du secrétariat international (l'organisme permanent élu au sein du Conseil général). L'un portait sur le thème « *Le programme de la IV^e Internationale a-t-il été vérifié par les événements ?* », et l'autre rassemblait les éléments d'un rapport d'activité de la IV^e Internationale centré sur le combat pour la reproclamation de la IV^e Internationale.

Ces deux rapports ont, l'un et l'autre, fait l'objet d'une large discussion. En conclusion, le Conseil général, sans émettre un vote sur ces rapports, a constaté qu'ils permettaient d'ouvrir la discussion des sections pour préparer la conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale (CIR).

Cela signifie que ces documents définissent le cadre de cette discussion mais qu'ils peuvent être enrichis par des développements complémentaires, modifiés, et que la discussion doit se développer dans toutes les sections de l'Internationale.

Dans ce numéro de *La Vérité*, nous publions ces deux rapports.

D'autre part, à leur suite, ce numéro de *La Vérité* reproduit de larges extraits de la discussion qui s'est déroulée autour du premier rapport.

Il ne s'agit que de quelques interventions et d'extraits de celles-ci, non d'un compte rendu. Le choix a été fait par la rédaction de *La Vérité* et a comme seule prétention d'illustrer ce qu'a été le débat.

Ces extraits sont complétés par la reproduction de la réponse du rapporteur qui avait présenté le premier rapport.

Enfin, nous publions une contribution sur la lutte des classes au Japon rédigée par les camarades de la Ligue communiste révolutionnaire du Japon.

Cette organisation a appelé à la participation à la Conférence mondiale ouverte pour une Internationale ouvrière et a décidé de participer à la conférence des sections de la IV^e Internationale (1).

Le Conseil général s'est conclu par l'adoption d'une déclaration qui a été publiée dans un numéro spécial de *Tribune internationale* (2).

(1) Voir le texte par lequel cette organisation développe ses positions dans le n° 4 nouvelle série de *La Vérité*.

(2) Supplément à la *Tribune internationale* n° 70.

Le programme de la IV^e Internationale a-t-il été vérifié par les événements ?

(Rapport présenté au nom du bureau du Secrétariat international et soumis à la discussion des sections)

Les bouleversements de la situation mondiale qui se succèdent et se conjuguent les uns aux autres à un rythme accéléré s'ordonnent, pour simplifier, autour de deux axes :

- D'une part, le spectre d'une crise sans précédent plane sur l'humanité. Crise économique qui voit s'effondrer les bases mêmes de la production des richesses matérielles dans le monde entier, ouvrant une période de récession dont ni la durée ni l'ampleur ne sont prévisibles. Krach financier menaçant, crise sociale qui voit les conditions d'existence du plus grand nombre s'aggraver de jour en jour. Guerres larvées, guerres ouvertes, qui embrasent des secteurs grandissants de la planète.

- D'autre part, à travers ces manifestations de décomposition à l'échelle mondiale se dégagent, de la crise même des vieilles organisations, des processus mêmes de la lutte des classes, les éléments de recomposition du mouvement ouvrier sur un nouvel axe. Le mouvement d'émancipation des travailleurs et des peuples opprimés, qui a joué un rôle décisif dans l'effondrement du stalinisme, comme dans celui des dictatures en Afrique, en Amérique latine, ou encore dans la résistance aux plans du grand capital dans les pays capitalistes développés, est confronté à des situations nouvelles, à travers lesquelles, non sans difficultés ni détours, il cherche à se frayer sa voie.

Quelles que soient les formes politiques, nationales ou religieuses qu'ils

puissent revêtir, les problèmes auxquels sont confrontés tous les peuples de tous les continents convergent à présent sur une seule question à résoudre : l'impasse du système fondé sur la propriété privée des grands moyens de production.

Sans rien ignorer des tendances contradictoires qui s'expriment dans la situation mondiale, les militants et organisations qui combattent pour l'émancipation de la classe ouvrière doivent, en toutes circonstances, chercher à déterminer sur laquelle de ces tendances contradictoires à l'œuvre la classe ouvrière peut prendre appui et progresser sur la voie de sa libération.

Pour les marxistes, le programme n'est pas un dogme. C'est un guide pour l'action. Il exige d'être constamment confronté aux faits, à la réalité d'une situation sans cesse bouleversée. La convocation de la conférence de reproclamation de la IV^e Internationale exige que soit répondu à la question suivante : **le programme de la IV^e Internationale a-t-il été vérifié par les événements ?**

Si les faits montraient qu'il est possible de résoudre les grands problèmes de l'humanité dans le cadre du système de la propriété privée des moyens de production ; si les faits montraient que les forces productives peuvent cesser de décliner et connaître un nouvel essor dans le cadre de ce système, alors il ne faudrait pas hésiter à reconnaître l'inadéquation du programme de la IV^e Internationale et du marxisme.

Mais, précisément, quels sont les faits ?

LE TOURNANT DE LA SITUATION MONDIALE

Novembre 1989 a marqué un tournant majeur dans la situation politique mondiale. Prolongeant tous les développements antérieurs, la chute du Mur de Berlin a signifié la dislocation, par la mobilisation des masses elles-mêmes, de l'« ordre mondial » contre-révolutionnaire imposé à Yalta et Potsdam, contre les peuples du monde, par Roosevelt-Truman, Staline et Churchill.

La crise d'effondrement du stalinisme a mis à l'ordre du jour l'alternative suivante :

- Ou bien le capitalisme, c'est-à-dire la propriété privée des moyens de production, une fois restauré à l'Est de l'Europe, était à même d'assurer l'essor des forces productives, le développement économique et social. Dans cette hypothèse, il faudrait considérer que le marxisme, le *Programme de transition* de la IV^e Internationale, se sont trompés, puisqu'ils reposent sur l'analyse de l'impuissance du capitalisme, parvenu à son stade impérialiste, non seulement à développer les forces productives, mais même à lui offrir un autre avenir que le déclin et la barbarie.

- Ou bien l'impasse du système de la propriété privée des moyens de production s'exprimait dans les conditions mêmes de sa restauration — ou de sa non-restauration — dans l'ex-URSS et à l'Est de l'Europe. Et alors il en découle toute l'actualité du combat pour abattre le système failli de la propriété privée des moyens de production et lui substituer la propriété sociale, la propriété collective des moyens de production.

LA QUESTION DU MARCHÉ

En a-t-on entendu ces dernières années, des déclarations péremptives et

des discours ronflants sur « le marché », la « loi du marché », « l'économie de marché ».

En gros, l'idée était que tout ce qui manque au capitalisme pour son bonheur étant un marché à conquérir, il lui suffisait de s'ouvrir les marchés de l'Est pour :

a) disposer d'immenses marchés nouveaux ;

b) donc imprimer un nouvel essor à la production déclinante, faute de marchés nouveaux dans les pays capitalistes ;

c) donc, dans un même mouvement, résorber le chômage, élever le niveau de vie à l'Ouest et favoriser l'essor à l'Est.

Avant de confronter ces pronostics d'hier à la réalité d'aujourd'hui, on formulera deux remarques préalables :

a) la question du marché (des marchés) est effectivement au centre de la crise de l'actuel mode de production. Encore faut-il, si l'on veut comprendre de quoi il retourne, ne pas isoler la question du marché de l'ensemble des mécanismes du système. En réalité, le problème n'est pas celui du marché en soi, mais d'une contradiction, qui va grandissant, entre :

— d'une part, la tendance inhérente au mode de production capitaliste, à chercher à compenser la chute tendancielle du taux de profit par une augmentation de la masse globale de plus-value, donc par le développement illimité des capacités de production ;

— et d'autre part l'extension beaucoup plus lente des marchés, c'est-à-dire des capacités « d'absorption » des marchandises produites, du moins dans des conditions de rentabilité du capital investi.

Dès 1895, Friedrich Engels, dans une préface au livre III du *Capital*, expliquait :

« Depuis la crise de 1866, l'accumulation s'est faite avec une rapidité toujours croissante et de telle façon que dans aucun pays industriel (...), l'extension de la production n'a pu suivre le

rythme de l'accumulation et que l'accumulation réalisée par le capitaliste isolé n'a pu être pleinement employée à l'extension de sa propre affaire (...). Mais cette accumulation augmentait également la masse des rentiers, des gens qui, lassés de la tension constante du monde des affaires, n'aspiraient plus qu'à s'amuser ou à occuper des postes de tout repos, de directeur ou d'administrateur de société. »

Depuis, le capitalisme étant parvenu au stade de l'impérialisme, le problème du marché se pose comme le problème du marché mondial, dont Lénine a montré les conditions de la conquête achevée par les grandes puissances capitalistes avant 1914.

b) Le problème du marché est inséparable de celui de la production. Ecouler sur le marché plus de marchandises produites, c'est trouver sur le marché plus

de valeur, représentant donc plus de richesses produites, à échanger contre lesdites marchandises. A l'époque ascendante du capitalisme, il était juste de dire que la conquête de nouveaux marchés (qui n'étaient pas encore insérés dans le marché mondial) était facteur de développement de la production. Mais aujourd'hui, dans le cadre du marché mondial constitué, ce n'est pas tant le marché qui crée la production que la production qui crée son propre marché.

Or, les conditions mêmes de cette production se heurtent, on l'a vu, aux limites des rapports capitalistes, favorisant une accumulation de capitaux qui, à défaut de pouvoir s'investir dans des conditions de rentabilité suffisante dans le système de la production, viennent grossir les masses de capitaux spéculatifs.

I. L'économie de marché peut-elle ouvrir un avenir (et s'ouvrir un avenir) à l'Est de l'Europe ?

Quel bilan, donc, des privatisations à l'Est de l'Europe ? Dimanche 3 janvier 1993, le Comité de gestion des biens d'Etat en Russie a rendu public un bilan de la politique de privatisations dans ce pays (ces chiffres sont donnés par un organisme favorable à la privatisation, puisque c'est un organisme d'Eltsine). Selon ce comité, 95 000 entreprises industrielles ont demandé à être privatisées en Russie. 600 d'entre elles auraient été privatisées en 1992. Les prévisions pour 1993 sont de 4 700 entreprises industrielles nouvelles privatisées.

Donc, selon ces prévisions « optimistes » — du point de vue des partisans de la privatisation —, moins de 1 % des entreprises industrielles qui ont demandé à être privatisées l'auraient été, pour aboutir à 6 % début 1994. En réalité c'est beaucoup moins, si l'on précise qu'il ne s'agit là que des entreprises qui ont demandé à être privatisées, et qu'un certain nombre ne l'ont pas demandé, notamment dans le cadre du complexe militaro-industriel ; si l'on ajoute aussi que dans tous les pays de l'Est, les entreprises industrielles privatisées sont d'abord celles de petite taille, en chiffres réels, ce sont quelques dixièmes de pourcentage du potentiel de l'industrie russe qui ont été privatisés jusqu'à présent et pas beaucoup plus qui le seront d'ici 1994.

Pourtant, Eltsine n'a pas ménagé ses efforts en faveur de la privatisation de l'économie ; tout a été fait pour privatiser à l'Est de l'Europe. On a rarement vu à ce point des gouvernements compradores, prêts à vendre littéralement le territoire national au capital étranger. On se rappelle le cas de la municipalité de Moscou qui avait vendu des quartiers entiers à un prix dérisoire à l'entreprise française Pellerin. Tout a été fait pour les privatisations : les plans du Fonds monétaire international, de la BERD... Quel est le seul résultat concret de la

politique visant à la restauration capitaliste, aux privatisations et à la liquidation de la protection sociale ? Ce sont les 22 millions de chômeurs existant à l'heure actuelle à l'Est de l'Europe, les 10 millions de chômeurs pour la fin de l'année en Russie, l'inflation, la misère. Et aussi sur un autre plan l'enrichissement vertigineux de la mafia issue de la nomenklatura. C'est un fait : bien que tous les secteurs de la nomenklatura se prononcent pour le « marché » et la privatisation, la propriété sociale n'a toujours pas été détruite.

Dans une analyse des perspectives pour 1993 (publiée en décembre 1992) l'OCDE prévoit, concernant les républiques de l'ex-URSS, qu'« *il est probable que la baisse de la production s'accélère et que l'inflation reste "très élevée"* ». Après plusieurs années de « réformes » pro-capitalistes, l'OCDE, tirant cette fois un bilan pour tous les pays de l'Est, note qu'aucune recette simple ne semble exister. Si une politique monétaire et budgétaire restrictive est manifestement nécessaire, elle n'est pas suffisante lorsque les mécanismes de l'économie de marché sont encore peu développés. Pour l'OCDE, il faut aller vers une application progressive des contraintes budgétaires impérieuses aux entreprises, laquelle suppose une nouvelle culture d'entreprise.

On sait ce que cela veut dire... C'est non seulement un constat d'échec, mais aussi un aveu d'impuissance. Pour que soient réunies les conditions de privatisations « rentables » du point de vue du capital, il faudrait que les travailleurs — « *nouvelle culture d'entreprise* » aidant — acceptent la surexploitation féroce que l'on voudrait alors leur imposer. C'est là que le bât blesse. Résistant pied à pied au démantèlement de la propriété sociale, défendant, chaque fois que cela est possible, les garanties sociales qui subsistent, constituant des orga-

nisations syndicales indépendantes ou tentant d'arracher les syndicats à l'emprise de l'Etat, la classe ouvrière de Russie et des autres Républiques de l'ex-URSS — qui s'est, pour une large part, constituée et renforcée sur la base même de la propriété sociale et de l'élan considérable qu'elle a imprimé à l'essor des forces productives — n'est pas près d'adhérer à la « culture d'entreprise », de surexploitation, déréglementation, flexibilité et misère.

Cette résistance de la classe ouvrière, reliée aux conditions générales de la lutte de classe et de la résistance ouvrière à l'échelle internationale, se dresse comme un obstacle majeur aux plans du FMI, de la Banque mondiale et de la BERD. Loin de permettre un quelconque essor des forces productives, la « privatisation » dans l'ex-URSS a pour effet un processus de décomposition des forces productives existantes.

En Russie, la production industrielle a reculé de 18 % dans les premiers mois de l'année 1992. Une baisse qui s'est accentuée dans les mois suivants.

La restructuration de l'industrie russe aura engendré 10 millions de chômeurs à la fin de l'année 1992, affirme le Bureau international du travail dans une déclaration d'octobre 1992. Le BIT considère que cette situation est appelée à empirer, 40 % des entreprises envisageant des « dégraissages » du personnel (un pourcentage qui passe à 60 % pour les entreprises employant plus de 1 000 salariés, ce qui montre à quel point c'est le cœur de l'appareil productif qui est visé). Le responsable du BIT, M. Standing, a déclaré : « *L'effondrement de la production industrielle, le déclin rapide de l'emploi industriel et la chute des salaires réels conduisent à des niveaux de chômage qui dépassent les plus mauvais enregistrés en Europe centrale et orientale.* »

Selon le journal *Troud*, de janvier 1991 à décembre 1992, les prix de détail ont été multipliés par plus de 100. L'inflation continue de progresser de plus de 20 % par mois. Dans le même

temps le revenu global s'est, selon un organisme officiel d'Etat, multiplié par sept (soit un pouvoir d'achat divisé par... 14). Cet écart est en réalité beaucoup plus important, dans la mesure où à un pôle les revenus non officiels de couches de la nomenklatura corrompue et de la mafia ont grimpé en flèche ; donc à l'autre pôle l'écart est beaucoup plus grand pour la masse de la population dont le salaire moyen est de 20 dollars par mois.

En Lituanie, la chute de la production industrielle s'est accompagnée d'une explosion du chômage et de la multiplication par 20 du prix des denrées. Dans les campagnes, la privatisation des terres entraîne un chômage des 2/3 des salariés qui cultivaient des anciennes fermes d'Etat et la chute de 50 % de la production agricole.

Selon les projections de la Banque mondiale, les exportations russes devraient accuser une chute de près de 60 % en 1992 par rapport à 1990. En fait, le processus de privatisation voit la nomenklatura s'approprier les quelques secteurs qui peuvent présenter une certaine rentabilité et livrer le reste aux restructurations, à la liquidation des entreprises.

PREMIER BILAN DES PRIVATISATIONS A L'EST

A partir des études des organismes du FMI, de l'OCDE et de la Banque mondiale, on peut dresser un premier bilan des processus de privatisation à l'œuvre à l'Est de l'Europe. La Hongrie et la Pologne sont les pays où la privatisation est en principe la plus avancée. Pourtant dans ces deux pays, la part de la production industrielle totale qui relève du secteur privé est respectivement de l'ordre de 10 %, et de 16,5 %. Il s'agit dans ces deux cas, pour l'essentiel, de petites et moyennes entreprises.

Le caractère très limité des privatisations dans les secteurs de la production industrielle tient à ce que la rentabilité

du capital investi ne pourrait y être garantie que par des conditions d'exploitation du travail humain des plus féroces, au regard des conditions d'écoulement des marchandises sur le marché mondial. Or, la résistance de la classe ouvrière qui ne veut pas se laisser détruire (la lutte de classe) perturbe considérablement la transformation de la propriété sociale en propriété privée (on le voit encore, au moment où ces lignes sont écrites, avec la grève générale des cheminots polonais contre le plan de privatisation/suppression de 100 000 emplois).

Selon les données de l'Office central de statistiques polonais (sur la base des déclarations de douanes), en 1990 la part du secteur privé dans ce pays aura atteint 5 % à l'exportation et 15 % à l'importation. Au cours des neuf premiers mois de 1991, ce même secteur privé aura réalisé près de 14 % des exportations totales et 43,3 % des importations totales. On observera en particulier qu'il a réalisé 44 % des importations payées en devises.

Ces chiffres sont clairs : le développement du secteur privé dans un pays comme la Pologne (répétons-le : l'un des secteurs privés les plus développés à l'Est de l'Europe), ce n'est pas l'investissement dans la production. C'est d'abord et surtout le développement d'agences commerciales venant introduire en Pologne les produits de l'industrie des autres pays.

Pour l'essentiel, on constate qu'il ne s'agit pas d'investissements lourds (visant la restructuration de l'appareil productif, par exemple) mais de produits de luxe vendus en devises. Le secteur de la population susceptible de se les procurer, se limitant aux secteurs supérieurs de la nomenklatura, en train de se reconverter en spéculateurs et maffiosi sur la base du pillage des richesses du pays, cela ne permet d'aucune manière d'ouvrir de nouveaux marchés au système capitaliste. Répétons-le : la crise du capitalisme décadent s'exprime dans le décalage entre les forces productives et leur tendance naturelle à se dévelop-

per d'une part, et d'autre part le système d'extension des marchés. Au stade de l'impérialisme, le niveau atteint par les forces productives se heurte au fait que, dans le cadre de rapports de propriété privée, la possibilité de s'ouvrir des marchés est constamment limitée par la nécessité de réaliser le profit. Or, dans les conditions de l'effondrement de l'ex-URSS, qui sont le produit des réformes vers la restauration de la propriété privée actuellement en cours, il n'y a aucune probabilité pour que les pays de l'ex-URSS et les pays de l'Est constituent un nouveau marché. Tout au contraire, le marché mondial est saturé. « L'ouverture au marché » tend à détruire toutes les bases de l'économie, créant une situation où il est pratiquement impossible à la population d'acheter des marchandises importées. En revanche, « l'ouverture au marché » a d'ores et déjà pour conséquence des complications économiques, politiques et sociales de nature à interrompre la production, à freiner et limiter toutes les transactions, y compris les investissements.

« L'ouverture au marché » n'ouvre qu'un champ dévolu à la spéculation, et n'entraîne nullement une extension de la sphère de circulation des marchandises. « L'ouverture au marché », c'est l'ouverture d'une phase sans précédent des souffrances des peuples, mais d'aucune manière un répit possible pour le système de la propriété privée des grands moyens de production.

La même étude, déjà citée, de la Caisse des dépôts et consignations tire en ces termes le bilan de la politique de privatisation mise en œuvre à l'Est de l'Europe : « *Le seul véritable succès relevé est le rapide retour à des niveaux raisonnables de hausse des prix.* » « Evolution raisonnable ? » En Tchécoslovaquie, la chute des salaires réels au cours des neuf premiers mois de l'année 1990 a été de 30 %. En Bulgarie, le pouvoir d'achat réel aurait été réduit de 40 à 60 % au cours du premier semestre 1990. Toutes les études publiées par les grands organismes économiques et industriels s'accordent à dire que les

seuls résultats tangibles des réformes économiques et des restructurations à l'Est de l'Europe sont : l'effondrement économique et social de l'immense majorité de la population, et l'enrichissement d'une petite couche issue généralement de la nomenklatura, et qui se développe en mafia parasitaire sur le système économique.

EFFONDREMENT DE LA PRODUCTION

On parle de production ? Examinons les chiffres. Dans la grande industrie, qui est généralement le secteur encore entre les mains de l'Etat dans les pays de l'Est européen, la chute de la production en 1991 a été de 15 % en Pologne, 18 % en Hongrie, 20 % en Roumanie et en Tchécoslovaquie, 29 % en Bulgarie. Au total, sur les deux années 1990 et 1991, la chute de la production dans la grande industrie a été de 39 % en Bulgarie, de 25 % en Hongrie, de 37 % en Pologne, de 35,9 % en Roumanie, de 23 % en Tchécoslovaquie. En clair, « l'ouverture au marché » se traduit par l'effondrement des bases économiques de ces pays. Selon les chiffres du Fonds monétaire international, en 1991, le Produit national brut s'est à nouveau contracté de 8 % en Hongrie, de 11 % en Roumanie, de 12 % en Pologne, de 15 % en Tchécoslovaquie, de 20 % en Bulgarie.

CHOMAGE ET PRIX DE DETAIL : MONTEE EN FLECHE

Les chiffres du Fonds monétaire international sur la chute de l'emploi sont aussi clairs (et encore ne s'agit-il que de chiffres officiels). De 1990 à 1991, le taux de chômage est passé de Bulgarie de 1,6 % à 12 %, en Hongrie de 1,7 % à 8,3 %, en Pologne de 6,1 % à 11,4 %, en Roumanie de 1,6 % à 6 %, en Tchécoslovaquie de 4,4 % à 7,5 %. En Pologne, un effet tangible des privatisations : 100 000 employés des chemins de fer sur

270 000 sont licenciés et 40 % des lignes supprimées au 1^{er} janvier 1993.

Les prix de détail ? Leur augmentation, toujours selon les statistiques officielles, est passée pour la Bulgarie de + 2,2 % en 1989 à + 19,3 % en 1990 et + 420 % en 1991. Pour la Hongrie, + 17 % en 1989, + 28,9 % en 1990, + 35,6 % en 1991. Pour la Pologne, + 251 % en 1989, + 576 % en 1990, + 81,7 % en 1991. Pour la Roumanie, + 0,6 % en 1989, + 4,7 % en 1990, + 250 % en 1991. Pour la Tchécoslovaquie, + 1,4 % en 1989, + 10 % en 1990, + 58,7 % en 1991.

La dette extérieure contractée par les Républiques de l'ex-URSS et l'ensemble des pays de l'Est va en se développant de manière extrêmement rapide. Le déficit des Etats ne cesse d'enfler, et partout les gouvernements de l'Est de l'Europe, sur injonction du FMI, en font découler une politique de rigueur remettant en cause les retraites, les régimes de Sécurité sociale et l'ensemble des acquis sociaux, les services publics.

Partout l'utilisation de cette dette, un peu comme pour l'Amérique latine ou l'Afrique, permet au FMI de faire prévaloir les plans d'ajustement qu'il exige.

LE ROLE DU FMI A L'EST DE L'EUROPE

Dans la revue d'*Etudes comparatives Est-Ouest* en juin 1991, un expert parvient à cette conclusion : « *L'économie polonaise semble être entrée dans la phase critique où ont abouti les programmes de stabilisation de divers pays latino-américains.* » Le jugement est clair : il s'agit des politiques de recolonisation de l'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie, menées sous l'égide du FMI, aboutissant à la fois à la remise en cause de l'indépendance politique de ces pays et à la destruction des bases mêmes de leur industrie et des richesses nationales.

Il faut souligner le rôle joué par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, la BERD et la Banque

asiatique de développement dans les plans de privatisation, c'est-à-dire, en fait, de démantèlement dans l'ex-URSS et à l'Est de l'Europe.

Il ne se passe pas de semaine sans que d'une manière ou d'une autre le FMI réunisse des instances, des conférences consacrées à la situation des Républiques de l'ex-URSS et de l'ensemble des pays de l'Est. Il ne se passe pas de jour sans qu'il y ait dans ces pays des délégations du FMI, chargées non seulement d'examiner la situation, mais de dicter directement aux gouvernements les plans à mettre en œuvre.

Le FMI a, vis-à-vis des pays de l'Est, une politique visant à prendre en main directement l'économie de ces pays. Ainsi le mémorandum sur la politique économique de la Fédération de Russie, adopté par le gouvernement de ce pays le 27 février 1992, a été directement élaboré par des experts des gouvernements des pays occidentaux et préalablement soumis à l'approbation du FMI, lequel, par ailleurs, a le pouvoir de contrôler la réalisation de ces mesures, tous les trois mois, directement en Russie. La prétendue « ouverture du marché » ne débouche que sur un processus de recolonisation et de pillage.

La revue *Le Courier des pays de l'Est* d'avril 1992 estime que « ce document est avant tout la caution que réclament les bailleurs de fonds occidentaux », et souligne que la première conséquence de ce document, qui est donc dicté par le FMI, est la « libération totale des prix », ajoutant que les « conséquences de ce programme promettent d'être particulièrement redoutables pour la population ».

En Pologne, la Banque mondiale menace directement de fermeture les mines de charbon les moins rentables du pays. A travers le gouvernement à son service, elle vient d'imposer la mise en œuvre d'un programme de restructuration visant à faire perdre leur emploi à 70 000 des 300 000 mineurs. Selon le Bureau international du travail, les pays de l'Est de l'Europe devraient connaître

plus de 22 millions de chômeurs à la fin de l'année 1992.

Des pays comme la Pologne, la Bulgarie, la Roumanie, la Yougoslavie, les Républiques de l'ex-URSS voient se développer des mafias en tous genres, en particulier dans le domaine de la criminalité et du trafic de la drogue.

MISE EN COUPE REGLEE

Le FMI prétend organiser la mise en coupe réglée de l'ensemble des pays de l'Est de l'Europe, imposer le chômage de grande ampleur, la mobilité, la flexibilité, c'est-à-dire sous toutes les formes la surexploitation des hommes. Le FMI ne se contente pas de conseiller, il menace. Michel Camdessus, directeur du FMI, a déclaré le 15 juin 1992 à Washington : « *Il serait hors de question d'appuyer un programme qui ne soit pas à la hauteur* », regrettant en particulier que les réformes économiques en Russie n'aillent pas plus vite. L'un de ses conseillers déclarait dans la même conférence : « *Il faut restructurer le vaste secteur des entreprises publiques, briser les monopoles, encourager la concurrence en privatisant les firmes existantes.* » Et d'expliquer que la Banque mondiale interviendra pour élaborer une procédure d'appel à la concurrence, de façon à ce que les gisements exploitables dans les pays de l'ex-URSS puissent être ouverts aux investisseurs étrangers. Il indique que la condition d'une aide éventuelle du FMI, c'est de livrer les richesses minières de Russie, d'Ukraine, du Kazakhstan, l'ensemble des richesses naturelles, le gaz naturel, aux investisseurs étrangers. C'est directement une tentative de recolonisation de ces pays.

Le même conseiller poursuit : « *La banque aidera les divers Etats à mettre en place des dispositifs de protection sociale bien étudiés. La plupart des Etats qui formaient l'URSS ont une large couverture sociale, qui dépasse de loin leur capacité de gestion. La banque les aidera à rationaliser leurs systèmes sociaux coûteux et compliqués.* » Qu'est-ce que cela

signifie ? Cela signifie que, dans un même mouvement, le FMI prévoit un chômage de très haut niveau, une aggravation de la pauvreté de la population, et en même temps la rationalisation, c'est-à-dire en fait la tentative de liquider l'ensemble des mécanismes de la protection sociale.

La recolonisation de l'Est de l'Europe par le capitalisme, à l'époque de sa décomposition impérialiste, relève d'une recolonisation de type usuraire, et non, comme certains ont voulu le faire croire, de l'introduction dans ces pays d'un capitalisme de type occidental. Il est clair qu'à l'Est de l'Europe, l'ouverture au marché n'est rien d'autre que l'ouverture au capitalisme putréfié, à la spéculation, aux trafics en tous genres, et, surtout, l'ouverture à la destruction des forces productives. Avec comme conséquence de précipiter les peuples de ces pays dans les souffrances les plus grandes, le dénuement le plus absolu.

LES PLUS GRANDES INQUIETUDES

Entre le début et la fin de l'année 1992, les discours officiels du FMI, de la Banque mondiale, de l'administration américaine ont changé de tonalité. A l'autoritarisme des diktats de Camdessus semble succéder une phase où des voix s'élèvent pour appeler à une certaine prudence. Dans un article publié en novembre 1992, l'ancien président Nixon appelle à relâcher un peu la pression sur l'ex-URSS, sous peine d'une explosion politique et sociale que personne ne pourrait contrôler. Camdessus lui-même, dans un article publié par le journal *Le Monde*, ne cache pas ses vives inquiétudes. Pour les cercles dirigeants du capital financier, toute la contradiction est là :

— ou bien poursuivre la marche forcée vers les « réformes de privatisations », et c'est alors le risque assuré, du fait de la résistance des ouvriers et des paysans, et aussi des contradictions au sein de la nomenklatura, de crises socia-

les et politiques majeures, d'explosions, voire de guerres civiles, et de guerres tout court. Or l'impérialisme américain ne peut, sans sourciller, se laisser entraîner à devoir, pour tenter d'assurer l'ordre mondial, intervenir militairement dans toutes les régions du monde ;

— ou bien continuer à accorder des crédits sans résultats tangibles. Et alors, la décomposition, même freinée, se poursuit tout de même, l'effondrement de l'ex-URSS place ce pays dans une situation d'instabilité politique et sociale endémique, sans solution à court terme.

Comme on le voit, dans les deux cas, c'est l'impasse, et, à des rythmes divers et sous des formes différentes, l'instabilité généralisée.

La signature en grande pompe de l'accord Start II par Bush et Eltsine dans les derniers jours de 1992 répond à plusieurs objectifs. Bien sûr, l'impérialisme préfère contrôler ce qu'il va advenir de l'arsenal nucléaire de l'ex-URSS plutôt que de le voir se disperser dans des conditions incontrôlées. Mais un autre aspect de cet accord concerne la situation interne à la Russie, notamment du point de vue économique. L'accord Start II intervient, partiellement, comme une bouée de sauvetage pour Eltsine. L'activité de désarmement de l'armement nucléaire constitue en tant que tel un volant d'entraînement parasitaire pour la survie de l'économie de l'ex-URSS. Selon les informations données par la presse américaine, même les Etats-Unis, en mettant en œuvre tous les moyens à leur disposition, ne sont pas sûrs d'avoir la capacité d'opérer le désarmement prévu dans les dix années initialement prévues. On comprend dès lors qu'appliquer Start II en Russie impliquerait d'occuper des millions d'hommes financés en partie avec des fonds du FMI et du capitalisme américain à des activités qui ont le même caractère parasitaire que l'industrie d'armement. Cela, dans le but d'essayer de maintenir la tête hors de l'eau à Eltsine et à la bureaucratie.

De ce qui vient d'être dit sur la situation des pays de l'Est, de l'effroyable dégradation des conditions d'existence des travailleurs et des peuples, faudrait-il conclure que la situation était meilleure du temps de Brejnev, de Jivkov en Bulgarie, de Ceaucescu en Roumanie, de Jaruzelski en Pologne, de Kadar en Hongrie ou de Honecker en Allemagne de l'Est ? En réalité, c'est la politique économique menée par la nomenklatura dans l'ensemble de ces pays depuis des décennies qui a créé les conditions de

l'effondrement actuel. Il suffit de considérer la question de la dette contractée par ces différents pays.

Chacun sait que sous Ceaucescu, la Roumanie était considérée comme le meilleur élève du FMI parce que la dictature avait littéralement asphyxié économiquement le peuple pour rembourser la dette. Chacun sait que sous le règne de la nomenklatura en Pologne, la dette auprès du FMI n'a cessé d'augmenter. Et cela est vrai pour l'ensemble de ces pays.

II. Sur la nature de la bureaucratie

Les développements en cours confirment l'analyse de la IV^e Internationale sur la bureaucratie stalinienne.

Concernant l'ex-URSS et les pays de l'Est de l'Europe, la IV^e Internationale a constamment distingué ce qui relevait de la nature de l'Etat, sa base socio-économique, de ce qui relevait de la nature de la bureaucratie qui le contrôlait.

Pour les marxistes, la lutte de classe a pour finalité l'avènement d'une société d'où l'exploitation de l'homme par l'homme aura disparu. Une société sans classes, et donc sans Etat, dans la mesure où celui-ci n'est rien d'autre qu'un instrument de coercition entre les mains de la classe dominante de la société. Ayant pour fonction essentielle d'assurer un partage inégalitaire des richesses et de permettre aux relations d'exploitation de se perpétuer, l'Etat ne peut que dépérir au fur et à mesure où le partage se fait moins inégalitaire, jusqu'à disparaître avec la disparition de la division de la société en classes.

UN ETAT BOURGEOIS SANS BOURGEOISIE

La conquête du pouvoir d'Etat par la classe ouvrière ne peut donc constituer qu'une transition, une étape provisoire. Elle ne se justifie, historiquement, que par l'insuffisant développement des forces productives (ne permettant pas, d'emblée, de passer au stade de « *à chacun selon ses besoins* ») et la persistance de la lutte de classe, nécessitant un organe de coercition de la majorité du peuple (ouvriers, paysans, salariés, etc.) sur la minorité (capitalistes). Pour les marxistes, il y a là, toutefois, un paradoxe. Dès après Octobre 1917, Lénine caractérisait lui-même l'Etat ouvrier comme un « *Etat bourgeois sans bour-*

geoisie », puisque la bourgeoisie ayant été chassée de la propriété privée des grands moyens de production, subsistait l'Etat comme organe de répartition inégalitaire, instrument de coercition (c'est d'ailleurs en raison de ce caractère de coercition de l'Etat, même de l'Etat ouvrier, que Lénine défendait le droit à des syndicats indépendants de l'Etat ouvrier et le droit de grève dans le cadre de l'Etat ouvrier).

Dès Octobre 1917, Lénine, Trotsky et tous les dirigeants de la révolution ont souligné que la révolution russe ne pouvait s'accomplir que reliée à la victoire de la révolution dans d'autres pays, en particulier dans des pays capitalistes développés tels que l'Allemagne. Pour les marxistes, l'isolement de la révolution russe, s'il n'était pas brisé, ne pouvait que la conduire à sa perte.

Tout retard dans la révolution mondiale ne pouvait que favoriser le développement des processus de bureaucratie dans l'Etat ouvrier. Parce qu'on ne peut pas « socialiser la misère », l'arriération et l'isolement persistant de la Russie révolutionnaire ne pouvaient que déboucher sur un renforcement du rôle coercitif de l'Etat, gardien d'une répartition de plus en plus inégalitaire.

Combattus avec acharnement par Lénine et Trotsky, puis par Trotsky et l'Opposition de gauche, les phénomènes naissants de bureaucratisation n'ont fait que prospérer sur le terrain de l'échec de la révolution allemande (1919/1923) et d'autres révolutions de par le monde.

Se cristallisant définitivement comme caste bureaucratique parasitaire au début des années 1930, la bureaucratie stalinienne commençait dès lors un processus d'extension considérable. Appareil tentaculaire de millions, puis de dizaines de millions d'individus, grossissant sans cesse, s'accaparant des privilèges exorbitants sur la base d'un pillage sans

merci du pays et des richesses naturelles, la bureaucratie ne pouvait se maintenir au pouvoir qu'au moyen d'une dictature sans merci contre les ouvriers et les paysans (qui prit la forme d'une extermination de millions de travailleurs, à commencer par des millions de communistes, anarchistes, trotskystes, socialistes...) et, d'autre part, en se soumettant servilement à l'impérialisme à l'échelle mondiale, soutenant les gouvernements bourgeois en place, finançant leur restauration après la guerre, faisant partout obstacle à la révolution prolétarienne. Le tout, sous le couvert de la « théorie » anti-marxiste et réactionnaire du « *socialisme dans un seul pays* ».

Minant les bases sociales de l'Etat ouvrier par son parasitisme et son pillage grandissants, se comportant comme un cancer rongeur de l'intérieur les bases socio-économiques issues d'Octobre (la propriété sociale), la bureaucratie — toute la bureaucratie — n'a cessé d'agir comme une force restaurationniste du capitalisme depuis des décennies. C'est pourquoi la IV^e Internationale a toujours défendu le caractère ouvrier des bases de l'Etat (la propriété sociale) contre une bureaucratie étrangère à la classe ouvrière, organe bourgeois dans l'Etat ouvrier.

UN EFFONDREMENT PREPARE

Les développements de ces dernières années ont montré à quel point l'effondrement de l'ex-URSS et des pays de l'Est a été préparé par la dictature bureaucratique. Les processus de privatisation ont atteint un niveau tel qu'ils menacent aujourd'hui l'existence même de la propriété sociale. L'effondrement des régimes staliniens pose d'ailleurs un problème social majeur pour la bureaucratie dans son existence propre. Bien que le contenu social de son existence parasitaire ait toujours été la liquidation de la propriété sociale, celle-ci n'en constituait pas moins la base même de son existence. En œuvrant à liquider la pro-

priété sociale, la bureaucratie tend à scier la branche sur laquelle elle est posée. D'où la lutte acharnée pour transférer dans le cadre de « l'économie de marché » des pans entiers du parasitisme bureaucratique, à commencer par les nomenklaturistes d'hier, capitalistes et « nouveaux démocrates » d'aujourd'hui. Mais ce transfert ne peut être que partiel. Des millions de bureaucrates ne peuvent être « servis » en même temps. D'où les luttes acharnées entre différentes fractions au sommet de l'ex-URSS aujourd'hui. D'où les guerres comme en ex-Yougoslavie, dans le Caucase, etc.

D'autre part — et c'est là une contradiction tout aussi majeure —, intégrer à « l'économie de marché » des processus de parasitisme qui ont conduit à l'effondrement des régimes bureaucratiques est totalement contraire aux exigences de « rentabilité » et « d'efficacité » de ladite économie de marché. Pour toutes ces raisons, la bureaucratie est incapable de se transformer en une nouvelle bourgeoisie. Bien que chaque bureaucrate aspire, comme individu, à se transformer lui-même en capitaliste, bien que nombre d'entre eux parviennent, par le vol et le pillage, à vivre dans des conditions d'opulence bourgeoise, l'incapacité de la bureaucratie comme telle à se transformer en classe bourgeoise renvoie à son incapacité à établir la propriété privée des moyens de production comme base d'un développement économique en Russie.

L'ENLISEMENT

L'année 1992 s'achève sur le spectacle de l'enlèvement de Boris Eltsine, aussi impuissant que son prédécesseur à réaliser l'ouverture au marché. Les mêmes parlaient il y a quelques mois de l'échec de Gorbatchev. En réalité, les racines communes de l'échec de Gorbatchev, puis d'Eltsine, puis de toute autre composante de la nomenklatura prête à leur succéder, tiennent à ce que l'ouverture au marché dans les conditions du capitalisme décadent implique le retour de

l'Est de l'Europe et de l'ex-URSS des siècles en arrière du point de vue des conditions d'exploitation du travail de l'homme. Et, dans la mesure où les conditions politiques, sociales, la résistance de la classe ouvrière rendent cela impossible, d'aucune manière les capitaux gigantesques qui existent à l'échelle internationale ne seront amenés à s'investir, du moins dans les secteurs productifs de l'ex-URSS.

Cet échec obligé de Gorbatchev, d'Eltsine et de leurs successeurs résonne comme en écho à l'échec de Reagan, de Bush, de Clinton et de l'ensemble des gouvernements capitalistes à faire face à la crise d'effondrement du capitalisme arrivé au stade de sa décomposition impérialiste. C'est l'échec du « nouvel ordre mondial ». Tant que la bureaucratie stalinienne « tenait », la complémentarité de son action contre-révolutionnaire et de celle de l'impérialisme permettrait de maintenir, pour l'essentiel, l'ordre édifié à Yalta-Potsdam. La bureaucratie stalinienne était le maillon le plus fragile de la chaîne de l'ordre mondial contre-révolutionnaire. Son effondrement tend à entraîner la chaîne tout entière.

La solution à la crise de l'humanité ne peut intervenir sur un autre terrain que sur celui de la lutte pour la propriété sociale et pour l'expropriation du capitalisme parasitaire.

LA PREUVE PAR L'ALLEMAGNE

Si l'ouverture des pays de l'Est européen pouvait, d'une quelconque manière, constituer le point de départ d'un nouvel essor du système fondé sur la propriété privée des grands moyens de production, c'est sans doute en Allemagne que cette démonstration aurait eu le plus de chances d'aboutir.

D'abord parce que le capitalisme ouest-allemand est le plus puissant et le plus prospère des capitalismes d'Europe. Ensuite, parce que la réalisation de l'unité de la nation allemande fait obli-

gation au gouvernement allemand de réaliser l'unité du marché.

Quel est donc le bilan de la politique menée dans ce pays depuis deux ans ? En Allemagne, un organisme spécial a été constitué pour les privatisations, la Treuhandanstalt. Le journal *Die Zeit* de Hambourg écrit en septembre 1992 que « le bilan de la Treuhand, organisme chargé de la privatisation des entreprises de l'ex-RDA, est un constat d'échec quasi complet ». L'essentiel des privatisations opérées selon les chiffres officiels porte sur des petites et moyennes entreprises. Un tiers des entreprises privatisées compteraient moins de 200 personnes, un tiers entre 200 et 400, une cinquantaine seulement d'entreprises privatisées atteindraient ou dépasseraient le chiffre de 1 000 salariés.

Le dirigeant de l'organisation syndicale des métallurgistes IG-Metall de toute l'Allemagne, Steinkühler, a souligné au début de l'année 1992 que « les milliards de l'aide par les budgets de l'Etat n'ont pas servi à un programme d'emplois pour les travailleurs est-allemands, mais à un enrichissement des patrons ouest-allemands ».

Quels sont les faits ? Fin 1989, 4 millions d'emplois ont été placés sous le contrôle de la Treuhand. Sur ces 4 millions, 1 100 000 ont été privatisés au 1^{er} avril 1992. 1 600 000 personnes ont perdu leur emploi à l'est de l'Allemagne. La Treuhand a encore le contrôle de 1 200 000 emplois, et son porte-parole prévoyait que sur ces 1 200 000 emplois, 300 000 à 400 000 licenciements auraient lieu d'ici la fin 1992.

La métallurgie et l'électro-industrie sont particulièrement touchés. Sur 60 000 emplois dans la sidérurgie, il devrait rester au maximum 14 500 emplois. Concernant l'industrie lourde (machines et installations industrielles), sur les 100 000 emplois qui existaient autrefois, la Treuhand en a privatisé en tout 6 400. Sur 261 000 emplois de l'électro-industrie, 49 000 ont été privatisés jusqu'à présent. Dans la construction automobile, les grosses firmes de

l'ex-RFA, Volkswagen, Opel, Daimler-Benz se sont partagés les bons morceaux, 30 000 emplois ont été privatisés sur les 180 000 qui existaient auparavant.

Lorsque le journal *Die Zeit* parle de « constat d'échec quasi complet », il faut préciser : oui, constat d'échec, pour qui a accordé foi aux promesses sur le développement économique qui ne manquerait pas de découler de « l'ouverture au marché ». Chômage, désertification industrielle, décomposition économique et sociale sont là pour en témoigner. Mais on ne saurait parler d'échec sur le plan des profits. On ne saurait parler d'échec du point de vue de la spéculation. Certains ont su tirer profit de la situation. Les entrepreneurs ouest-allemands d'abord, qui ont eu l'occasion d'acheter pour une bouchée de pain les bons morceaux, les immeubles, les terrains des entreprises est-allemandes. Quant aux organisateurs de la destruction d'emplois de la *Treuhand*, pour la plupart ex-dignitaires du régime stalinien déchu, ils reçoivent de somptueux traitements de directeurs.

Dans le même temps, le gouvernement allemand, qui jette au chômage des millions et des millions de travailleurs de l'ex-RDA, vient de décider d'un plan d'une brutalité sans précédent contre les travailleurs de l'ensemble de l'Allemagne, y compris de l'ex-RFA : blocage des salaires, baisse des prestations sociales pour plusieurs années, réduction de l'aide sociale en tout genre. Plan pour lequel il exige la réalisation de l'union nationale entre Kohl et le SPD.

Contrairement à ce que prétendent les thuriféraires officiels du capitalisme, l'échec de la privatisation en Allemagne ne tient pas à ce que les capitaux manqueraient. Un quotidien du grand capital financier allemand, le *Handelsblatt*, a clairement répondu à la question le 27 mai 1991 :

« Les entreprises ouest-allemandes disposent d'un tel potentiel de liquidités disponibles pour l'investissement qu'il suffirait à lui seul à financer trois réunifications.

D'après le rapport mensuel publié par la Deutsche Bundesbank en mai 1991, les entreprises de production ouest-allemandes ont vu leur trésorerie disponible s'accroître de 187 milliards de deutschmarks pour 1990. Elles disposent au total d'un montant de liquidités de 1 536 milliards de deutschmarks, dont 682 milliards sont placés à des taux très rémunérateurs sur des comptes, ainsi qu'en titres financiers et obligataires. Ces placements leur ont rapporté 31 milliards de deutschmarks d'intérêts.

Les fonds disponibles, d'un montant de 670 milliards de deutschmarks, correspondent à 2,5 fois la somme totale des investissements de ces entreprises de production, sur la moyenne des trois dernières années.

Sur le marché financier, le capital atteint aujourd'hui des rendements de 9 % ; ce même capital, transformé en investissement produit dans les nouveaux Länder, équivaldrait à moyen terme à accepter une absence de rendement ou même des pertes pures et simples.

Dans ces conditions, pourquoi investir dans la production ? Cela ne vaudrait la peine que si l'Allemagne de l'Est était capable d'offrir des avantages substantiels favorisant des implantations ; c'eût été le cas, par exemple, si les salaires étaient restés nettement en dessous du niveau de ceux de l'Ouest. »

Tout est dit dans cette formule : pourquoi investir dans la production ? Les capitaux s'accumulent et enflent dans les places financières. Mais pourquoi investir dans la production si la spéculation peut rapporter plus vite des profits plus importants ? C'est ainsi que la logique de la survie du système de la propriété privée des grands moyens de production aboutit à organiser le déclin des forces productives, le déclin de la production elle-même, en même temps que s'enflent tous les processus parasites qui n'ont d'autre fonction que de s'approprier une part de la plus-value.

Le *Handelsblatt* met également le doigt sur un autre aspect essentiel de la question : l'unité de la classe ouvrière de toute l'Allemagne, unifiant les syndicats dans le cadre du DGB (y compris con-

tre la volonté de ses dirigeants) et mettant en œuvre la revendication de la parité des salaires, est un obstacle majeur aux plans de privatisation/destruction/surexploitation.

Der Spiegel, à la fin de l'année 1992, a rapporté une anecdote représentative de l'état d'esprit de certains dirigeants capitalistes : il s'agit d'une entreprise, DFKL, qui avait le monopole des roulements à billes dans l'ex-RDA. Rachetée il y a deux ans par une entreprise de l'ex-RFA, elle a vu la suppression de 5 500 emplois sur 8 000, les 2 500 restants étant aujourd'hui fortement menacés. Sous le titre ironique : « *L'immense marché de l'Europe orientale* », *Der Spiegel* fait le commentaire suivant :

« En rachetant DFKL, l'entreprise bavaroise croyait s'ouvrir une porte sur le marché de l'Europe orientale que l'on disait immense. Par ailleurs, la reprise promise dans les nouveaux Länder s'annonçait si riche en profits et les affaires marchaient si fort à l'Ouest que

l'entreprise avait jugé utile d'accroître sa capacité de production. Un an plus tard, la situation avait changé du tout au tout. "C'est à ce moment-là que nous avons compris que nous courions à la catastrophe" affirme le patron de l'usine, "on a immédiatement fermé trois des huit usines, mis dans les autres une partie du personnel en chômage technique." La plupart des anciens clients de DFKL en Europe orientale n'existent plus. La reprise tant attendue n'est toujours pas au rendez-vous à l'Est, et pour couronner le tout le marché occidental des paliers à roulements n'a jamais été aussi déprimé depuis la Deuxième Guerre mondiale. »

Il n'y a pas de marché à l'Est de l'Europe, tout simplement parce qu'il ne peut pas y avoir de marché en dehors de la production elle-même. Le marché procède de la production. L'impuissance du système à s'ouvrir de nouveaux marchés, c'est son impuissance à développer la production et les forces productives elles-mêmes.

III. Un déclin économique sans précédent

L'impuissance du système fondé sur la propriété privée des moyens de production à ouvrir (et s'ouvrir à) de nouveaux marchés à l'Est de l'Europe revêt une signification plus générale. Elle témoigne de l'incapacité fondamentale de ce mode de production, entré dans sa phase de régression et de décomposition, à assurer tout nouvel essor des forces productives de l'humanité. A maints égards, l'année 1990 restera sans doute dans l'histoire comme une année charnière dans le développement de la crise du système capitaliste mondial. La croissance de la production mondiale étant, selon les chiffres mêmes de l'ONU, inférieure à la croissance démographique, l'année 1990 connaît une croissance négative du Produit intérieur brut mondial par habitant.

Les chiffres connus pour 1991 et 1992 (0,4 % pour 1992) et prévus pour 1993 ne font qu'accentuer cette tendance au déclin. Aux « 30 glorieuses » qui avaient suivi la Deuxième Guerre mondiale, et au cours desquelles la « reconstruction » des économies ravagées par la Deuxième Guerre mondiale et le recours à l'économie d'armement comme « volant d'entraînement » avaient permis une relance, relative et provisoire, du moins dans les pays développés ; à la phase de stagnation qui a, depuis 1975, marqué l'économie mondiale, succède à présent une période qui semble devoir être marquée par un déclin continu des forces productives de l'humanité. Sans écarter l'hypothèse de phases de relance limitées dans le temps comme dans l'espace, il semble bien que cette tendance — de l'aveu même des institutions internationales du grand capital et des gouvernements — soit appelée à durer, et s'aggraver.

DIX ANS DE PLANS D'AJUSTEMENT STRUCTUREL

Depuis plus de dix ans, sous le couvert « des plans d'ajustement structu-

rel » définis par le FMI, la Banque mondiale, la Communauté économique européenne, les gouvernements de tous les pays du monde ont mis en œuvre une politique économique dont le trait dominant est la destruction des forces productives. L'écart s'étant, durant cette période, creusé entre la situation des pays capitalistes développés, il importe, pour « prendre le pouls » du capitalisme de cette fin du XX^e siècle, de commencer par considérer la situation des pays les plus développés.

Durant les quinze dernières années, les 24 pays les plus industrialisés du monde regroupés dans l'OCDE ont perdu plus de la moitié des emplois existants dans les secteurs industriels de base (sidérurgie, textile, chantiers navals). Dans la seule CEE, non seulement la sidérurgie a perdu plus de la moitié de ses emplois durant les années 1980, mais de plus, la moitié des emplois restants sont menacés de suppression d'ici 1995. Dans les chantiers navals, durant la même période, la production de la CEE a régressé de 50 %. Dans l'automobile, en France, 40 % des emplois ont été supprimés dans les dix dernières années. Dans des pays comme le Royaume-Uni, la Belgique, l'Espagne, la production manufacturière a diminué de plus d'un quart dans les dix dernières années. En France, dans les quinze dernières années, le nombre total des ouvriers affectés à la production n'a cessé de décliner, en proportion de la population active, et aussi en chiffres absolus. La part des emplois directement productifs dans l'ensemble des emplois ne cesse de régresser, à un rythme qui va s'accélé-

rant.

Selon les statistiques officielles de l'OCDE, les 24 pays qui constituent cette organisation devraient connaître une nouvelle progression du chômage et compter 34 millions de chômeurs d'ici la fin 1993. Pour la seule CEE, un rap-

port de la Commission de Bruxelles fournit le chiffre de 45 millions de pauvres (suivant les critères officiels) sur 340 millions d'habitants. En Grande-Bretagne, le chômage atteint 10 % de la population active. Aux Etats-Unis, les emplois des industries manufacturières ne représentent plus en 1990 que 17,3 % du total des emplois non agricoles, contre 22,4 % en 1980 et 27,3 % en 1970, et le chômage frappe près de 10 millions de travailleurs, auxquels s'ajoutent des millions et des millions de travailleurs en situation précaire. Le rythme de la suppression des emplois va en s'accroissant. Même les entreprises de pointe sont touchées : 74 000 suppressions d'emploi à General Motors d'ici 1995 ; 200 000 emplois supprimés dans le secteur de l'informatique, pour la plupart dans les grandes entreprises américaines. Quant aux industries aéronautiques américaines, elles ont perdu 117 000 emplois pour la seule année 1992, et prévoient une poursuite de la détérioration dans les prochaines années.

Même le Japon qui, jusqu'à un passé récent, semblait épargné par la crise, commence à connaître des signes de récession. Au point que l'agence de planification économique japonaise prévoit une croissance quasi nulle pour la fin de l'année 1992.

Le capitalisme, qui a trouvé sa justification historique dans sa capacité à développer les forces productives, incluant le développement des services et des techniques, est arrivé à un point d'inversion de tous les paramètres. La destruction systématique des forces productives met fin à toute justification du maintien du système fondé sur la propriété privée des grands moyens de production.

La courbe descendante sur laquelle s'oriente le système de la propriété privée des grands moyens de production s'accroît et engendre des politiques de restructurations et de dérèglementation de plus en plus violentes contre les conditions de vie des travailleurs et des peuples.

RESISTANCE OUVRIERE

Encore faut-il souligner que cette logique destructrice serait allée beaucoup plus loin si elle ne s'était heurtée à la résistance des classes ouvrières et des peuples. Pour ne citer que quelques éléments parmi les plus récents, on sait comment la grève spontanée des mineurs britanniques a conduit Major à un recul dans ses plans de fermeture des mines ; en Italie, la grève généralisée contre les plans d'Amato a fait obstacle à la mise en œuvre des mesures destructrices de toutes les garanties sociales ; de même en Allemagne, avec les grèves de la Fonction publique et de la métallurgie, etc. Le rejet de Maastricht par le peuple danois, de l'Espace économique européen par le peuple suisse, la majorité ouvrière et paysanne réalisée dans le « non » à Maastricht en France sont autant de manifestations de cette résistance. En se défendant elle-même contre les plans meurtriers qui la menacent, en préservant ses conquêtes sociales et ses syndicats indépendants, la classe ouvrière s'affirme plus que jamais comme le seul secteur de la société capable de préserver l'humanité d'une effroyable dégénérescence.

« C'EST LA CRISE » ?

A en croire les déclarations des gouvernements, des institutions internationales et de tous les partis — quelle que soit leur couleur politique — qui y ont lié leur sort, la thèse officielle se résume à ceci : c'est la crise, c'est l'économie de marché, avec ses cruelles mais inévitables conséquences. On voudrait faire croire aux travailleurs et aux peuples qu'il n'y aurait pas d'alternative. Les lois de l'économie de marché contraindraient à restructurer, à tailler en pièces les capacités de production, à généraliser la mise en jachère des terres cultivées, à accabler les masses ouvrières et paysannes, dans le monde entier, de privations et de souffrances toujours plus grandes. Les faits

— pour s'en tenir à eux — obligent à dire ce qui est : les phénomènes de « surproduction » ou de « surcapacité de production » qui, selon la thèse officielle, ne laisseraient d'autre choix que cette politique, n'existent que par rapport à la loi du profit. Surproduction ou surcapacité de production n'existent pas par rapport aux besoins de l'humanité. La destruction des forces productives, les fermetures d'usines, les faillites correspondent à la nécessité, pour ceux qui possèdent les moyens de production, de rentabiliser leur capital. C'est l'essence même d'une économie fondée sur le profit, donc la propriété des grands moyens de production, qui aboutit à ces gigantesques destructions.

Dans sa « *Contribution à la critique de l'économie politique* », Marx analysait les choses en ces termes :

« A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants ou ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De forme de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des obstacles. »

Aujourd'hui, les rapports de propriété capitalistes ne sont plus seulement des obstacles au développement des forces productives : ils sont le cadre organisant directement leur destruction.

MORTELLE CONTRADICTION

Lorsque le ministre britannique du Commerce et de l'Industrie, M. Heseltine, déclare « *qu'il est plus économique*

de payer les mineurs à ne rien faire que de relancer la production », il indique ce qu'est la loi générale du système. Jusqu'à l'absurde, en apparence, mais en apparence seulement. Car derrière l'apparente absurdité, la logique est celle d'un système fondé sur la production de la plus-value (le système capitaliste) parvenu à un stade où la loi du profit conduit, dans la lutte acharnée pour s'approprier la plus-value, à réduire constamment les conditions mêmes de sa production (la production de richesses). Mortelle contradiction. D'autant plus que M. Heseltine n'a nulle intention de « *payer les mineurs à ne rien faire* ». Derrière cette formule, se profile l'offensive pour imposer le « *partage du travail et des ressources* », en fait la précarisation générale des salariés et de la société.

Depuis 1980, dans tous les pays capitalistes développés, les restructurations, les fermetures d'entreprises se sont combinées avec la déréglementation, la remise en cause générale des droits ouvriers, des conquêtes sociales, de la protection sociale, des conventions collectives. Pour la classe capitaliste et les gouvernements — quelle que soit leur couleur, leur politique est identique — à leur service, l'objectif est de rétablir des conditions d'exploitation de la force du travail qui permettent la valorisation du capital investi, c'est-à-dire la rentabilité et le profit capitaliste.

Force est de constater que l'ensemble de ces politiques qui ont coûté très cher aux travailleurs et aux peuples, loin d'aboutir au début des années 1990 au redressement de l'économie promis, débouchent en fait sur une nouvelle phase de récession.

IV. La spéculation règne en maître

Les capitaux, pourtant, sont loin de manquer. Le processus d'accumulation, propre au système capitaliste, se poursuit, même à son stade de décomposition, qui est celui de l'impérialisme. Il aboutit à ce que des masses considérables de capitaux se « promènent » d'un bout à l'autre des places financières de la planète, en quête avide de placements rentables. Un chiffre suffit à résumer la situation : chaque jour, en cette fin d'année 1992, plus de 1 000 milliards de dollars changent de mains sur les places financières de la planète. Sur ces 1 000 milliards de dollars, 10 correspondent à des transactions de type commercial, 990 correspondent à des opérations purement spéculatives. 1 000 milliards de dollars : c'est plusieurs fois les réserves financières de n'importe lequel des 7 pays les plus industrialisés du monde (le G7). Sans parler des autres !

Selon l'OCDE, dans l'ensemble des pays qui la compose, les investissements des entreprises dans la production ne cessent de diminuer. De manière générale, tandis que se réduisent les investissements productifs des entreprises, leurs placements financiers ne cessent d'augmenter. En France, en 10 ans, les placements financiers des sociétés ont été multipliés par 9. De telle sorte qu'aujourd'hui, les actifs financiers représentent plus de la moitié des patrimoines des sociétés. Que représentent ces investissements dans la spéculation ? D'aucune manière ils ne créent de richesses nouvelles. En fait, par le biais de la spéculation, les détenteurs de capital cherchent à s'approprier une part grandissante des valeurs nouvelles produites. Et cela dans une situation où la production elle-même tend à se réduire. D'où un déséquilibre croissant. Ce développement gigantesque de la spéculation pèse comme un parasite accélérant la destruction de l'économie productive. Les pillages, les rackets, les spéculations ne

créent pas de richesses : ils ponctionnent la richesse déjà produite. Mais ils ne sont possibles qu'à la condition que se maintienne, même en régression, le processus de production (car sans lui, point de plus-value, donc point d'appropriation spéculative de la plus-value).

On entend parler d'excédents de capitaux. Soyons clairs. Si le capitalisme aujourd'hui pouvait développer l'agriculture dans un monde où la famine croît, s'il pouvait élever le niveau de vie des masses populaires qui, en dépit des progrès techniques indiscutables, sont de plus en plus frappées par la sous-alimentation et l'indigence, y compris dans les pays les plus développés, alors il ne serait plus question d'un excédent de capitaux. Mais alors le capitalisme ne serait pas le capitalisme.

TANT QUE LE CAPITALISME RESTE LE CAPITALISME

L'exploitation et l'oppression croissantes des masses sont les conditions et les prémices fondamentales du système fondé sur la propriété privée des moyens de production entré dans sa phase impérialiste. Tant que le capitalisme reste le capitalisme, l'excédent de capitaux est consacré non pas à élever le niveau de vie des masses (car il en résulterait une diminution des profits pour les capitalistes), mais à augmenter ces profits par tous les moyens. Contraints par la lutte de classe à concéder des conquêtes d'une importance sociale et politique considérable (limitation de la journée de travail, protection du travail des femmes, des enfants, minimas et parités des salaires, protection sociale, retraites, instruction publique...), le capitalisme ascendant a fait face à ce « surcoût » social par le développement des techniques et de la productivité, par le développement des forces productives et par l'extension du

marché mondial. Au début du XX^e siècle, le moyen privilégié était l'exportation des capitaux à l'étranger, dans les pays soumis à la domination coloniale où les profits étaient d'autant plus élevés que les capitaux y étaient peu nombreux, le prix de la terre relativement bas, les salaires de même et les matières premières à bon marché. A la fin du XX^e siècle, l'exportation des capitaux, si elle reste une caractéristique majeure de l'impérialisme décadent, est de plus en plus utilisée aux fins d'un pillage immédiat, par le biais de la spéculation, des richesses existantes. Et, dans les pays développés eux-mêmes, le gouffre spéculatif soustrait chaque jour davantage les capitaux au processus de production sans lequel, pourtant, la spéculation elle-même est impossible.

UNE DETTE DE 30 000 MILLIARDS DE DOLLARS

Dans cette folle spirale d'une économie chaque jour davantage entraînée dans le tourbillon spéculatif, l'endettement, et en particulier l'endettement public, joue un rôle considérable. La dette mondiale est évaluée par les spécialistes à 30 000 milliards de dollars ! L'économie américaine n'a jamais été aussi endettée : plus de 11 000 milliards de dollars d'endettement, dont 4 000 d'endettement public. Au point que les intérêts de la dette publique sont devenus en 1992 le troisième poste du budget américain.

La dette publique des USA constitue la principale source de la spéculation internationale. Cette masse de capitaux fictifs qui va s'enflant et qui circule à toute vitesse sur les marchés financiers nourrit l'imminence d'un krach financier et bancaire. Les formidables avancées technologiques que représente l'informatique sont utilisées comme une arme pour la spéculation, et la destruction des forces productives. On a là comme le début d'un processus de désintégration. Selon une étude officielle, près de 1 150 banques américaines sont

aujourd'hui insolubles, 1 500 autres handicapées par des créances douteuses. Depuis 1989, l'administration américaine a dû procéder à la fermeture, pour cause de faillite, de 585 banques et 721 caisses d'épargne. La politique de la dette publique, les déficits budgétaires, moyens artificiels de contenir l'effondrement de la production, se développent dans tous les pays capitalistes.

Depuis 10 ans, les grands pays capitalistes n'ont cessé de recourir à des procédés fictifs pour tenter de relancer l'économie. Mais aujourd'hui, les tentatives de relances fictives tendent à s'épuiser (de même pour ce qui concerne la spéculation monétaire qui, depuis la décision de Nixon en 1971 que le dollar ne soit plus convertible en or, a permis à la monnaie américaine d'être utilisée comme une arme contre les autres monnaies, les autres économies, comme un moyen de la spéculation internationale).

C'est la « loi du marché », qu'on nous présente comme une loi immanente, qui pousse les capitaux à s'orienter systématiquement vers les secteurs les plus immédiatement rentables : ceux de la spéculation, du pillage, du jeu sur la dette. Une loi qui débouche sur le déclin des forces productives.

Mais les redressements fictifs opérés sur la base de l'endettement des Etats et ensuite de toute la société ne font que différer l'échéance. Ceux qui possèdent les moyens de production en reviennent toujours à la même question : comment faire payer aux travailleurs et aux peuples le prix de la décadence du capitalisme ? Et ils se heurtent toujours à la même réalité : en dépit des terribles coups subis, la classe des producteurs reste debout, et les organisations qu'elle a bâties dans et par sa lutte de classe sont toujours là.

DETTE EXTERNE ET PILLAGE

11 000 milliards de dollars d'endettement aux Etats-Unis, cela représente deux années de produit national brut de

ce pays. L'un des instruments utilisés par la classe dominante américaine pour tenter de le combler est la pression gigantesque exercée sur les pays dominés par la dette. La dette qui écrase les pays dominés d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine est une arme entre les mains de ceux qui commandent au système de la propriété privée des grands moyens de production et pillent ainsi les richesses des peuples. Selon la Banque mondiale, la dette des pays dominés s'élève, en 1992, à plus de 1 700 milliards de dollars, en augmentation constante, d'année en année (de 1982 à 1992 : + 73 % d'augmentation). Cette dette a été imposée aux peuples d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine pour des investissements ne correspondant d'aucune manière à leurs besoins, des investissements qui se sont perdus dans les opérations de détournements, de rackets, de corruption. Cette dette et le service de la dette sont utilisés comme un moyen de pillage, d'appauvrissement, et aussi de recolonisation de l'ensemble de ces pays. En Amérique latine par exemple, où elle s'élevait en 1985 à 250 milliards de dollars, la dette approche aujourd'hui 500 milliards de dollars en dépit de remboursements d'intérêts effectués durant cette période et qui s'élèvent à plus de 300 milliards de dollars.

Au début du siècle, analysant les conséquences de l'entrée du capitalisme dans son stade ultime, celui de l'impérialisme, Lénine écrivait que « *le capitalisme s'est transformé en un système universel d'oppression coloniale et d'asphyxie financière de l'immense majorité de la population du globe par une poignée de "pays avancés"* ». Evoquant « *le parasitisme et la putréfaction* » qui, à ses yeux, caractérisent le capitalisme dans sa phase impérialiste, Lénine résume cette situation dans la formule suivante : « *Le capitalisme a assuré une situation privilégiée à une poignée (...) d'Etats particulièrement riches et puissants qui pillent le monde entier par une simple "tonte des coupons" grâce au mécanisme de "l'exportation des capitaux"*. »

Le capitalisme est-il toujours dans son stade impérialiste ? Examinons la question sous l'angle de l'une des principales caractéristiques de l'impérialisme, à savoir l'exportation de capitaux prenant le pas sur l'exportation des marchandises.

UN TRANSFERT DES RICHESSES

Selon les statistiques de la Banque mondiale, le total de la dette des pays dominés est passé de 573 milliards de dollars en 1980 à 1 355 milliards de dollars en 1990. Les intérêts versés chaque année au compte de la dette sont passés de 48 milliards de dollars en 1980 à 160 milliards de dollars en 1990. Il y a donc bien eu, durant cette période, une considérable accélération de l'exportation de capitaux permettant aux pays développés (dans des conditions différentes, on y reviendra, de la « *tonte des coupons* » du début du siècle), de s'approprier une part grandissante des richesses produites (paiement de la dette). Cependant, à la fin des années 1980, l'endettement lui-même a atteint un niveau de saturation tel que l'exportation de capitaux (l'endettement obligé des pays dominés) débouche aujourd'hui sur un transfert des pays pauvres vers les pays dits « riches ».

Prenons l'année 1991 : les intérêts payés sur la dette s'élèvent à 167 milliards de dollars ; les investissements des multinationales rapportent aux pays capitalistes développés 34 milliards de dollars, soit un total transféré des pays « endettés » vers les pays « débiteurs » de 201 milliards de dollars. Déduisons de ce chiffre les 69 milliards de dollars qui représentent l'assistance accordée la même année aux premiers par les seconds. On aboutit au chiffre de 132 milliards de dollars, résultat net de ce qui est transféré des pays dominés vers les pays capitalistes les plus développés pour la seule année 1991. Et cette tendance ne fait que s'aggraver d'année en année.

Le transfert des richesses, véritable pillage des pays du tiers monde, est le résul-

tat de la politique de redistribution imposée par les pays capitalistes les plus développés et les institutions internationales.

D'OU VIENT LA DETTE ?

L'accumulation du capital a abouti à ce que dans les années 1970 les banques et les gouvernements des pays les plus industrialisés ont accumulé des excédents considérables de capital fictif (créé par l'inflation de monnaie et de crédit), les eurodollars, les avoirs de multinationales investis en Europe (et aussi les pétrodollars). Comment investir ces sommes dans des conditions de rentabilité pour le capital ? Les pressions les plus considérables ont été exercées sur les pays dominés, les moins développés, afin de les amener à emprunter cet argent. La doctrine officielle du Fonds monétaire international dans les années 1970 reprochait aux pays les moins développés de « sous-emprunter ». Les gouvernements, les banques ont alors accordé à ces pays des prêts sans rapport avec les besoins, ne s'investissant pas réellement dans le développement de la production de ces pays. Le seul moyen pour les pays dominés de rembourser la dette était d'accroître les exportations à bon marché de produits manufacturés et de matières premières. Pour assurer ces exportations bon marché, il fallait mettre en œuvre ce que le Fonds monétaire international a appelé les « *politiques d'ajustement structurel* » : réduction drastique des salaires, coupes claires dans tous les budgets sociaux, dans l'école, dans la santé, dans tous les systèmes de protection.

Et c'est ainsi que ces baisses de salaires, ces attaques sans précédent contre les conditions de travail, contre les con-

quêtes sociales rendent possible ce transfert de plus de 130 milliards de dollars par an des pays dominés vers les pays capitalistes les plus développés.

Cette politique, on le sait, a provoqué et provoque les plus vives réactions parmi les travailleurs et les peuples. On se souvient des émeutes de la faim comme on l'a vu au Venezuela, en Algérie, en Jordanie, en Tunisie, dans toute une série d'autres pays. Emeutes directement dirigées contre le Fonds monétaire international affameur des peuples, ce même Fonds monétaire international qui poussait hier à emprunter et qui, aujourd'hui, utilise la dette comme une arme pour imposer des « plans d'ajustement structurel », c'est-à-dire en fait le pillage des ressources de ces pays.

Cette résistance des peuples aux plans de pillage du FMI a des conséquences multiples : effondrement des vieilles dictatures, poussée du mouvement des masses pour la démocratie ; tendance de l'impérialisme à favoriser l'émergence de régimes à « façade démocratique » pour tenter de contenir le mouvement des masses dans le cadre de la continuité des Etats et des institutions soumis à l'impérialisme (tendance qui, d'ailleurs, s'exprime de façon contradictoire et convulsive, dans la mesure même où ces régimes à façade démocratique ne font qu'accroître l'instabilité politique) ; aiguisement de la lutte de classe et des phénomènes de révoltes des masses contre la dictature du FMI, débouchant sur une déstabilisation accrue de tous les régimes en place, allant jusqu'à l'effondrement en cours et à l'explosion des Etats (voir en Afrique) ; mais aussi, du fait de la résistance des masses, coup de frein à la politique de privatisation au Brésil, en Uruguay, etc.

V. Impérialisme naissant et impérialisme sénile

La constitution des monopoles, la domination du capital financier (comme produit de la fusion du capital bancaire, du capital industriel et du capital commercial), le partage du monde entre les grandes puissances capitalistes ont fait de l'impérialisme, dès lors qu'il s'est imposé, le stade dans lequel le système de la propriété privée des grands moyens de production s'avère impuissant à développer les forces productives de l'humanité. De facteur de progrès, le capitalisme devenait facteur de stagnation puis de régression dans tous les domaines.

Ces caractéristiques de l'impérialisme, déjà affirmées à la veille de la Première Guerre mondiale, marquent toujours — et même davantage — de leur sceau la situation du capitalisme en cette fin de siècle. Avec, toutefois, une différence qu'il faut souligner. Au début du siècle, le processus de conquête du marché mondial (colonisation) revêtait, pour l'essentiel, la forme de l'exportation de capitaux investis dans la production.

Quelle était l'influence de l'exportation de capitaux sur les pays vers lesquels ils étaient dirigés ? Elle introduisait, et développait jusqu'à un certain point — certes, dans les conditions d'une abominable exploitation du travail humain — le mode de production capitaliste dans ces pays. Dans le même temps où elle provoquait un ralentissement dans l'évolution des pays exportateurs, elle étendait le capitalisme dans le monde entier.

Aujourd'hui, pour restaurer les taux de profit, les grands monopoles recourent certes toujours à la délocalisation des industries occidentales : le travail humain à Taïwan ou au Mexique coûte dix fois moins cher qu'aux Etats-Unis ou dans les pays capitalistes. Cependant, l'essentiel des exportations de capitaux, aujourd'hui, est d'un autre type.

L'IMPERIALISME DE TYPE USURAIRE

L'impérialisme sénile de cette fin de XX^e siècle privilégie l'exportation de capitaux de type usuraire. Ainsi, les pays vers lesquels se dirigent les capitaux exportés sont-ils intégrés dans le marché mondial dans des rapports de dislocation et non plus de développement des forces productives. Loin de permettre un développement, même limité et contradictoire, du capitalisme dans le monde entier, l'impérialisme de fin de siècle apparaît comme marqué d'abord par un capitalisme usuraire, de putréfaction et de destruction des forces productives.

Dans ces conditions, l'écart entre les pays les plus industrialisés et les pays dominés ne fait que se creuser. Alors que, selon les chiffres officiels, pour l'ensemble des pays riches industriels, le revenu par habitant de 1980 à 1988 progressait de 18 % (on sait que ce chiffre lui-même masque, à l'intérieur même des pays capitalistes développés, l'aggravation de l'écart entre les revenus les plus élevés et la masse de la population salariée et chômeuse, dont le pouvoir d'achat ne cesse de régresser), il diminuait durant les mêmes périodes de 8 % en Amérique latine, de 11 % en Afrique du Nord, de 17 % dans le reste de l'Afrique et de 24 % dans la partie occidentale de l'Asie.

Répétons-le, les chiffres concernant les pays développés ne doivent pas abuser. D'année en année, dans ces pays, les pauvres sont de plus en plus pauvres, et les riches de plus en plus riches. Le rapport annuel des maires des grandes villes américaines, publié en décembre 1992, signale, par exemple, une forte augmentation en nombre des sans-abri et des personnes souffrant de la faim. Le nombre de demandes d'aide alimentaire

d'urgence a fait un bond de 18 % par rapport à l'année précédente, deux demandes sur trois concernant les enfants ou leurs parents. Quant aux demandes d'abri, elles ont augmenté de 14 %. Dans leur rapport, les maires signalent que, faute de moyens suffisants, ces demandes ont dû être rejetées à raison, respectivement, de 21 % et 23 %.

On parle « d'aide aux pays du tiers monde ». En réalité il n'y a, même formellement, aucune aide, puisque la richesse extraite des pays prétendument bénéficiaires est, on l'a vu, bien plus importante que l'aide qui leur est accordée.

LA « RECOLONISATION »

Qu'entend-on par « recolonisation » ? Hier, les puissances impérialistes, en exportant les capitaux dans les pays coloniaux, les pays dominés, visaient à la production sur place de la plus-value, dont l'essentiel était ensuite approprié par les détenteurs des capitaux investis : c'était la colonisation. Aujourd'hui, les mesures imposées par le Fonds monétaire international et les autres agences de l'impérialisme visent à prélever une part croissante du revenu national des pays dominés, sur qui s'exerce une pression croissante par le contrôle de leur politique et même de plus en plus une immixtion directe dans les domaines économiques, des finances, du commerce extérieur, de l'armée, de la police, etc. C'est en ce sens qu'on peut parler d'un processus de recolonisation, sous l'égide non seulement du FMI, de la Banque mondiale, mais aussi des Nations Unies, qui organisent une véritable mise sous tutelle de pays entiers, une domination quasi directe pour les contraindre à se restructurer en fonction des exigences du capital financier international. Processus de recolonisation qui aboutit à multiplier les interventions armées substituant, de fait, une administration US, française, japonaise, britannique ou autre à un Etat disloqué, le tout

sous couvert de l'ONU (dont c'est d'ailleurs la fonction, voir la Somalie).

En fait, on assiste à une ponction directe de la plus-value produite dans les pays dominés par le biais de l'économie de la dette. De cette manière, l'impérialisme réduit à la portion congrue les budgets de santé, d'éducation, de protection sociale, du logement, mais également contraint de produire pour l'exportation, détruisant les bases de l'économie nationale, la production agricole alimentaire, la petite industrie, les services publics... tout ce qui n'est pas nécessaire à la mise en valeur du capital (la recolonisation prend également un aspect politique, sur lequel on reviendra plus loin).

Les politiques d'ajustement structurel mises en œuvre par le FMI passant en particulier par la baisse des dépenses publiques, la privatisation des entreprises publiques et leur restructuration, aboutissent à ce que les pays dominés sont contraints de brader une partie du patrimoine national aux puissances capitalistes.

C'est dans ce cadre que se situe le traité de libre-commerce (TLC ou NAFTA) élaboré par le gouvernement américain et ceux du Canada et du Mexique.

Avec le TLC (NAFTA), fer de lance de l'« *initiative pour les Amériques* », l'impérialisme américain, au nom de la « liberté » du commerce, va plus à fond dans cette politique recolonisatrice. Il cherche ainsi à s'emparer directement du pétrole mexicain (entreprise nationalisée qui exprime le niveau d'indépendance nationale atteint par le pays) et à amplifier la vente des marchandises américaines en échange de la destruction de l'industrie et de l'agriculture du pays.

Ainsi la « liberté » du commerce a entraîné un accroissement du déficit de la balance commerciale mexicaine sans équivalent dans l'histoire de ce pays (1989 : 2 milliards 595 millions de dollars ; 1990 : 4 milliards 139 millions de dollars ; 1991 : 11 milliards de dollars ; 1992 : 23 milliards de dollars. On s'attend à un déficit cumulé de 1992 à

l'an 2000 de 200 milliards de dollars), montrant que cette politique tend à faire des pays d'Amérique latine, pays semi-colonisés, de nouveaux pays « importateurs de marchandises américaines », de simples pays compradores.

Selon une publication des Nations Unies (*Forum du développement*, mars-avril 1990), les politiques d'ajustement structurel ont pour conséquence d'enfoncer les populations des pays dominés dans la misère. Le secrétaire général des Nations Unies lui-même, faisant le bilan du programme d'aide à l'Afrique, déclarait : « *Au cours des cinq années du programme d'action, les conditions économiques et sociales se sont en fait détériorées.* »

Imposée par les grandes puissances capitalistes, la chute des cours d'exportation a coûté 50 milliards à l'Afrique. Les termes de l'échange ont été réduits de moitié, et la charge de la dette s'est encore alourdie. De 1980 à 1988, les termes de l'échange, pour l'ensemble de l'Amérique latine, se sont détériorés de 25 %. Et durant la même période, les investissements ont baissé en moyenne de 8 % par an, alors que dans tous les pays les infrastructures, routes, électrification, eau potable, habitat, se détériorent.

En 1990, près de 3 milliards d'habitants des pays dits « *à revenus faibles* », soit 56,5 % de la population mondiale, survivaient avec 5,4 % du revenu mondial.

L'avenir proche que promet l'économie de marché capitaliste au monde entier est celui auquel on assiste aujourd'hui en Afrique. Le processus de recolonisation, c'est la tendance générale du capitalisme de notre époque : incapable d'investir de façon productive sur une grande échelle, incapable d'élargir les rapports de production, le capital détruit les forces productives. La recolonisation ne signifie même plus l'intégration, même par les méthodes abominables du début du siècle, dans un marché mondial encore en pleine expansion. Il s'agit aujourd'hui d'un pillage sans

autre perspective que celle de la destruction des bases économiques de chaque pays, la destruction des forces productives.

LES PRIVATISATIONS : UNE ENTREPRISE MONDIALE DE REGRESSION ECONOMIQUE ET SOCIALE

Réunie à Moscou, les 10, 11 et 12 octobre 1992, la Conférence internationale sur les privatisations a mis en évidence que les privatisations constituent un processus international orienté, de fait, vers la destruction des forces productives et le développement de la spéculation. En même temps que, sous une autre forme, la liquidation des services publics est un élément commun de la politique de tous les gouvernements contre les travailleurs, sur injonction du Fonds monétaire international, de la BERD, de l'OCDE, de la CEE.

L'Adresse aux travailleurs du monde entier souligne les formes les plus visibles de ce processus de privatisation, aussi bien dans les pays capitalistes développés que dans les pays d'Amérique latine et d'Asie. Elle indique par exemple :

« Depuis plus de dix ans, on applique dans les pays occidentaux la formule suivante (formule que l'on prétend appliquer aujourd'hui aux pays est-européens) : "Il faut licencier et réduire le budgets sociaux de l'Etat, en taillant dans les services publics aujourd'hui pour favoriser les investissements de demain qui créeront les emplois d'après-demain." »

En France, après dix ans de cette politique, voici le résultat : 316 milliards de francs de coupes budgétaires offerts en exonérations au patronat, dont les investissements spéculatifs sont passés de 39 milliards de francs à 326 milliards. En revanche, les investissements productifs n'ont cessé de baisser et le nombre de chômeurs est passé de 1,8 million à 3 millions, auxquels s'ajoutent 4 millions de travailleurs en situation précaire.

Le gouvernement a fermé des milliers de classes dans les écoles, de lits dans les hôpitaux, des centaines de lignes de chemin de fer sont supprimées ainsi que des milliers de postes dans l'ensemble des services publics. La même politique s'applique en Allemagne, en Espagne, en Italie et dans tous les pays occidentaux. Dans le pays le plus puissant, les USA, le gouvernement, de la même manière, a réduit de 150 milliards de dollars la part du budget consacré aux services publics. Les privatisations qui en découlent dans le domaine de la santé et de l'école touchent particulièrement les populations les plus pauvres. Dans le même temps, la courbe du chômage n'a cessé de grimper, atteignant près de 10 % de la population active aujourd'hui.

Ainsi, partout dans les pays occidentaux, le développement de la privatisation et du pillage, c'est le développement du chômage, la régression sociale, la liquidation des bases économiques, tandis qu'à l'autre pôle une minorité s'enrichit par la spéculation. »

Réactionnaire sur toute la ligne, le système fondé sur la propriété privée des grands moyens de production entreprend de démanteler méthodiquement chacune des conquêtes sociales de protection collective que les travailleurs ont arrachées durant plus d'un siècle et demi de combat : Sécurité sociale, école publique, santé, etc. De ce fait, il provoque, on l'a vu, la résistance accrue des masses ouvrières et paysannes et des peuples opprimés.

Dans les pays d'Amérique latine et d'Afrique, les privatisations, qui découlent de la politique de la dette, débouchent sur la remise en cause de toutes les formes, mêmes partielles ou abâtardies, de la souveraineté nationale. Les privatisations touchent d'abord le pétrole, une des principales richesses naturelles dans nombre de pays d'Amérique latine. Arrachées au contrôle des grandes compagnies américaines qui prétendaient contrôler directement la production du pétrole, les entreprises nationalisées du pétrole en Equateur, au Mexique, au Pérou, ont joué un rôle majeur dans la

constitution de l'indépendance politique de ces Etats.

PRIVATISATION ET « RECOLONISATION »

Or aujourd'hui on assiste, au Mexique comme en Equateur, comme au Pérou, à un véritable bradage des entreprises nationales de pétrole au profit des multinationales. En Equateur, le bradage de l'entreprise nationale du pétrole, qui rapporte au pays 40 % de ses devises, vise à faire face à une dette extérieure qui représente 100 % du produit intérieur brut du pays. Le bradage de ces industries débouche sur une véritable recolonisation de l'Amérique latine, mais aussi de toute une série de pays d'Afrique et d'Asie, pour lesquels l'industrie nationale est détruite et bradée aux investisseurs étrangers, en particulier américains. Ainsi, pour le seul Mexique, sur 1 155 sociétés d'Etat qui existaient en 1982, il n'y en a plus que 241 aujourd'hui. Dans le cadre de ces processus de privatisation, plus de 100 000 travailleurs ont perdu leur emploi.

Cette politique de privatisation va de pair avec une politique de liquidation brutale des services publics, des services de santé, des services scolaires, tout cela pour pouvoir payer la dette. Les conséquences? Le journal français *Libération* (6 août 1992) a annoncé qu'il n'y aurait plus de trains en Argentine à partir du 31 août. En effet, en application des exigences du FMI, le gouvernement avait proposé à des « *consortiums étrangers de participer à une éventuelle privatisation des services des trains* », mais cela n'a intéressé personne. Autre conséquence : l'effroyable développement de la misère en Amérique latine. Des maladies comme le choléra reviennent en force sur le continent et sèment la mort par manque de soins élémentaires. 204 millions de Latino-américains, 40 % de la population du continent, vivent en dessous du seuil officiel de pauvreté.

La privatisation touche également l'agriculture. Au Sénégal, où des terres

de l'Etat avaient naguère été nationalisées, la Banque mondiale multiplie les pressions pour en obtenir la dénationalisation. Cela passe par la privatisation en cours de la Caisse du Crédit agricole, aboutissant à une concentration de l'agriculture et à l'élimination d'un très grand nombre de travailleurs agricoles. Mais cela est vrai également pour d'autres pays d'Afrique (comme la Côte-d'Ivoire) et, sous d'autres formes, dans le cas de l'agriculture européenne.

ZONES FRANCHES

Une autre forme de privatisation particulière doit être mise en évidence : le développement de ce qu'on a appelé les « zones franches ». Ce sont des enclaves territoriales dans des pays déterminés où les multinationales sont invitées à implanter des activités tournées vers les marchés étrangers, en échange d'un certain nombre d'avantages légaux, fiscaux, douaniers, financiers, administratifs. Ces zones franches sont donc, en quelque sorte, des portions du territoire national cédées en concession à des pays étrangers. Dans ces zones franches, les conditions sociales, les droits des travailleurs ne sont pas ceux qui sont reconnus dans les pays en question. Ces zones franches connaissent une extension importante dans les pays du Sud-Est asiatique, en Afrique, en particulier au Sénégal, et aussi en Chine populaire qui a développé « les zones économiques spéciales » dans quatorze villes et quatre régions.

FMI, BERD, BANQUE MONDIALE...

On doit souligner le rôle majeur joué par les institutions internationales, en particulier le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE et la BERD, dans les mécanismes de la privatisation. Qu'il s'agisse depuis une quinzaine d'années des pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, qu'il s'agisse également des pays indus-

trialisés et, depuis une période plus récente, des pays de l'Est de l'Europe, le FMI, par le biais d'une armée d'experts qui visitent régulièrement, en permanence, l'ensemble des pays, ne se contente pas de donner des conseils. Il impose des plans. Dans un discours qu'il a prononcé devant l'Organisation internationale du travail, le 10 juin 1991, M. Michel Camdessus, directeur général du FMI, a déclaré « *que l'élément clé des programmes du FMI sont les politiques d'ajustement structurel* ». Que sont donc ces politiques d'ajustement structurel ? M. Camdessus indique, en réponse, la nécessité dans tous les pays de développer la flexibilité du salaire et la mobilité de la main-d'œuvre. Au compte de ces politiques d'ajustement structurel, il y a, dit-il, « *les gouvernements de tous les pays (qui) rivalisent dans l'élimination des dépenses improductives* ». Mais qu'est-ce qu'une dépense improductive ? La protection sociale, l'école, les subventions aux secteurs économiques en difficulté, tout cela, dit le secrétaire général du FMI, doit être éliminé.

A ce propos, la structure du Fonds monétaire international permet d'expliquer sa politique.

En 1990, 193 pays disposaient de mandats à l'exécutif du Fonds monétaire international. Sur ces 193 pays, 6 (les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, le Japon, l'Arabie Saoudite) concentraient entre leurs mains près de 45 % du total des mandats, tandis que les 187 autres pays se partageaient les 55 % de mandats restants. A eux seuls, les Etats-Unis contrôlaient près de 20 % des mandats du Fonds monétaire international.

C'est ainsi que l'hyper-concentration des richesses mondiales et de la domination politique s'exprime aussi dans des organismes tels que le G7 ou l'OCDE. Le poids prépondérant que fait peser l'impérialisme US sur les autres impérialismes ne fait pour autant disparaître ni les conflits d'intérêts entre les diverses puissances capitalistes (dont, d'ailleurs,

cette domination est l'expression), ni l'aiguïsement de la concurrence inter-impérialiste (cf. les problèmes du

GATT), ni les contradictions propres à chaque impérialisme, à commencer par l'impérialisme américain lui-même.

du système international en tant que tel. L'ensemble des pays ne se con- tent pas de donner des conseils. Il indique des plans d'investissement et des programmes d'investissement. Mais, dans le cadre de l'initiative de l'OMC, les États-Unis ont des programmes du FMI pour les pays en développement. Les programmes de l'OMC sont destinés à promouvoir le développement économique et social. Les programmes de l'OMC sont destinés à promouvoir le développement économique et social. Les programmes de l'OMC sont destinés à promouvoir le développement économique et social.

Le rôle de l'OMC est de promouvoir le développement économique et social. Les programmes de l'OMC sont destinés à promouvoir le développement économique et social. Les programmes de l'OMC sont destinés à promouvoir le développement économique et social. Les programmes de l'OMC sont destinés à promouvoir le développement économique et social.

Le rôle de l'OMC est de promouvoir le développement économique et social. Les programmes de l'OMC sont destinés à promouvoir le développement économique et social. Les programmes de l'OMC sont destinés à promouvoir le développement économique et social. Les programmes de l'OMC sont destinés à promouvoir le développement économique et social.

l'agriculture et à l'élimination de ces grands groupes de travailleurs agricoles. Mais, dans le cadre de l'initiative de l'OMC, les États-Unis ont des programmes du FMI pour les pays en développement. Les programmes de l'OMC sont destinés à promouvoir le développement économique et social.

ZONES FRANCHES

Les zones franches sont des zones de libre-échange qui permettent aux entreprises de bénéficier de réductions de taxes et de facilités douanières. Elles sont destinées à promouvoir le développement économique et social.

Les zones franches sont des zones de libre-échange qui permettent aux entreprises de bénéficier de réductions de taxes et de facilités douanières. Elles sont destinées à promouvoir le développement économique et social. Les zones franches sont des zones de libre-échange qui permettent aux entreprises de bénéficier de réductions de taxes et de facilités douanières.

BANQUE MONDIALE

La Banque mondiale est une institution financière internationale qui aide les pays en développement à promouvoir le développement économique et social. Elle fournit des prêts et des garanties pour les projets d'investissement.

VI. Décomposition et recomposition à l'échelle mondiale

Dans cette phase de décomposition accrue, le système de la propriété privée des moyens de production génère les facteurs de sa propre désagrégation. Facteurs de désagrégation au plan économique, dans la mesure où le rapport entre la spéculation et la production tend toujours à s'alourdir en faveur du premier terme ; facteurs de désagrégation sociale, dans la mesure où, pour combattre les effets de sa crise, le système est amené à frapper toujours plus durement la classe ouvrière et les peuples, provoquant une résistance qui elle-même fait obstacle aux plans de rentabilisation du capital ; facteurs de désagrégation politique, dans la mesure où la crise du système nourrit une crise de démantèlement de toutes les institutions, des Etats, des alliances, aiguise les contradictions inter-impérialistes, nourrit les phénomènes d'affrontement, y compris de guerre.

Décomposition et recomposition marquent aussi la situation du mouvement ouvrier. La faillite des partis de la II^e Internationale et des partis subordonnés à la bureaucratie du Kremlin facilite l'œuvre de désagrégation des institutions et conquêtes ouvrières entreprise par tous les gouvernements à la solde du FMI et de la Banque mondiale.

Interrogations, désarroi, incertitudes frappent de larges secteurs militants. En même temps, issus de la crise du mouvement ouvrier officiel ou, plus directement, des phénomènes de recomposition du mouvement ouvrier sur l'axe de l'indépendance de classe dans chaque pays, militants et courants cherchent, de plus en plus nombreux, à s'inscrire dans les processus de recomposition du mouvement ouvrier que nourrissent les développements mêmes de la lutte de classe, au plan international. C'est pourquoi la réproclamation de la IV^e Internationale est inséparable de la lutte pour des partis ouvriers indépendants, pour l'indépendance de classe organisée, sous tou-

tes ses formes, inséparable donc de la Conférence mondiale ouverte et de la campagne internationale contre les privatisations.

LE TOURNANT : LA CHUTE DU MUR

Le 11 novembre 1989, le XXXIV^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale, deux jours après la chute du Mur de Berlin, adoptait une résolution politique qui affirmait notamment :

« Ce à quoi nous assistons, c'est l'effondrement en cours de l'équilibre mondial édifié à Yalta, déstabilisant tant l'équilibre des pays où la propriété privée a été expropriée que l'équilibre de tout le système capitaliste en Allemagne, en Europe et dans le monde. A l'équilibre de Yalta qui se liquide par les faits se substituera une situation où des mouvements antagoniques vont se développer entre la révolution et la contre-révolution que la bureaucratie et l'impérialisme ne pourront régler. A Yalta, un équilibre mondial entre les classes s'est édifié sur la base d'une vague révolutionnaire contenue par un système de conquêtes sociales arrachées à l'impérialisme par le prolétariat et les peuples opprimés, ainsi que les conquêtes arrachées par l'expropriation, révolutions déformées. C'est sur cette situation qu'avec Yalta l'impérialisme tenait en équilibre les mécanismes du système de la propriété privée des grands moyens de production, grâce à la bureaucratie du Kremlin et à ses agences nationales, et aux appareils des partis social-démocrates qui ont réussi à maintenir la classe ouvrière dans le cadre de l'équilibre bourgeois. »

Préparé par et prenant appui sur tous les développements antérieurs de la lutte de classe à l'échelle mondiale, l'effondrement de l'ordre mondial préservé durant plus de quarante ans par l'alliance (matérialisée par les accords de

Yalta et Potsdam) entre la bureaucratie contre-révolutionnaire et l'impérialisme contre-révolutionnaire a marqué un tournant dans la situation mondiale. Tournant caractérisé par l'impuissance de l'impérialisme à restaurer un nouvel ordre mondial conforme à ses besoins.

RETOUR SUR UN PRONOSTIC

Trotsky, après le début de la Deuxième Guerre mondiale, formulait en résumé le pronostic suivant : ou bien la révolution socialiste sortira de la Deuxième Guerre mondiale, et elle triomphera à très court terme, ou bien le monde sera irrémédiablement jeté dans une barbarie sans précédent. Cette appréciation de Trotsky était fondée sur l'analyse du déclin des forces productives, de l'épuisement des capacités historiques du capitalisme, ce qu'il appelle le caractère pourrissant des prémisses objectives de la révolution.

Trotsky s'est-il trompé ? Personne ne peut prétendre que nous soyons encore dans l'immédiat après-guerre. Force est de constater que l'alternative ne s'est pas réalisée dans les termes et les rythmes où Trotsky l'avait définie. Faut-il en conclure que le capitalisme a trouvé en lui de nouvelles ressources ? Là encore, seuls les faits peuvent rendre compte de la situation. Il y a eu au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale une poussée révolutionnaire sans précédent. Elle s'est exprimée dans l'expropriation révolutionnaire du capital dans des pays comme la Chine ou la Yougoslavie, dans des soulèvements de caractère révolutionnaire dans l'essentiel de l'Europe. Il aura fallu toute la force conjuguée de l'appareil stalinien et de l'impérialisme pour contenir cette vague révolutionnaire en procédant à l'expropriation du capital par les moyens bureaucratique-militaires que l'on sait à l'Est de l'Europe et en restaurant l'Etat bourgeois à l'Ouest, au prix de concessions considérables qui contradictoirement ont renforcé les institutions de la classe ouvrière au sein de l'Etat bourgeois, la place des syndicats,

la Sécurité sociale... En France mais aussi pour le reste de l'Europe, nombre des conquêtes de la classe ouvrière datent de cette époque. Sur la base de l'immense destruction des forces productives qui a eu lieu pendant la Deuxième Guerre mondiale, et grâce au volant d'entraînement que constitue l'économie d'armement, le système de la propriété privée des grands moyens de production a été à même d'assurer un développement relatif au plan économique durant les 30 années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale et qu'un économiste français a appelées (faisant allusion au XIX^e siècle) « les 30 glorieuses ». Aujourd'hui, en quelque sorte différée, étalée dans le temps, l'alternative ouverte par Trotsky est en train de se reconstituer sous nos yeux. L'épuisement du volant d'entraînement de l'économie d'armement et de l'économie de la dette a abouti à la situation que nous connaissons aujourd'hui.

Et c'est à ce moment, dans ces conditions, qu'avec l'accord de la servile bureaucratie contre-révolutionnaire, les puissances impérialistes prétendent exporter le système de la propriété privée des moyens de production, voulant opérer une « transition pacifique » vers la restauration capitaliste.

Répétons-le : l'effondrement du système politique de la bureaucratie, la marche à la restauration capitaliste, l'assujettissement au capital étranger constituent des facteurs qui ne peuvent conduire qu'à des explosions. Explosions dont les causes sont multipliées par les coups mortels portés à l'économie des pays de l'Est par la privatisation, dont les effets contribuent à intensifier la crise générale du système de la propriété privée des grands moyens de production.

Il y a seulement deux ans, en déchaînant une intervention gigantesque des forces armées dans le Golfe, l'impérialisme américain prétendait jeter les bases du nouvel ordre mondial. Le ministre de la Défense des USA, Dick Cheney, déclarait à l'époque : « *En gagnant le plus rapidement possible la guerre, l'Amérique apparaît un peu plus forte aux yeux*

du monde entier, et elle aura prouvé qu'elle a les ressources pour instaurer un nouvel ordre mondial. » Et James Baker de déclarer à la même époque, en février 1991 : « Je ne crois pas que le leadership des USA devrait se limiter au domaine de la sécurité et de la politique. Je pense que ce leadership doit s'étendre aussi au domaine économique. »

Un peu plus d'un an après son triomphe « militaire », George Bush, le père du nouvel ordre mondial, était battu à l'élection présidentielle américaine. Poursuivant dans la même voie, Lloyd Bentsen, à peine désigné secrétaire au Trésor par Clinton, devait déclarer qu'il est « temps pour les Etats-Unis de rétablir leur leadership au sein du G7 ». Aux Etats-Unis mêmes, les émeutes de Los Angeles ont mis en évidence le caractère insupportable de l'oppression exercée par l'impérialisme le plus fort du monde sur le peuple noir opprimé et, à travers lui, sur l'ensemble de la classe ouvrière dont les conditions d'existence ne font que se dégrader.

En Europe, la guerre en Yougoslavie, les développements meurtriers dans le Caucase, en Géorgie et en Arménie, sont directement la conséquence de l'assujettissement des différentes fractions de la nomenklatura aux plans du FMI et à l'impérialisme.

LA DISLOCATION DE LA CEE

A l'Ouest de l'Europe, la tentative de mettre en place, par le traité de Maastricht, un degré supérieur du dispositif anti-ouvrier et antisocial à l'échelle de toute l'Europe se heurte à la résistance des travailleurs et des peuples. On l'a vu avec le non au référendum au Danemark, avec la majorité écrasante d'ouvriers et de paysans dans le vote non en France. On le voit dans les processus mêmes de la lutte de classe : grève générale en Italie contre le plan d'Amato aux ordres du FMI et de la CEE ; manifestations de masse en Grande-Bretagne, qui ont contraint Major à reculer sur les plans de liquidation des mines, mobili-

sations en cours en Espagne contre les plans de liquidation de la sidérurgie, etc.

Cette tentative se heurte également à la lutte acharnée que se livrent les différents impérialismes entre eux. La lutte pour le partage des marchés, pour la distribution et la redistribution des zones d'influence, sape à la base les mécanismes d'harmonisation internationale dont pourtant le capital a besoin pour imposer ses plans aux travailleurs et aux peuples du monde. L'impérialisme le plus fort — les USA — entend faire prévaloir ses intérêts propres face à ceux d'impérialismes débiles, notamment l'impérialisme français, dont les zones d'influence en Afrique et les capacités de production sont largement menacées. En période de restriction, il y a de moins en moins de place à la table des grands. Quant aux impérialismes allemands et japonais, ils sont fermement invités, s'ils veulent conserver leur position d'impérialismes de premier ordre, à prendre en charge une partie du fardeau de la préservation de l'ordre mondial qui incombe jusqu'alors aux USA, et à respecter les intérêts économiques de ces derniers.

Le phénomène de la dette publique, dans les pays capitalistes développés, prend des proportions qui ne sont plus maîtrisées. En Italie, le déficit budgétaire risque, selon les termes de la Cour des comptes, de devenir « incontrôlable » en 1993. En France, le rapporteur du budget à l'Assemblée nationale déclare à propos de la charge de la dette, devenue le troisième budget de l'Etat : « A terme, une telle situation est intenable. » Aux Etats-Unis, pour le même budget de l'année 1993, le service de la dette représente le troisième poste du budget de l'Etat, avec 18 % du total. Dans le même temps, les dépenses fédérales d'investissement ont baissé de 30 % au cours des années 1980, affectant en particulier les infrastructures routières, le service de l'éducation, la santé... L'élection de Clinton marque l'impasse dans laquelle était arrivée la politique suivie douze années durant par Reagan et Bush. La presse, non sans raison, a souligné après l'élec-

tion présidentielle américaine que les deux maîtres mots de la politique de Reagan et de Bush ont été privatisation et déréglementation des conditions de travail. Cette politique, censée créer les conditions d'une relance, a eu pour résultat le gonflement sans précédent de la dette publique, sans que d'aucune manière on ne voie le signe annonciateur d'une reprise économique. En revanche, elle a accru la dislocation sociale aux Etats-Unis, accroissant en particulier l'appauvrissement des couches ouvrières, des Noirs, de l'ensemble des exploités.

LA SIGNIFICATION DU GATT

Après l'élection de Clinton comme avant, le capital financier américain veut sortir de cette impasse. Sans aucun doute, Clinton va tenter d'apaiser l'inquiétude et la frustration des couches moyennes autour d'un certain nombre de questions. Cependant, dès son élection, il a mis en évidence ce que seraient les lignes de force de la politique américaine, avec une intention affichée de continuité. Il a insisté sur la nécessité de ce qu'il a appelé une « *défense forte* », ce qui en termes clairs se traduit par la poursuite des dépenses militaires. Il a mis l'accent sur ce qu'il a appelé « *la promotion d'une croissance globale* », qui doit être définie suivant « *une stratégie en commun avec l'ensemble des grandes puissances économiques* ». En clair, cela signifie que la pression exercée par le capital financier américain sur les autres bourgeoisies, pour contraindre à des accords favorables aux intérêts américains au détriment des autres intérêts capitalistes, va s'accroître. On en a vu la matérialisation dès l'élection de Clinton, avec le conflit sur le GATT. La CEE est apparue (non sans contradiction) comme l'instrument de la soumission aux injonctions américaines, y compris en sacrifiant les intérêts du capital français sur l'autel des relations entre les bourgeoisies britannique, allemande et américaine.

La conséquence concrète de ces accords du GATT, c'est une réduction de 50 % des exploitations agricoles existantes en France dans les quinze prochaines années. La politique de désertification, de mise en jachère, de réduction de la production agricole, est particulièrement sensible dans le cadre de la CEE. La prétendue politique agricole commune de la CEE a pour fonction essentielle de réduire la production, et donc les exportations. C'est ainsi que selon les chiffres officiels, la nouvelle politique agricole commune, la PAC, organisant le gel de 15 % des terres, aboutira à diminuer de près de 13 % l'offre européenne de céréales dans les prochaines années. En 1996, la CEE sera exportatrice de 14,7 millions de tonnes de céréales, alors que, sans la réforme de la PAC, elle aurait pu en exporter 59,1 millions de tonnes.

Il faut mettre ce chiffre en relation avec le rapport prévisionnel de la FAO (l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), qui met en garde contre la trop faible augmentation de la production mondiale de céréales en 1992-1993.

Engluement des dispositifs communautaires de Maastricht, aiguisement des contradictions entre les différents impérialismes européens, résistance des masses ouvrières ; mais en même temps, du fait du soutien apporté aux institutions en place par les dirigeants des partis de la II^e Internationale et des partis staliniens plus ou moins rénovés, ces institutions, ces gouvernements rejetés pour l'instant restent en place. Ils se heurtent à la volonté des travailleurs, des jeunes, des paysans, de ne pas se laisser asservir.

Cette situation pose dans tous les pays, dans chaque pays, la question urgente de la réalisation de l'unité, du front unique des travailleurs et des organisations, sur le terrain de la défense des conquêtes ouvrières comme élément central de la sauvegarde de la civilisation.

SUR L'INGÉRENCE HUMANITAIRE »

Dans la plupart des pays d'Afrique, la lutte des masses contre les dictatures en place, au service du FMI et de l'impérialisme, se heurte à la tentative de maintenir en place, même sous des formes modifiées, des régimes « continuistes » par le biais de « conférences nationales » qui ont pour seule fonction de faire obstacle à la souveraineté du peuple prenant en main son propre sort. La politique du FMI et de Washington de mise en place de gouvernements à façade démocratique, loin de contenir la décomposition en cours, ne fait que l'accentuer. Par la politique de la dette, par le pillage des pays, l'impérialisme pousse au démantèlement, à l'explosion des Etats constitués. C'est une généralisation de guerres civiles nées de cette décomposition, en Somalie, en Angola, au Libéria...

Dans les pays du Maghreb, sous couvert de la lutte contre l'islamisme, c'est en réalité à une répression féroce pour maintenir les institutions au service du FMI qu'on se livre en Algérie, en Tunisie, au Maroc, sans parvenir pour autant à empêcher la résistance des peuples qui ne veulent plus supporter les plans du FMI.

Et dans les pays de l'Est eux-mêmes, confrontés aux conséquences désastreuses des privatisations, commence à s'ordonner le processus difficile et complexe de reconstitution d'organisations ouvrières indépendantes luttant pour la préservation et la sauvegarde du peuple.

Sous couvert de « droit d'ingérence » élémentaire ou humanitaire, les gouvernements impérialistes sont entraînés à multiplier les interventions militaires de fait, le plus souvent sous le drapeau de l'ONU, pour tenter de contenir la dislocation de tous les dispositifs institutionnels, nationaux et régionaux. Une dépêche de l'AFP permet de mesurer toute la portée de cette politique interventionniste :

« Londres, 19 septembre (AFP) — Le secrétaire du Foreign Office Douglas Hurd presse les Nations Unies de se donner un "rôle impérial", en n'hésitant pas le cas échéant à usurper la souveraineté nationale et à s'attribuer le pouvoir chaque fois qu'un gouvernement s'effondre comme en Somalie et au Cambodge. M. Hurd y affirme notamment : *"Lorsqu'au siècle dernier, certaines parties de l'Afrique se sont effondrées, les puissances coloniales sont arrivées (...). Personne n'a l'intention d'en faire autant aujourd'hui. Par conséquent, seule l'ONU est à même de le faire."* »

On a vu depuis, avec l'intervention militaire en Somalie, le véritable visage de l'ingérence prétendument humanitaire : en fait, une opération de police classique, une version contemporaine de la politique de la canonnière. Comme l'a déclaré un très haut responsable de l'ONU au journal *Libération* :

« L'intervention américaine pue l'arrogance. Ils n'ont consulté personne. Ce débarquement a été préparé de longue main, l'humanitaire ne sert que de prétexte. En fait, ils testent ici, comme d'autres un vaccin sur une bête, leur doctrine pour la résolution de futurs conflits locaux. Or, cette opération coûtera, de leur propre aveu, entre 400 et 600 millions de dollars dans sa première phase. Avec la moitié de cette somme, sans un seul soldat, je rendrais sa stabilité prospère à la Somalie. »

Tout le problème pour l'impérialisme, c'est qu'il y a, sur le seul continent africain, des dizaines de Somalie. Et il y a, aussi, la Yougoslavie, le Caucase, etc. L'effondrement des structures étatiques produit du pillage recolonisateur risque de rendre impossible le maintien d'un ordre mondial, même apparent. Sauf à entretenir des troupes d'occupation de millions d'hommes dans des dizaines de pays. Et encore... « *Il faut recoloniser l'Afrique* » : tel est le titre d'un article du très sérieux *Wall Street Journal*. A quel prix, pour quel résultat ? Toute la question est là.

VII. La réaction sur toute la ligne

De l'impérialisme, comme stade suprême du capitalisme sur le déclin, Lénine a donné cinq caractéristiques majeures :

« 1. Concentration de la production et du capital parvenu à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles dont le rôle est décisif dans la vie économique.

2. Fusion du capital bancaire et du capital industriel et création sur la base de ce "capital financier" d'une oligarchie financière.

3. L'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière.

4. Formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde.

5. Fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes. »

Qu'en est-il de ces cinq caractéristiques aujourd'hui ?

• La concentration de la production créant les monopoles ? Le phénomène n'a fait que s'accroître depuis l'époque où ces lignes ont été écrites. Aujourd'hui, les 200 premières firmes mondiales assurent à elles seules près de 30 % de la production de biens et services. Il suffit de prendre le cas de l'automobile. Lorsque Lénine écrivait, il y avait encore en France plusieurs dizaines de constructeurs. Il en reste aujourd'hui deux, et encore sont-ils liés aux monopoles internationaux. De même pour tous les secteurs de l'industrie, à l'échelle internationale.

• Fusion du capital banquier et du capital industriel et création d'une oligarchie financière ? La domination du capital financier produit de cette fusion est encore moins discutable aujourd'hui qu'au début du siècle. Il a été montré, précédemment, la tendance qui va

s'accroître à désinvestir du secteur de la production pour engloutir des capitaux (par ailleurs inexistant) dans la spéculation. Que les avoirs financiers des sociétés (sans parler des banques et autres institutions à vocation strictement financière) constituent aujourd'hui la majorité de leurs avoirs, et que 99 % des transactions financières relèvent purement et simplement de la spéculation suffit à répondre à la question.

• Exportation des capitaux ? Il a été répondu à la question précédemment, en insistant sur l'aspect essentiellement usuraire de l'exportation des capitaux en cette fin du XX^e siècle.

• Formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde ? Là encore, le phénomène s'est concentré à un niveau sans précédent. La libre concurrence du capitalisme juvénile du XIX^e siècle a engendré la concentration de la production, laquelle, arrivée à un certain degré de développement, a conduit au monopole. Devenu un fait mondial dès le début du XX^e siècle, le caractère monopolistique du capitalisme n'a cessé de se renforcer. Les monopoles ont donné naissance à la fin du XX^e siècle à des multinationales de taille tentaculaire. Leur pouvoir est non seulement économique, mais dicte aussi aux gouvernements des décisions qui ont une importance déterminante.

Pour mesurer le poids de ces multinationales, citons quelques chiffres établis par la revue *Fortune*, des Etats-Unis. Si General Motors était, non pas une multinationale, mais un Etat, et si son chiffre de ventes annuel était le Produit national brut de cet Etat, General Motors se situerait au 22^e rang mondial par le Produit national brut, bien avant des pays comme la Suisse, l'Arabie Saoudite, etc. De plus, General Motors emploie un personnel plus nombreux

que la population de 65 Etats et territoires dans le monde.

Si Exxon était un Etat, et son chiffre d'affaires annuel un Produit national brut, elle se situerait au 24^e rang mondial, avant la Corée du Sud et la Belgique. Si Royal Dutch était un Etat, et son chiffre d'affaires annuel un Produit national brut, elle se situerait au 28^e rang mondial devant l'Autriche, Taiwan, le Danemark...

- Quant à la fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances impérialistes, on notera que ce partage achevé, qui était réalité à l'aube de la Première Guerre mondiale, s'est vu affecté par les développements mêmes de la révolution mondiale. La révolution russe de 1917, en expropriant la propriété privée des grands moyens de production, a soustrait la Russie de la domination directe des grandes puissances impérialistes. Du fait de l'isolement de la révolution russe, elle ne l'a pas, cependant, soustrait au marché mondial. La cristallisation de la caste bureaucratique stalinienne a contribué à soumettre de plus en plus les rapports sociaux issus d'Octobre à la pression de l'impérialisme, même si, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, la bureaucratie a été amenée, pour les raisons mêmes de la préservation de l'ordre mondial contre-révolutionnaire, à procéder à l'extension à tout l'Est de l'Europe, par des moyens bureaucratico-militaires, des rapports de propriété prévalant dans l'ex-URSS. Tandis que, parallèlement, les révolutions chinoise et yougoslave procédaient elles aussi à l'expropriation des capitalistes. La politique du stalinisme a, on l'a vu précédemment, préparé les conditions de l'effondrement de l'ensemble de ces pays.

Cependant, comme cela a été exposé précédemment, cette « ouverture aux marchés » n'équivaut pas à une réelle « ouverture de nouveaux marchés ». Bien que cet aspect existe, il est, nous l'avons vu, relativement marginal par rapport au processus de pillages directs. Marginal, et temporaire ! Il suffit d'observer ce qui se passe en Corée, à

Taiwan, aux Philippines, où la résistance du prolétariat à la surexploitation débouche sur la constitution d'organisations ouvrières indépendantes.

Concernant l'Est de l'Europe et la Chine, remarquons que, dans la continuité du « partage » des zones d'influence qui s'étaient déjà largement développées sous Brejnev, Gierek, Ceausescu, etc., les principaux impérialismes, USA, Allemagne, Japon (le premier dominant, de fait, les deux autres, ce qui ne signifie pas qu'il n'y ait pas de conflits d'intérêts entre eux), se partagent l'essentiel, laissant une place de second rang à d'autres impérialismes déclinants : la France, la Grande-Bretagne.

De ces cinq caractéristiques, il découle, selon Lénine, trois conséquences majeures :

a) « *Le capital financier et les trusts n'affaiblissent pas mais renforcent les différences entre le rythme de développement des divers éléments de l'économie mondiale.* »

Cela a été suffisamment démontré dans ce qui précède.

b) La tendance « *au parasitisme et à la putréfaction* » de l'impérialisme. On a parlé plus haut de la spéculation. L'économie d'armement (qui reste à un très fort niveau, malgré la fin de la « menace soviétique ») relève, elle aussi, du parasitisme propre à l'impérialisme. L'Initiative de défense stratégique, surnommée « *guerre des étoiles* », coûtera 37 milliards de dollars entre 1994 et 1997, c'est-à-dire 10 milliards de plus que les prévisions de l'administration selon un rapport de l'Office du budget du Congrès. Ces 37 milliards de dollars s'ajoutent aux 29 milliards de dollars déjà dépensés par les Etats-Unis pour ce programme. L'économie d'armement, c'est aussi, à l'autre bout de la chaîne, le développement des dépenses militaires sur le continent africain. Selon les chiffres officiels, le continent africain au cours des années 1980 a consacré plus de 5 % de son Produit national brut à des dépenses militaires. Or, durant la même période, le Produit intérieur brut africain

diminuait de 10 %. Très officiellement, 33 conflits armés, au cours des 40 dernières années en Afrique sub-saharienne, ont occasionné plus de 7 millions de morts sur ce continent.

Productrice de forces de destruction et non de production, l'économie d'armement ne prospère qu'en parasitant les fonds publics, grève les budgets, accélère le démantèlement des services publics, et exige, pour être « consommée », d'une part l'entretien permanent de conflits plus ou moins locaux mais très meurtriers, et d'autre part, le renouvellement/destruction permanent des stocks, réputés périmés. Sous toutes les formes, l'économie d'armement est économie de destruction des forces productives.

L'économie de la drogue, comme l'économie d'armement, relève du développement économique parasitaire de l'économie capitaliste en décomposition. Les services américains des narcotiques évaluent à 2 400 milliards de dollars les fonds accumulés par le trafic de la drogue dans les dernières années, et à 300 milliards de dollars par an le chiffre d'affaires de l'économie de la drogue. Le scandale de la BCCI a éclairé les liens très étroits qui unissent la plupart des grandes banques américaines, suisses et de différents pays à l'activité de blanchiment de la drogue. Liens également avec les Etats : on connaît le rôle de la CIA dans l'extension du trafic de drogue en Amérique latine, ses liens avec les plus grands trafiquants. En Espagne, le trafic de drogue était, jusqu'à des arrestations récentes, organisé par les sommets de la police des stupéfiants. Dans les pays de l'Est de l'Europe, un nouveau marché s'ouvre. Déjà 138 000 hectares plantés en cannabis au Kazakhstan, 60 000 au Kirghistan, 1 million d'hectares en Russie. Les cultures de pavot ont été multipliées par dix en quelques années en Ouzbekistan. Au Tadjikistan, la récolte d'opium a doublé en 1992. L'Ukraine, le Caucase, la Biélorussie produisent et exportent en masse de la drogue vers le reste de l'Europe. Dans ce

trafic, des secteurs entiers de la nomenclatura s'enrichissent à une vitesse foudroyante.

Dans tous les pays, l'utilisation de la drogue est un moyen pour corrompre la jeunesse, la détruire physiquement, tandis que les profits les plus juteux sont accumulés dans les banques où se recycle l'argent tiré du trafic. La Floride est devenue la deuxième place financière des Etats-Unis après New York. Or selon un fonctionnaire de la police de Miami : « *Si on retirait du sud de la Floride tout l'argent qui provient de la drogue, l'économie régionale s'effondrerait.* »

c) « *Réaction sur toute la ligne, quel que soit le régime politique, aggravation extrême des antagonismes dans ce domaine également (...). De même se renforce particulièrement l'oppression nationale et la tendance aux annexions, c'est-à-dire à la violation de l'indépendance nationale.* »

L'impérialisme sénile de la fin du siècle n'est pas un « nouveau stade » de l'impérialisme, mais simplement la forme la plus décomposée, produit de l'agonie du système de la propriété privée des moyens de production. L'impérialisme sénile concentre de manière paroxystique le caractère de « réaction sur toute la ligne » du stade impérialiste.

Partout dans le monde, les institutions des Etats, les institutions de domination du système de la propriété privée des moyens de production sont en crise. Partout dans le monde, sous les formes les plus diverses, elles ne doivent leur survie qu'au soutien que leur apportent les appareils qui ont trahi les intérêts du mouvement ouvrier : ceux de la II^e Internationale, ceux qui sont issus du stalinisme engagés dans un processus d'intégration dans la II^e Internationale, à l'heure même où celle-ci est entrée dans la voie de la décomposition la plus complète. Partout dans le monde, pour préserver le système capitaliste failli, les gouvernements s'en prennent aux acquis de la démocratie, à toutes les formes de représentation politique, et tentent en particulier de remettre en cause l'indé-

pendance des organisations syndicales là où elles existent, et de faire obstacle à la constitution d'organisations syndicales indépendantes.

Droit syndical menacé, droit de grève menacé, là où il existe, conquêtes sociales menacées de liquidation, droits des femmes, droit à l'avortement, conquêtes démocratiques, droits de la jeunesse... Dans tous les domaines, l'impérialisme, le capitalisme en putréfaction, ce capitalisme de recolonisation usuraire et de pillage à la fin du siècle, ne peut que précipiter l'humanité à la dérive.

DECOMPOSITION SUR TOUTE LA LIGNE

Le rapport mondial sur le développement humain (PNUD-1992) fournit les chiffres suivants : en 1990, dans les pays dits « *en développement* », on comptait 1,2 milliard d'êtres humains vivant dans la pauvreté absolue, 1,5 milliard n'ayant accès à aucun système de santé, 100 millions touchés par la famine. Le même rapport signale 100 millions de pauvres dans les pays développés. Toujours selon la même source, en 1960 les 20 % les plus riches de la population mondiale disposaient d'un revenu égal à 30 fois celui des 20 % les plus pauvres. 30 ans plus tard, l'écart s'est considérablement creusé : les 20 % les plus riches disposent d'un revenu égal à 59 fois celui des 20 % les plus pauvres. Et à l'intérieur de chaque pays, y compris les pays les plus riches, le fossé ne cesse de se creuser.

Une conférence convoquée en décembre 1992 par la FAO et l'OMS estime que 760 millions de personnes — 20 % de la population des pays dominés — souffrent de malnutrition. On ose faire dans les pays capitalistes de prétendues campagnes contre la faim dans le monde. Mais le rapport annuel de la FAO (1990) constate que de 1985 à 1989 la production vivrière annuelle par habitant a diminué dans 70 pays en voie de développement, et cela en rapport direct avec la dette. Dans certains de ces pays comme l'Iran, l'Irak, le Nicaragua, la

Tunisie, dans la majeure partie de l'Afrique, cette production a diminué de plus de 5 %. Et pendant ce temps, par le biais de la dette, on continue à piller ces pays. Conséquence : selon les chiffres fournis à cette conférence par la FAO, la disponibilité énergétique alimentaire, c'est-à-dire le nombre de calories par personne et par jour, est en régression, de 1980 à 1990, pour l'Afrique et l'Amérique latine ! La faim progresse, l'humanité régresse : qui est responsable ? En Afrique, le nombre de sous-alimentés — toujours selon la FAO — atteint aujourd'hui 170 millions de personnes, un tiers de la population du continent, une augmentation de plus 70 % en 20 ans ! Dans le monde entier, près de 190 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition, dont 40 000 meurent chaque jour ! Or l'UNICEF, dans un appel rendu public le 17 décembre 1992, évalue que 25 milliards de dollars par an suffiraient à sauver la plupart de ces enfants. 25 milliards de dollars, soit à peine 20 % du service de la dette des pays dominés, moins de 2 % du total de la dette elle-même !

L'effondrement de la situation sociale est un phénomène mondial. Ainsi, à l'occasion d'une décision de justice américaine reconnaissant le droit de mendier à New York, le chiffre de plusieurs millions de sans-abri aux Etats-Unis a été rendu public : 80 000 à 100 000 pour la seule ville de New York. En France, on estime à 500 000 le nombre de personnes sans domicile fixe. Et pourtant... Selon l'étude de l'Economic Policy Institute de Washington : « *La concentration de la richesse était plus forte en 1989 qu'à aucun autre moment depuis 1929* » aux Etats-Unis. Selon cette étude, la valeur totale des biens des particuliers est passée de 13 600 milliards de dollars en 1983 à 16 100 milliards de dollars six ans plus tard, soit une augmentation de 20 %. Cependant, si on en examine la répartition, 0,5 % des Américains les plus riches ont bénéficié de 55 % de la hausse des patrimoines entre 1983 et 1989, tandis que 60 % des Américains les plus pauvres ont vu les leurs diminuer

au total de 256 milliards de dollars. En France, 10 % les plus riches possèdent 60 % et 1 %, 20 %.

Réaction sur toute la ligne : après la guerre du Golfe en Irak, plus de 150 000 enfants sont morts des conséquences du blocus ; à Harlem (New York), l'espérance de vie est aujourd'hui la même que celle du Bangladesh ; à Washington, le taux de mortalité infantile dépasse celui de la Roumanie et de la Jamaïque, pourtant parmi les pays les plus pauvres du monde.

Réaction sur toute la ligne : de 1979 à 1986, la part des revenus dans le Produit intérieur brut, dans un pays comme la France, a diminué de près de 10 %, tandis que les taux de marge des entreprises ont progressé d'autant. Et cela est vrai dans des proportions comparables pour l'ensemble des pays capitalistes développés. En France toujours, selon les associations caritatives, on assiste à une « augmentation du nombre des placements d'enfants pour cause de misère dans plusieurs régions de France, alors qu'il n'y a pas de mauvais traitements, mais des familles vivent sous la tente, dans des caves, des autos, des squatts infâmes, sans eau, sans électricité, sans chauffage » (depêche AFP, 8 juin 1992).

Selon l'Organisation mondiale de la santé, réunie en assemblée mondiale à Genève en mai 1992, la santé des hommes à l'échelle mondiale, en dépit des considérables progrès des connaissances et des techniques médicales, ne connaît pas d'amélioration. Dans son « Rapport sur la santé dans le monde » 1992,

l'OMS estime que près de la moitié des 46,5 millions de décès annuels dus à des maladies pourraient être aisément évités. Et l'OMS de souligner la résurgence du paludisme, de la tuberculose, du choléra, sans oublier la propagation dramatique du sida.

Réaction sur toute la ligne : selon le Bureau international du travail, il y aurait, à l'échelle internationale, plusieurs centaines de millions d'enfants (âgés de moins de 14 ans) contraints à travailler. Selon ces experts du BIT, les enfants travaillent de plus en plus jeunes, en rapport avec la pauvreté croissante qui s'abat dans le monde, dans des industries généralement dangereuses et polluantes. En Afrique, on estime qu'un enfant sur cinq est contraint à travailler ; dans certains pays d'Amérique latine, un sur quatre. Il sont 12 millions d'enfants contraints à travailler au Nigéria, 7 millions au Brésil, mais aussi en Europe, en Italie, en Espagne. Au Zimbabwe, des enfants de 7 ans sont contraints de travailler dans les plantations de café ou de coton ; en Indonésie, les enfants travaillent toute la journée dans des usines d'ampoules électriques ; au Népal, ils tissent des tapis pour un dollar par jour ; en Inde, des dizaines de milliers d'enfants, esclaves de fait, travaillent dans les mines où ils rampent à longueur de journée.

Réaction sur toute la ligne : le travail de nuit des femmes est à nouveau autorisé dans l'industrie dans les pays d'Europe.

VIII. Pour conclure : quelques considérants sur le capitalisme, son passé, son avenir

En conclusion de ce document, il peut être de quelque utilité de résumer, en quelques points, les repères qui permettent de mieux saisir la trajectoire historique du système fondé sur la propriété privée des grands moyens de production :

1. Le capital, pour reprendre la formule de Marx, est un rapport social, plus précisément : un rapport social d'exploitation. L'exploitation du travail humain par ceux qui possèdent, de manière privée, les moyens de production, vise à la création de plus-value, laquelle est à la base du profit capitaliste.

2. La chute tendancielle du taux de profit, inhérente au développement du mode de production capitaliste, d'une part, l'accumulation du capital d'autre part, poussent à une extension sans limites de la production.

Cette tendance se heurte aux rythmes infiniment plus lents d'expansion des marchés. Le marché (la capacité d'absorption des marchandises produites) est borné par le fait que la production de marchandises visant à la rentabilisation du capital, leur « consommation » n'a de sens, du point de vue des capitalistes, que si elle permet la réalisation du profit. Cette contradiction se traduit par le ralentissement du processus d'accumulation et la baisse de rentabilité du capital.

3. Par manque de perspectives rentables, il en résulte une tendance à la surproduction de capital : le capital n'entre plus dans le processus d'accumulation. Le marché capitaliste est incapable de répondre à la tendance à l'expansion illimitée des forces productives et de la production de marchandises. La surproduction de marchandises est une forme de la surproduction de capital. Le ralentissement de l'accumulation (c'est-à-dire de l'investissement productif) exprime le moment où les capitalistes estiment ne

plus pouvoir produire rentablement dans une ou plusieurs branches industrielles en raison de l'engorgement des marchés correspondants.

4. Dès lors que la production ne dégage plus assez de plus-value par rapport à la masse de capitaux, les capitalistes cherchent à mettre en œuvre tous les moyens contribuant à l'augmentation de la plus-value, source des profits, sans accroissement des capitaux investis. Au premier rang de ces moyens : la hausse des taux d'exploitation et les politiques de pillage impérialiste.

5. Le stade impérialiste du capitalisme se caractérise par la conquête de tous les marchés par les grands monopoles et les grandes puissances capitalistes. Dès lors, la guerre commerciale et économique que se livrent les groupes financiers et industriels mondiaux (le capital financier) et leurs Etats pour s'approprier la plus-value mondiale, pour préserver et accroître leur profits, se manifeste par de gigantesques destructions.

6. Pour le capital financier il est nécessaire de tenter de détruire tout ce qui l'empêche de s'approprier directement plus de plus-value. En particulier, toutes les conquêtes sociales qu'il lui a fallu concéder à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et lors des guerres de libération des pays coloniaux. Mais aussi, tous les secteurs publics dont le développement était naguère nécessaire au capitalisme ascendant, et qui deviennent des obstacles à l'heure de la destruction en masse des forces productives. Cette orientation le conduit à provoquer lui-même l'affrontement avec la classe ouvrière, contribuant à aiguïser la lutte de classe, et, partant, la résistance à la mise en œuvre de ces plans.

7. Les années qui suivirent la fin de la Deuxième Guerre mondiale ont vu se manifester de façon croissante le caractère définitivement réactionnaire et para-

sitaire des rapports de production capitalistes dans leur forme contemporaine, à savoir celle de l'impérialisme.

Il n'est pas la moindre des caractérisations de l'impérialisme qu'en donna Lénine en 1916 qui ne se vérifie aujourd'hui. La concentration et la centralisation du capital est telle que les 200 premiers groupes mondiaux représentent l'équivalent de 30 % du Produit national brut mondial. Les groupes industriels sont entrés dans une lutte concurrentielle, non pas dans une course pour l'ouverture de nouveaux marchés mais pour le repartage des marchés existants.

8. Les premières phases de récession qui se sont manifestées dans les années 1950 exprimaient, après 15 ans de crise et de guerre, que les mêmes signes réapparaissaient de la contradiction entre la tendance à accroître la production sans limites et les limites mêmes imposées par la forme privée de l'appropriation.

L'économie d'armement a alors permis de maintenir par les commandes publiques américaines la production dans des secteurs industriels comme la mécanique, l'aéronautique, et de réaliser des profits. Mais il ne s'agissait nullement d'une demande issue du marché ; au contraire, c'était l'étroitesse du marché qui était artificiellement compensée par les dépenses militaires.

Avec l'économie d'armement, s'est développée aux Etats-Unis l'économie de dette sur la base des déficits publics. Une masse de capitaux fictifs n'a ainsi fait que croître au fil des années, expression « en creux » de la surproduction de capitaux réels.

Engendrés par l'économie d'armement, l'économie de dette et l'ensemble des formes parasitaires de « soutien » des économies (dans la foulée du « soutien » de l'économie US), les capitaux fictifs sont la source des activités spéculatives.

9. Dans le cadre de la domination du capital, l'accumulation ne peut naître que de l'extraction de la plus-value. Seule la production, c'est-à-dire l'exploitation

du travail humain, dégage des valeurs nouvelles, donc la plus-value. Mais la contradiction entre la contraction du marché d'une part et la tendance au développement illimité des capacités de production d'autre part amène à rendre de plus en plus difficiles les conditions de la rentabilisation du capital dans la production elle-même. Cependant, l'accumulation se poursuit et le capital cherche à s'approprier par tous les moyens la plus-value existante. D'où le développement grandissant des secteurs de la spéculation et du parasitisme économique. Dès 1865, dans le livre III du *Capital*, Marx faisait la remarque suivante au sujet du capital bancaire : « *La forme du capital porteur d'intérêts implique que tout revenu argent déterminé et régulier apparaisse comme l'intérêt d'un capital, que ce revenu provienne ou non d'un capital.* »

Avec la fusion du capital bancaire et du capital industriel dans le cadre du capital financier, cette tendance est devenue générale dans le fonctionnement de tout le système capitaliste. Il est secondaire aujourd'hui aux yeux du capital de déterminer dans quels rapports avec la production s'opère le profit qu'il est en train de réaliser. Tout profit réalisé apparaît sous la forme d'une valorisation du capital, que celui-ci soit investi dans la spéculation, dans l'économie de destruction, dans la drogue ou dans la production. Ce caractère en quelque sorte indifférencié de l'appropriation de profits par le capital financier explique la part grandissante aujourd'hui des activités spéculatives par rapport aux activités productives. La survie du capital sur la base d'une généralisation de l'endettement (30 000 milliards de dollars d'endettement mondial à l'heure actuelle), le développement de manière gigantesque de capitaux fictifs marque le triomphe de la spéculation, laquelle ne crée aucune valeur nouvelle. La spéculation représente le moyen de prélever une part des valeurs existantes. La réalisation des profits spéculatifs (A-A') relève du pillage ou, à tout le moins, du détournement de fonds. Au cœur de l'activité spéculative

on trouve les banques, que ce soit dans la spéculation immobilière, monétaire ou même le trafic de drogues.

10. A la fin des années 1960, les taux de rentabilité du capital et les indices de productivité commencent à diminuer. L'impérialisme considère qu'il n'est plus possible de continuer à tirer des traits sur l'avenir en soutenant artificiellement les économies. Et l'impérialisme (les différents impérialismes) passe (ent) à une politique de défense forcenée de ses (leurs) intérêts.

La concurrence entre les puissances impérialistes, les groupes multinationaux, va se manifester plus âpre et sous différentes formes :

— 1971, les Etats-Unis imposent le dollar sans conversion possible en or : le marché mondial est dominé par la politique économique US ;

— hausses du pétrole qui permettent au capital financier US de prélever une part de la plus-value mondiale au détriment des capitalistes européens et japonais ;

— 1979/1982 : c'est la politique des taux d'intérêt élevés et du dollar fort et la politique de déréglementation que l'Amérique impose sur le marché des pays capitalistes en partant de la défense de ses propres intérêts ;

— pressions dans le cadre des négociations du GATT et des négociations USA/CEE (acier, produits agricoles).

11. Les restructurations industrielles dans toutes les branches, l'informatisation, l'utilisation des techniques nouvelles (dont l'origine est à mettre au compte des retombées des programmes de recherche militaires et spatiaux) sont destinées à renforcer la productivité des entreprises, à économiser du travail humain dans les secteurs industriels et aussi de services.

La concurrence se fait par l'élimination massive de la main-d'œuvre dans le cadre des restructurations et des « modernisations » ou par le remplacement des travailleurs des pays industria-

lisés par une main-d'œuvre peu coûteuse au moyen des délocalisations.

12. Mais cela ne suffit pas : c'est l'augmentation de la productivité de la société entière que le capital financier voudrait atteindre ; c'est-à-dire la réduction des coûts « collectifs » ou « socialisés » et qui pèsent sur la rentabilité du capital. Il s'agit des coûts de santé publique, de l'instruction, des coûts du travail (valeur de la force de travail), des allocations, etc.

Tous les discours sur la « loi du marché », « l'économie de marché », la déréglementation et la flexibilité, camouflent difficilement cette volonté du capital financier de réaffecter directement toute la plus-value produite à la sphère du capital et de réduire la valeur de la force de travail.

13. Sous des formes spécifiques, les « plans d'ajustement structurel » mis au point par le Fonds monétaire international ne peuvent conduire à une reprise de l'accumulation mais à une contraction du marché.

Après avoir cherché la réalisation de ses profits par une impulsion parasitaire de l'accumulation, le capital financier cherche à présent à réaliser ses profits dans la mise en œuvre d'un gigantesque processus de destructions.

De l'évolution de la situation mondiale depuis 20 ans, on peut déduire que les phénomènes de misère, chômage, famines, épidémies, guerres, sont les résultats « logiques » des mesures prises par la bourgeoisie impérialiste pour défendre ses intérêts, lesquels s'avèrent totalement antagoniques à ceux de l'humanité entière.

Cette politique se heurte à la réalité de la lutte de classe. Malgré les coups portés, la résistance de la classe ouvrière et des peuples opprimés de par le monde a interdit aux capitalistes de réaliser leurs objectifs dans les proportions et les rythmes nécessaires.

C'est dans cette situation que la concurrence entre puissances impérialistes (guerre des taux d'intérêts) et la débau-

che de marchés spéculatifs (monnaies, etc.) menacent de conduire à tout moment à un krach ou à une dislocation déflationniste.

14. L'« ouverture » de l'ex-URSS et des pays de l'Est de l'Europe au capitalisme n'est à même ni d'ouvrir de nouveaux marchés, ni d'apporter un remède à la crise qui mine le système fondé sur la propriété privée des moyens de production. Le marché capitaliste n'existe pas « à côté » des centres de production : il est généré par le cycle de production de capital. C'est la production capitaliste qui crée son marché mais en même temps qui le limite. Et cette limite s'exprime dans la baisse de rentabilité du capital, laquelle s'exprime, à son tour, dans les limites du marché.

C'est pourquoi l'ouverture « à l'économie de marché » des pays de l'ex-URSS et des pays de l'Est de l'Europe, dans une situation mondiale qui voit les forces productives étouffer dans le carcan de la propriété privée des grands moyens de production et des Etats nationaux, ne peut constituer une solution à la crise de l'économie capitaliste. Ce sont les mêmes fondements de cette crise du capitalisme pourrissant qui empêchent le capital financier d'investir dans ces pays et qui l'empêchent d'investir dans les pays du prétendu « tiers monde » et dans les pays capitalistes eux-mêmes.

L'intérêt que porte le capital financier à ces pays relève de sa lutte pour élargir ses profits, c'est-à-dire pour s'approprier plus de plus-value, mais avec d'autres méthodes que l'accumulation de capital qui est déjà surabondant.

Le pillage des pays pauvres et des pays de l'Est se réalise par les méthodes de chantage aux crédits et par la force. Ils constituent des formes de prélèvement direct de plus-value sans mise en valeur de capitaux. L'impuissance du système de la propriété privée des grands moyens de production à toute extension significative du marché, y compris dans les pays de l'Est, expression de son impuissance à y développer les forces productives, témoigne de la faillite absolue de

ce mode de production. Les forces productives de l'humanité, qui étouffent et régressent dans le carcan de la propriété privée des moyens de production et des Etats nationaux, ne peuvent connaître un nouvel essor qu'en se libérant de ce carcan. L'appropriation sociale (ou collective) des moyens de production reste la seule voie pour sortir l'humanité du chaos où la précipite, chaque jour davantage, un système définitivement failli.

LE CHEMIN SERA LONG

La situation mondiale revêt un caractère de plus en plus chaotique. Elle est marquée non seulement par la décomposition d'un système social qui a sa place historique derrière lui, mais aussi, dans les conditions complexes de l'effondrement des vieilles organisations, par les processus vivants de la lutte de classe mondiale. En dépit des coups reçus, des échecs, des trahisons, la révolution prolétarienne surgit comme une réalité vivante, se dessinant dans la résistance des peuples aux plans destructeurs du FMI, se dessinant à l'horizon des processus de la résistance ouvrière qui s'opèrent dans les pays développés, comme à l'Est de l'Europe sur les décombres du stalinisme. Le chemin qui mène à l'émancipation totale de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression sera sans aucun doute long, complexe et sinueux.

L'issue cependant ne peut venir que de l'action unie des travailleurs et des peuples sur le terrain de l'indépendance de classe. Une action unie qui ne peut trouver son fondement, ses objectifs, que dans l'absolue conviction qu'au système de la propriété privée des moyens de production peut et doit se substituer le système de la propriété sociale, de la propriété entre les mains des travailleurs et des peuples.

Il y a 54 ans, la IV^e Internationale était fondée sur la base d'un programme commençant par ces mots :

« La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant

Le combat pour la reproclamation de la IV^e Internationale et la Conférence mondiale ouverte

(Eléments pour un rapport d'activité présenté
au nom du bureau du secrétariat international
et soumis à la discussion des sections)

I. Les origines du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, alors que pour des analystes superficiels le « boom » et la « prospérité » fondés sur l'économie d'armement pouvaient paraître garantir un nouvel essor au capitalisme, tandis que le stalinisme semblait au faîte de sa puissance, un courant se développa dans les sommets de la IV^e Internationale, reprenant à son compte cette thèse. C'est pourquoi pour ce courant, le stalinisme avait devant lui toute une époque historique et serait amené à réaliser « *le socialisme à sa manière* ».

Ce courant provoqua en 1950-1953 la dislocation, la destruction du cadre organisé de l'Internationale fondée par Trotsky. C'est pourquoi les organisations qui défendaient le programme de la IV^e Internationale furent amenées à parler de « *reconstruction* ».

Le premier acte liquidateur de ce courant fut l'exclusion — en 1951 — de la section française dont la majorité avait rejeté les thèses de Pablo et de Mandel. Les conséquences pratiques de leur orientation étaient en fait la dissolution de la section française et « l'entrée » de ses membres dans le PCF. C'est cette capitulation que les militants — et d'abord les militants ouvriers — du PCI rejeteront.

C'est donc dans le processus même de la résistance à cette tentative de destruction — résistance commencée dans la section française et qui devait ensuite s'étendre internationalement — qu'il fallut préciser les axes du combat pour la construction de l'Internationale.

La méthode que Trotsky avait employée dans les années où il avait combattu pour la IV^e Internationale n'était pas assimilée.

Comme l'écrit *Quelques enseignements de notre histoire* :

« La tactique de la reconstruction suppose une confrontation et une discussion avec des partis et groupes centristes qui sont le produit d'une rupture avec le stalinisme et la social-démocratie, dont la silhouette politique n'est pas encore fixée et dont la doctrine n'est pas figée. Cela ne signifie pas du tout que la nouvelle Internationale puisse être un rassemblement hétérogène : "Il est bien entendu hors de question que la nouvelle Internationale soit construite par des organisations reposant sur des fondements principaux profondément différents et même contradictoires." Mais la construction de la nouvelle Internationale passe par la lutte politique ouverte au sein d'un rassemblement où les trotskystes auront à défendre leurs positions pour clarifier

celles des autres et favoriser la progression des éléments susceptibles de réaliser le point de vue des partisans de la IV^e Internationale.

Il est probable que le tournant stratégique opéré au cours de l'année 1933 ne fut jamais assimilé par le plus grand nombre des trotskystes durant la période d'avant-guerre et même après. Pour eux, en fait, "staliniens" et trotskystes" étaient "frères ennemis" : la nature de l'appareil stalinien était véritablement incomprise. Cette erreur, nous le verrons par la suite, fut le facteur le plus important des crises que nous avons vécues dans l'organisation. »

Retrouver et assimiler la méthode de Trotsky et l'appliquer à l'activité de l'Internationale et de ses sections ne relevait pas d'une opération intellectuelle.

C'est au contraire dans la réalité pratique de la lutte des classes, dans l'intervention politique, dans les conditions créées par la crise de la IV^e Internationale que se sont forgées les conditions de l'action politique menée aujourd'hui.

L'emploi du terme « reconstruction » indique en lui-même l'appréciation de la gravité de la crise subie par la IV^e Internationale. Elle avait été détruite comme organisation mondialement centralisée sur la base du programme élaboré par Trotsky, mais sa continuité s'affirmait dans le combat organisé à l'échelle internationale par les forces qui défendaient ce programme. Leur tâche était donc de « reconstruire » la IV^e Internationale. Mais cela ne pouvait signifier reconstituer ce qui existait auparavant et qui n'était plus. C'est en des termes vivants, intégrant les nouveaux développements politiques, que la question de la reconstruction pouvait être posée.

Certes, on ne pouvait spéculer à l'avance sur l'importance des courants, des militants, qui ayant leur origine dans la IV^e Internationale, participeraient à cette reconstruction.

Mais il ne s'agissait pas là d'une opération idéologique, d'une simple entreprise de conviction intellectuelle sur la validité du programme. Enfin et surtout, la « reconstruction » pouvait-elle se

limiter aux seules forces issues de la IV^e Internationale d'avant 1951, se limitant à une réunification ?

Des forces politiques combattant l'impérialisme et la bureaucratie ne seraient-elles pas, au contraire, amenées à se poser pratiquement la question de l'Internationale sans que cela coïncide avec un rapprochement « spontané » à l'égard du programme de la IV^e Internationale, du fait notamment de la crise de celle-ci ?

Dès 1962, la section française adoptait un texte sur les problèmes de la IV^e Internationale dont la conclusion était la suivante :

« Les problèmes posés par la construction de la IV^e Internationale ne pourront être utilement étudiés dans toute leur généralité que lorsqu'une étape importante aura été franchie dans la reconstruction du mouvement trotskyste international unifié. Il nous apparaît toutefois nécessaire, dès maintenant, de souligner que conformément à l'expérience de l'Internationale communiste, il est certain que des tendances ouvrières révolutionnaires ayant une autre origine et d'autres expériences que les nôtres, et mêmes pour certaines, non marxistes, seront appelées à participer à la construction de la nouvelle Internationale révolutionnaire dont elles seront partie intégrante. Pour leur faciliter cette évolution, des méthodes organisationnelles devront être élaborées. La base programmatique de l'Internationale révolutionnaire est bien entendu intangible, ce qui ne veut pas dire que la présence dans les rangs de l'Internationale des tendances ouvrières révolutionnaires qui ont avec ce programme des désaccords plus ou moins étendus soit exclue, bien au contraire. Les critères pour juger ces tendances, ce sont, avant tout, leurs liens avec la classe ouvrière et leur comportement dans les grandes batailles de classes auxquelles elles ont participé. »

On trouve là déjà l'essentiel de ce qui a été plus tard défini comme la « *stratégie de la Conférence mondiale ouverte* ». Certes, on peut rétrospectivement considérer que les formules de cette résolution restent encore générales ou algé-

briques. C'était alors inévitable. Pas seulement parce que l'élaboration politique devait se poursuivre mais parce que le champ d'action dans la voie de partis ouvriers indépendants, le terrain sur lequel se pose pratiquement la question de l'Internationale, s'est depuis considérablement élargi.

C'est cette même question qui était au centre de la conférence internationale de 1966 convoquée à Londres par le Comité international de la IV^e Internationale, ce qui était alors le nom du regroupement international assurant la continuité de la IV^e Internationale.

Il n'est pas sans intérêt de remarquer qu'une composante de cette conférence (la direction Gery Healy de la section britannique) abandonna le terrain de la résolution qu'elle avait elle-même votée, préparant une rupture avec les forces trotskystes. Comme ce fut le cas, maintes fois, non seulement dans l'histoire de la IV^e Internationale mais dans celle de tout le mouvement ouvrier, la rupture avec le combat effectif pour la construction de l'Internationale (avec l'internationalisme prolétarien) se couvrit d'abord du masque du sectarisme, d'une prétendue fidélité à la lettre... pour très vite tout abandonner.

Parce qu'il faisait de la nécessité de l'Internationale une question pratique s'inscrivant dans la lutte de classe de chaque pays, le courant exprimant la continuité du combat organisé sur la base du programme de la IV^e Internationale (dans lequel les circonstances ont donné à diverses étapes un rôle particulier à la section française) ne pouvait que déchaîner l'hostilité de tous ceux qui étaient opposés à l'Internationale.

Il est logique que ceux qui combattent pour appliquer ce programme, c'est-à-dire pour combiner comme le disait Trotsky « l'intransigeance sur les principes » et le « refus de l'exclusivisme sectaire », soient en butte à la hargne de tous ceux qui combinent leur « exclusivisme sectaire » avec la capitulation sur les problèmes majeurs de l'indépendance de classe. La réflexion politique sur la

construction de l'Internationale ne peut en effet être séparée de l'analyse des développements dans la lutte des classes et de l'intervention.

Après la grève générale de 1968, la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, l'incapacité de l'impérialisme à écraser la guerre révolutionnaire du peuple vietnamien, alors que les lois fondamentales du mode de production capitaliste rappelaient à l'ordre l'impérialisme le plus puissant, nous définissons la période qui s'ouvrirait comme « période de l'imminence de la révolution », période qui s'étendrait nécessairement sur des années, voire des décennies.

« La période de l'imminence de la révolution doit donc être saisie comme la période où se concentrent dans le secteur décisif de l'évolution historique — où le capitalisme a atteint le stade le plus élevé de son développement, d'abord en Europe et ensuite aux USA — toutes les contradictions du système de la propriété privée dans l'impasse. C'est la période où le processus révolutionnaire mondial tend de nouveau à s'unifier, mais sur une base historique plus élevée. » (Résolution du XIX^e Congrès de l'OCL, 1972.)

C'est à partir de la maturation, étendue sur des années, de la « période de l'imminence de la révolution » que se sont constituées les conditions du grand tournant actuel où s'affirment tous les traits contenus dans cette période.

Les sections de la IV^e Internationale se sont préparées à cette situation en intégrant les développements de la lutte des classes dans une orientation stratégique, résumée en 1984 dans une résolution adoptée par le Conseil général de IV^e Internationale-CIR :

« L'équilibre mondial édifié à la fin de la Deuxième Guerre mondiale à Yalta et Potsdam, bien que profondément miné, essentiellement par la marche de la révolution mondiale, est resté jusqu'à présent le cadre de toutes les relations internationales.

Nous assistons au développement d'une situation où, sous la double pression de l'impérialisme US et de la mon-

tée révolutionnaire mondiale, dont la plus haute expression est incarnée par la révolution polonaise, se constituent les éléments de destruction de l'équilibre mondial édifié à Yalta et Potsdam.

Ce processus de destruction en cours créant des conditions favorables à la marche en avant des forces de la révolution, IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) et ses sections se doivent de diriger leur combat sur l'utilisation complète de cette situation qui connaîtra des hauts et des bas, mais dont la courbe est d'une façon générale ascendante, avec des mouvements passagers descendants.

(...) Le Conseil général doit placer au centre de son élaboration la préparation d'une Conférence mondiale ouverte ; IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) inviterait ces groupements, groupes et organisations à ouvrir la discussion en vue de poser le problème de la construction d'une Internationale ouvrière. Etant bien entendu que pour IV^e Internationale-CIR le seul programme réalisant les conditions de la construction d'une véritable Internationale ouvrière est son programme de fondation, sans pour autant présenter le *Programme de transition* comme un ultimatum.

Si donc le Conseil général estime que les conditions se réunissent pour une telle initiative, sans aucun doute, la possibilité de centraliser activement le travail pour la convocation de cette conférence ouverte constituerait un levier pour avancer, pour toutes les sections, dans la construction de partis de la IV^e Internationale, dans les conditions spécifiques de chacun de ces pays. Ce combat sur cet objectif fournirait une puissante impulsion pour l'intervention de IV^e Internationale-CIR et de ses sections dans la crise du Secrétariat unifié (SU) et des organisations affiliées au SU.

La stratégie internationale de la Conférence mondiale ouverte, comme celle de la Ligue ouvrière révolutionnaire, est basée sur la compréhension que tous les militants, groupes ou partis du mouvement ouvrier qui se détachent, ou qui se détacheront sur une ligne progressive, du stalinisme et de la social-démocratie ou des organisations nationalistes

petites-bourgeoises, ne sauraient non seulement d'emblée s'organiser dans la IV^e Internationale, mais encore, ces procès de rupture seront très certainement successifs sur un cours historique qui sera rythmé par la marche de la révolution prolétarienne et de ses victoires.

C'est ainsi qu'un examen objectif de la situation mondiale et des résultats de notre combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale et la construction de ses sections permet d'établir qu'à l'heure actuelle il est possible d'orienter, sous des formes et une tactique de construction adaptées, toutes nos tâches vers la conquête d'une influence significative dans la classe ouvrière.

Toute la situation mondiale doit nous permettre, selon nos forces respectives dans chaque pays, de transformer nos sections de simples tendances trotskystes en organisations prenant une part active aux luttes des masses, afin de constituer, dans le processus de ce combat, des partis de la IV^e Internationale.

Il reste qu'en toutes circonstances, quelle que soit la tactique de construction adoptée, dans chaque pays, l'affirmation d'une expression trotskyste indépendante est un principe absolu qui ne saurait souffrir d'exception. En toutes circonstances, nous devons nous assurer une complète liberté de propagande et d'agitation.

Aussi diversifiées que peuvent être les conditions nationales, d'où découlent des tactiques de construction adaptées, que nous avons analysées dans cette résolution, les tâches de reconstruction de la IV^e Internationale et de construction de ses sections ne sauraient être conduites sans que clairement et sans équivoque soit abandonné tout esprit de "secte". »

La stratégie condensée dans la résolution de 1984 s'est matérialisée, dans les conditions créées par la lutte des travailleurs et des peuples, dans la Conférence de Barcelone de janvier 1991.

La Conférence de Barcelone n'est pas une fin mais un commencement. Elle est pourtant elle-même un produit, un maillon dans une chaîne d'initiatives.

II. La mise en place de la stratégie de la Conférence mondiale ouverte

A- De Bogota à Barcelone

UN PAS EN AVANT

Au mois de juillet 1982 a eu lieu la conférence des sections qui a constitué la IV^e Internationale (Centre international de reconstruction). L'objectif déclaré était de poursuivre le combat engagé pour la reconstruction de la IV^e Internationale et la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays.

Bien que se tenant après la rupture avec Moreno, dirigeant de la Fraction bolchevique du Secrétariat unifié, cette conférence avance une perspective de construction qui renoue avec le combat pour la conférence ouverte.

Une attention particulière est portée à l'analyse du caractère de la révolution politique. L'éditorial de *Tribune internationale* n° 7 (septembre 1982) y revient :

« La discussion sur le développement de la révolution politique en Pologne et en Europe de l'Est a revêtu une importance très grande. Là également, parce que précisément la révolution polonaise est l'expression, dans les pays où le capital a été exproprié, de la révolution prolétarienne internationale, elle est à l'avant-garde de la classe ouvrière internationale, et par conséquent soulève à l'avant-garde les principaux problèmes à résoudre. Il était naturel que la conférence mondiale discute en profondeur des tâches que nous avons à accomplir et du bilan de la période écoulée et des conditions de ce combat.

La première signification et l'acquis de cette conférence sur ce terrain, c'est par rapport aux mots d'ordre à avancer dans le cadre de cette révolution, où des divergences s'étaient fait jour à l'époque du Comité international autour de la question de l'Assemblée constituante, du rôle de ce mot d'ordre démocratique dans le cadre du développement de la révolution polonaise. »

Le rapport existant entre la reconstruction de la IV^e Internationale et le

processus de regroupement de la classe ouvrière est établi nettement :

« Dans les conditions de la période de l'imminence de la révolution et dans le développement de la lutte des classes tel que l'a analysé la conférence mondiale, il est évident que cette reconstruction de la IV^e Internationale intervient dans un processus beaucoup plus large englobant les organisations qui se réclament du programme de la IV^e Internationale, intégré dans le processus même du regroupement de la classe ouvrière à l'échelle internationale indépendant du stalinisme et de la social-démocratie, du nationalisme bourgeois ou petit-bourgeois. C'est-à-dire que la reconstruction de la IV^e Internationale s'identifie largement pour nous à cette reconstruction du mouvement ouvrier à l'échelle internationale. »

DEGAGER LES FORMES DE TRANSITION NECESSAIRES

« La tâche principale du point de vue de la reconstruction de la IV^e Internationale et de la construction des sections consiste à trouver les formes transitoires permettant le regroupement des forces se dégageant de la crise du mouvement ouvrier international et des courants nationalistes dans les pays arriérés.

Le tournant qui s'opère dans la situation mondiale conduit à un approfondissement de la crise généralisée de l'impérialisme, la bureaucratie du Kremlin, l'ensemble des gouvernements et des partis, et à une répétition de situations révolutionnaires donnant des occasions à de jeunes partis révolutionnaires pour trouver le chemin des masses.

La crise de la IV^e Internationale, son approfondissement à partir de la dégénérescence accélérée du SWP, l'intégration de sections du Secrétariat unifié au Front populaire en Amérique latine, et l'éclatement du Comité international font que nulle part des sections de la IV^e Internationale ne sont parvenues à devenir des partis révolutionnaires enracinés dans les masses. Cette situation renforce encore plus le besoin d'établir et de

dégager les formes de transition nécessaires pour avancer dans la construction de ces partis.

Les matériaux accumulés par le combat de la "IV^e Internationale-CIR" nous permettent d'aborder quelques-unes de ces questions et de commencer à avancer pratiquement dans cette voie.

Nous pouvons établir que nulle part la transformation de nos sections en véritables partis enracinés dans les masses ne suivra un chemin linéaire, et que partout, même en France où nous comptons l'organisation trotskyste numériquement la plus forte, nous devons avancer des formes de regroupements transitoires dans la voie de la construction de ces partis. » (Citation du rapport sur « *Le moment de la situation Internationale et les tâches de la IV^e Internationale* », adopté par le Conseil général et le XXVIII^e Congrès du PCI, octobre 1984.)

Cela au moment où le mouvement ouvrier international est caractérisé par le fait que les plus larges masses de la classe ouvrière mondiale poursuivent un processus de dégagement de l'emprise du contrôle de la bureaucratie du Kremlin. En comprenant en même temps que ce processus n'est en rien uniforme, mais contradictoire.

LA CONFERENCE ANTI-IMPERIALISTE DE BOGOTA

Du 24 au 26 juillet 1983 s'est tenue, à Bogota, une conférence de solidarité avec les peuples de l'Amérique centrale et des Caraïbes.

Dans les conclusions de cette conférence, où la IV^e Internationale (CIR) et ses sections latino-américaines jouent un rôle central, on peut lire :

« Toutes les délégations internationales participantes s'engagent à promouvoir dans leur pays l'unité des forces anti-impérialistes. Et étant donné l'intervention des "Marines" des Etats-Unis en Amérique centrale et la guerre ouverte contre le Nicaragua, la conférence appelle à la mobilisation immé-

diante, à préparer les conditions pour développer les formes les plus efficaces de solidarité. »

Ce rassemblement pratique, sur la ligne du front unique des organisations, pour la défense de la révolution nicaraguayenne, indépendant de la diplomatie castriste, représente à l'échelle internationale la première matérialisation de cette politique, sous l'égide des sections de la IV^e Internationale.

Mais quelle est la base politique de cette avancée pratique ?

L'élaboration et l'analyse de la situation mondiale, en particulier le début des processus de « *recolonisation* », après le déferlement de la crise de la dette au Mexique en 1982.

Ainsi l'éditorial de *Tribune internationale* n° 17 de septembre 1983, qui rend compte de la Conférence de Bogota, explique notamment :

« C'est pourquoi les pays opprimés, parmi lesquels se trouvent les Etats d'Amérique latine, se trouvent dans une situation où l'impérialisme yankee tente de s'emparer d'une partie de plus en plus grande de la plus-value, ou de s'approprier sa totalité. De là découle une tendance à la transformation des relations entre les pays oppresseurs et les pays opprimés formellement indépendants en relations de type colonial. »

C'est la compréhension du caractère lâche des bourgeoisies nationales qui, loin d'être un état psychologique, est le produit de la dépendance des pays soumis à l'impérialisme et l'expression des contradictions de ces bourgeoisies soumises d'un côté aux exigences de l'impérialisme et de l'autre à la montée de la révolution.

C'est ce qui explique que les « tentatives » de ces bourgeoisies pour élaborer une position « autonome » face à l'impérialisme conduisent à une impasse. Tel est le cas du groupe de la Contadora (les gouvernements du Venezuela, du Panama, de la Colombie et du Mexique) qui malgré sa résistance initiale aux USA, par rapport à la révolution nicaraguayenne, a rapidement tourné court.

Du fait de l'intervention de la IV^e Internationale-CIR, cette conférence avait, pour la première fois, lancé l'appel au non-paiement de la dette, allant, comme l'écrivait une résolution tirant le bilan, « *au-delà d'un simple acte de protestation contre l'impérialisme pour effectuer un premier pas dans la voie de la réalisation du front unique anti-impérialiste à l'échelle internationale* » et avait dû admettre « *en quelque sorte virtuellement, l'affirmation que la lutte contre l'agression impérialiste n'est pas l'affaire des peuples opprimés seuls mais se lie aux tâches du prolétariat international* ».

VERS LA CONVOCATION DE LA CONFERENCE OUVERTE

En 1984, le Conseil général écrit :

« L'examen de la situation internationale et de son expression dans une série de pays, les développements révolutionnaires en Amérique centrale et l'émergence d'une situation révolutionnaire dans toute l'Amérique latine ; la continuation de la révolution politique en Pologne ; les nombreux éléments qui attestent de l'approfondissement des tendances à la recomposition du mouvement de la classe ouvrière sur un nouvel axe et la place que d'ores et déjà l'intervention de la IV^e Internationale (CIR) joue dans ce processus ; les travaux mêmes du Conseil général et ses conclusions politiques ; tout cela permet de formuler dans une tâche précise la ligne dégagée dans la partie sur les tâches du rapport international.

En effet, les éléments mêmes dégagés par l'activité des sections de la IV^e Internationale (CIR) pour avancer dans la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays, en établissant des formes transitoires permettant le regroupement des forces se dégageant de la crise du mouvement ouvrier international et des courants nationalistes dans les pays arriérés, permettent des pas en avant politiques dans la voie de la conférence ouverte.

Pour ne citer ici que quelques éléments, l'intégration et la place tenue par l'organisation trotskyste brésilienne

dans le développement du Parti des travailleurs, la constitution au Pérou d'un comité pour le Parti des travailleurs, le niveau atteint en France par l'activité du PCI qui combat pour la construction d'un Parti des travailleurs, témoignent de cette vitalité.

Comme le manifestent également les liens établis avec les forces révolutionnaires d'Amérique centrale et les résultats pour toutes nos sections de la campagne de défense de la révolution nicaraguayenne.

En conséquence, le Conseil général demande à toutes les sections de la IV^e Internationale (CIR) de s'engager dans l'action (sous des formes tactiques particulières à chaque pays) pour préparer et réaliser d'ici à la fin de l'année 1985 une réunion internationale qui serait une étape dans la voie de la "conférence ouverte", réunion convoquée à partir de la défense de la lutte des peuples d'Amérique centrale contre l'agression impérialiste et de la défense du peuple polonais, de ses organisations indépendantes et de ses militants contre la bureaucratie, sous l'angle du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à décider de leur avenir. »

Parallèlement, nous commençons un travail d'élaboration pour une tactique unifiée d'intervention et de construction à l'échelle européenne. En s'appuyant sur un développement de l'activité des masses dans divers pays européens, la volonté apparaît de déterminer clairement une ligne par rapport à la Communauté économique européenne (CEE) et à la politique des différents gouvernements.

Ainsi, la déclaration suivante est adoptée :

« En Europe, la brutale nécessité d'en finir avec le régime du profit, le régime capitaliste, se conjugue à celle de balayer les bureaucraties parasitaires qui, là où le capital a déjà été exproprié, gèrent la société selon leurs besoins en spoliant et en opprimant les travailleurs et les peuples.

De la situation dans tous les pays s'impose la nécessité des Etats-Unis socialistes d'Europe qui s'exprime dans chaque pays capitaliste, et donc dans les pays concernés par les élections euro-

peennes par le combat pour la rupture des organisations ouvrières avec la bourgeoisie.

Les Etats-Unis socialistes d'Europe en finiront avec les barrières artificielles dressées entre l'Ouest et l'Est de l'Europe par l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, avec les oppressions nationales, et par conséquent, permettront la coopération, dans le respect de chacun, de tous les peuples. »

L'activité pratique de la IV^e Internationale et de ses sections prend une dimension particulière par rapport aux emprisonnés politiques, comme la large campagne développée en relation avec la Pologne, avec différentes conférences (décembre 1981) et meetings, comme celle organisée face à l'agression qui frappe les militants de l'OST d'Algérie.

Le Conseil général d'avril 1984 adopte la résolution suivante :

« Le Conseil général adresse un salut aux camarades emprisonnés qui, pour le respect de leurs droits de prisonniers politiques, ont eu recours à la grève de la faim.

Le Conseil général de la IV^e Internationale (CIR) constate qu'à partir des initiatives prises en France par le PCI, sur une ligne de large unité, la campagne de défense des prisonniers politiques en Algérie s'est développée et a commencé à prendre une dimension internationale.

Le Conseil général de la IV^e Internationale (CIR) appelle toutes les sections à poursuivre cette campagne et à amplifier sur la ligne de la mobilisation des organisations et de tous ceux qui se réclament des principes démocratiques. »

Ce n'est pas un cas isolé, c'est un des grands acquis de notre organisation, du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale, que la défense des emprisonnés politiques, et, dans ce cadre, la défense des militants de la IV^e Internationale qui subissent la répression. Sans aucun doute c'est une part importante de notre acquis.

PRENDRE UNE TELLE INITIATIVE SANS TARDER

Malgré des avancées politiques durant l'année 1984, les mesures pour avancer vers une conférence ouverte ne sont pas encore mises en place.

Le Conseil général d'octobre 1984 constate :

« Il est un fait que le processus de dégagement a connu un développement considérable dans les dernières années, et que la crise de la IV^e Internationale n'a cessé de s'approfondir depuis l'éclatement du Comité international, rendant encore plus difficile l'initiative de la IV^e Internationale en relation avec les forces réelles qui basent leur action sur un terrain indépendant. Cependant, des progrès considérables ont été accomplis dans ce sens (Conférence internationale sur la Pologne, Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua), et aussi par nos sections à l'échelle nationale (regroupement pour un Parti des travailleurs au Pérou, participation active dans la construction du Parti des travailleurs au Brésil, regroupement politique sur le terrain du front unique anti-impérialiste en Algérie et au Sénégal, début de construction des sections pour un Parti des travailleurs en France, etc.). »

Et plus loin :

« Les conditions politiques de la tenue de la réunion internationale exigent que sous une forme appropriée, sur le terrain des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, la défense des travailleurs polonais et de la révolution nicaraguayenne soit clairement affirmée ; et que sous une forme très générale soit abordée la défense des conquêtes sociales et démocratiques de la classe ouvrière et des masses. »

Mais quelles sont les conséquences de cette absence d'initiative ? C'est la désorganisation de nos forces qui ne combattent plus sur un axe international unifié. Cela amène, par exemple, à un glissement de la campagne Nicaragua vers l'aide au tiers monde », et surtout, pour plusieurs sections, à essayer de trouver des raccourcis.

Le débat commencé en décembre 1985 est le point de départ d'un tournant décisif dans le combat pour la reconstruction.

REPROCLAMATION DE LA IV^e INTERNATIONALE, COMBAT POUR DES PARTIS OUVRIERS INDEPENDANTS

Le point central du *Programme de transition* de la IV^e Internationale est celui du combat pour la rupture avec la bourgeoisie des organisations se réclamant de la classe ouvrière.

Ce même programme considère que l'impérialisme n'aurait pu résister à la montée de la révolution mondiale sans la trahison de la social-démocratie et du stalinisme. La conclusion est donc que la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat. On ne peut comprendre les développements de la situation politique sans les placer dans ce cadre. Rompre avec l'objectivisme, l'analyse des processus en soi, c'est en dernière instance la seule possibilité de comprendre réellement les processus objectifs.

La proposition du camarade Lambert, sur la nécessité de s'orienter sur la reproclamation de la IV^e Internationale, est présentée de la façon suivante :

« Je ne sais pas si aujourd'hui, sous une certaine forme, il n'est pas nécessaire d'envisager d'ici un an la convocation d'un congrès pour proclamer la IV^e Internationale reconstituée.

Si je suis même de loin ce qui se passe dans d'autres pays et si on réfléchit aux conditions françaises que je connais mieux, il faut faire extrêmement attention de ne pas rester toujours dans un cadre, quand ce cadre commence à être dépassé. Cela nous amène à des insuffisances politiques et théoriques dans la construction même des sections dans chaque pays. » (*Tribune internationale* n° 34, mai 1986).

Poser ce problème amenait à la réflexion suivante :

« En quoi une telle orientation (celle que je viens de défendre) permettra de renforcer le combat de la IV^e Internationale pour la constitution de partis ouvriers indépendants de classe ? Je crois qu'effectivement cette question est la question centrale. Si évidemment, une telle initiative conduisait à affaiblir le combat pour la IV^e Internationale, nous devrions abandonner, nous trotskystes, cette ligne politique. C'est une évidence. »

Mais ce débat n'est en aucun cas posé en termes d'ultimatum :

« Pour conclure, je ne demande pas aujourd'hui qu'on vote une résolution dans laquelle nous dirions que nous allons convoquer dans un an ou deux le congrès reconstituant la IV^e Internationale. »

Cependant, la question de la reconstruction de la IV^e Internationale était ainsi posée à une échelle supérieure.

« L'importance de cette discussion, s'appuyant sur les matériaux dégagés par le combat du Conseil général et de toutes les sections, en particulier dans les avancées significatives dans la voie de la réalisation d'une Conférence mondiale ouverte, depuis l'adoption en 1983 de la résolution "Quelques problèmes de la reconstruction de la IV^e Internationale et de ses sections", réside en ce qu'elle permet de prendre une initiative permettant de tenir dans des délais relativement courts une réunion internationale permettant de poser à une échelle qualitativement plus vaste la question de la reconstruction de la IV^e Internationale. » (Editorial de *Tribune internationale* n° 32, janvier 1986.)

VERS UNE CONFERENCE INTERNATIONALE CONTRE LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL (FMI) ET LE MARCHÉ COMMUN

En juin 1986, l'évolution de la situation internationale permet d'établir que :

« L'un des traits marquants, c'est la multiplication de situations révolutionnaires, de l'ouverture de révolutions au sens strict du terme : tout d'abord, la

permanence de révolutions qui constituent des expressions avancées de la marche mondiale à la révolution prolétarienne internationale, comme la résistance révolutionnaire des masses travailleuses, du peuple de Pologne.

Cette constatation entraîne la nécessité de revenir sur le caractère des relations économiques entre les "pays de l'Est" et l'impérialisme (concrètement, le rôle croissant des institutions du grand capital impérialiste : FMI, Banque mondiale) dans la détermination de la politique de ces pays. » (Résolution adoptée par le Conseil général, juin 1986.)

C'est dans ce cadre précis que le Conseil général, en accord avec les dirigeants du MIR du Venezuela et le Parti des travailleurs du Pérou, décide d'impulser la convocation d'une conférence internationale.

« Le Conseil général a considéré la possibilité de mener une campagne internationale sur une question de la plus grande importance. Nous nous trouvons face à une véritable guerre économique menée par le FMI relayé en Europe par la CEE, contre les peuples du monde entier, en même temps que la concurrence commerciale s'exacerbe entre divers pays impérialistes, sous l'incontestable suprématie militaire, politique et économique de l'impérialisme américain.

Le problème pour nous, si nous en sommes capables en tant que IV^e Internationale (CIR), en alliance, en collaboration avec des forces qui ne sont pas trotskystes, est d'organiser une conférence internationale contre le FMI, contre la CEE, en défense des peuples opprimés, et des acquis de l'ensemble du prolétariat.

Cette conférence serait un levier pour la lutte des classes, pour éclairer les questions politiques concrètes posées à la classe ouvrière dans chaque pays. Cette initiative pourrait nous permettre d'aider à unifier le combat pour la défense de l'emploi, contre tout licenciement, pour la défense de l'indépendance des organisations syndicales avec la lutte des peuples coloniaux et semi-coloniaux pour leur souveraineté nationale, contre le paiement de la dette extérieure.

Cette conférence dépasserait l'aspect toujours nécessaire d'une activité de solidarité, pour devenir un élément de reconstruction de l'Internationale, donnant le contenu politique d'ensemble de chacune de nos initiatives. »

A bien des égards, cette conférence aura un caractère majeur. Du point de vue objectif, c'était la première fois que des partis et organisations de plusieurs continents se rencontraient pour adopter en commun un constat contre le FMI et la CEE, établissant ainsi le lien de l'unité mondiale de la lutte des classes. Deuxièmement, le SI s'apprêtait à mener un combat unifié pour la constitution d'une véritable direction internationale.

LA CONFERENCE DE CARACAS D'AVRIL 1987: UNE MATERIALISATION DE LA STRATEGIE DE LA CONFERENCE OUVERTE

Le succès de cette conférence a été son caractère international, réalisant la jonction entre des délégations d'Amérique, d'Afrique et d'Europe. Les résolutions ont traduit un internationalisme pratique : campagne pour le non-paiement de la dette (qui annonce la formation du Tribunal de Lima), campagne en soutien aux militants noirs d'Afrique du Sud, activité contre la politique de la CEE et des gouvernements européens...

La conférence a établi clairement le lien existant entre le combat des peuples opprimés dans les pays qui subissent le poids de la dette et l'action des travailleurs des pays industrialisés qui, en aucun cas, ne sont ni responsables ni bénéficiaires de l'oppression que subissent ces peuples. C'est pour cela que cette conférence dépassait le cadre de la simple solidarité, en donnant les bases de l'action commune contre les mêmes ennemis, le FMI, la Banque mondiale.

Nous démontrions, à un niveau supérieur à ce qui avait été fait jusque-là, la possibilité d'avancer dans la voie du front unique à l'échelle internationale et

de poser la question de l'Internationale ouvrière.

C'est en liaison avec la tenue de cette conférence, les obstacles mis par certains à sa réalisation, qu'une crise éclate au Conseil général. Ceux de ses membres qui s'opposent à la tenue de la conférence parce qu'ils se déclarent contre la reproclamation de la IV^e Internationale, rompent avec notre organisation.

**AGIR POUR
LA RECONSTRUCTION
DE LA IV^e INTERNATIONALE
SUR LA LIGNE DE
LA CONFERENCE OUVERTE
OU RENONCER AU COMBAT
POUR LA RECONSTRUCTION
DE LA IV^e INTERNATIONALE**

Ce débat, s'appuyant sur le pas en avant pratique de la Conférence de Caracas, se concentre sur la construction de l'Internationale ouvrière. Ainsi, dans la résolution adoptée à la majorité du Conseil général, on lit notamment :

« (...) La IV^e Internationale (CIR) est prête à participer à la constitution d'une Internationale ouvrière qui, pour elle, ne saurait trouver sa forme achevée comme Internationale révolutionnaire que sur la base du programme de la IV^e Internationale.

Mais quelle Internationale, avec qui ? Comment ? Quels partis ?

Si une Internationale ouvrière se constituait (même inachevée) d'emblée, pour qu'elle soit une Internationale et non une simple coordination de partis nationaux, des questions programmatiques essentielles devraient être réglées.

Une "Internationale révolutionnaire de travailleurs" ne saurait se constituer sans une position claire sur la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat ; sans se fonder pratiquement sur la théorie de la révolution permanente (caractère mondial unifié de la lutte des classes, opposition à tout front populaire, rejet de la révolution par étapes) ; sans que soient posées et la question de la nature de l'URSS et des Etats ouvriers

bureaucratiquement déformés (de la défense des conquêtes du prolétariat mondial héritées de la révolution russe et de son extension), et celle d'une caractérisation sans ambiguïté du caractère contre-révolutionnaire de l'appareil stalinien et des bureaucraties qui en procèdent ; sans que soit posée la question du combat pour le front unique ouvrier, pour le front unique anti-impérialiste et l'accomplissement des tâches démocratiques. Sans que soient mentionnés au moins ces points, on ne saurait accepter cette Internationale prétendument révolutionnaire qui ne serait qu'un regroupement centriste du type Bureau de Londres. (...)

Les sections de la IV^e Internationale doivent pleinement, sans sectarisme ni ultimatum, selon des formes appropriées, s'intégrer à ce mouvement, mais c'est précisément pourquoi il faut, en toutes circonstances, refuser la dissolution de nos sections (et l'absence de notre expression indépendante, sous une forme ou sous une autre selon les circonstances) qui constituent une composante indispensable à l'existence de ces partis ouvriers indépendants et à la progression de ces formations transitoires. Ce dont il s'agit dans chaque pays (car la lutte des classes, internationale dans son contenu, est nationale dans sa forme), c'est du combat pour la révolution prolétarienne internationale, donc l'action pour la construction de l'Internationale révolutionnaire, seul cadre où le problème clé de notre époque, celui de la crise de la direction révolutionnaire, peut trouver sa solution. Et le parti de la révolution mondiale, c'est son programme, qui n'est pas un ensemble d'idées ou une collection de mots d'ordre, mais la généralisation théorique de l'expérience des luttes du prolétariat qui trouve sa pleine affirmation dans l'organisation.

A ce point, il convient de faire quelques remarques. C'est la responsabilité des sections de la IV^e Internationale (CIR) que de chercher la fusion avec l'avant-garde qui se dégage du contrôle des appareils (fusion qui n'implique ni la dissolution de nos sections ni la renonciation à notre expression indépendante sous des formes appropriées), mais lorsqu'il est écrit dans la résolution présentée par Favre : "*La ligne du programme, celle élaborée et constam-*

ment affinée par Trotsky pendant les sept dernières années de sa vie, est celle de la fusion des trotskystes, combattant les plus résolus et les plus conscients, avec les masses des travailleurs en lutte", il s'agit d'une position totalement contradictoire avec le programme et d'ailleurs avec la nécessité de partis. Les révolutionnaires organisés ne "fusionnent" pas avec les "masses en lutte", ils s'intègrent et interviennent dans la lutte des classes. La position mise en avant dans la résolution conduirait à la liquidation, non seulement des sections de la IV^e Internationale (CIR), mais des partis ouvriers indépendants.

Une autre remarque s'impose : on a cherché à créer une opposition artificielle entre "partisans de la reproclamation de la IV^e Internationale" et "partisans de la conférence ouverte", alors que (le procès-verbal du précédent Conseil général en fait foi) toutes les interventions montrent que la discussion se développait dans un même cadre.

La question des formes d'organisation, du degré de centralisation, du statut de l'organisation internationale constituée librement sur la base du *Programme de transition* par ses partisans, est un problème spécifique qui ne résulte pas mécaniquement du rythme de développement, de différenciation des "forces éparses" dont parle la résolution de 1983, du point atteint dans la voie de la conférence ouverte.

Mais cette discussion a eu, à cette étape, un premier mérite, celui de faire se préciser des positions liquidatrices de la IV^e Internationale et de son programme.

Action pour la reconstruction de la IV^e Internationale sur la ligne de la conférence ouverte ou renonciation au combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale, voilà l'alternative. »

La Conférence de Caracas a été à l'origine d'un tournant décisif sur la ligne de la reconstruction de l'Internationale.

Pour les partisans de la IV^e Internationale, il ne s'agit pas de commenter les événements de la situation mondiale et de la lutte des classes. Le point de départ, c'est comment aider à résoudre le problème de la direction, qui est, comme l'indique le *Programme de tran-*

sition, la question déterminante pour l'avenir de l'humanité. C'est à partir de là qu'il faut saisir toute l'importance du débat initié lors du Conseil général de décembre 1985 sur la nécessité d'avancer vers la reproclamation de la IV^e Internationale.

Le fait d'avoir initié ce débat a eu comme conséquence pratique de pouvoir pleinement apprécier, au fur et à mesure de son déroulement, le tournant dans la situation mondiale qui s'opère lors de la chute du Mur de Berlin en novembre 1989 et de l'éclatement de la bureaucratie stalinienne (notamment à partir du coup d'Etat manqué d'août 1991).

Le succès de Caracas, les leçons tirées, les mesures prises, permettent à notre courant de faire face aux événements avec une orientation claire.

La conférence des sections est convoquée pour janvier 1988, un effort d'élaboration politique est accompli (en particulier, en septembre 1987, sur la caractérisation du contenu restaurationniste de la perestroïka) s'accompagnant d'une bataille pour centraliser l'activité des sections et appliquer les décisions de Caracas.

IL N'Y A PAS DE MURAILLE DE CHINE...

La préparation de la conférence des sections de la IV^e Internationale pour janvier 1988 se fait sur l'orientation : il n'y a pas de muraille de Chine entre une conférence internationale des sections et une conférence mondiale ouverte, permettant ainsi d'associer d'autres forces à la conférence des sections.

La tenue de cette conférence avec des délégations de 30 pays permet de définir les grands traits de la situation mondiale, en particulier :

« Le mouvement engagé en URSS comme à l'échelle internationale connaît des avancées et des reculs. Mais c'est pour nous une source de confiance très grande de constater que l'analyse lucide confirme le programme de la IV^e Inter-

nationale. D'ores et déjà les principes du programme s'inscrivent dans les "résultats" de la marche à la révolution politique.

Mais pour garantir la victoire en URSS et dans tous les pays, il ne suffit pas des idées, il faut l'action révolutionnaire qui vient des masses, et cette action est en cours en URSS et pas seulement en URSS. Cela dit, ces deux conditions sont néanmoins insuffisantes, il faut construire l'expression organisée des "idées" (le programme) et du mouvement des masses. Il faut reconstruire la IV^e Internationale et ses partis. »

A l'issue de cette conférence, et lors d'un rassemblement de masse au Zénith à Paris, une lettre est signée par des militants, des organisations indépendantes, dont des sections de la IV^e Internationale, pour constituer un comité de liaison international pour une nouvelle Internationale de partis indépendants. Des décisions pratiques sont prises pour convoquer une Conférence mondiale ouverte.

L'UNITE DE L'ALLEMAGNE, C'EST L'UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE ALLEMANDE

A la veille de la chute du Mur de Berlin, proposition est faite lors d'un congrès de la section allemande de constituer une Alliance européenne de travailleurs. Cette alliance se constitue les 14 et 15 octobre 1989 à Barcelone avec des délégués d'organisations de 13 pays européens de l'Est et de l'Ouest.

Matérialisation de la ligne de la conférence ouverte, ses critères de constitution mettent au centre l'unité de l'Europe, l'unité de l'Allemagne, la défense de l'indépendance des organisations de travailleurs, la nécessité d'organiser le combat uni contre les plans de la CEE.

C'est sur cette base qu'on aborde le mouvement d'ensemble du prolétariat allemand. Au lendemain de la chute du Mur de Berlin, le Secrétariat international adopte une résolution qui conclut :

« La IV^e Internationale (CIR) et sa section allemande, l'ISA, qui se construit dans toute l'Allemagne, combattent pour l'unité et l'indépendance de toute la classe ouvrière allemande.

Elles voient dans la constitution de "l'Union des cercles pour une politique ouvrière et la démocratie" pour toute l'Allemagne, qui réunit des syndicalistes, des sociaux-démocrates, des militants indépendants et des partisans allemands de la IV^e Internationale, un premier pas dans cette direction.

— Un seul prolétariat, secteur du prolétariat mondial, une seule nation allemande.

— Droit du peuple allemand à rétablir son unité nationale, unité de l'Allemagne sans conditions.

— Retrait immédiat de toutes les forces d'occupation du sol allemand des forces armées de l'OTAN et du pacte de Varsovie afin que le peuple allemand puisse exercer sa pleine souveraineté.

— Défense des acquis ouvriers à l'Ouest et à l'Est, non à la privatisation en Allemagne de l'Est, non à la précarité, non au chômage.

— Liquidation des syndicats "officiels" en Allemagne de l'Est, droit à des organisations syndicales indépendantes, une seule DGB dans toute l'Allemagne.

— Libertés démocratiques dans toute l'Allemagne, liberté de voyage, liberté de presse, de réunion, de manifestation et d'organisation, droit de grève.

— Droit à l'existence dans toute l'Allemagne de tous les partis et organisations démocratiques qui sont reconnus par les travailleurs et le peuple allemand.

— Elections libres dans toute l'Allemagne pour une Assemblée constituante.

— Les ouvriers allemands veulent chasser Kohl, représentant du capitalisme, chasser Krenz et toute la bureaucratie du SED. Elections libres pour toute l'Allemagne. Pour un gouvernement du SPD de l'Allemagne unifiée qui s'engage à satisfaire les revendications et les aspirations de la classe ouvrière allemande. Un gouvernement sans patrons ni bureaucrates. »

La IV^e Internationale et ses sections, les organisations qui combattent pour la conférence ouverte, se constituent en un seul courant organisé à l'échelle internationale, qui se place du côté de la classe ouvrière allemande, de la reconstruction de son unité, du caractère profondément révolutionnaire de son mouvement.

La voie vers la Conférence mondiale ouverte est dégagée. Ainsi lors du Conseil général de janvier 1990, une adresse est approuvée qui dit notamment :

« Le Conseil général de la IV^e Internationale-CIR, conscient du tournant historique mondial ouvert par les développements de la révolution politique qui bouleverse l'ordre de Yalta et de Potsdam, présente aux militants, travailleurs et jeunes les tâches qu'il s'est assignées. Le Conseil général soumet ces tâches à la discussion de tous les militants, travailleurs et jeunes, aux groupes, tendances et organisations qui partout, dans tous les pays, cherchent une voie indépendante de la bourgeoisie et de la bureaucratie, des Etats, des partis staliniens et de la II^e Internationale qui ont prostitué et prostituent le combat pour le socialisme.

Estimant que le besoin le plus urgent devant les grandioses événements révolutionnaires qui secouent le monde est le regroupement de ces forces politiques indépendantes, nous, partisans de la IV^e Internationale, qui œuvrons à sa proclamation, nous ne présentons ni notre organisation, ni notre programme, ni les tâches qui en découlent comme un ultimatum à prendre ou à laisser. Ferme-ment partisans de la libre discussion, indispensable à l'exercice de la démocratie ouvrière, nous sommes d'ores et déjà engagés dans le comité de liaison international qui s'est fixé l'objectif de regrouper organisations, groupes et militants, et de les convoquer à Barcelone, à la fin de 1990, dans une Association internationale des travailleurs, dans une nouvelle Internationale ouvrière. Et c'est dans ce cadre que le Conseil général consigne ses propositions concernant quelques-unes des principales tâches à résoudre. »

RASSEMBLER TOUTES LES EXPERIENCES DU COMBAT INTERNATIONAL COMMUN

La préparation de la Conférence de Barcelone permet un débat et une activité intenses.

Dans le document préparatoire soumis à la discussion en novembre 1990, le bilan est fait de l'activité engagée à Caracas.

La tenue de la conférence mondiale est présentée à juste titre comme le moment pour tirer un premier bilan d'ensemble du caractère des forces politiques qui ont mené à l'impasse le mouvement d'émancipation des travailleurs et des peuples.

Ainsi, le texte propose :

« Un critère pour avancer : l'unité des forces ouvrières, l'unité du front anti-impérialiste.

La I^{re} Internationale fondée par Marx, Engels, Bakounine... intégrait toutes les tendances ouvrières : socialistes, syndicalistes, anarchistes... Lors de son meeting de fondation, le combat pour l'indépendance de l'Irlande du joug britannique, et de la Pologne de l'empire tsariste, avait été présenté comme l'un des axes majeurs.

Dès le début, la classe ouvrière s'organisant en classe, donc en Internationale, reprit à son compte la défense des revendications démocratiques et nationales, en particulier l'autodétermination des peuples opprimés.

Affirmer l'unité du front ouvrier face au capital, au-delà des différences politiques, c'est mettre en place la coalition de la victoire dans les pays industrialisés et impérialistes, c'est combattre pour l'unité de front de toutes les forces qui s'opposent à l'impérialisme et à la domination néo-coloniale, notamment aujourd'hui, pour le non-paiement de la dette. C'est là la condition pour forger l'unité de la classe ouvrière, sa capacité de s'allier à la majorité de la population opprimée dans les pays dépendants ou arriérés.

Les pas pratiques que nous avons réalisés dans la période précédant la Conférence mondiale ouverte dégagent cette voie. »

Après avoir détaillé tous les pas pratiques réalisés, le texte conclut :

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

L'isolement national est un obstacle à la bataille contre les ennemis communs, l'impérialisme, le FMI, la Banque mondiale, les bourgeoisies compradore, les bureaucraties "restaurationnistes". C'est un obstacle au développement même du combat dans le cadre de chaque pays. C'est pour cela que nous devons constituer un véritable comité pour l'Internationale ouvrière. Comité se fixant pour objectif la liaison des organisations indépendantes entre elles et de chacune d'elles avec les mouvements spontanés des masses exploitées et opprimées. C'est ainsi que l'Internationale ouvrière aidera dans ce mouvement les masses à réaliser elles-mêmes leur émancipation des chaînes de l'exploitation et de l'oppression et à sauver ainsi l'humanité de la décadence et de la ruine dans lesquelles l'entraîne la perpétuation de la domination impérialiste. Aider le mouvement émancipateur, c'est unir les organisations indépendantes avec le mouvement émancipateur.

Disons-le : c'est seulement lorsque cette liaison aura été effectivement réalisée que pourront être définis le programme, les formes d'organisation, l'appellation de l'Internationale ouvrière en regard de toute la continuité historique du combat émancipateur.

La diversité des conditions de constitution des organisations indépendantes sur l'orientation commune que nous nous fixons à la conférence mondiale pour avancer vers l'Internationale ouvrière reflètera nécessairement des points de vue différents mais unifiés sur la tâche commune de l'analyse des conditions, des méthodes de lutte, consignées dans l'Adresse inaugurale de la I^{re} Internationale : "*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*".

Sur les crises politiques que nous avons succinctement énumérées, nous estimons que la discussion entre les organisations, tendances, groupes et

militants œuvrant à la constitution de partis indépendants de l'impérialisme et des bureaucraties doit être libre. Chaque opinion doit s'exprimer, être débattue par tous. Nous appelons toutes et tous, à quelque organisation ouvrière et démocratique qu'ils appartiennent, ou inorganisés, toutes et tous, travailleurs, militants, jeunes, quelle que soit la responsabilité qu'ils occupent, à participer au libre débat pour démasquer les mensonges, les crimes, les violences générés par la perpétuation de la domination de l'impérialisme sur le monde. Nous lançons cet appel avec la conviction que le drapeau de l'émancipation déployé par la I^{re} Internationale reste le drapeau commun des classes ouvrières exploitées et des peuples opprimés.

Il est évident que nous ne pouvons pas décréter artificiellement une "centralisation internationale" au-delà des accords sur les tâches communes à accomplir. Mais constituer ce comité, cela veut dire lui donner les moyens de jouer ce rôle d'échange, de liaison, de coordination des actions internationales entre elles, d'aide mutuelle, dans la tradition des Internationales. »

LA TENUE DE LA CONFERENCE MONDIALE

« L'effort que représente la convocation de la conférence mondiale, tenant compte de notre indépendance politique donc financière, ne peut être poursuivi jusqu'au bout qu'en s'appuyant sur l'expérience tirée des luttes passées et en cours, la certitude inébranlable que la voie sur laquelle nous appelons à s'engager est celle qui répond aux besoins de l'humanité.

En août 1987, nous avons tenu à Caracas, au Venezuela, une conférence internationale qui a regroupé des délégués de 30 pays, sur le mot d'ordre "*La dette n'est pas celle des peuples*", puis nous avons réalisé le Tribunal de Lima contre la dette en septembre 1989. Deux conférences ouvrières ont eu lieu à Berlin en novembre 1988 et en juin 1990. Une conférence africaine s'est tenue à Dakar en octobre 1988, des rencontres internationales, des campagnes internationales pour la défense du peuple noir d'Afrique du Sud, pour la défense de la

révolution nicaraguayenne, pour la libération des emprisonnés en Chine, pour la constitution d'une commission internationale d'enquête... Nous prenons toute notre place dans le mouvement contre la guerre et pour le retrait des troupes impérialistes du Golfe, nous participons aux combats de résistance des peuples et des masses laborieuses de 56 pays.

La réalisation de la conférence mondiale débutera par un rapport des activités que nous avons réalisées en commun et dans chaque pays.

Ce sont là des leçons précieuses à tirer qui nous donnent les éléments pour affirmer que la conférence mondiale constituera un nouveau pas vers l'Internationale ouvrière qui aidera à la libération des classes ouvrières exploitées et des peuples opprimés. »

A LA VEILLE D'UN CONFLIT MAJEUR

En janvier 1991, à la veille de la guerre du Golfe, a eu lieu la Conférence ouverte de Barcelone, et la conférence des sections de la IV^e Internationale (CIR). Ainsi, le 11 janvier, le Secrétariat international écrit :

« Le succès considérable, et à bien des égards historique, de ces rencontres tient à des raisons diverses et complémentaires.

Tout d'abord, parce que c'est à la veille d'un conflit majeur qui peut prendre la forme d'une conflagration militaire entre l'impérialisme et la bureaucratie d'une part, et les travailleurs et les peuples de l'autre, que des représentants et délégués dûment mandatés de 53 pays, appartenant à plus de 90 organisations, ont participé à la Conférence mondiale ouverte.

Et aussi parce que la Conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) a réuni des délégués de 35 pays où existe une section de la IV^e Internationale, ainsi que des invités d'organisations de dix autres pays.

Dans les actuelles conditions de guerres et de révolutions, la conférence mon-

diale des sections a placé au centre de ses débats la question du combat pour la reproclamation de la IV^e Internationale. Ce n'est là en aucune manière une affaire interne, mais, comme l'a décidé la conférence, c'est un combat au drapeau déployé visant à faire de la reproclamation de la IV^e Internationale un instrument pour aider à la lutte émancipatrice des travailleurs et des peuples. Un calendrier a été décidé, en conclusion d'une résolution à ce sujet.

La Conférence mondiale ouverte, par la diversité de ses participants, la richesse de ses débats et avant tout par son caractère pratique en liaison avec les événements mondiaux, permet à toutes les sections d'accomplir un bond en avant dans la voie de l'Internationale ouvrière. Mais la condition en est l'application des décisions adoptées sans exclure les forces qui ont participé à la conférence ou qui sont prêtes à adhérer à ses décisions. Les résolutions doivent donc être considérées comme des propositions à présenter aux plus larges couches du mouvement d'émancipation des travailleurs et des peuples. »

B- 1991-1992 : vers la reproclamation

Le 11 août, un coup d'Etat raté grâce à la riposte des masses, jette à terre et la perestroïka et l'unité de l'appareil d'Etat de la bureaucratie du Kremlin. Une matérialisation majeure du tournant historique après la chute du Mur de Berlin s'opère.

La IV^e Internationale prend une position indépendante de toutes les fractions de la bureaucratie, s'aligne aux côtés des travailleurs et des peuples de l'Union soviétique :

« Comme les documents de l'Internationale l'ont souligné dès qu'ils se sont produits, les événements d'août 1991 en URSS ont une signification mondiale d'accentuation et d'approfondissement de tous les processus déjà en cours.

Le fait que la dislocation de la bureaucratie en URSS même soit en cours, le fait que toutes les institutions de la bureaucratie soient exposées à

l'attaque des masses ouvrières et populaires, a comme base la résistance croissante de la classe ouvrière (grève des mineurs, grève de Biélorussie, etc.) aux conséquences de la "perestroïka" restaurationniste.

L'échec rapide du "comité d'Etat", le ralliement de Bush et des gouvernements impérialistes à l'exigence du rétablissement de Gorbatchev dans ses fonctions et à l'appui à Eltsine, traduisent la crainte de tous devant les premières manifestations de la mobilisation propre des masses, devant le fait que s'annonce "leur entrée sur la scène où se décide leur destin", ce que Trotsky définissait comme le commencement même de la révolution.

L'instabilité chronique qui va sans cesse s'aggraver en URSS révèle, dans sa décomposition, le caractère "mafieux" de la bureaucratie. Celle-ci, qui avait toujours été définie par Trotsky comme "la courroie de transmission de l'impérialisme", est aujourd'hui, à la phase de son agonie et de son éclatement, directement intégrée comme supplétif aux plans de liquidation de la propriété sociale et de destruction des forces productives, des bases mêmes de l'économie en URSS. »

La crise du mouvement ouvrier officiel prend un caractère accentué d'effondrement. C'est dans cette situation que l'activité organisée des sections de la IV^e Internationale et des organisations de l'Entente internationale occupe une place majeure.

Le bilan que nous tirions de l'année 1991 est à bien des égards fondamental :

« La Conférence de Barcelone s'est tenue en janvier 1991 avec les délégations de 53 pays. Parallèlement à cette conférence, la conférence des sections de la IV^e Internationale-CIR s'est réunie pour la troisième fois depuis la fondation du CIR en juillet 1982.

La conférence des sections, même limitée dans le temps, a marqué un tournant dans la continuité du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale :

"Les tâches de la reproclamation de la IV^e Internationale sur la ligne de la Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière sont nécessai-

rement reliées à la liberté de discussion et de critique, y compris la discussion dans la IV^e Internationale, avec et entre les militants, les groupes, tendances et organisations indépendants qui jaillissent et jailliront de l'intérieur du mouvement ouvrier.

C'est pour aider ces processus, qui seront nécessairement longs et contradictoires, qu'il faut reproclamer la IV^e Internationale. Egalement pour se différencier du SU révisionniste et de toutes les pressions.

Nous proposons à la conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale-CIR de décider l'ouverture de la discussion et d'un calendrier sur la question de la reproclamation de la IV^e Internationale." (Résolution adoptée, Tribune internationale n° 51, janvier 1991.)

La tenue de ces conférences, les résolutions adoptées, étaient le point culminant d'un processus ouvert en décembre 1985, lors d'un Conseil général où la question de la reproclamation sur la ligne de la conférence ouverte avait été lancée.

La réalisation pratique de cette ligne de transition (Caracas 1987, Dakar, Lima, Brasilia, Berlin, Barcelone) a placé la IV^e Internationale-CIR et ses sections dans des relations nouvelles. En particulier le débat de décembre 1985, ses conséquences politiques et pratiques, qui ont permis de comprendre le tournant historique de novembre 1989, l'effondrement de la bureaucratie et la crise de tout le mouvement ouvrier officiel dans le cadre de la décomposition ultime du système capitaliste d'appropriation privée des moyens de production, de l'impérialisme à son stade final.

Cela nous a permis, et c'est là aussi primordial, de vérifier les prémisses fondamentales du *Programme de transition* : "les forces productives ont cessé de croître", "la crise de l'humanité est la crise de la direction du prolétariat", l'échec de la théorie réactionnaire du "socialisme dans un seul pays", "le caractère de la bureaucratie courroie de transmission de l'impérialisme", dont le caractère de la révolution politique, partie intégrante de la révolution mondiale, de l'unité de la lutte de classes, est le facteur déterminant, vérifiant la théo-

rie de la "révolution permanente". Le début de ce débat permettra aussi de dégager de nos rangs les différents "adversaires" qui, au nom d'une politique large, cherchent l'adaptation à la social-démocratie. »

LES QUESTIONS DU FRONT UNIQUE, LA CAMPAGNE CONTRE LA GUERRE

L'année 1991 a été marquée par l'application des décisions de Barcelone, l'élargissement de nos contacts et relations à l'échelle internationale, l'augmentation du nombre de sections de la IV^e Internationale-CIR, l'établissement d'une première ébauche de politique des publications.

Ainsi, la réalisation de la campagne contre la guerre, appliquée par l'Internationale, a permis une activité d'ensemble même si il y a eu certaines difficultés d'orientation sur la politique du front unique dans un certain nombre de pays. A ce sujet, le SI élargi de février 1991 adoptait la résolution suivante :

« 1- C'est la mobilisation des masses qui assurera l'unité des travailleurs et de leurs organisations par la réalisation du front unique ouvrier. L'action politique pour le front unique de la base au sommet et du sommet à la base vise à aider le développement de la mobilisation des masses, dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie, et s'appuie sur les éléments de cette mobilisation. Nous devons toujours partir du mouvement des masses et non de présupposés idéologiques.

2- Pourquoi le front unique à la base et au sommet, alors que les "sommets" mènent une politique traître de soumission à la bourgeoisie ? Parce que ces "sommets" ont une "base", sinon le problème ne se poserait pas.

3- Le combat pour le front unique exige en toutes circonstances l'affirmation indépendante de notre politique, et ce n'est pas sur l'ensemble de cette politique que l'unité peut se réaliser, mais sur des points où les masses unies imposent la réalisation de l'unité au sommet.

Notre politique de groupement politique aide à la mobilisation des masses contre la bourgeoisie.

4- Qu'est-ce que cela signifie dans le cas de la guerre du Golfe pour ce qui est de la France ?

Nous agissons sur une orientation qui peut se résumer dans les mots d'ordre "Retrait inconditionnel des troupes impérialistes, halte au massacre du peuple irakien".

Nous refusons de nous associer (c'est-à-dire de prendre la responsabilité politique) à tout appel, résolution... qui réclamerait le "retrait des troupes irakiennes du Koweït", ce qui n'équivaut pas à une position "pacifiste" mais à la capitulation devant l'impérialisme.

Ce qui ne signifie pas que sur nos propres mots d'ordre nous ne participons pas à des manifestations à laquelle participent des organisations, groupements, qui se situent sur cette position de capitulation devant l'impérialisme mais qui affirment s'opposer à la guerre.

La position des stalinien est précisément d'exiger le retrait des troupes irakiennes du Koweït, mais ils n'ont pu jusqu'à maintenant, en raison de leur crise, en faire une condition. Ce n'est pas sur cette position que s'est réalisée l'unité circonstancielle et limitée avec le PCF exprimée dans l'Appel des 75.

5- C'est pourquoi nous défendons ce cadre contre toute tentative de le briser comme instrument qui actuellement aide au front unique. Non que l'appel soit une charte immuable, mais aujourd'hui ce qu'il contient constitue un obstacle à toutes les tentatives de briser les éléments de réalisation de front unique dans une lutte effective contre la guerre.

6- Nous cherchons à utiliser aussi efficacement que possible ce point d'appui dans la voie de la mobilisation des masses contre la guerre et contre le gouvernement qui la mène et qui est celui qui met en place, au nom de la guerre, l'ensemble des plans anti-ouvriers. »

L'année 1991 était également marquée par quatre initiatives majeures :

- Meeting-rassemblement à Paris le 8 juin 1991, et réunion du comité de l'Entente.

- Première rencontre latino-américaine de défense des entreprises publiques, en mai 1991 à Brasilia, avec la participation de 300 délégués. Il faut souligner à ce sujet la discussion entre le SI, le Secrétariat latino-américain et les sections, en particulier au Pérou, au Mexique et au Brésil, sur l'orientation politique dans ces pays qui a aidé à surmonter toute une série de difficultés.

- II^e Conférence de Dakar, début novembre, avec des délégations de 12 pays africains, qui a été aussi l'occasion d'une discussion approfondie sur la tactique de construction de sections dans toute une série de pays africains.

- Rencontre ouvrière de Komlo, les 16 et 17 novembre, première conférence dans un pays de l'Est de l'Europe, avec des délégations de 17 pays européens.

QUELQUES ENSEIGNEMENTS DE LA CONFERENCE EUROPEENNE DE KOMLO

Nous en faisons le bilan dans une note du Conseil général :

« a) Incontestablement, cette rencontre a été couronnée par un succès politique qui s'est matérialisé dans l'adoption unanime de la déclaration finale. Se situant sur un terrain de principe (unité des travailleurs et de leurs organisations contre les licenciements/privatisations, pour la défense des syndicats indépendants), la discussion a permis d'amener, par un dialogue, tous les participants d'horizons très divers à cette conclusion d'action commune (campagne politique sur la ligne du front unique pour la marche sur Bruxelles) pour la défense des acquis ouvriers, pour des gouvernements qui garantissent le droit au travail, etc.

b) Succès politique qui s'est exprimé aussi dans les délégations présentes, en particulier de l'Est (...).

c) Le fait que la conférence ait pu se tenir dans un pays de l'Est est une première pour nous et revêt une signification en soi. C'est l'expression dans un cadre organisé — celui de l'AET membre de l'Entente internationale — de l'unité mondiale de la lutte des classes,

qui a permis des contributions remarquables se situant sur ce terrain sans nécessairement partager tous les points de vue du programme de la IV^e Internationale.

L'unité mondiale de la lutte des classes qui trouve une forme concentrée en Europe — et à laquelle correspond la forme organisée de l'AET, forme transitoire pour le combat pour les Etats-Unis socialistes d'Europe — s'exprime aujourd'hui dans les mots d'ordre *"Pour l'Europe des travailleurs et de la démocratie, pour des gouvernements de sauvegarde des acquis des travailleurs, du droit au travail"*, etc.

Mais ce combat s'intègre dans la lutte des classes mondiale. Cette réalité a été exprimée à Komlo en particulier par la participation et l'intervention de Alioune Sow, le secrétaire général de l'UDTS du Sénégal. »

Cette note abordait aussi nos difficultés politiques et débouchait sur des prévisions dans l'application pratique de la méthode de transition :

« Si un responsable mineur de l'Est de l'Europe, qui ne se prononce pas clairement sur la propriété sociale/propriété privée, met comme condition aux privatisations : pas de licenciements, pas d'enrichissement de la nomenclatura, ne donne-t-il pas là le levier dont il faut se saisir : unité contre les licenciements qui sont la conséquence des privatisations, lutte contre les licenciements posant la question de la défense de la propriété sociale dans la pratique ?

Si tout le monde, dès le départ, était d'accord avec la défense de la propriété sociale, avec les Républiques des conseils basées sur l'expropriation des capitalistes et la défense de la propriété sociale à l'Est... en bref, si tout le monde se situait sur les positions de la IV^e Internationale, nous n'aurions pas besoin d'organisations transitoires basées sur un terrain d'indépendance de classe, ou d'aider les éléments du regroupement sur un nouvel axe à faire leurs expériences, dans la discussion fraternelle et l'action commune.

Pour nous, et nous ne le cachons pas, le programme d'une Internationale ouvrière devrait être celui de la IV^e Internationale. Nous ne le dressons pas comme ultimatum contre la construc-

En septembre 1992, ce cadre est complètement bouleversé : la matérialisation du tournant opéré après la chute du Mur de Berlin dans les pays européens a pris la forme dans ces derniers mois du Non danois à Maastricht, du Non de la majorité laborieuse en France, du mouvement de grève générale en Italie et en Grèce contre les plans d'austérité, à la suite des grandes grèves des travailleurs allemands.

Ajoutons la guerre en cours qui déchire la Yougoslavie, l'effondrement accéléré du point de vue économique, politique et social de la Russie et des pays de l'Est... ainsi que la fin du mythe de la "troisième voie suédoise", avec le plan d'austérité comme condition d'entrée dans la CEE, et le début des crises dans des pays considérés jusqu'alors comme privilégiés (la Suisse par exemple).

Cette crise généralisée en Europe — où la dislocation du SME (système monétaire européen), clé du traité de Maastricht, montre l'incapacité historique des bourgeoisies européennes prises dans la tourmente — participe pleinement de la marche à la barbarie, à la destruction des forces productives (gel des terres, fermeture de pans entiers de l'industrie: sidérurgie, mines, chantiers navals...) au pillage des pays de l'Est.

La perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe, sous la forme du combat de l'AET, d'une Europe des travailleurs et de la démocratie, prend une forme concrète et s'inscrit pleinement dans le combat que nous menons, combat pour l'unité des travailleurs d'Europe et de leurs organisations, aidant à réaliser le front unique contre les plans de la CEE et contre la forme que prennent le pillage et la privatisation à l'Est.

Dans les rangs du mouvement ouvrier organisé, en conséquence de la crise de l'appareil stalinien, l'adaptation aux plans de la CEE prend la forme de traités de collaboration pour leur application, de la restauration du capitalisme-liquidation de la propriété sociale à l'Est par le biais des mafiosi-nomenklaturistes, ou de l'intégration forcée des organisations syndicales. Ainsi en Italie, la signature de l'accord du 31 juillet liquidant l'échelle mobile qui a permis au gouvernement de décider les plans

d'austérité en cours. La direction néostalinienne du PDS (ex-Parti communiste italien), dont fait partie Bruno Trentin, le dirigeant de la CGIL, montre sa disposition même à participer au gouvernement pour appliquer l'austérité. La réaction de centaines de milliers de manifestants contre les dirigeants syndicaux pose la question de l'indépendance des organisations syndicales et de leur fidélité au mandat donné par les travailleurs. Cette situation permet aussi des avancées concrètes sur le terrain du front unique, d'unité des organisations, comme en a été un premier indice en France la participation à Bruxelles de la fédération des mines de fer CGT. »

DEFENSE DES SERVICES ET ENTREPRISES PUBLIQUES EN AMERIQUE LATINE

Les activités engagées à l'échelle du continent latino-américain ont permis de nourrir le mouvement vers la conférence ouverte.

Dans une lettre, les organisateurs de la II^e ELASPE tirent le bilan de leur activité :

« Dans la ville historique de Guayaquil, Equateur, se sont réunis 400 délégués représentant une centaine d'organisations syndicales et populaires d'Equateur, du Pérou, du Brésil, de Bolivie, de Colombie, du Mexique, d'Haïti, du Chili, avec la présence d'un camarade délégué européen, pour la deuxième Rencontre latino-américaine de travailleurs en défense des entreprises d'Etat et des services publics (ELASPE) les 17 et 18 juillet 1992.

Faisant sien le mot d'ordre "Non aux privatisations", la II^e ELASPE s'est constituée en cadre de résistance aux politiques appliquées par les gouvernements de différentes tendances en Amérique latine, au service du FMI, de la Banque mondiale, de la CEE et de l'impérialisme US.

Un cadre de résistance et aussi de lutte pour l'unité de tous les travailleurs et de leurs organisations, sur un terrain d'indépendance vis-à-vis des gouvernements, contre les plans de privatisation des services publics et des entreprises d'Etat, qui n'est pas une question tech-

tion effective, et à égalité avec d'autres forces de l'AET, des sections de l'AET dans chaque pays. »

C'est donc l'activité pratique, sur l'axe général de la conférence ouverte, qui permet d'avancer dans la capacité d'organiser le combat commun avec des forces ouvrières cherchant la voie de l'indépendance politique pour la défense des intérêts des travailleurs. Cette progression a permis l'application de la principale décision de la Conférence de Komlo, la manifestation européenne de mineurs et de sidérurgistes le 27 septembre à Bruxelles.

LA MANIFESTATION EUROPEENNE DE MINEURS ET DE SIDERURGISTES DU 27 SEPTEMBRE 1992

Cette manifestation résultait d'une proposition faite par le BOM, organisation des mineurs licenciés du Limbourg, en Belgique. Les responsables de cette organisation ont fait cette proposition au moment où, dans leur région, un front s'était constitué contre la fermeture de la dernière mine et où, dans la Ruhr en Allemagne, les mineurs résistaient à des plans de fermeture. Cette proposition exprimait une progression dans le combat de ces militants ouvriers. En l'appuyant, l'AET a contribué à ce que s'établisse un réseau de contacts entre les bassins miniers et sidérurgiques de différents pays d'Europe, créant ainsi les bases pour mettre en place un comité d'organisation européen de la manifestation. La préparation de celle-ci sur l'axe du front unique ouvrier a permis d'offrir la possibilité à toute une série de militants, groupes, organisations, de centraliser à l'échelle de toute l'Europe la résistance aux plans de fermeture et de liquidation industrielle. La manifestation a été un facteur de progression politique pour des couches de militants confrontés à la liquidation de la propriété sociale, à la désindustrialisation. Le poids de la manifestation a obligé la CEE à en recevoir une délégation, et la

préparation de celle-ci a permis d'ordonner de manière très pratique la conférence de délégués qui s'est tenue à l'issue de la manifestation.

La manifestation du 27 septembre a permis à l'AET de peser comme un élément objectif dans la situation politique à l'échelle de toute l'Europe, et il y a un rapport entre cette manifestation, la grève européenne des cheminots, la résistance des mineurs britanniques aux plans de fermeture, la manifestation des mineurs tchèques le 11 novembre 1992 à Prague, le fait que la Confédération européenne des syndicats soit amenée à s'engager à mener des actions au printemps 1993. En fait, cette manifestation a exprimé tout le contenu offensif du mouvement de résistance engagé par la classe ouvrière à l'échelle de toute l'Europe depuis la chute du Mur de Berlin, mouvement qui, pour aller jusqu'au bout et réaliser son unité, a besoin de s'organiser de manière indépendante de tous les gouvernements.

Une note aux sections tirait ce bilan :

« Pour la première fois en Europe, une action pratique réunissait en manifestation à Bruxelles des militants, des dirigeants, travailleurs de toute l'Europe. Comme c'est d'ailleurs l'avis de l'ensemble des cadres ouvriers qui y ont participé, cette initiative est un réel succès dont l'impact de masse et médiatique souligne l'importance de nos initiatives.

C'est la continuité de notre travail sur la ligne de la Conférence mondiale ouverte depuis 1982 et dont la constitution de l'AET en 1989 a été un élément majeur (...).

A titre de comparaison, en juin 1986, nous avons déjà organisé une manifestation à Bruxelles contre la politique de la CEE. Celle-ci, dans une bonne mesure (et pas simplement en raison d'une participation alors moitié moins nombreuse, que ce soit du cortège belge ou des délégations internationales), avait un caractère symbolique dans une situation d'apparente stabilité des régimes européens et des institutions de la CEE.

nique ou qui concernerait seulement les travailleurs de ce secteur.

La lutte contre les privatisations est un aspect central de la lutte pour l'indépendance et la souveraineté de nos peuples, c'est la défense des conquêtes sociales du mouvement ouvrier et populaire de nos pays, c'est la préservation du patrimoine public contre la voracité de ceux qui veulent le transformer en activité spéculative au bénéfice de quelques-uns.

La II^e ELASPE de Guayaquil, étant la continuité de la réunion de Lima, les 10 et 11 avril de cette année, dans les difficiles conditions créées par le coup d'Etat pro-FMI de Fujimori, affirme les liens indissolubles existant entre la défense des entreprises et services publics dans nos pays et la défense de la propriété sociale à Cuba. C'est pourquoi nous soutenons la conférence contre le blocus économique de Cuba, qui aura lieu les 26 et 27 septembre prochains dans la ville de Mexico.

Comprenant que les politiques de privatisation, dans le monde entier, signifient le chômage massif, l'appropriation par quelques-uns des ressources qui devraient être pour tous, la suppression des conquêtes sociales, les attaques contre l'indépendance de classe du mouvement syndical et des organisations ouvrières, la II^e ELASPE soutient aussi la tenue d'une conférence contre les privatisations à Moscou, les 12, 13 et 14 septembre, avec la participation d'une délégation latino-américaine qui apportera notre témoignage d'expériences et de luttes contre la privatisation et les plans du FMI.

Nous affirmons que les syndicats ne peuvent être et ne seront pas complices du processus de destruction du secteur public de l'économie impulsé par l'impérialisme au niveau international. Nous n'acceptons pas d'être partie prenante dans le jeu des "accords tripartites" préconisés par le FMI, qui veut la collaboration des syndicats pour faire passer les plans de privatisation et de destruction du service public et des entreprises d'Etat. Nous n'acceptons pas d'être des "partenaires" dans la privatisation du patrimoine public.

Nous suivons une autre voie, celle de la lutte que nous développons dans cha-

cun de nos pays, celle qu'indiquent les combats des travailleurs, malgré les difficultés, les obstacles.

Nous devons continuer à avancer pour forger l'unité des travailleurs et de leurs organisations dans toute l'Amérique latine et dans le monde ! C'est pourquoi nous adoptons des initiatives et des propositions (...) qui seront impulsées dans chaque pays, avec la méthode du plus large front unique, en renforçant ou en constituant des comités de l'ELASPE, comme comités unitaires de lutte contre les privatisations, auxquels participent les différentes organisations syndicales et populaires des différents pays, dans le cadre d'une campagne continentale contre les privatisations. »

CONFERENCE SUR CUBA

Si le critère fondamental de l'internationalisme est l'attitude à l'égard de la propriété privée des grands moyens de production, le devoir du prolétariat mondial est de se prononcer pour la défense inconditionnelle de Cuba.

Défense indépendante des manœuvres et de la politique du régime castriste, comme cela a été fait lors de la conférence internationale au Mexique les 26 et 27 septembre derniers.

Le PC cubain, parti bureaucratique, qui était lié à l'appareil stalinien international et dépendant de lui, menacé par l'impérialisme, a regroupé autour de lui des fractions des PC, en particulier d'Amérique latine, sur une ligne de subordination aux manœuvres de la bureaucratie castriste.

Menacée par l'impérialisme, cette bureaucratie n'ouvre pas une voie de combat et de mobilisation indépendante. Cela s'est manifesté lors de la Conférence de Rosario des 14 et 15 juin 1992, où aucune décision pratique n'a été adoptée.

En toute indépendance, la IV^e Internationale combat pour le front unique dans la défense de la révolution cubaine, y compris avec ces regroupements, obligatoirement transitoires.

Le Secrétariat international pouvait dès lors tirer le bilan suivant :

« Plus de 200 délégués ont participé les 26 et 27 septembre 1992, à Mexico, à la conférence pour la levée du blocus contre Cuba et les menaces d'intervention militaire ; notamment des dirigeants syndicaux du pétrole, de l'électricité, des enseignants mexicains, ainsi que des délégations de différents pays d'Amérique, notamment du Brésil.

Cette rencontre s'est développée en toute indépendance politique vis-à-vis de l'ambassade cubaine — même si celle-ci a envoyé une délégation — en évacuant tout soutien au régime cubain.

L'importance de la conférence c'est, comme l'a souligné la presse mexicaine, qu'elle est la première initiative contre la loi Torricelli. Cette loi, du nom du député démocrate US qui l'a présentée, vient d'être adoptée au Congrès américain par plus des deux tiers des représentants, donc avec l'accord de Bush et de Clinton.

Elle représente une aggravation du blocus, puisqu'elle inclut le boycott contre des entreprises négociant avec Cuba, exerçant par là un chantage contre les gouvernements, dans une démarche analogue à celle de la décision de la Cour suprême US de permettre au département d'Etat d'arrêter des citoyens étrangers dans leur propre pays pour être poursuivis aux USA.

C'est un cas manifeste de transgression, même du point de vue de la juridiction bourgeoise. Cela a amené le gouvernement mexicain à laisser entendre qu'il pourrait ne pas appliquer cette loi.

Dans la conférence, une série d'initiatives ont été proposées pour développer la campagne pour l'annulation de la loi, et contre le blocus. Une première journée internationale, avec délégations aux ambassades, a été proposée pour le 27 novembre.

Après la conférence, une réunion de l'Entente internationale a eu lieu, à laquelle ont participé plus de 30 dirigeants syndicaux qui ont adopté une lettre adressée aux syndicalistes et travailleurs américains, pour leur demander d'accueillir une délégation au FMI, dans le sens des décisions adoptées lors de la II^e ELASPE de Guayaquil. »

CONFERENCE INTERNATIONALE CONTRE LA REPRESSION EN HAÏTI

Les 6, 7 et 9 novembre 1992 se tenait à Haïti même une conférence internationale contre la répression, contre le coup de force qui s'est traduit par l'assassinat de centaines de militants ouvriers et paysans, et contre l'embargo qui organise l'isolement d'Haïti, la famine, ainsi que la décomposition de son économie (plus de la moitié de la classe ouvrière a été licenciée comme conséquence de la paralysie économique résultant de l'embargo).

C'est à ce double défi, répression et embargo, que des militants haïtiens ont décidé de répondre en proposant au mouvement ouvrier de la région de tenir cette conférence à Port-au-Prince, dans une salle située à moins de 300 m du palais dans lequel est installé le gouvernement illégitime. A l'initiative du secrétaire général de la Centrale générale des travailleurs d'Haïti et de Roland Saint-Jean, directeur de *La Vérité* et délégué haïtien à la Conférence de Barcelone, un appel a été lancé qui a été repris par le Comité international contre la répression (Cicr) et soutenu très largement dans différents pays des Caraïbes et d'Amérique du Nord. Cette initiative a été très largement soutenue par le travail en commun de sections ou de groupements de l'Entente internationale des travailleurs du Canada, des USA, du Mexique, du Venezuela, d'Haïti, de la Guadeloupe et de la Martinique.

La conférence a représenté un succès considérable : nombreux représentants syndicaux, paysans, d'organisations populaires, des élus. La conférence a été un pôle de centralisation de la volonté de résistance populaire. Elle a donné notamment l'occasion à la presse, fortement bâillonnée, de s'exprimer librement. Elle a connu une couverture médiatique énorme.

Dans le même temps, comme l'a souligné Ralph Schoenman, un des délégués

venus des USA, cette conférence « est une occasion historique. C'est la première fois dans l'histoire d'Haïti qu'une conférence internationale en défense du peuple d'Haïti a lieu sur le sol haïtien, un peuple qui après son indépendance en 1804 a été mis en quarantaine pour l'isoler de toutes les autres luttes populaires dans le monde. »

La conférence a adopté plusieurs résolutions qui visent surtout à organiser le parrainage international avec les élus haïtiens victimes de la répression ainsi que la solidarité internationale avec le combat pour le développement d'un syndicalisme indépendant en Haïti.

EN AFRIQUE, AU MOYEN-ORIENT

A partir des campagnes engagées en Algérie et en Tunisie contre la répression, le Parti des travailleurs d'Algérie a impulsé la constitution d'un comité maghrébin pour les libertés démocratiques et contre la répression. L'appel de fondation de ce comité affirme :

« (...) Une répression massive et féroce, allant jusqu'à la barbarie que constitue la torture, est érigée en système politique. Des hommes et des femmes sont parqués dans des camps, jetés en prison, et torturés pour leurs convictions politiques, syndicales, philosophiques ou religieuses (...).

La seule issue, c'est la démocratie, c'est-à-dire le libre exercice sans restriction de toutes les libertés individuelles et collectives, de tous les droits démocratiques :

- la liberté de conscience, d'expression, de presse, c'est-à-dire le droit de penser, d'écrire, de croire et de mettre en pratique ses convictions. Nous refusons d'accepter toute répression pour des idées ;
- une justice indépendante et la garantie des droits de la défense ;
- les droits et libertés sans restriction de réunion, de manifestation, de grève, d'association et d'organisation, en particulier le droit de constituer des partis et des syndicats indépendants.

Telles sont les aspirations et les exigences profondes de nos peuples.

Et c'est parce que nous sommes attachés à ces principes qui constituent la colonne vertébrale de la démocratie que, militants d'horizons politiques divers, syndicalistes, intellectuels, militants des droits de l'être humain, dans le respect mutuel des convictions de chacun, nous prenons l'initiative de nous constituer en Comité pour les libertés démocratiques et contre la répression au Maghreb.

En prenant cette initiative, nous prenons nos responsabilités. Nous nous adressons à tous et à toutes pour exiger avec nous l'arrêt de la répression et le respect des libertés démocratiques. Nous décidons de tout mettre en œuvre pour faire aboutir ces objectifs. »

Le 13 novembre 1992, à l'initiative du Cizr (Comité international contre la répression), se tenait à Paris un meeting contre la répression et la torture en Tunisie où intervenait notamment Louiza Hanoune, du Parti des travailleurs d'Algérie, après qu'elle se soit rendue à Bagdad où elle avait pu mesurer la situation de la population d'Irak.

Le meeting prenait position pour la libération immédiate des emprisonnés politiques, pour qu'une commission internationale de médecins puisse se rendre en Tunisie, et lançait un appel en ce sens.

Par ailleurs, le meeting adoptait une résolution lançant une campagne contre l'embargo en Irak dans les termes suivants :

« Nous avons entendu dans ce meeting la description qu'a faite Louiza Hanoune des conditions inhumaines dans lesquelles vivent le peuple et les enfants d'Irak, du fait de l'embargo.

Pour le Cizr, nous l'avons dit maintes et maintes fois, la liberté ne se divise pas. Pour le Cizr, aucune raison d'Etat ne saurait justifier la mort d'un peuple.

C'est pourquoi, en tant que président du Cizr, je reprends l'appel lancé de cette tribune par Louiza Hanoune et le soumets à tous ceux qui sont ici rassemblés.

— Qu'à l'échelle internationale dans les différents pays se constituent des

délégations représentatives qui s'adressent à leurs propres gouvernements pour la levée de l'embargo.

— Que se constitue une commission d'enquête internationale de médecins, de démocrates, qui ira sur place rassembler les éléments du dossier pour appuyer l'exigence de la levée de l'embargo. »

D'autre part, au Sénégal, des militants organisateurs de plusieurs conférences africaines contre la dette, en défense des syndicats libres, ont créé en août 1992 le Parti des travailleurs du Sénégal.

La conférence constitutive du Parti des travailleurs se tenait en présence de 150 militants ouvriers, jeunes, responsables : responsables syndicaux représentant syndicalement environ un tiers de la classe ouvrière sénégalaise, des jeunes de la région de Dakar, des responsables d'associations de jeunes dans les quartiers les plus populaires du Cap Vert (Dakar). La présence importante de responsables des dockers avait par ailleurs une signification plus large que la présence de dirigeants de ce secteur clé de l'économie : les dockers restent par tradition fortement attachés à leur terre d'origine dans la mesure où leur famille directe y demeure. Ils sont dans cette mesure un lien direct avec la paysannerie.

Politiquement, tous ces militants étaient d'origines extrêmement différentes. Il y avait de vieux militants ouvriers, fondateurs du Parti socialiste qu'ils ont quitté il y a 10, 20 ans. Il avait ceux qui sont au PS. Il y avait des représentants, surtout des femmes, du PDS qu'elles ont quitté quand celui-ci s'est intégré à la majorité présidentielle. Il y avait d'ex-responsables du PIT (ex-parti stalinien) qu'ils ont quitté quand celui-ci a lui aussi rejoint la majorité présidentielle. Sur le terrain syndical, il est important aussi de signaler d'ores et déjà la présence dans ce congrès de militants de la CNTS (la centrale officielle).

Ainsi, pour la première fois, se constituait en Afrique noire un authentique Parti des travailleurs qui, d'emblée, entendait s'appuyer sur la résistance

internationale des travailleurs et des peuples.

La résolution finale adoptée par sa conférence constitutive affirme en effet :

« La conférence constitutive a adopté dans ses grandes lignes un programme d'action politique : combat pour le développement de la démocratie politique, défense de la souveraineté nationale, défense de l'indépendance du mouvement syndical, rupture avec la logique du profit comme moteur de l'économie, mise à disposition de la Nation des grands moyens de production, réorientation vers la paysannerie d'une partie importante de l'épargne nationale. Dans ce sens, la constitution du Parti des travailleurs doit être considérée comme un moyen pour renouer avec la tradition constitutive de notre Nation : celle du socialisme et de la démocratie. Tradition qui intègre le combat exaltant et nécessaire pour reconstituer un cadre international de lutte, unissant les travailleurs et les peuples opprimés partout dans le monde. Le Parti des travailleurs a concrétisé cette option en adhérant à l'Entente internationale des travailleurs.

Ces principes généraux trouveront leur application immédiate dans le développement du combat pour aider le peuple travailleur dans son action en vue de la rupture avec la logique destructrice imposée par le FMI, la Banque mondiale et la CEE sous la forme des plans d'ajustement structurel, dont presque plus personne n'ose nier aujourd'hui qu'ils sont un facteur de destruction du tissu productif, et de misère grandissante.

Le congrès constate que ces plans d'ajustement structurel comportent dans leur phase nouvelle trois exigences qui en cas d'application mettraient en danger l'existence même du pays comme nation civilisée : la réforme du Code du travail, la dénationalisation des terres de l'Etat, la privatisation de la Caisse nationale de Crédit agricole et la décentralisation-liquidation des services publics de santé et d'instruction. »

C'est donc directement sur une activité pratique, posant la question clé de la survie, non seulement des travailleurs du Sénégal, mais des travailleurs et des peuples de toute l'Afrique, que s'est

constitué le Parti des travailleurs du Sénégal.

ASIE

En Asie, c'est tout autant à partir du combat pratique se concentrant sur la défense des organisations indépendantes de travailleurs en Chine que se dégagent des possibilités nouvelles. L'initiative de départ a été le soutien apporté par des responsables de nos organisations à une commission indépendante qui s'est rendue place Tien An Men à Pékin en mai 1992.

Comme produit de cette activité, a été maintenant lancé un *Appel pour une conférence Europe-Asie, pour la défense des services publics et des conditions de vie face aux privatisations et aux atteintes aux droits politiques et syndicaux* :

« (...) • Pour le droit à l'organisation indépendante de tous les pays.

• Pour la défense des services publics, face aux privatisations.

• Pour l'unité des travailleurs de nos continents contre les plans de délocalisation et de surexploitation.

Des syndicalistes et démocrates d'Asie et d'Europe se sont rencontrés à Hong-Kong le 1^{er} mai 1992. Une délégation de syndicalistes, de députés et de démocrates européens venait de manifester sur la place Tien An Men la solidarité des peuples du monde aux ouvriers chinois et aux syndicats ouvriers indépendants.

De cette discussion est ressorti un immense besoin d'échanges et d'informations mutuels sur la réalité des plans qui touchent les travailleurs d'Asie et d'Europe.

Nous sommes convaincus que les droits démocratiques et les droits à constituer des syndicats indépendants sont intimement liés. C'est pourquoi nous estimons qu'en agissant pour la défense des syndicats ouvriers là où ils existent, pour leur constitution là où ils sont interdits, nous défendons la démocratie. »

Cet appel constate encore que :

« Dans tous nos pays, que ce soit en Asie ou en Europe, avec la destruction

des services publics, ce sont toutes les relations sociales qui sont remises en cause. Bien souvent, c'est l'ouverture directe sur une situation de chaos propice à toutes les dérives, aux affrontements.

Nous vous proposons d'établir ensemble quelles sont les conséquences pratiques de ces privatisations, cela afin de pouvoir aider nos peuples à lutter pour la défense des services publics, pour l'amélioration des conditions de vie, pour les systèmes de protection sociale et les conventions collectives.

Nous estimons nécessaire d'échanger directement les informations, de mesurer ensemble les mécanismes de ces plans, de confronter ensemble nos expériences.

Nous lançons un appel pour que la conférence Europe-Asie se tienne au printemps 1993. Elle pourrait avoir lieu à Hong-Kong.

En effet, nous proposons d'engager une campagne internationale pour que les représentants authentiques des ouvriers chinois, les constructeurs des unions ouvrières indépendantes, puissent participer à nos travaux.

Nous entendons faire de la conférence Europe-Asie un moment de l'action internationale en défense des droits politiques et syndicaux, pour le droit aux syndicats libres et indépendants de tous les pays. »

LA CONFERENCE DE MOSCOU D'OCTOBRE 1992

Les 10, 11 et 12 octobre 1992 s'est tenue à Moscou une conférence internationale sur les privatisations, à l'initiative d'un comité d'organisation constitué du côté russe par le Parti du travail, le Parti ouvrier et le KAS-KOR, et du côté français par le Parti des travailleurs.

Cette conférence lançait une *Adresse aux travailleurs du monde entier* et décidait la mise en place d'un Comité international contre les plans du FMI de privatisation-pillage et d'ajustement structurel :

« • Considérant que dans toutes les parties du monde, ce sont les mêmes

plans, les mêmes politiques et les mêmes institutions qui oppriment les peuples et les travailleurs ;

- Considérant que contre cela l'unité des travailleurs à l'échelle internationale doit être renforcée et élargie ;

- Pour ces raisons, nous, rassemblés à Moscou, dans le respect de la diversité des opinions et des analyses, nous décidons de constituer un Comité international contre la mise en œuvre des plans du FMI de privatisation-pillage et d'ajustement structurel.

C'est pourquoi nous appelons les travailleurs du monde entier à contresigner cette adresse et à rejoindre ce comité.

Nous décidons de convoquer un rassemblement international de masse à Paris en juin 1993, où prendront la parole des délégations du monde entier.

Nous décidons, pour nous tenir informés les uns et les autres, de publier un bulletin (en russe, français, espagnol et anglais). »

Cet appel exprime en concentré l'ensemble des politiques menées par tous les gouvernements dans le monde et l'ensemble de la résistance des masses à cette politique. La crise des appareils comme produit de cette résistance, le fait que des organisations ouvrières sont mises devant l'impératif de combattre pour survivre en tant que telles (particulièrement celles qui sont liées à l'existence de services et entreprises publics) ouvre la possibilité d'une large campagne de front unique ouvrier sur cet appel.

Dans une note aux sections européennes, le SI constatait :

« Quelle est, du point de vue de notre construction, la place de l'*Appel de Moscou* ? Il s'agit, ni plus ni moins, du levier pour le rassemblement international du juin 1993 à Paris, pour la Conférence mondiale ouverte. De notre activité peut découler la constitution dans chaque pays d'une délégation à la Conférence mondiale ouverte marquant un progrès qualitatif par rapport à Barcelone. Alors se dessine clairement l'axe politique de la conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale : la question de la propriété ; ce n'est en

effet pas sur des questions "idéologiques générales" (même si nous connaissons l'importance de "l'idéologie") que nous pouvons fonder la reproclamation de la IV^e Internationale, mais sur une base concrète de classe, sur une question qui concentre pratiquement aujourd'hui tous les problèmes de l'humanité, et ce n'est rien d'autre que la question de la propriété des moyens de production. C'est cette question qui sous une forme pratique, découlant des problèmes internationaux immédiats, est au cœur de l'*Appel de Moscou*. C'est sur cette question que la frontière pratique, visible pour tous concrètement, entre la IV^e Internationale et toutes les autres forces peut être solidement établie. »

Ainsi, la Conférence de Moscou, en concentrant ses travaux sur la question décisive, celle de la propriété, permet d'unifier l'ensemble des activités engagées sur tous les continents.

Par cette conférence, la phrase « *les rapports d'Octobre vivent dans la conscience des masses* » a cessé d'être une formule pour devenir l'axe vivant d'un combat mondial unificateur. En quelque sorte, la boucle de l'histoire est aujourd'hui bouclée. Une période nouvelle s'est ouverte. C'est ce que relevait une note du Secrétariat international aux sections le 5 novembre dernier :

« A l'ouverture de la Conférence de Moscou, un camarade russe déclarait :

"Il y a quelques mois, on ne nous aurait pas écoutés. On nous aurait dit : comment, vous êtes contre les privatisations ? Cela signifie que vous êtes contre la démocratie. Mais aujourd'hui, les choses ont changé." Inversons la proposition : il n'aura donc fallu que quelques mois pour que l'enjeu de la politique engagée en ex-URSS se dégage pour toute une couche de militants : la question de la propriété. Et sans nul doute, cela exprime un mouvement profond de résistance des travailleurs, des paysans, dans toute l'ex-URSS. C'est une confirmation que la crise qui a fait exploser l'appareil d'Etat stalinien d'URSS traduit le caractère parasitaire de la bureaucratie qui vivait en sangsue sur la propriété sociale, qui dans toutes ses composantes cherche à se transfor-

mer en courtiers de la restauration de la propriété privée, alors même que les premiers pas accomplis dans ce sens créent déjà le chaos, non seulement en ex-URSS mais à l'échelle mondiale.

Cela démontre par ailleurs que la pseudo-*"économie de marché"* est la source même de ce chaos et de l'impasse.

C'est que, pas plus que le socialisme ne pouvait être établi en un seul pays, la question de la propriété n'est une question nationale mais exprime, sous des formes particulières à chaque pays, la lutte des classes mondiale entre capital et travail qui se concentre dans les formes de propriété. »

Que dans ce processus, nos sections aident ainsi à faire le lien vivant avec la révolution d'Octobre est sans doute l'indication la plus pratique et la plus sûre :

- d'une part que, son programme ayant été vérifié, la reproclamation de la IV^e Internationale est maintenant à l'ordre du jour ;

- d'autre part, que les forces qui se préparent à reproclamer la IV^e Internationale ont, dans la mise en application de son programme, démontré qu'elles sont capables d'assumer cette reproclamation.

III. Conclusions

LA REPROCLAMATION DE LA IV^e INTERNATIONALE, INSEPARABLE DE LA STRATEGIE DE LA CONFERENCE MONDIALE OUVERTE POUR L'INTERNATIONALE OUVRIERE (ENTENTE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS)

L'analyse des événements faite par notre mouvement depuis 1989 (le grand tournant) renforce notre conviction : les développements de la lutte des classes pendant plus d'un demi-siècle confirment et vérifient les bases sur lesquelles la IV^e Internationale a été constituée en 1938. C'est ce qui explique que nous le proposons comme base de la construction de l'Internationale ouvrière, mais qu'à l'inverse d'une secte nous n'en faisons pas un ultimatum.

C'est ce sur quoi revenait la préface à une récente édition au Pérou du *Programme de transition* :

« Le programme exclut le dogmatisme : *«La pensée révolutionnaire n'a rien de commun avec l'idolâtrie. Les programmes et les pronostics se vérifient et se corrigent à la lumière de l'expérience qui est pour la pensée humaine l'instance suprême.»* (Léon Trotsky). Nous estimons, nous, partisans de la IV^e Internationale, que le *Programme de transition* adopté en 1938 a été vérifié par les événements jusqu'à ce jour. Mais nous ne présentons pas le programme comme un ultimatum. Nous disons qu'il faut mener à bien ce travail indispensable de construction de partis ouvriers indépendants. Nous proposons le programme sur lequel nous sommes organisés comme section de la IV^e Internationale comme base de discussion. Car c'est seulement par la discussion politique libre et la confrontation la plus large, en un mot par l'application des règles de la démocratie ouvrière et leur respect, que seront surmontées les difficultés et les embûches introduites dans

la lutte des classes par les partis de collaboration de classes.

Toute l'expérience dans la lutte des classes atteste qu'un parti ouvrier indépendant, une Internationale, sont indispensables, car le résultat final de la lutte des classes n'est pas d'obtenir un changement dans la société bourgeoise. Il s'agit de l'existence même de l'humanité entraînée à l'abîme par l'impérialisme.

Et pour accomplir les tâches révolutionnaires il n'y a pas de solution toute prête. Le marxisme est la méthode scientifique de construction organisée de l'instrument indispensable pour aider les masses à œuvrer elles-mêmes à leur émancipation. Mais la solution ne figure dans aucun livre. Nous partons de la IV^e Internationale, nous établissons à l'aide du programme qu'il n'est pas d'autre issue à la crise de l'humanité que le socialisme garanti par l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production et la démocratie ouvrière. D'innombrables difficultés ont surgi. D'autres surgiront. Nous persévérons. »

Dix ans de combat de Bogota à Barcelone illustrent d'une part la vérification du programme de fondation de la IV^e Internationale, et d'autre part la continuité vivante de l'histoire des Internationales que représentent la IV^e Internationale et ses sections.

Reproclamer la IV^e Internationale s'identifie avec l'effort pour aider à regrouper ce mouvement sur un nouvel axe, l'axe de la lutte des classes, de la place de la classe ouvrière, de l'indépendance de la classe ouvrière et de ses organisations, unique axe capable de sauver toute l'humanité de la barbarie impérialiste. Tel est l'enjeu de la prochaine conférence des sections qui précédera la II^e Conférence mondiale ouverte.

Trotsky justifiait la fondation de la IV^e Internationale en relation avec de grands événements qui, alors, étaient de profondes défaites, pour préparer dans ces conditions les « futures victoires », pour donner une forme organisée à la

lutte fondée sur le combat inévitable de la classe ouvrière contre l'exploitation.

Aujourd'hui, les « *grands événements* » en relation avec l'action politique pour la « *reproclamation de la IV^e Internationale* », c'est ce grand tournant qui se réalise et s'accroît au travers de l'action des masses.

Répétons-le, s'orienter vers la reproclamation de la IV^e Internationale reconstituée sur la base de son programme n'est en rien contradictoire avec la tenue de la Conférence de Barcelone et ses conclusions, avec la constitution de l'Entente. Au contraire, à chaque étape du combat qu'ils ont engagé en commun avec d'autres forces et qu'ils se sont efforcés d'élargir, les trotskystes ont clairement fait savoir quelle était leur position.

« *Défendre le programme de la IV^e Internationale mais ne pas en faire un ultimatum* » n'est pas une formule creuse. Le défendre dans toutes ses implications, notamment celle, fondamentale, de l'organisation des partisans de la IV^e Internationale sur la base de ce programme, est indispensable à sa discussion libre.

Comme nous l'écrivions en juin 1991 :

« Les relations entre le combat des sections de la IV^e Internationale et la Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale sont précisément les relations qui s'établissent dans le processus de dégagement des masses exploitées et opprimées en rapport avec la trahison des vieilles directions et des organisations nationalistes bourgeoises et petites-bourgeoises. C'est là un processus transitoire, alors que la nécessité s'impose pour les masses et les militants, face à la crise irréversible des vieilles directions — bien que le développement de celle-ci ne soit pas linéaire —, de rechercher les voies d'une action politique indépendante.

La IV^e Internationale, en posant la question du parti ouvrier indépendant, a donné une réponse à cette recherche. Une réponse qui, face aux conséquences des politiques bureaucratiques, s'inscrit dans la recherche libre des voies pour aider la classe ouvrière à réaliser

elle-même son émancipation, donc pour l'exercice plein et entier de la démocratie ouvrière matérialisée dans la République des conseils.

Cette question littéralement vitale qui est à la base de son combat sur la ligne de la démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu introduit la "transition" dans le combat pour la construction de la direction révolutionnaire. Question qui ne saurait être tranchée par des méthodes ultimatistes mais qui exige la plus grande clarté, en relation avec la définition d'une politique indépendante.

Pour les sections de la IV^e Internationale "le parti, c'est le programme", le programme de la IV^e Internationale. Les trotskystes en sont convaincus, travailleurs, jeunes, militants ne sont pas acquis à cette conviction. C'est l'objet de la discussion, mais la nécessité d'une politique indépendante des bourgeoisies et des bureaucraties s'impose à tous. Combattons en commun pour définir cette politique indépendante indispensable pour assurer le succès des luttes des masses exploitées et opprimées, pour des partis ouvriers indépendants.

Tel est le contenu de la "méthode" de la Conférence mondiale ouverte. Et pour nous, sections de la IV^e Internationale, avancer dans cette voie dépend de notre capacité à matérialiser cette orientation, elle-même déterminée par le fait que nous mettions à l'ordre du jour la question de la reproclamation de la IV^e Internationale. Aujourd'hui, la poursuite de la marche en avant dans cette voie est conditionnée par notre capacité à établir la IV^e Internationale comme "centre", comme organisation centralisée et agissant sur la base de son programme.

Ce n'est qu'à partir du problème de la direction révolutionnaire — de l'action politique dans la voie de la reconstitution-reproclamation de la IV^e Internationale — que l'on peut analyser les développements de la lutte des classes mondiale dont ce texte vise à dégager certains des traits spécifiques, comme un élément de l'élaboration préparatoire à la conférence mondiale des sections (...).

1) Il y a ceux qui, ouvertement, se placent sur le terrain de la propriété privée,

considérant que le capitalisme ayant atteint son stade impérialiste (capitalisme pourrissant) est le seul système d'avenir. Dans ce camp, et bien que du point de vue de la place occupée comme agence de l'impérialisme il y ait des différences, se trouvent tous les partis de l'«Internationale socialiste», les appareils des partis liés à Moscou jusqu'à l'explosion de l'ex-URSS, les partis qui ont rapidement abandonné le navire de la bureaucratie en perdition, ainsi que les groupements qui, à l'intérieur et à l'extérieur des partis liés à la bureaucratie, se prononcent pour la rénovation. Il faut y intégrer les directions des partis nationalistes bourgeois et petits-bourgeois — bien souvent affiliés à l'«Internationale socialiste».

Il faut ranger également dans ce camp les fraudeurs «critiques» qui se dénomment encore plus ou moins trotskystes et qui tentent d'assimiler l'économie de marché, telle que Gorbatchev le proposait, à la NEP — qui, on le sait, représentait un recul momentanément après la guerre civile dans le pays de la révolution d'Octobre où toutes les principales forces productives avaient été expropriées sans indemnités ni rachat, et restaient nationalisées, aux mains de l'Etat ouvrier.

2) Il y a la IV^e Internationale et ses sections, qui combattent sur la base de son programme pour la défense de la propriété sociale, contre la restauration de la propriété privée des grands moyens de production, et pour la défense des acquis contre la privatisation des entreprises nationalisées et des services publics, pour l'expropriation.

3) Il y a des groupes, organisations et militants qui refusent les conséquences de la restauration de la propriété privée des grands moyens de production, qui refusent la privatisation, et cherchent la voie de l'indépendance de classe, que seule peut garantir la lutte de classe qui garantit l'indépendance réelle des organisations. »

Ces différents regroupements, qui ne sont pas nécessairement homogènes, nous permettent d'affirmer que la crise de l'appareil stalinien ne conduit pas à l'organisation d'un courant organisé ou fraction issue du sommet de l'appareil qui s'oriente vers la IV^e Internationale.

58 ans ont passé depuis que le programme de fondation de la IV^e Internationale a énoncé l'hypothèse que la crise de la bureaucratie stalinienne provoquerait le surgissement de fractions, telle la fraction Reiss, qui s'orienteraient vers la IV^e Internationale.

L'extrême dégénérescence du stalinisme, la centralisation de cet appareil contre la classe ouvrière au service de la restauration capitaliste a provoqué l'effondrement de cet appareil et n'a pas donné de tendances ou de groupes à l'échelle internationale qui s'orientent vers une politique indépendante. Malgré cela, l'expérience de notre combat sur une ligne de front unique nous a donné et nous donne les possibilités d'un travail commun avec des cadres, des militants et même des dirigeants qui, dans beaucoup de cas, posent rapidement la question de l'Internationale.

Les grands événements, les bouleversements historiques auxquels l'humanité est confrontée, c'est le terrain où le combat pour la reproclamation de la IV^e Internationale sur la ligne de la Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière prend toute sa dimension.

Les conditions actuelles font que quelles que soient les formes politiques, les problèmes auxquels sont confrontés tous les peuples de tous les continents convergent à présent sur une question à résoudre, celle de l'impasse de la propriété privée des moyens de production.

Cette impasse pousse les masses dans tous les pays, sur tous les continents, malgré les obstacles, à défendre leurs intérêts, leur existence, et par là même les bases de la civilisation.

Le tournant de caractère historique engagé en 1989 par la chute du Mur de Berlin, sous les coups de la classe ouvrière allemande, a des conséquences à une échelle mondiale : à des degrés divers et sous des formes distinctes mais unifiées, il englobe tous les continents et tous les pays. Toutes les relations politiques et sociales entre les classes, les institutions et les Etats, sont bouleversées.

La reproclamation de la IV^e Internationale, sur la base de la vérification de son programme de fondation, prend tout son sens dans l'action organisée pour aider le mouvement d'émancipation des travailleurs et des peuples, sa centralisation contre les plans destructeurs du FMI, de la Banque mondiale, de la CEE.

Du point de vue des forces subjectives, aucun courant international ne peut prétendre à un bilan aussi significatif de ses activités.

Nous présentons ce bilan, cette activité, comme une aide précise. De la Conférence anti-impérialiste de Bogota de juillet 1983 à la Conférence de Moscou d'octobre 1992, dix ans de combat pratique, sur la ligne d'aider à la constitution du mouvement d'émancipation dans le combat pour ouvrir la voie à la constitution de partis ouvriers, indépendants, c'est le bilan, la carte de visite qui permet de dire : la reproclamation de la IV^e Internationale est possible et nécessaire.

DEVELOPPER L'ENTENTE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Depuis la Conférence internationale contre le paiement de la dette en avril-mai 1987 à Caracas, le combat mené sur la ligne de la Conférence mondiale ouverte a permis de constituer l'Entente internationale des travailleurs.

Regrouper aujourd'hui dans l'Entente internationale des travailleurs, dans l'AET en Europe, les groupes, tendances, organisations, militants qui se dégagent et se dégageront du mouvement ouvrier officiel, et du mouvement nationaliste dans les pays dépendants, permet d'avancer dans chaque pays dans le combat pour la construction des organisations, partis et syndicats ouvriers indépendants.

Cela prendra obligatoirement des formes diverses dans chaque pays, en raison de la diversité des rythmes, de la

mobilisation et de la crise des appareils traditionnels.

Depuis la constitution en Algérie et au Sénégal d'un Parti des travailleurs dans des pays où le mouvement ouvrier n'était pas organisé politiquement en parti ouvrier, jusqu'au travail de tendance loyal dans le Parti des travailleurs au Brésil, à la constitution en France d'un Parti des travailleurs avec des courants socialiste, anarcho-syndicaliste, trotskyste et indépendants, au combat pour un Comité pour un Labor Party aux Etats-Unis, la reproclamation de la IV^e Internationale, c'est affiner les tactiques dans chaque pays pour aider à résoudre la question de la représentation politique de la classe tout entière.

Ainsi, le 25 juillet dernier, s'est tenue à San Francisco une Conférence nationale pour une politique indépendante pour la classe ouvrière, rassemblant 160 délégués. Plus de 700 militants syndicaux avaient apporté leur soutien à la conférence.

Leur déclaration souligne notamment :

« Même les sondages organisés par les médias contrôlés par le grand capital montrent qu'une majorité de gens dans ce pays considèrent qu'un nouveau parti est nécessaire pour se présenter aux postes électifs contre les Partis démocrate et républicain (...).

Même la recherche d'une alternative ne se limite pas au terrain électoral. Ils sont de plus en plus nombreux qui commencent — dans les rues et les entreprises de ce pays — à exprimer leur dégoût face à l'offensive sans répit que mènent contre eux les grandes entreprises, le gouvernement et l'appareil de la justice. D'importants mouvements de grève — comme la grève de Caterpillar ou encore la grève victorieuse des travailleurs du Summit Hospital à Oakland — révèlent une détermination grandissante à combattre et à inverser la tendance aux reculs imposés par les patrons. A Los Angeles, la haine et la colère ont surgi après le procès de la police qui avait brutalisé Rodney King. Cette explosion a montré à tous les sentiments de millions et millions qui ont perdu leur emploi,

leur logement, leur protection sociale et leurs droits. Les jeunes — particulièrement les jeunes Noirs — qui se trouvaient aux avant-postes de cette révolte avaient le sentiment de n'avoir rien à perdre, de n'avoir pas d'avenir (...).

Nous, travailleurs, venus de tous les Etats-Unis et réunis dans la Conférence nationale pour une politique ouvrière indépendante à San Francisco les 25 et 26 juillet, nous déclarons que nous en avons assez de la politique du moindre mal. Nous en avons assez des prétendus amis du travail comme Bill Clinton, le plus ouvertement anti-ouvrier des candidats démocrates de l'époque moderne. »

L'accord signé entre la IV^e Internationale et la LCRJ du Japon pour le succès de la Conférence mondiale ouverte et la décision de celle-ci à participer au congrès de reproclamation permet aussi d'assurer l'intégration ou l'association de groupes d'origines et de traditions différentes, mais sur une base de principes qui est celle d'une délimitation vis-à-vis

du stalinisme, de la social-démocratie, et de la compréhension du caractère révolutionnaire de la période. Cela permet de dire que la reproclamation de la IV^e Internationale n'est pas une affaire intérieure entre trotskystes, opposée au regroupement de fractions entières — même si elles sont encore minoritaires — du mouvement ouvrier organisé, dans l'organisation et le combat commun pour l'Internationale ouvrière.

Le critère de l'internationalisme, l'attitude à l'égard de l'économie de marché qui conduit aux plans d'ajustement structurels dans le monde entier, c'est le critère avec lequel on peut et doit aborder la crise du mouvement ouvrier mondial.

C'est ce que traduit l'appel de la Conférence de Moscou d'octobre 1992, qui ordonne pratiquement la préparation à l'échelle internationale de la Conférence mondiale ouverte et fournit l'axe du combat pour la reproclamation de la IV^e Internationale.

ABONNEMENT A LA VERITE

Abonnement annuel (4 numéros) :

- France : 120 F
- Europe : 140 F
- Afrique, Amérique latine : 150 F
- Proche-Orient, USA, Canada : 140 F
- Australie, Océanie : 160 F

Abonnement couplé *Tribune internationale-La Vérité* :

- France : 200 F
- Europe : 220 F
- Afrique, Amérique latine : 250 F
- Proche-Orient, USA, Canada : 240 F
- Australie, Océanie : 260 F

Chèque, mandat, tous règlements à l'ordre de :

APIO
 87, rue du Faubourg-Saint-Denis
 75010 Paris
 France

La discussion sur le rapport «Le programme de la IV^e Internationale a-t-il été vérifié par les événements?»

(Extraits)

Nous publions ci-dessous quelques extraits de la discussion autour du rapport présenté au nom du bureau du Secrétariat international. Il ne s'agit que d'extraits fragmentaires, choisis par la rédaction de *La Vérité*, et non du compte rendu d'une discussion qui s'est déroulée sur deux jours. Ces extraits visent à indiquer ce qu'ont été certains des points principaux de cette discussion qui, bien évidemment, se poursuivra et s'amplifiera dans le cours de la préparation de la conférence des sections.

Que signifie la recolonisation ?

• Trois réflexions sur la notion de recolonisation.

1) Il y a effectivement une différence entre la notion actuelle de recolonisation et celle de colonisation à l'époque de l'impérialisme en formation. Prenons l'exemple du Congo. Lorsqu'il a été reconnu comme une colonie par les grandes puissances, ce n'était pas une colonie de l'Etat belge, mais la propriété privée de Léopold II, par ailleurs roi des Belges. Cependant, malgré sa fortune colossale, Léopold II n'a pas eu les moyens d'exploiter véritablement le Congo qui se trouvera rapidement en faillite. Léopold II sera alors contraint de donner le Congo à l'Etat belge, qui, lui, dégagera les moyens pour installer toute une infrastructure, des chemins de fer, etc., permettant l'exploitation véritable du pays et son intégration dans le marché mondial capitaliste.

Cela signifie qu'un individu, fût-il un roi disposant d'une fortune colossale, ne pouvait faire ce que seule une classe en tant que telle avec son Etat, tous ses moyens dans la période de développement capitaliste, pouvait réaliser. Aujourd'hui, il y a partout des Léopold II aux petits pieds, avec des petites fortunes, qui ne peuvent faire, tout au plus, que de bons petits coups. Pour dégager toutes les leçons de l'histoire, précisons que lorsque Léopold II a négocié avec l'Etat belge la cession de sa colonie personnelle, il a essayé de garder pour lui certaines petites régions parmi les plus productives en minerais. Ce que l'Etat belge n'a bien sûr pas accepté.

Bien évidemment, marquant ainsi les traits caricaturaux de la période, aucun Etat impérialiste ne serait prêt aujourd'hui à de tels investissements.

2) La recolonisation d'un pays signifie la subordination directe de son économie à l'impérialisme, remettant en cause toute forme, même la plus caricaturale, d'indépendance nationale. En

effet, dans la bataille de l'impérialisme pour la plus-value, les Etats même serviles, corrompus et totalement compradores, sont des intermédiaires coûteux. C'est ce qui explique l'effondrement, les uns après les autres, des Etats en Afrique.

3) Si l'on considère « l'ouverture du marché de l'Est » sous l'angle de la recolonisation, on peut prévoir qu'il n'y aura pas naissance d'une bourgeoisie nationale, qui n'est pas la simple addition de gens riches, mais qui implique des rapports sociaux, une classe s'affirmant comme classe dominante dans un Etat et instaurant ainsi un certain type de rapports avec ses correspondants sur le marché mondial. Il ne peut y avoir aujourd'hui rien de semblable.

Une crise infiniment plus grave que celle des années 1930

• Le rapport définit notre identité politique et théorique et nous distingue donc radicalement de toutes les fractions petites-bourgeoises et de tous les débris politiques de la social-démocratie et du stalinisme qui existent dans tous nos pays. Il peut et doit nourrir une riche discussion avec les camarades et les courants qui se rapprocheront de la IV^e Internationale dans la phase de préparation de la conférence de reproclamation de la IV^e Internationale.

Il était nécessaire de faire, dans le document que nous discutons, de longues références au livre III du *Capital*. Il ne s'agit pas de pédantisme, de références théoriques gratuites ou inutiles. La volonté de mettre en relation tous les faits contenus dans ce texte avec les catégories analytiques du capital, est essentielle pour l'efficacité même du texte.

Les trois volumes du Livre III sont composés, aux deux tiers environ, d'une lecture passionnée que fait Marx de la vie économique de son temps. Il porte une attention quotidienne, détaillée à la vie économique de son époque, aux progrès techniques, aux manœuvres finan-

cières, aux escroqueries, et donne une abondance de citations recadrées constamment par rapport à la théorie fondamentale de la loi de la valeur et enrichies, puisqu'il emprunte à des opérateurs économiques de son temps, en particulier certains banquiers de Londres, des catégories économiques qu'il intègre à sa propre analyse.

Par exemple, la notion de « capital fictif » n'est pas de Marx. Il l'emprunte à un banquier anglais, qui, analysant les flux financiers de l'époque, dégage la signification de cette prolifération de masse de capitaux qui ne rentrent jamais dans la production mais qui dégagent un profit. Cependant, Marx n'envisageait à l'époque que comme une situation absolument exceptionnelle le fait que le profit ainsi dégagé par les opérations financières puisse dépasser la masse de la plus-value extraite de l'exploitation du travail. Ce qui est le cas aujourd'hui.

Ces éléments sont très importants pour nous, et nécessitent de poursuivre l'analyse de ces catégories, compte tenu surtout des énormes masses financières en jeu aujourd'hui.

Dans le livre qu'il a écrit pour reprendre ses points de vue sur Maastricht, Maurice Allais, prix Nobel d'économie, écrit :

« L'économie mondiale tout entière repose aujourd'hui sur de gigantesques pyramides de dettes, dettes des Etats, dettes des entreprises, dettes des particuliers, prenant appui les unes sur les autres dans un équilibre fragile. On ne saurait sous-estimer sans danger l'instabilité sous-jacente très profonde de l'économie mondiale. (...) Elle repose actuellement sur deux volcans : un endettement démesuré, un chômage excessif, et leur présent équilibre est éminemment précaire et instable. Ce système permet et génère une spéculation gigantesque sur les changes. »

Monsieur De Larosière, gouverneur de la Banque de France, s'est engagé à défendre le franc, en disant :

« La spéculation ne passera pas (...). D'ailleurs, pour battre la spéculation,

j'ai relevé les taux d'intérêt à court terme de la Banque de France à 13 %.

Ce taux directeur de la Banque de France est la base du taux auquel les entreprises empruntent pour travailler, etc. L'inflation officielle en France étant de 2 à 2,5 %, les taux réels d'intérêts sont donc de 10,5 à 11 %, c'est-à-dire tout à fait suicidaires pour l'économie. Cette position de De Larosière est d'autant plus stupide que les spéculateurs, ayant emprunté des francs pour jouer à la baisse, les replacent immédiatement sur les marchés au jour le jour. Il n'y a pas d'opération plus juteuse aujourd'hui que de placer de l'argent au jour le jour en tirant 13 %. Aucune opération industrielle ne peut donner ce genre de profit.

Donc ce Monsieur De Larosière qui, dit-il, veut casser la spéculation, ne fait rien d'autre que la nourrir, et les sommes colossales qui sont dégagées par ces taux d'intérêt sans aucun rapport avec la réalité économique viennent nourrir la bulle financière et aggraver encore toute l'instabilité du système. L'économiste Maurice Allais, pour revenir à lui, commente :

« Ce système permet et génère une spéculation gigantesque sur les changes. Les flux financiers entre les pays membres du Groupe des 7 s'élèvent à plus de 420 milliards de dollars par jour, soit plus de 34 fois le montant des flux financiers correspondant aux échanges commerciaux. »

Si vous dites 1 000 milliards de dollars par jour et que vous considérez qu'il y a 250 jours ouvrables dans l'année, cela fait un chiffre d'affaires de 250 000 milliards de dollars par an. Comme les capitalistes ne travaillent pas pour rien, si l'on considère que le profit tiré de ces opérations, même minime, est de 0,5 % (je ne pense pas qu'il soit inférieur), cela veut dire qu'il y a au minimum 1 250 milliards de dollars par an supplémentaires dégagés par ce genre d'opérations (somme probablement très supérieure à la masse de plus-value extraite des opérations de mise en valeur du capital par la production) qui viennent chaque

année grossir le stock de « capital fictif ».

Revenons au commentaire de M. Allais :

« Il s'agit là de sommes énormes, de l'ordre de 12 fois le revenu mondial par jour ; un système qui aboutit à une situation aussi extravagante se condamne de lui-même. »

Bien entendu, nous ne sommes ni prix Nobel ni économistes, et nous savons que cette situation n'est pas du tout « extravagante », qu'elle est le produit du fonctionnement normal du système ; mais nous savons aussi que cette situation amène de manière certaine à un krach financier d'une ampleur sans précédent, car pour le capitalisme lui-même, il est strictement impossible de continuer à assumer la charge financière de l'intérêt fictif de ces capitaux fictifs.

Quand par exemple la Bourse au Japon baisse de 67 % en une année, quand le capital investi dans l'immobilier baisse dans toutes les capitales mondiales de 40 à 60 %, nous n'avons là que les prémises du cataclysme financier en préparation, dont personne ne peut dire quand il se déclencherà, peut être demain, la semaine prochaine, dans 3 ou 6 mois : c'est une certitude, il faudra à un moment donné que toute cette bulle financière explose, qu'un grand nettoyage s'opère, et nous savons que nous aurons alors devant nous une crise financière d'une ampleur incomparablement plus grande que celle de 1929. Et cette crise, bien entendu, entraînera derrière elle, même s'il s'agit de la liquidation de capitaux fictifs, une crise de l'économie réelle qui sera, par sa profondeur et sa gravité, infiniment plus vaste que celle que nous avons connue dans les années 1930.

Il se dit couramment dans les milieux financiers, à un certain niveau, que le risque majeur que court aujourd'hui l'économie mondiale, c'est celui d'un krach du dollar, c'est-à-dire d'une fuite éperdue devant toutes les valeurs libellées en dollars, parce que les dollars ne sont que des papiers imprimés qui sont censés

reposer sur les valeurs réelles de l'économie américaine. Mais quand la dette américaine est de 11 000 milliards de dollars actuellement, c'est-à-dire deux fois le Produit national brut, et qu'elle augmente à un rythme de 800 à 1 000 milliards par an, il est clair qu'on arrive à une situation dans laquelle, un jour ou l'autre, les capitalistes eux-mêmes ne prendront plus de dollars. Et à ce moment-là on aura un krach financier dont personne ne peut savoir ce qu'il entraînera comme conséquences politiques et sociales, et du point de vue de la lutte des classes.

C'est important, car cela donne le cadre et les formes dans lesquels se développe la marche à la crise révolutionnaire. La discussion peut enrichir le texte par une réflexion plus poussée sur certains points, sur lesquels on pourrait par exemple demander à nos camarades américains de travailler. Parce que tout ce système obéit à une logique qui n'est pas spontanée mais « pilotée » par certains cercles financiers du grand capital à l'échelle mondiale. Il serait donc intéressant, surtout avec l'arrivée du nouveau gouvernement américain, d'avoir des informations et des détails sur l'activité de la Commission trilatérale, par exemple, ou de ce qu'on appelle le groupe de Bilderberg, dont les centres sont aux États-Unis et dont Warren Christopher, le nouveau secrétaire d'État américain, est depuis des années un membre éminent.

Le cœur de la manœuvre est vraiment très simple. La première chose que fait le Fonds monétaire international quand il arrive dans un pays, c'est de ramener la valeur de la monnaie à ce qu'il appelle sa valeur de marché. Par exemple de 10 à 1, ce qui est la norme dans les pays africains. En Russie, c'est pire encore. Le rouble est passé de un rouble pour un dollar il y a quatre ans, à 500 roubles pour un dollar aujourd'hui. De 1 à 500 donc. Quelles en sont les conséquences ? Prenons la production agricole.

Je fais tout d'abord une parenthèse : on a fait pleurer les chaumières en France avec le riz collecté dans les éco-

les pour être livré en Somalie. On a collecté 6 000 tonnes de riz. Outre le côté absurde de l'opération, ces 6 000 tonnes de riz doivent être rapportées à la production africaine, où dans de bonnes conditions de chaleur et de pluie, on obtient un rendement de 3 tonnes à l'hectare pour une récolte ; et généralement quand on peut faire de l'irrigation, on obtient deux récoltes, c'est-à-dire qu'un hectare peut donner 6 tonnes. Donc 6 000 tonnes, c'est 1 000 hectares mis en production, c'est-à-dire un petit bout de terrain de 2 km sur 5, une grosse ferme donc. Dans un pays comme le Nigeria, par exemple, où des études ont été faites, on s'est aperçu, en faisant le recensement des terres disponibles, que l'on pouvait mettre en culture 600 000 hectares pour produire du riz avec suffisamment d'eau pour irriguer, et donc avec la certitude d'obtenir ces 6 tonnes à l'hectare en deux récoltes.

Cela veut donc dire que pour un seul pays comme le Nigeria, grand comme deux fois la France, on pourrait obtenir en un an 600 fois les résultats de l'opération Lang-Kouchner. Seulement, où est le problème ? C'est que l'agriculture, de nos jours, est une industrie lourde. Pour produire du riz il faut des tracteurs, des pompes d'irrigation, des engrais, des pesticides, des insecticides. Tous ces produits doivent être achetés à l'étranger, et la manœuvre du FMI aboutit au fait qu'on les paie maintenant dix fois plus cher qu'auparavant, alors que le produit final, le riz, est vendu sur le marché local et n'a augmenté que deux ou trois fois peut-être... Ce qui veut dire que, pour une entreprise capitaliste, il est devenu strictement impossible de se livrer à une production agricole moderne destinée au marché intérieur. Il n'y a plus un tracteur qui rentre, plus une pièce détachée ne peut être achetée, les engrais sont trop chers, etc. Mais en revanche, dans tous les ports de ce pays arrivent des lots entiers de Mercedes, par 10 ou par 100, parce que bien entendu elles sont payées sur les comptes en Suisse.

La régression est évidente et voulue, tout à fait délibérée. Le but de l'opéra-

tion est en effet de réserver les ressources en devises du pays (par exemple pour le Nigeria, celles qui viennent du pétrole) au seul service de la dette. Le reste n'a strictement aucune importance. Cela peut être la famine, les épidémies, n'importe quoi... la seule chose qui compte, c'est que les banquiers soient servis les premiers. Ces rapports sont au sens propre du terme des rapports de type coloniaux, auxquels il faut ajouter bien entendu la présence physique du FMI et de la Banque mondiale puisque, derrière le ministre des Finances, au-dessus de son épaule, derrière le gouverneur de la Banque centrale, il y a toujours un fonctionnaire du FMI ou de la Banque mondiale qui contresigne. Aucun acte n'est valable s'il n'est pas contresigné par le FMI et la Banque mondiale.

Quant à la Pologne, vous avez peut-être vu dans la presse que la grève des mineurs s'est interrompue. Vous savez que l'enjeu de cette grève était le maintien des emplois : le FMI et la Banque mondiale veulent en effet supprimer 180 000 emplois dans les mines de charbon et 100 000 emplois dans les chemins de fer. Walesa et le gouvernement du Premier ministre actuel, Mme Zukocha, ont combattu cette grève par tous les moyens. Quelle que soit la résistance du prolétariat polonais, elle se fait pour le moment sur les bases d'une retraite, qui se manifeste par le fait que la production, le Produit national brut de Pologne a baissé de 44 % en trois ans. Qu'on dégage maintenant un surplus exportable, c'est possible, c'est même le but de l'opération. Mais cela se fait sur la base d'une destruction massive de forces productives, d'une destruction systématique du prolétariat polonais et, là encore, sur la base — je crois que le mot n'est pas trop fort — de la tentative de faire régresser le pays vers des rapports de type colonial. Le mot me paraît exact. Car que peut faire un capitaliste occidental en Pologne aujourd'hui, que font-ils d'ailleurs ? Soit ils font de la sous-traitance : par exemple, au lieu de fabriquer des chemises en France ou en

Angleterre, ils les fabriquent en Pologne ; il n'y a donc aucune création de valeur, puisque cela veut dire des emplois supprimés en France ou en Angleterre pour acheter de la main-d'œuvre bon marché en Pologne. C'est simplement un transfert de production. Ou bien il s'agit d'opérations comme celle de la FIAT par exemple, qui a racheté une grande usine d'automobiles, qui a dû faire casser par Walesa une grève considérable aux usines FSO l'été dernier, et qui utilise la main-d'œuvre à bon marché de ces usines, plus ou moins modernisées, pour produire des voitures qui sont vendues sur le marché occidental. C'est une opération qui est tout bénéfice, les prix de revient sont moindres et les ventes se font en devises fortes dans les pays occidentaux. Cela signifie simplement un transfert de production des usines de Turin vers la Pologne. Des pays comme la Pologne ou la Russie ou les autres pays de l'ancienne URSS sont donc des pays que le capital mondial veut effectivement faire régresser, jusqu'à revenir à des rapports qui les rendraient purement et simplement producteurs de matières premières non transformées pour les marchés occidentaux.

La résistance aux privatisations

- Pour tenter de répondre aux questions : au stade actuel de son développement, le capitalisme est-il encore capable d'ouvrir de nouveaux marchés et d'investir, et cela plus particulièrement dans les pays dominés ?, je voudrais revenir sur le récent voyage à Alger de M. Camdessus, président du FMI. A cette occasion, le gouvernement algérien a annoncé, dans le cadre de l'état d'urgence, la fermeture de toutes les entreprises locales, c'est-à-dire départementales. Apparemment, Camdessus n'était pas venu pour cela, ce n'était pas le plus important. En partant, il a en effet déclaré : « *Nous ne sommes pas parvenus à un accord entre le gouvernement algérien et moi.* » Il parlait bien sûr du processus de mise en œuvre des plans du FMI en Algérie, accentué depuis le tournant marqué par la chute

du Mur de Berlin (annoncé en Algérie par les événements d'octobre 1988) et plus particulièrement depuis la guerre du Golfe.

Revenons un peu en arrière pour pouvoir répondre à certaines questions sur la signification de la recolonisation pour les pays qui ont obtenu leur indépendance vers les années 1960. L'Algérie a été indépendante en 1962, mais le symbole de l'indépendance a été et demeure les nationalisations de 1971, c'est-à-dire le gaz, le pétrole, le minerai, le sol, le sous-sol, la terre. Ce sont les acquis fondamentaux de l'indépendance, à côté de tous les droits à l'enseignement, au travail, etc. Seulement, parce que cela n'était pas une indépendance réelle, totale, l'économie algérienne, élaborée par tous les régimes qui se sont succédé, est fondée sur l'exportation des hydrocarbures, c'est-à-dire sur les intérêts des centres mondiaux, puisque les prix des hydrocarbures se décident ailleurs. L'économie algérienne n'a pas été élaborée en fonction des besoins du peuple algérien ou des besoins des masses opprimées. Le résultat en a été une « industrie industrialisante », les raffineries de pétrole, la sidérurgie, qui certes constituent aujourd'hui un acquis, mais au prix de l'abandon total de la terre (l'Algérie est d'abord et avant tout un pays agricole), ce qui a entraîné un exode rural massif.

Lorsque, vers les années 1980, la crise avait déjà commencé à se faire sentir partout à l'échelle mondiale, on nous expliquait que l'Algérie était épargnée, que c'était un pays riche que les plans du FMI ne concernaient pas. L'OST, dans laquelle nous étions organisés à l'époque, était la seule à dénoncer la dette extérieure, le FMI, et à tirer la sonnette d'alarme. Pourtant déjà en 1973, et alors que le baril était à 40 dollars, l'Algérie avait 3 milliards de dollars de dettes. Et cela a continué : en 1980, la dette était de 19 milliards de dollars.

En septembre 1988, le chef de l'Etat, Chadli Ben Djedid, s'adressait à la nation : « *Nous sommes épargnés par la crise mondiale.* » Quelques jours plus tard, c'était l'insurrection d'octobre qui

était un rejet total des plans du FMI, des restructurations, des nouveaux textes sur les entreprises, leur autonomie, etc., de toute sa politique. Ce qui est au cœur de tous les problèmes aujourd'hui, c'est la remise en cause des nationalisations, l'application de tous les plans du FMI. Avec une place particulière, en Algérie comme dans d'autres pays, pour la question des hydrocarbures et des minerais qui constituent, en quelque sorte, l'attribut principal de l'indépendance.

Il n'y pas encore de privatisations. Parce qu'il y a une résistance, parce que la bourgeoisie ne veut pas investir et surtout parce le FMI, l'impérialisme veulent s'emparer des puits de gaz et de pétrole. Ils veulent par exemple s'attaquer à l'entreprise nationale Sonatrach (des hydrocarbures) et permettre que des sociétés étrangères, des multinationales s'installent avec plus de 50 % des parts pour changer le matériel et pouvoir licencier la plupart des travailleurs. Pour le reste, il est question de fermeture d'entreprises qui ne sont pas viables, de ventes par actions, dans le cadre de l'autonomie des entreprises. Mais personne n'est intéressé. C'est réellement un effondrement total et un démantèlement qui est préparé, parce que la bourgeoisie nationale ne peut pas jouer son rôle, et de surcroît l'impérialisme ne lui laisse pas de place. Il n'y a plus de « miettes » pour les bourgeoisies nationales. Les Etats représentent, dans les pays arriérés, endettés, un poids et même des dépenses supplémentaires pour l'impérialisme.

Dans la campagne contre les privatisations, il est important d'ajouter « *contre les plans du FMI* », parce que dans certains pays, il y a déjà des privatisations, alors que dans d'autres, pour des raisons politiques, il n'y en a pas.

On nous a expliqué les bienfaits de l'économie de marché. Mais il n'y a absolument aucun investissement en Algérie, ni de la part des nationaux, ni de l'Etat, ni des compagnies étrangères. L'outil de production, selon les aveux mêmes de l'Etat, tourne à 30 % de sa capacité, dans un pays qui est très jeune

(70 % de la population a moins de 30 ans) avec 3 millions de chômeurs. Que propose-t-on aux jeunes ? Il y a des similitudes avec ce qui se passe dans les pays de l'Est. Quel type d'économie est en train de s'installer ? Il y a 2 ans, on a proposé aux jeunes des sortes de coopératives pour qu'ils deviennent de tout petits patrons. Aucune n'a marché, du fait de l'absence d'importation de matières premières. En Algérie, il y a ce qu'on appelle des trabendistes (les petits trafiquants de marché noir), qui, du temps de la pénurie sous le parti unique, importaient des produits bon marché d'Espagne, d'Italie ou de France pour les revendre à des prix exorbitants. Il y a un an, le ministre du Budget a expliqué que cette activité était un droit et qu'il valait mieux la reconnaître et la légaliser. Il s'est donc mis en place une véritable « économie de bazar » où des rues entières d'Alger sont pleines de produits qui ne valent rien. L'Etat a importé des kiwis, des bananes, des ananas... et, pendant ce temps-là, les entreprises ferment les unes après les autres parce qu'il n'y a pas de matières de base pour travailler.

Ce sont les propositions de l'impérialisme aujourd'hui pour les pays endettés. Le dernier chef du gouvernement algérien veut appliquer une politique d'austérité à la Ceausescu et fermer les frontières pendant trois ans pour payer rubis sur l'ongle la dette en expliquant que cela irait mieux après. Il explique qu'il y aura d'un côté 9,2 milliards de recettes pétrolières en 1993, et de l'autre environ 7 milliards de remboursements, soit 2 milliards de bénéfices. Malheureusement pour ses calculs d'épicier, depuis un mois environ le prix du pétrole chute. La cote d'alarme est atteinte et il y a même des risques, selon la presse algérienne, que la baisse atteigne le niveau de 1986. Ces prévisions vont donc tomber à l'eau, car ce n'est pas le chef du gouvernement algérien, ou mexicain, etc., qui décide du prix des matières premières ou des hydrocarbures.

C'est un aboutissement inévitable parce que toute l'économie a été structurée en fonction des besoins extérieurs.

Petit à petit, l'indépendance politique acquise a été remise en cause. Quand depuis trois ans en Algérie, le Parti des travailleurs parle de recolonisation à moindre frais, cela signifie qu'au colonialisme direct (qui faisait au moins semblant de faire des efforts pour qu'il y ait une vie économique sur place) s'est substituée une politique de destruction. A moindre frais, car cela ne leur coûte rien, ils pillent tous les produits nationaux tandis que dans les pays avancés, industrialisés, ils ne distribuent plus rien ; au contraire, c'est la remise en cause de tous les droits et conquêtes de la classe ouvrière, c'est le chômage et la désertification dans les campagnes.

Pour tout Algérien, le symbole de l'indépendance c'est d'abord le sud de l'Algérie, le gaz et le pétrole, c'est Sonatrach, les raffineries, les ports, la sidérurgie constituée en liaison avec les raffineries et l'exportation des hydrocarbures. La recolonisation, c'est la remise en cause de tout cela. C'est pourquoi on parle d'avancées et de reculs car l'impérialisme n'a pas encore réussi à faire passer ses plans. Il n'y a pas de privatisations en Algérie, Sonatrach est toujours secteur d'Etat, parce qu'il y a une résistance malgré les conditions très difficiles, y compris de fractions de l'ancien appareil d'Etat, de l'appareil du FLN, qui a géré pendant 30 ans pour sa propre survie, parce qu'il a toujours vécu du secteur d'Etat.

La résistance s'organise surtout dans les entreprises clés. Il s'agit de coordonner toutes ces actions pour ouvrir une perspective, car la direction de l'UGTA s'est placée du côté du gouvernement et donc des plans du FMI et de l'économie de marché.

La défense de la propriété sociale continue d'être une lutte contre la bureaucratie

- La discussion a rappelé que les forces productives étouffent non seulement dans le cadre des relations de propriété

capitaliste mais aussi dans les limites des frontières nationales.

Le combat de Trotsky et de l'Opposition de gauche contre le stalinisme se basait sur le refus du prétendu « *socialisme dans un seul pays* », c'est-à-dire de l'idéologie par laquelle la bureaucratie tentait de justifier son usurpation du pouvoir et sa destruction de la démocratie ouvrière. Il faut rappeler les positions de la IV^e Internationale sur l'Union soviétique, la bureaucratie et la révolution politique, si l'on veut revenir sur leur validité.

L'alternative pour l'Union soviétique, celle que Trotsky résume dans le programme de fondation de la IV^e Internationale, est : ou bien la bureaucratie, allant jusqu'au bout comme agent de la bourgeoisie mondiale et de l'impérialisme, ouvrira directement la voie à la restauration capitaliste, ou bien la classe ouvrière, défendant les conquêtes de la révolution, renversera la bureaucratie par la révolution politique et ouvrira la voie de nouveaux développements de la révolution socialiste en URSS et dans le monde.

Celui qui s'en tiendrait aux apparences, à la propagande largement répandue, et aussi à un très bref moment dans tout un développement historique, pourrait être tenté de dire que la question ne se pose plus ainsi, dans la mesure où de l'alternative, il ne subsiste qu'un terme : aujourd'hui, la bureaucratie, allant jusqu'au bout, ouvre la voie à la restauration capitaliste.

En fait, ce serait à la fois perdre le sens de la perspective historique, ne pas tenir compte des faits les plus immédiats et renoncer à la compréhension du caractère mondial du développement du capitalisme comme de celui de la lutte des classes. Au contraire, comme le disait le rapporteur, c'est l'analyse de Trotsky résumée dans cette alternative qui prend aujourd'hui toute sa dimension. Sans aucun doute dans des formes que nous ne pouvions pas prévoir, sous la forme de la collision directe entre les deux termes de l'alternative, précisément entre le

fait que la bureaucratie va jusqu'au bout de ce qui était sa nature comme organe bourgeois, et le fait que la classe ouvrière en Europe de l'Est, en URSS et en Chine, a commencé la marche à la révolution politique.

Ce que Trotsky définissait comme la « *seconde révolution* », la révolution politique (car elle ne vise pas à la transformation des rapports de propriété) a un contenu social (ouvrier) qui implique la destruction de fond en comble de l'appareil d'Etat de la bureaucratie. C'est ce contenu que les analyses de notre mouvement international ont dégagé dès les premières explosions de la révolution politique (Berlin-Est, Pologne, Hongrie). On peut d'ailleurs encore l'opposer aux fabrications frauduleuses des Pablo et des Mandel pour qui la bureaucratie avait une double nature.

La durée du pouvoir de la bureaucratie pouvait conduire à considérer d'une manière trop abstraite la référence à l'impossibilité du socialisme dans un seul pays, ou plutôt, à se contenter de la formuler en disant que la preuve était faite, puisque de toute évidence ce n'était pas le socialisme qui existait en URSS. Et donc s'accommoder de l'idée selon laquelle, en quelque sorte, la bureaucratie pouvait durer pendant toute une période historique, dans la mesure où la bourgeoisie n'avait pas la force d'entreprendre une restauration directe après l'échec de ce qui en avait été une tentative lors de la Deuxième Guerre mondiale, et que d'autre part la classe ouvrière mondiale n'avait pas, du fait de sa crise de direction, la possibilité d'étendre les conquêtes socialistes en particulier à des pays capitalistes avancés ; de l'idée en fait que la bureaucratie pouvait, elle, survivre dans un seul pays.

Or, la réalité du marché mondial s'est sans cesse imposée, malgré toutes les tentatives d'autarcie, à la bureaucratie. C'est la combinaison du carcan de ce marché structuré sur la base de la propriété privée des grands moyens de production, auquel la bureaucratie ne pouvait pas échapper, et des conséquences de sa gestion, fondée bien évidemment sur la des-

truction et la négation de toute démocratie ouvrière et donc de toute efficacité dans la planification, qui a finalement conduit à la situation catastrophique dans laquelle le stalinisme s'est effondré. Mais il s'est effondré en même temps parce que le mouvement des masses a franchi des pas importants dans la voie de la révolution politique, et là encore non comme une affaire purement russe, propre à l'Union soviétique, mais à l'échelle mondiale.

Car n'oublions pas que le premier coup de boutoir direct, ébranlant le Mur de Berlin, a été donné en 1980 par les ouvriers polonais constituant Solidarité, imposant à la bureaucratie de reconnaître comme la représentation légale de la classe ouvrière, non plus la bureaucratie elle-même, mais le syndicat indépendant que les travailleurs commençaient à se donner.

Et le coup de boutoir le plus immédiat, c'est celui qui a été donné par les ouvriers et la jeunesse chinoises en juin 1989, donc six mois avant novembre 1989, quand ils se sont dressés contre la bureaucratie.

Ce qu'il est important de souligner, c'est ce mouvement vers la révolution politique qui n'a pas aujourd'hui disparu, et c'est l'autre élément extrêmement important qu'il faut retenir du rapport. Les chiffres qui ont été donnés sur le degré des privatisations réalisées dans l'ex-Union soviétique, plus particulièrement en Russie, n'ont pas seulement comme valeur de montrer les difficultés, la paralysie ou l'embourbement du gouvernement Eltsine (qui est d'ailleurs, plus rapidement que Gorbatchev ne l'avait été, dans la même position que ce même Gorbatchev avant le putsch d'août 1991). Leur intérêt, c'est avant tout de souligner la résistance encore largement désorganisée, parcellisée, de la classe ouvrière dans l'ancienne Union soviétique. Et aussi, comme le disait le rapporteur, la résistance des rapports de propriété établis par la révolution d'Octobre en tant que tels. Car la résistance de la propriété sociale, cette capacité à se maintenir tient au fait que cette propriété est l'incarna-

tion, la cristallisation de rapports sociaux, qu'elle est un élément du rapport de forces entre les classes à l'échelle mondiale et bien sûr dans l'ex-Union soviétique même.

Et cela amène deux conclusions : la première, c'est que bien sûr la bureaucratie est à l'agonie, elle est en décomposition. La seconde, c'est qu'elle n'a pas disparu. Le gouvernement Eltsine n'est pas le gouvernement d'une nouvelle bourgeoisie qui aurait succédé à la bureaucratie stalinienne. C'est le gouvernement du dernier avatar de cette bureaucratie. Et de ce point de vue, la situation n'est pas identique à celle des autres pays d'Europe de l'Est où il y a un personnel politique « récupérable » dans les partis venant de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie ; où il y a eu aussi des partis sociaux-démocrates de masse qui n'ont pas été « disqualifiés » parce que la classe ouvrière s'était détournée d'eux, mais qui ont été interdits administrativement, policièrement par la bureaucratie, et qui peuvent donc resurgir. Il y a eu des partis populistes paysans, qui avaient un caractère national, qui ont été l'objet de la répression stalinienne, et enfin il y a les formations politiques de la bourgeoisie qui, en deux générations, n'ont pas eu le temps de disparaître totalement, de perdre leurs racines. Mais en Russie, on n'a pas pu ranimer le cadavre de la bourgeoisie russe, ce sont les fractions de la nomenklatura qui exercent le pouvoir. Dans cette mesure, la lutte pour la défense de la propriété sociale continue, bien sûr sous une forme beaucoup plus directe d'un affrontement avec la bourgeoisie mondiale, d'être une lutte contre la bureaucratie.

Pour comprendre cette lutte, il faut revenir à la Chine. Si la classe ouvrière chinoise a été un moment à l'avant-garde du mouvement qui a conduit à l'écroulement du stalinisme, ce n'est pas parce qu'elle a été ensuite réprimée dans le sang qu'elle a dit son dernier mot. Ne discutons pas sur les mots. S'il y avait un meilleur mot que recolonisation pour évoquer ce qui se prépare aujourd'hui en

Chine, personne ne s'opposerait à son emploi — mais je n'en vois pas. La bureaucratie chinoise n'a pas le même enracinement, n'est pas placée dans les mêmes conditions historiques que l'a été la bureaucratie stalinienne en URSS, mais le cours restaurationniste actuel de la bureaucratie chinoise ouvre directement la porte à la dislocation de la Chine et au retour du régime des « concessions » et autres « légations » étrangères du siècle précédent, bien évidemment dans une autre situation. C'est un processus déjà très avancé mais qui ne pourra aller jusqu'au bout sans faire éclater la bureaucratie elle-même et surtout sans se heurter à la résistance de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, cinq sixièmes des salariés de l'industrie payés par des firmes capitalistes de Hong-Kong sont des citoyens chinois de Chine continentale et populaire qui résident dans le Guangd Dong. C'est-à-dire que la majorité de la plus-value extorquée par les entreprises capitalistes de Hong-Kong est tirée d'ouvriers chinois travaillant dans la Chine « socialiste », et qui bien sûr ne peuvent pas disposer de syndicats, compte tenu de la dictature de la bureaucratie qui sert là directement les intérêts du capital.

Dans cette mesure, en ce qui concerne les discussions qui se nouent aujourd'hui autour du retour de Hong-Kong à la Chine, il ne s'agit pas en soi et simplement de la réunification ou de la réintégration de Hong-Kong dans la Chine. L'un des problèmes posés, c'est aussi celui, sous une certaine forme, de l'unification de toute une fraction de la Chine avec Hong-Kong. Cela s'exprime déjà sur le terrain économique, mais ne pourra pas se faire sans conséquences politiques. La marche à la restauration capitaliste en Chine implique le démantèlement, la remise en cause de l'indépendance nationale.

Intervention du représentant de la LCRJ (Japon)

• Cette intervention porte sur les récents développements en URSS et les

perspectives de la deuxième révolution en Russie.

Je suis d'accord avec le rapporteur et les camarades qui m'ont précédé sur le fait que le *Programme de transition* est toujours valable pour analyser la situation en Russie aujourd'hui. Pour l'essentiel, l'effondrement actuel de l'URSS trouve ses racines profondes dans la théorie du « socialisme dans un seul pays » de Staline. Je suis d'accord avec les camarades pour dire que les conditions objectives sont mûres en Russie pour la deuxième révolution. La formulation la plus adéquate c'est celle utilisée par Trotsky en 1938, lorsqu'il dit que le problème c'est que les conditions subjectives, c'est-à-dire le prolétariat et son avant-garde, ne sont pas mûres, contrairement aux conditions objectives. En ce sens, le *Programme de transition* s'applique à la situation actuelle en Russie.

Mais je voudrais faire part de certaines divergences que nous avons sur trois points.

— La première concerne les conditions objectives, et la compréhension de ces conditions objectives. Je pense qu'en Russie, un tournant a été franchi. Il a été atteint en août 1991, lorsque la révolution d'Eltsine s'est faite vers le retour au capitalisme. Bien sûr, sur la base de notre élaboration critique, à partir de l'analyse de Trotsky sur l'URSS, nous étions d'accord pour dire qu'il y avait en URSS une société de transition déformée. Vous pouvez lire à ce sujet notre brochure « *Les problèmes fondamentaux de l'URSS contemporaine* », écrite par le camarade Kuroda.

Bien sûr, la politique de privatisation de Eltsine et Gaidar n'a pas abouti à un capitalisme sain en Russie, et n'aboutira probablement pas à cela. Il y a actuellement un développement de la mafia. Les différentes fractions de la bureaucratie organisent une compétition interne pour s'approprier illégalement la part la plus importante possible de la propriété d'Etat. Le marché ne fonctionne pas. L'économie est dans le plus grand désordre. Il s'agit d'une formation économi-

que chaotique et au mieux d'un capitalisme sauvage.

Cela dit, nous considérons que le tournant vers le capitalisme a d'ores et déjà eu lieu. Cela parce que le gouvernement Eltsine a décidé de détruire l'essentiel de la propriété d'Etat qu'il contrôle. Bien sûr, nous ne voulons pas dire par là que le système économique capitaliste est d'ores et déjà rétabli dans toute la société.

Il est vrai que le gouvernement Eltsine est le dernier gouvernement de la bureaucratie. Mais dans le même temps, c'est le premier gouvernement représentant les intérêts de la bourgeoisie soviétique en constitution. Je pense que le gouvernement Eltsine a un double caractère. Mais ce dernier aspect est l'aspect majeur.

Ce qui se passe en Russie, c'est la concurrence entre les différentes fractions de la bureaucratie pour prendre l'initiative. Il y a d'une part le groupe d'Eltsine, qui cherche à mettre en place des réformes capitalistes fondées sur le nouveau libéralisme et le monétarisme. Le groupe sans racines d'Eltsine n'a d'autre fondement organisationnel que l'impérialisme international, le FMI et la Banque mondiale. D'autre part, il y a le groupe des capitalistes nomenklaturistes représentés par l'Union civique dirigée par Volsky, qui cherche à mettre en place un capitalisme à la Pinochet. C'est ce dernier groupe qui a repris l'initiative. Eltsine a cédé devant lui. De toute façon, il s'agit d'une compétition entre d'anciens nomenklaturistes sur le type de schéma à suivre, les méthodes à utiliser et les rythmes du passage au capitalisme. En d'autres termes, ce n'est pas une bataille pour la survie ou non de la bureaucratie stalinienne.

— Deuxième point : ce que je viens de dire est étroitement lié à la compréhension de ce que représente la survie d'éléments de la propriété d'Etat. Pour moi, la formule « *propriété sociale* » utilisée par les camarades, correspond à la propriété d'Etat. Cette formule signifie propriété d'Etat. Je pense qu'ils se trompent

si cela signifie que la propriété sociale survit et représente un obstacle à la mise en place du capitalisme. Toute propriété d'Etat doit être analysée en relation avec le caractère de classe de l'Etat qui contrôle cette propriété.

De ce point de vue, la continuité de la propriété d'Etat en Russie aujourd'hui n'est pas la continuité de la propriété sociale, ni d'une propriété socialiste ou prolétarienne. D'abord parce que la propriété d'Etat en URSS est devenue la propriété privée de certaines fractions de la nomenklatura, ensuite parce que même si la forme de propriété d'Etat est maintenue, l'essence de cette propriété d'Etat est transformée par la modification du caractère de l'Etat. Il nous faut développer plus à fond l'idée de Trotsky dans « *La Révolution trahie* » selon laquelle les moyens de production appartiennent à l'Etat, mais l'Etat appartient à la bureaucratie. Mais cette bureaucratie se transforme à présent en capitalistes bureaucrates ou en patrons capitalistes.

Bien sûr, nous sommes contre la privatisation de la propriété d'Etat. Mais la deuxième révolution en URSS ne peut être un prolongement de la défense de la propriété d'Etat existante. Ce qui est vital pour la classe ouvrière, c'est qu'elle établisse une nouvelle propriété d'Etat. Une propriété d'Etat prolétarienne !

— Troisièmement, nous ne devons pas nous attendre à ce que la deuxième révolution se fasse à la suite d'une lutte de type *Solidarność* en Pologne. Dans *Solidarność* il y avait d'anciens trotskystes. Mais cela a finalement abouti à une vague de transformation capitaliste. Pourquoi ? Parce que *Solidarność* n'était pas armé du véritable marxisme, du léninisme et du trotskysme. Bien plutôt, les idées dominantes dans la direction de *Solidarność* étaient des idées non marxistes, syndicalistes.

Je pense qu'il est très important de constituer une force consciente armée du marxisme véritable. La perspective de la deuxième révolution en Russie réside en cela. Un syndicat indépendant ne peut

être comme tel la force subjective moteur de la révolution. La deuxième révolution est impossible sans la constitution d'un parti d'avant-garde. Et sans la constitution de conseils ouvriers et paysans sur la base du combat du parti. Par exemple, la LCRJ s'est rendue à Moscou en octobre dernier et s'est adressée aux travailleurs russes pour qu'ils s'arment du marxisme, du léninisme et du trotskysme, et constituent un véritable parti marxiste. De ce point de vue, nous avons eu des discussions concrètes avec des camarades et des travailleurs russes. Je crois que ce que je viens de dire correspond au *Programme de transition* tel que l'a écrit Trotsky, correspond à sa stratégie, sa tactique et sa tactique organisationnelle.

La « morphinisation » de l'économie

- Dans un passage du texte il est question du bilan de dix années de plans d'ajustement structurel du Fonds monétaire international. Même les institutions internationales, tout en poursuivant l'application de leurs plans, sont contraintes de porter un jugement nuancé et mitigé de leur application. Les prétendus objectifs qu'ils s'étaient fixés, en particulier de « reprise de la croissance », n'ont pas abouti et mènent exactement à l'effet contraire.

Nous assistons depuis un certain temps déjà à une offensive sans précédent contre les régimes de Sécurité sociale, contre les « trésors de guerre » des caisses de retraite et de prévoyance que la classe ouvrière a conquis depuis des décennies.

Des réformes des régimes de protection sociale, sous diverses formes, sont annoncées dans de nombreux pays. Dans tous les cas, les capitalistes veulent libérer les capitaux immobilisés pour les livrer à la spéculation. La déclaration que les dirigeants syndicaux de toutes les Amériques ont signée lors de la rencontre de l'Organisation internationale du travail à Caracas est remarquable par son

insistance sur un point : le seul objectif de la privatisation est la libération de capitaux pour la spéculation financière. C'est le bilan qu'ils tirent de ce qui est déjà une réalité dans de nombreux pays.

Cette offensive de privatisation est menée dans l'ensemble du continent latino-américain comme une avant-garde pour le monde entier, particulièrement contre la Sécurité sociale. Quel bilan les institutions officielles tirent-elles de la privatisation de la Sécurité sociale au Chili ? (Il s'agit, précisons-le, d'un bilan « officiel », non critique de la privatisation et de la remise en cause de régimes de retraite et de prévoyance sociale.) Ils disent :

« En 1988, la prévoyance sociale a consommé 50 % du budget social total, contre 27 % en 1978. Et cela au détriment de la Santé et de l'Éducation, dont les budgets sont respectivement passés de 13,6 % à 7 % et de 35,8 % à 22 % au cours de la même période. Malgré cela, après la privatisation, il est prévu une remise en cause du nouveau régime de retraite au Chili. Il ne pourra assurer l'avenir au-delà des 5 ou 6 prochaines années, et le caractère inégalitaire du système est doublé ou même triplé ; il va probablement y avoir une faillite financière de l'ensemble du régime privé des retraites. »

Ces attaques contre les droits et les acquis n'ont rien d'abstrait, elles ne sont pas en dehors des conditions de vie et de travail des masses laborieuses. C'est une atteinte directe contre leurs conditions de vie, remettant en cause l'équilibre dans lequel se sont constitués toute une série d'États, la base sociale même des partis traditionnels de la droite et la base sociale qui a permis une certaine stabilité pour toute une série de régimes bourgeois et impérialistes.

Abordons une deuxième question importante : le marché de la drogue, même s'il ne joue pas le rôle qu'a joué la course aux armements, comme volant d'entraînement de l'économie après la dernière guerre mondiale. Mais pour toute une série de pays et de banques, en particulier de pays impérialistes, l'argent blanchi de la drogue occupe une

place qu'on ne peut ignorer. Quels sont les chiffres ? Selon une étude de l'ONU, en 1991, la drogue a rapporté 300 milliards de dollars (500 milliards de dollars selon Interpol). Durant toutes ces années, 75 % de la production était concentrée — même si c'est en train de changer, en s'étendant à nombre de pays asiatiques — dans les pays andins, en particulier le Pérou, la Bolivie, l'Équateur, la Colombie.

Quelles sont les conséquences de cette « économie » ? Tout d'abord il faut savoir que le rapport du coût de production et d'extraction de la drogue à son coût d'écoulement sur le marché est de 1 pour 1 000. Aucune marchandise dans le monde ne permet une telle rentabilité. Mais c'est une marchandise dont l'effet direct est la destruction de la force de travail, des forces productives. Cela exprime d'autant plus le caractère parasitaire de l'économie impérialiste aujourd'hui. Si nous prenons le chiffre d'Interpol de 500 milliards de dollars, dont 350 à 400 sont « produits » par les pays d'Amérique latine, on peut se demander où est allé cet argent. Selon des chiffres plus ou moins approximatifs, seuls 10 à 15 milliards de dollars sont « rapatriés » en Colombie, au Pérou, en Équateur ou en Bolivie. C'est donc une partie relativement modeste de cet énorme pactole, provenant pour les deux tiers environ du marché américain et pour un tiers du marché européen qui est rapatrié par les grands barons de la drogue, avec l'accord des gouvernements et sous la surveillance du FMI.

Tous les accords signés entre les gouvernements de ces pays et le FMI, donc sous la surveillance des fonctionnaires de cette institution, tiennent compte de ces rentrées d'argent. En Colombie par exemple, le produit du trafic de la drogue représente 3 milliards de dollars par an. Le trafic se fait sous différentes formes. La Banque nationale de Colombie, par exemple, a un guichet « à gauche » où on peut se présenter directement avec des dollars pour les échanger contre la monnaie colombienne. Au Pérou, cela se fait directement dans la rue : près du

centre, 7 000 vendeurs aident à changer les dollars et plus particulièrement à blanchir l'argent de la drogue. C'est la manière dont la Banque nationale récupère cet argent. On a calculé que la rue, au Pérou, change entre 1 milliard et 1 milliard et demi de dollars par an.

Le FMI en tient compte dans les accords qu'il signe. Au Pérou, l'accord avec le gouvernement d'Alan Garcia, en 1988, était accompagné d'un décret-loi empêchant tout contrôle sur le blanchiment de l'argent sale. Ce commerce s'est donc développé avec l'accord tacite du Fonds monétaire international.

Mais où va cet argent, c'est-à-dire la différence entre ces 15 milliards de dollars et les 400-500 milliards de dollars représentant le produit du commerce international de la drogue ? A travers un système de « paradis fiscaux », comme les îles Caïman, il est recyclé dans des circuits financiers contrôlés par les banques américaines. De ce point de vue, les grands barons de la drogue, en Colombie notamment, sont les plus gros acheteurs de bons du Trésor américain.

Quels sont les autres effets de l'économie de la drogue sur la production ? En 1991, 70 % de la production agricole du Pérou était constituée par la pâte-base de la cocaïne. En Bolivie, où il n'y a pas de statistiques précises, on pense que cela avoisine les 90 %. Une des grandes régions productrices du café en Colombie, la vallée du Caoca, s'est transformée depuis 1984 en plantations d'arbustes donnant la pâte-base de la cocaïne. La production agricole de ces pays a donc été totalement transformée, les cultures vivrières traditionnelles ont été remplacées par des cultures exportatrices de pâte-base de cocaïne. Cela conduit à la destruction directe des forces productives, en particulier de l'agriculture de ces pays.

Il y a d'autres conséquences économiques et politiques. En Colombie par exemple, il s'est constitué ce qu'on appelle les « *gangsters capitalistes* », des parvenus qui ne font pas partie de l'ancienne classe capitaliste. Pour autant,

les énormes capitaux qui passent entre leurs mains ont-ils été utilisés pour développer la production locale ? La réalité démontre que la majorité de ce capital a été investie dans l'achat de bons du Trésor aux Etats-Unis et dans des placements spéculatifs, une autre partie ayant été investie dans la spéculation immobilière en Colombie ou dans l'achat de grandes propriétés foncières. Il y a en effet, parallèlement, une désindustrialisation du pays. La transformation de toute une série d'individus en grands capitalistes privés n'a pas signifié un développement capitaliste de ces pays. Au contraire, l'arrivée de ces millions et millions de dollars de l'argent de la drogue s'accompagne du bradage de l'économie nationale, par exemple au Pérou, la vente de Siderperu ou Hierroperu à n'importe quelle entreprise étrangère. Ces milliards de dollars font au contraire dépendre artificiellement l'équilibre des budgets nationaux de cette « marchandise » destructrice qu'est la drogue. On peut parler de « *morphinisation* » de l'économie nationale de ces pays.

Cela entraîne d'autres phénomènes politiques : au nom de la lutte contre la drogue, les Etats-Unis mènent une offensive pour transformer les armées nationales en armées de professionnels placés sous leur contrôle direct, mettant ainsi en cause cette institution fondamentale des Etats nationaux. Prenons l'exemple du Pérou, le gouvernement Fujimori n'est pas l'expression d'une bourgeoisie nationale mais dépend de l'ambassade des Etats-Unis, du FMI et de la Banque mondiale. L'analyse de sa politique par rapport à l'armée péruvienne nous permet d'en appréhender clairement les conséquences.

La presse péruvienne a relaté le renvoi par Fujimori de 30 officiers de l'armée, dont quelques généraux. L'un d'entre eux commandait la région de Alta Huallorga et avait combattu le Sentier Lumineux pour le contrôle du commerce de la pâte-base de la cocaïne. Le changement de politique de Fujimori par rapport à ce trafic l'amène à essayer d'évincer l'armée péruvienne de son rôle

dans la production nationale de cocaïne. Toute cette politique entraîne des phénomènes d'extrême corruption de tous les appareils politiques liés à la défense du régime pro-impérialiste, aggravant le caractère parasitaire de l'économie, caractéristique de la période.

C'est le président du FMI qui a déclaré que Clinton ne pourrait pas tenir ses promesses

- Je voudrais citer quelques informations qui renforcent la ligne générale du document et revenir ensuite à des questions plus spécifiques. Je pense utile de citer un article du *Los Angeles Times* du 27 novembre 1992, analysant l'état de l'économie mondiale.

Le titre en était : « *L'économie a mal partout dans le monde.* »

« Le malaise de chaque nation est renforcé par celui des autres. Aucun pays ne va de l'avant pour entraîner les autres nations industrielles hors de la dépression qui menace le monde. Pour paraphraser Tolstoï, toutes les économies saines se ressemblent, mais les économies malsaines ont chacune leur particularité. Toutes les économies majeures, du Japon et des Etats-Unis à l'Europe, s'accrochent pour restaurer un semblant de vigueur économique. Toutes s'entraînent les unes les autres vers le bas. Les chances d'une reprise économique aux Etats-Unis dépendent pour beaucoup des perspectives d'économies qui s'effondrent de par le monde.

La Grande-Bretagne est embourbée dans une récession d'ampleur et elle essaie de se remettre de la crise des crédits à bon marché. Sous la pression de la réunification, l'Allemagne est tombée dans ce que le chancelier Kohl appelle lui-même une récession importante. La France, avec un chômage qui dépasse les 10%, et l'Italie qui essaie désespérément de contrôler un déficit budgétaire qui n'en finit plus, ne sont pas loin derrière. Le chaos qui continue sur les marchés monétaires européens, et qui a eu comme point culminant la dévaluation

de la livre britannique et de la lire italienne, a détruit, miné la confiance des investisseurs à travers tout le continent. Le Japon voit une chute très importante de la valeur de la terre et des valeurs des actions. La croissance économique a chuté des deux tiers, etc. »

Ce n'est pas un document visant à la reproclamation de la IV^e Internationale que je cite, c'est le *Los Angeles Times* !

Le *New York Times* du 21 décembre 1992 reprend une analyse de même nature, en annonçant des perspectives très sombres pour la croissance mondiale en 1993.

Camdessus, président du FMI, considère dans cette situation que Clinton ne pourra pas remplir toutes les promesses faites durant la campagne électorale. Un article précise que depuis l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan, la dette américaine a quadruplé, pour atteindre plus de 3 000 milliards de dollars (contre 735 milliards en 1981). L'année dernière, pour la première fois depuis les années 1950, la dette américaine représentait plus de la moitié de la richesse économique. Les 200 milliards d'intérêts de la dernière année fiscale dépassent le total des dépenses fédérales destinées à la science, à la justice, à la police (aux armées d'occupation partout), au transport, au logement, aux bons d'achat alimentaires pour les plus démunis et à toutes les dépenses sociales.

C'est aussi dans ce contexte, explique l'article, que Colin Powell, chef d'état-major des forces armées américaines, défie Clinton sur son engagement à réduire les dépenses militaires. Clinton étudie en effet la possibilité de déployer des forces d'intervention rapides, la création d'un nouveau commandement pour des interventions rapides dans les crises régionales pour appuyer les interventions des Nations unies. L'article conclut en disant que les remarques de Powell sont les premiers éléments d'un débat remettant en cause l'avenir des armées, l'industrie militaire qui a été un des principaux aspects de l'économie américaine depuis les années 1930, et le volant d'entraînement du financement du défi-

cit budgétaire, et qu'il est en train de lutter pour maintenir son statut privilégié.

Le *New York Times* du 31 décembre 1992 mentionne le dilemme du secrétaire général de l'ONU, Boutros-Ghali, concernant le rôle des Etats-Unis dans les opérations lancées au nom des Nations unies, qu'il appelle à financer. Il déclare que le danger est que les Nations unies perdent leur peu de crédibilité, que l'image de l'ONU s'identifie à celle des Etats-Unis et que les pays dans lesquels il faudra intervenir n'accepteront plus les Nations unies. Le point fort de son argumentation est qu'il souligne l'intérêt des Etats-Unis à maintenir un minimum de crédibilité de cette institution, sinon ils doivent être prêts à faire la police dans le monde entier avec tous les avantages et tous les inconvénients que cela comporte.

Certes, l'impérialisme et le capitalisme sont face à une crise fondamentale, certes les Etats-Unis et l'impérialisme n'ont pas les moyens d'échapper aux mesures nécessaires pour sauver le capitalisme mondial, qui est lui-même menacé d'écroulement. L'analyse du document sur l'absence de perspective de reprise de l'économie me semble donc juste.

Quelques remarques pour répondre aux questions posées concernant la politique de Clinton comparée à celle de Bush. Le président élu, Clinton, a demandé à Ronald Reagan de rédiger les orientations politiques qu'il devra appliquer.

Reagan a adressé ses recommandations dans un discours à Oxford le 5 décembre dernier. Il a déclaré :

« Le mal continue à peser sur la planète et il faudrait y répondre par une main de velours humanitaire renforcée par un gant de fer militaire, appuyée ensuite par "l'armée de conscience" des Nations unies. »

L'envoyé américain aux Nations unies, Blackwell, a indiqué quelques-unes des cibles possibles. Il a notamment déclaré que le Soudan se trouvait dans un scénario du type de la Somalie et parmi les autres candidats, il a énuméré l'Afgha-

nistan, Haïti et le Liberia. Clinton a déclaré que les enjeux étaient encore plus élevés. Un conseiller disait que Clinton allait prendre, en matière de politique étrangère, les décisions les plus importantes depuis l'époque de Truman, décisions présentées par le *Los Angeles Times* comme des buts prioritaires dans les affaires internationales. Donnant plus de détails, il indique que cela implique de réorganiser les forces armées pour renforcer la place de l'impérialisme américain sur le marché mondial. A ce sujet, Clinton déclare :

« Je suis plus convaincu que jamais que les Etats-Unis doivent jouer un rôle central dans la défense et la préservation de l'économie de marché dans le monde. »

La composition du gouvernement Clinton, notamment la nomination de Warren Christopher aux Affaires étrangères, est l'expression et en même temps le symbole de la volonté des Etats-Unis d'intervenir autant que les limites de la résistance des peuples victimes de ses agressions le leur permettent.

Je crois que c'est là le contexte dans lequel il faut analyser le rôle de la bureaucratie stalinienne, et la bureaucratie chinoise ne fait en aucun cas exception, car c'est elle qui conduit au désastre les travailleurs et paysans chinois. Pourtant les transferts d'industries de Los Angeles en Chine ne sont pas du même type que l'opération qui vient d'être réalisée au Pérou. On nous dit dans la presse que la demande chinoise pour le fer et l'acier augmente de 15 % par an, sa croissance économique de 7 à 10 % et que l'existence d'un milliard de personnes leur donne des besoins et des possibilités pour l'achat de fer et d'acier qui dépassent ce qu'ils peuvent imaginer. La compagnie chinoise qui a acheté une entreprise sidérurgique au Pérou était d'accord pour payer 150 millions de dollars cash et 180 millions sur les trois prochaines années. Ils se proposent de passer d'une production de 2 millions de tonnes par an à plus de 10 millions, voire 20 millions. Je ne dis pas que la bureaucratie chinoise permettra

aux masses d'échapper à la paupérisation, en même temps qu'elle accumule des capitaux. Je ne dis pas non plus que la crise qui se développera dans le PC chinois après la mort de Deng Xiao Ping n'entraînera pas de grandes ouvertures pour le mouvement des masses chinoises, ni qu'il y ait des perspectives pour l'accumulation de capital et l'investissement productif en Chine populaire ou à Hong-Kong et à Taiwan. Et pourtant les faits sont têtus et on ne peut ignorer l'état actuel de l'accumulation de capital par la bureaucratie quand nous discuterons de la réponse que donneront les masses à la politique du gouvernement chinois.

Le Programme de transition a comme thèse centrale que les conditions objectives ne sont pas seulement mûres, elles commencent à pourrir et que la question essentielle pour l'humanité est celle de la direction révolutionnaire. Je crois que dans le processus visant à créer cette direction internationale révolutionnaire et à construire une section chinoise de la IV^e Internationale, nous ne pouvons ignorer, même si cela apparaît comme un phénomène épisodique, le rôle actuel de la bureaucratie chinoise.

Les camarades ont apporté leur contribution à la description de la dévastation produite par l'impérialisme dans tous les pays et l'ont caractérisée comme une nouvelle étape dans la destruction de la souveraineté nationale. Je ne conteste pas cela. A mon sens, cela confirme la thèse de la révolution permanente selon laquelle les bourgeoisies nationales sont incapables de promouvoir, de défendre, de protéger la souveraineté et l'indépendance nationales, ainsi que les intérêts nationaux et les revendications démocratiques des travailleurs. On a mentionné les attaques contre les structures communales des terres au Mexique et contre la propriété d'Etat du pétrole mexicain. C'est sans aucun doute un élément de l'attaque générale de l'impérialisme pour augmenter et préserver ses profits. Rappelons qu'à l'époque de la nationalisation des pétroles mexicains, quand les compagnies américaines crai-

gnaient de perdre leur domination sur ce secteur très rentable, elles se sont précipitées pour passer des accords très lucratifs avec la compagnie des pétroles mexicains Pemex. L'acquis que constitue la nationalisation de ce secteur n'a pas été défendu par la bourgeoisie mexicaine ; bien au contraire, il a été miné par elle, en alliance avec l'impérialisme américain.

Ce dont il est question ici et ce qui pose problème, ce n'est pas l'attaque généralisée et massive contre les peuples et les masses populaires de par le monde. Beaucoup de camarades ont dit que ce qui est en discussion c'est le phénomène et non pas la catégorie particulière. Mais je ne crois pas que l'impérialisme essaiera de résoudre sa crise par un contrôle administratif direct sur les gouvernements des différents pays. Je ne crois pas non plus que les instruments corrompus des régimes dépendants aient jamais échappé à la domination impérialiste. Il y a de nombreux exemples de cela mais je me limiterai à un ou deux.

Après l'indépendance du Kenya, qui n'était pas seulement le résultat d'une convention constitutionnelle, mais le produit d'une lutte longue et âpre entre le peuple et l'impérialisme britannique, alors que le dirigeant nationaliste Kenyatta prenait le pouvoir, et que le haut commissaire de la Grande Bretagne, MacDonald, dictait ses conditions, les peuples du Kikuyu luttèrent pour reconquérir les zones appelées les « hautes terres blanches ». Les bourgeoisies nationales n'ont pas émancipé les peuples d'Afrique de la domination et du contrôle de l'impérialisme. Une exploitation accrue et une aggravation de leurs conditions de vie en sont les conséquences. Tout cela est aujourd'hui une réalité, et j'espère que nous pourrions trouver un terme plus adéquat que celui de recolonisation pour décrire ce processus d'aggravation généralisée des conditions de vie des masses. Nous devons collaborer pour enrichir, approfondir notre analyse de ces phénomènes, parce que c'est sur la base de cette analyse que nous établirons notre stratégie, que nous met-

trons en œuvre notre politique de front unique anti-impérialiste, dans les circonstances concrètes de chaque pays.

Le Code du travail et la souveraineté nationale

• Si nous nous mettons d'accord sur les inconvénients que présente l'utilisation du mot « recolonisation », nous parviendrons à un accord sur les raisons qui nous amènent à utiliser ce mot. Effectivement, le mot « recolonisation » ne signifie pas un simple retour en arrière. Il n'y aura pas de retour en arrière. Nous tentons de désigner, au contraire, une phase dans la crise du capital qui est bien plus destructrice que celle qui existait et qui marquait l'économie mondiale à l'époque du colonialisme.

Je ne donnerai qu'un chiffre concernant la dette, et en particulier la dette africaine. Il y a vingt ans, elle était à 80 % une dette privée et à 20 % une dette des Etats. A cette époque, le système financier international prêtait l'argent en pariant sur la possibilité pour les entreprises africaines de rembourser sur la base des profits réalisés dans la production. Aujourd'hui, la dette africaine est à 98 % une dette des Etats, garantie par eux seuls. 2 % seulement représentent une dette privée. Les camarades comprendront la signification de ce changement : à présent, pour le remboursement de la dette, le système financier international compte exclusivement sur les Etats, c'est-à-dire que ce remboursement repose sur des bases uniquement destructrices de la santé, de l'éducation... de tous les services publics.

Parler de « recolonisation » a un immense avantage, celui de qualifier une nouvelle situation, une nouvelle phase, qualitativement différente, du caractère destructeur qu'impose aujourd'hui l'impérialisme à l'échelle internationale. Il nous faut qualifier cette nouvelle phase, le « nouvel ordre mondial » qui est en fait un nouveau désordre mondial. « Recolonisation » est un bon terme

pour désigner nombre de réalités au cœur des problèmes politiques sur lesquels il nous faut combattre. Prenons l'exemple des conditions dans lesquelles vient d'être discuté le budget 1993 de l'Etat sénégalais.

Qu'a déclaré le ministre de l'Economie du Sénégal, face à un certain nombre d'objections lors de la présentation de son budget de régression ? Je cite :

« Le ministre a concédé, samedi dernier, devant les parlementaires, que la situation économique est extrêmement difficile pour le Sénégal, pratiquement pris à la gorge par le FMI et la Banque mondiale (*c'est le ministre qui parle*) qui ont bloqué tout décaissement tant que le Sénégal n'aura pas respecté ses engagements. »

Le ministre lui-même dit :

« Notre pays a eu beau gesticuler, implorer, promettre, rien n'y a fait. L'actuel projet de budget est donc une manière d'obéir aux injonctions de la Banque mondiale qui reproche au Sénégal de vivre au-dessus de ses moyens. »

Rappelons que c'est le ministre de l'Economie qui parle devant l'Assemblée nationale. De plus, confronté à des échéances électorales, le pouvoir a tenté de résister quelque peu à la baisse du budget imposée par le FMI et la Banque mondiale. Et le ministre de l'Economie, qui est un agent direct de la Banque mondiale, s'est opposé publiquement à l'arbitrage du président du Sénégal et du Premier ministre pour dire : c'est la Banque mondiale qui l'a exigé, c'est comme cela que le budget doit passer.

On comprend dans ces conditions que même les attributs les plus formels de l'indépendance politique ne sont pas respectés et que la réalité des Etats nationaux est en cause. En effet, que peut-il rester de l'Etat national sénégalais — et ce n'est qu'un exemple — quand on sait que les dépenses de fonctionnement, hors personnel, matériel, entretien, ont été réduites de plus du tiers dans la seule année 1993, que les charges d'entretien, c'est-à-dire du fonctionnement de l'Etat, ont été réduites de 60 % ? Un journal dit que cette situation ne sera pas sans

répercussions sur les moyens de l'Etat (ce qui est évident) et qu'elle risque de confiner virtuellement un grand nombre de fonctionnaires à un chômage technique. C'est donc une politique qui mène à la désintégration des Etats, pourtant cadres des relations mêmes de domination. Bien sûr, ce n'est pas là une tendance linéaire.

Revenons sur la façon dont a été formulée la constitution du Parti des travailleurs au Sénégal et la relation entre cette constitution et le combat contre la révision du Code du travail. En apparence, la réforme du Code du travail (qui fait du travail précaire une règle générale) ne concerne que 2,5 % de la population active du Sénégal, parce que seuls 2,5 % de la population théoriquement active est salariée (ce qui est d'ailleurs une expression de la nouvelle phase). Mais si on avait isolé la question du Code du travail de celle de la nation menacée par la politique de recolonisation, on aurait isolé ces 2,5 % de la population qui continuent d'être salariés, et cela aurait été un combat perdu d'avance. La question du Code du travail a été abordée dans ses relations avec la souveraineté nationale et l'existence même du Sénégal comme nation. Justement parce que nous nous trouvons dans une phase nouvelle de la crise. Ainsi, il a été souligné que la réforme du Code du travail met en cause l'existence des syndicats, pas seulement des syndicats indépendants, mais aussi des syndicats officiels intégrés. C'est à partir de ce constat que le Parti des travailleurs du Sénégal a formulé une politique y compris en direction du syndicat intégré. La réforme du Code du travail précarisant les conditions d'emploi des salariés rencontre aussi une vive opposition de la part de secteurs importants du patronat sénégalais. C'est apparemment paradoxal. Mais le patronat sénégalais n'existait comme tel que dans une certaine relation avec l'Etat national. Il sait que derrière la remise en cause du Code du travail, il y a la remise en cause de la part du patrimoine national transférée aux industries nationales. C'est un tout.

La réforme du Code du travail, c'est les privatisations. Par exemple, celle de la compagnie nationale d'électricité, entraînant une augmentation des tarifs, y compris pour l'industrie, de 300 à 400 %, d'après les prévisions. La réforme du Code du travail est partie prenante de la remise en cause de l'existence de ce qu'on appelle le tissu productif. Dans les conditions actuelles de la tendance à la recolonisation, elle met en cause la souveraineté de l'Etat.

La Banque mondiale vient en effet de donner publiquement à cette réforme un statut de condition impérative dans ses relations avec le Sénégal.

La Banque mondiale sait qu'elle ouvre ainsi une crise politique majeure dans ce pays. Par exemple, le secrétaire général de la centrale intégrée, vice-président de l'Assemblée nationale, troisième personnage de l'Etat, déclare dans une interview : « *La Banque mondiale et le FMI se mettent à réviser le Code du travail, je dis que c'est une honte et une insulte. C'est le retour du même système qu'on a connu longtemps (il fait précisément référence au système colonial). Sauf que maintenant, la spéculation se fait au travers des institutions légales.* »

Enfin, la révision du Code du travail est le début de la fin pour l'existence d'un pays déjà sujet à des phénomènes de guerre civile, de séparatisme, de régionalisme. La classe ouvrière était l'ossature principale de la fusion des différentes communautés et régions. Liquidier la classe ouvrière ou ce qu'il en reste, c'est donc renforcer la tendance au séparatisme et à l'éclatement de la nation.

Je conclurai simplement en disant qu'aborder la question de la recolonisation et des formes nouvelles dans lesquelles se pose la question de la souveraineté nationale permet de donner toute leur place à la construction de véritables partis ouvriers indépendants, à une politique de front unique, c'est-à-dire de rupture avec ces plans.

Un marché soumis aux prédateurs...

• Nous devons être conscients que dans les mois à venir nous devons faire face à des événements politiques importants qui dépendent dans une bonne mesure de notre activité, elle-même subordonnée à notre vision commune et à notre capacité à agir en commun. La méthode employée dans le rapport correspond aux nécessités qui sont les nôtres et il nous faut être en mesure de tirer toutes les conséquences politiques et pratiques de cette orientation.

J'attirerai l'attention en premier lieu sur l'extrême décomposition atteinte par la situation à l'échelle mondiale. Le rapporteur a donné des éléments à propos de la conférence conjointe de la FAO et de l'Organisation mondiale de la Santé qui vient de se tenir à Rome. Cette conférence, représentant tous les gouvernements du monde, a formulé une série d'observations qu'il faut prendre en compte. La première d'entre elles est que la production mondiale est capable de nourrir la population existante, et bien plus encore, mais qu'il existe un déficit alimentaire touchant 20 à 25 % de la population mondiale, c'est-à-dire que les denrées de base font défaut à un homme sur cinq. Ces éléments peuvent commencer à nous donner une vision globale de la situation mondiale. Cette conférence ajoute que nous sommes dans la situation la plus dangereuse des cinquante dernières années. Cinquante ans, cela nous ramène à 1942, c'est-à-dire la Deuxième Guerre mondiale.

Il est très important de partir de ces données officielles parce que la société ne lance pas gratuitement des critiques de ce type. Elle ne le fait que dans des périodes historiques de décadence, comme celle que nous vivons, marquée par l'impasse du système fondé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange.

Cette conférence signale toute une série d'aspects très importants, pour nous marxistes. Je n'en reprendrai que

quelques-uns, notamment le divorce existant entre production et consommation. Dans la mesure où la spéculation financière, immobilière et monétaire tend à détruire la production, elle se transforme en appropriation de biens qu'elle n'a pas créés. La spéculation engendre une contradiction insoluble pour le système, dans la mesure où elle est incapable d'éluider le rapport direct entre production et consommation, et entre consommation et production, où chacun est immédiatement son contraire, et où produire sans consommer revient à ne pas produire.

Cela concerne aussi la situation du marché, la sphère des échanges. Le texte signale à juste titre que la production n'augmente pas et ne se diversifie pas mais qu'au contraire elle se contracte et s'appauvrit. Il revient ensuite sur toute une série d'aspects qui sont très importants dans le débat au sein du mouvement ouvrier, en ce qui concerne la situation actuelle de destruction économique et sociale.

Je voudrais faire brièvement allusion à notre participation à un congrès paysan dans les Asturies ces dernières semaines, où était posé le problème de l'élevage. Les quotas imposés par la CEE et les prix qui en découlent font qu'il est impossible aux secteurs qui vivaient traditionnellement de l'élevage de continuer. Les dirigeants du syndicat tentaient d'éluider cette question. Ils disaient d'une part qu'ils n'étaient pas d'accord avec les plans de la Communauté économique européenne, et recherchaient d'autre part un compromis :

« Nous ne pouvons pas produire aux prix européens, nous ne pouvons pas rivaliser avec les grandes terres d'élevage, mais en raison des spécificités de la région, nous pouvons présenter des produits de qualité. Ces produits de qualité peuvent avoir un intérêt sur le marché européen, et donc un marché plus large nous convient. »

Tout ce dispositif s'est écroulé quand un des adhérents du syndicat a demandé : « *Mais qui va m'assurer à*

moi des prix de qualité pour les produits que je présente sur le marché ? »

Ces problèmes, sous des formes diverses, se posent chaque jour à nous dans la lutte des classes, dans les syndicats, dans les conflits nés des « reconversions ».

Quant aux conséquences politiques qui découlent de cette situation d'impasse, le rapport les désigne clairement. Les rapports bourgeois de production à l'époque du capitalisme ascendant ont été formellement le point de départ de l'égalité des nations, de la souveraineté nationale, et de celle des citoyens, c'est-à-dire des producteurs. Ils ont été la base des droits et des Constitutions des pays. Le libre commerce constitue la base des libertés constitutives de la société.

Qu'en est-il dans un marché soumis aux prédateurs sociaux et aux destructeurs économiques, à des lois d'exception ? Dans ce que nous disons sur le FMI, la Banque mondiale, nous oublions parfois le contenu, qui est que jamais l'humanité ne s'est trouvée placée sous de tels diktats, soumise à de telles lois d'exception contraignantes pour l'ensemble de la société.

Cette discussion et l'action engagée en relation avec elle et la campagne sur l'appel de Moscou, la nécessité où nous sommes de mener une action d'ensemble combinant toutes ces questions, constituent un instrument d'action politique nous permettant de jouer un rôle pour aider le mouvement de la classe ouvrière vers sa reconstitution. C'est la question même qui se pose pour la reproclamation de la IV^e Internationale. Ces derniers jours, une grève générale spontanée de toutes les mines des Asturies a éclaté. L'origine en a été un « accident » au puits Santa Barbara, où trois mineurs de fond et un vigile sont restés coincés. Ils sont morts tous les quatre au bout de 8 à 10 jours de tentatives pour les dégager. Et l'une après l'autre, toutes les mines se sont mises en grève, grève spontanée qui a duré au total 11 jours. Les techniciens des mines disent que ce

type d'accident ne s'était jamais produit dans l'histoire des mines. De quel accident s'agit-il ? Quand on va fermer une mine, c'est la rentabilité financière qui prime, et on n'investit plus une peseta dans l'entretien des installations. L'aboutissement de la reconversion des mines, c'est l'insécurité, et même la possibilité de mourir au travail. C'est ce qui s'est passé il y a quelques mois en Turquie et dans d'autres mines d'Europe.

Nous devons insister sur l'importance de mener une campagne internationale commune, non seulement par la progression même de la campagne — je crois qu'il est important que nous commençons tous par là dans l'activité de chaque section — mais aussi par la façon dont elle peut devenir un instrument d'action politique. A Bilbao par exemple, une plate-forme s'est constituée, « *Bilbao Oui* », réunissant toutes les organisations, syndicales, politiques, nationalistes, etc. Elle s'est constituée parce que la fermeture des chantiers navals Euskalduna a libéré des terrains faisant maintenant l'objet d'une spéculation immobilière. Mais les banques ont pensé que c'était une spéculation trop limitée et elles ont mis au point un plan qui consiste à y impliquer tout Bilbao et à modifier des lignes de chemin de fer, etc., et à priver de leur logement les dizaines de milliers de familles ouvrières vivant dans le centre urbain. A l'origine de cela, il y a le plan de reconversion et d'ajustement du secteur naval et de la sidérurgie. Si notre activité aide à ce type d'initiative, nous pouvons dire que nous sommes en train de matérialiser la discussion et l'action politique correspondant réellement à la lutte pour aider à la réorganisation du mouvement de la classe ouvrière sur un nouvel axe et aux conditions de la reproclamation de la IV^e Internationale.

Un débat qui n'est pas que théorique

• La difficulté pour nous est de saisir, à travers l'ensemble de ses développements, le caractère contradictoire de

la situation. Les discussions sur notre activité montrent que nous avons eu tendance à réfléchir de manière unilatérale. Or, de toute évidence, les systèmes deviennent de plus en plus complexes. Nous assistons en effet dans le même mouvement à des tendances contradictoires de décomposition et de recomposition qu'il nous faut intégrer à chaque moment, ce que nous avons parfois des difficultés à faire.

Sur fond de crise généralisée du système capitaliste, l'impérialisme américain, dont la dette est la plus élevée du monde, tente de résorber sa crise en renforçant l'exploitation dans les pays qui sont en quelque sorte les maillons les plus faibles de l'économie mondiale. Cela se traduit, comme nous l'analysons depuis 1985, par une volonté de l'impérialisme de s'accaparer les miettes qu'il laissait jusque-là aux bourgeoisies compradores. Ce processus s'est développé un peu partout et s'est exprimé à travers les plans du FMI et de la Banque mondiale, dont la gestion concrète dans les différents pays se fait à travers la désignation de gouvernements parallèles qui renforcent leur mise sous tutelle. Depuis quelques années et notamment l'année dernière, ils vont de plus en plus loin dans la voie de la restauration de rapports coloniaux dans toute une série de pays. C'est une tendance, qui n'évacue pas le combat des peuples et des masses qui existe bel et bien.

Pour les masses, la conquête de l'indépendance politique est un acquis. Dans un pays comme l'Algérie, les un million cinq cent mille morts de la lutte pour l'indépendance nationale représentent le tribut à la constitution d'un Etat national ; de même au Cameroun, l'indépendance a été arrachée au prix de quarante mille morts ; le Kenya a également connu des milliers de victimes de la colonisation. Tout cela témoigne de l'ampleur du combat des masses contre la domination coloniale. La domination impérialiste, sous sa forme coloniale, n'a pas décidé un beau matin de partir de ces différents pays et de laisser à des dirigeants nationaux le soin de gérer à leur

place les différents Etats qu'ils ont constitués, artificiellement ou pas. Cela a d'abord été le produit d'un combat des masses contre ces systèmes de domination impérialiste, précisément à partir de leurs conditions d'existence mêmes.

Nous ne pouvons pas dire que parce que les petites bourgeoisies ou bourgeoisies nationales sont restées liées à l'impérialisme, ces conquêtes, ces indépendances n'ont aucune signification. Dans les différents pays, c'est à partir de ces événements qu'ont commencé à se constituer des éléments qui ont modifié le cours des choses. Même si aujourd'hui on assiste à une destruction des infrastructures que la colonisation avait installées à l'époque, pour les masses, c'est à partir de là qu'a été constituée une politique de santé, une politique nationale de l'éducation ; et il est de notre devoir de nous appuyer sur ces conquêtes pour restaurer ce qui a été détruit, les défendre et les étendre.

Revenons à ce que dit notre programme sur le chapitre des pays dominés. La classe ouvrière est la seule à même aujourd'hui d'aller jusqu'au bout de la défense de l'indépendance nationale. Cette discussion n'a de sens que dans le cadre d'ensemble de nos analyses pour dégager des éléments permettant d'asseoir l'indépendance politique de la classe ouvrière qui, à partir de son regroupement et de son organisation en classe, peut entraîner l'ensemble de la population, y compris les couches auxquelles s'attaque l'impérialisme aujourd'hui, c'est-à-dire les bourgeoisies nationales et les petites bourgeoisies, dans le combat pour la rupture avec l'impérialisme.

L'intervention des troupes américaines sous l'égide de l'ONU, notamment en Somalie, peut être mise en parallèle avec la division du « gâteau » africain, comme on disait à l'époque, lors de la conférence coloniale de Berlin (1885). Nous assistons aujourd'hui à une remise en cause des règles de partage sur le continent africain, l'impérialisme américain tentant de chasser les anciennes puissances coloniales (France, Grande-Bretagne,

Portugal...) d'Afrique. Il tente de remettre en cause le cadre des Etats tels qu'ils ont été constitués à partir de la Conférence de Berlin et à travers les différents accords passés après la Deuxième Guerre mondiale.

Quand l'intervention militaire en Somalie a commencé, un débat a eu lieu entre les différentes puissances qui a révélé sur la place publique leur volonté de « légaliser » l'éclatement de la Somalie entre les différents clans. Il s'agit, à travers ces tentatives d'éclatement, de tenter de concéder un certain nombre de territoires à l'impérialisme français, anglais, dans le cadre d'un nouveau partage qui permettrait à l'impérialisme américain de mettre sous son contrôle, pour l'essentiel, la plupart des pays qui étaient jusque-là sous la domination des impérialismes européens. Cette démarche ne se fait plus sous l'égide d'une grande conférence qui se tiendrait comme hier à Berlin, mais sous la forme d'une réunion annuelle à l'ONU, déléguant au Conseil de sécurité le soin de réaliser l'ensemble de ces accords et d'organiser cet éclatement.

Le débat sur la question de la « recolonisation » n'est pas seulement théorique. Il est nécessaire d'en tirer les conséquences pratiques, d'une part la nécessité pour les peuples de s'appuyer sur leurs conquêtes, celles qu'ils ont réalisées à travers l'indépendance et, d'autre part, de l'intégrer au combat de tous les peuples du monde contre l'impérialisme. Il s'agit de définir le contenu concret du combat à mener contre la politique de recolonisation, notamment en Somalie, au Mozambique (où des troupes sont également présentes), au Liberia où se discute la question de l'envoi de troupes, etc.

Ce qui se fait dans les différents pays ne peut s'opérer qu'en rapport avec le passé. Dans les pays capitalistes avancés, la manière dont le combat contre l'impérialisme s'est mené constitue un point d'appui pour aller de l'avant. Aux USA, par exemple, toutes les campagnes qui ont abouti à la constitution du Tribunal Russell. Le lien peut être fait avec ce qui

se passe pour la Somalie aujourd'hui. Le combat pour regrouper des forces contre la présence des forces américaines en Somalie, pour leur retrait (comme le met en avant le dernier numéro de *Socialist Organizer*), doit être organisé en direction de tous ceux qui ont combattu à l'époque pour le retrait des troupes américaines du Vietnam, etc.

La base de cette discussion, c'est la question du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et sa concrétisation pratique se fera à travers les initiatives que nous serons amenés à prendre dans chaque situation nationale pour avancer dans le combat contre les plans de privatisation-pillage du FMI et de la Banque mondiale et leur conséquence ultime, la politique de « recolonisation ».

La fin du prétendu « modèle » vénézuélien

- Les caractéristiques de la crise que connaît l'impérialisme à l'échelle internationale nous permettent de dire que ce que nous avons connu en 1991 et 1992 n'est pas une crise particulière, mais une crise généralisée à l'échelle de tous les pays, de tous les continents.

Si nous avons pu dire que 1968 a donné une impulsion à la dernière période, aujourd'hui, sans pour autant considérer qu'il s'agit de la même situation, nous pouvons analyser le moment actuel comme un tournant important, une impulsion pour le mouvement des masses et leur mobilisation dans tous les pays. C'est ce qui se passe, par exemple, au Venezuela.

Le Venezuela était un pays présenté comme une sorte d'exemple, une vitrine de l'impérialisme, non seulement en Amérique latine mais aussi dans ce qu'on appelle les pays du « Tiers-Monde ». Nous disions que c'était un des pays les plus stables du point de vue de sa situation politique. Je me souviens, alors que je venais d'être gagné au trotskysme et que je retournais dans mon pays, une des premières déclara-

tions élaborées conjointement avec la délégation de ce qui s'appelait alors le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, disait que nous étions en train de passer d'une situation de relatif équilibre entre les classes à une perspective de changements sociaux, voire de situation révolutionnaire. Ce fut là un des plus importants acquis théoriques sur l'évolution du Venezuela. A partir de 1989 en effet, avec le second mandat du régime de Carlos Andrés Pérez, s'est révélé tout le caractère parasitaire d'une bourgeoisie nationale qui, ironiquement, avait été en 1975 l'une des plus grandes bourgeoisie nationalisatrices d'Amérique latine. Elle avait nationalisé le pétrole, le fer et d'autres minerais.

En quinze ans seulement, elle est s'est transformée en son contraire. A tel point qu'en 1989, la dette atteignait 20 milliards de dollars. En dépit de leurs promesses disant qu'ils allaient la réduire substantiellement grâce à leur train de mesures économiques, elle représente aujourd'hui 27 milliards de dollars qui s'accompagne d'une attaque permanente contre toutes les revendications et les conquêtes arrachées par le prolétariat vénézuélien depuis 1958.

C'est là la cause de la réaction de la population, le 27 février 1989. En 1992, nous avons connu quelque chose d'assez inhabituel dans les 34 dernières années de l'histoire de notre pays : deux coups d'Etat. Nous avons alors estimé que la crise politique des institutions et leur effondrement étaient définitifs dans notre pays.

C'est cette situation qui définit le terrain d'intervention politique d'une organisation révolutionnaire au Venezuela. C'est-à-dire : défendons-nous l'ordre actuel en crise et en cours d'effondrement ou bien proposons-nous une issue révolutionnaire qui est celle que veulent les masses en ce moment dans le pays ? Une issue révolutionnaire qui s'oppose au processus de recolonisation dont on a discuté pour les différents pays et dans les rapports politiques qui ont été présentés. Ou bien nous restons sur le ter-

rain du gouvernement de Carlos Andrés Pérez, ce qui signifie la trahison des aspirations des masses à changer de gouvernement et chasser le président Andrés Pérez, aspiration qui s'est exprimée dans les élections municipales du 6 décembre dernier.

Les chiffres annoncent tragiquement ce qui attend le Venezuela dans les jours

qui viennent. Pour la première fois, le budget de l'Etat atteint un billion de bolivars, et nous avons un trou budgétaire de 30 % que le gouvernement ne sait pas comment combler. Mais il va s'attaquer aux conquêtes du peuple, notamment par la privatisation de la Sécurité sociale, du pétrole et des diverses entreprises d'Etat, et la mise en place de la TVA.

“Le programme de la IV^e Internationale a-t-il été vérifié par les événements ?”

Réponse du rapporteur

Avant de répondre à un certain nombre des questions politiques soulevées, je voudrais faire quelques remarques. La première, c'est que, comme tous les camarades, j'ai apprécié cette discussion comme une discussion positive et importante qui, bien évidemment, ne s'achèvera pas avec cette session du Conseil général. C'est une première discussion, et je proposerai, non pas d'adopter ce texte au Conseil général, mais d'émettre un vote, considérant que ce texte permet d'ouvrir la discussion préparatoire à la conférence mondiale des sections. Ce cadre étant fixé, il laisse toute liberté aux membres du Conseil général, aux directions des sections de l'Internationale, de discuter, d'amender et de voter sur ce texte avant la conférence des sections. Je crois que c'est la seule méthode possible parce que les questions politiques, théoriques et pratiques soulevées dans cette discussion, vu leur importance, ne peuvent être réglées en un jour et demi. Nous sommes contre les discussions formelles, bâclées, et nous devons nous donner les moyens du plus large exercice de la démocratie ouvrière. En ce sens, je suis d'accord avec toute une série d'amendements qui ont été proposés.

Je ferai une proposition complémentaire. Comme nous avons prévu de publier ces documents dans le prochain numéro de *La Vérité*, je crois que nous pourrions adjoindre à la publication de ce texte des extraits d'un certain nombre d'interventions qui ont eu lieu ici et qui apportent un éclairage utile, des compléments nécessaires au texte lui-même, des

éléments qui peuvent enrichir la discussion.

Sur le fond de la discussion. J'ai pris le parti, dans mon rapport écrit et oral, de partir de la question du marché mondial. Posant la question : est-ce que le programme est vérifié ?, il s'agit d'abord de savoir si ce que Marx, Engels, Lénine et Trotsky ont écrit sur le marché mondial est vérifié. Il s'agit en particulier de savoir si les contradictions entre les rythmes d'expansion du marché et les rythmes de développement des forces productives sont toujours à l'œuvre, si la loi de la valeur, les théories de Marx sur la plus-value, son extraction et les différents moyens de son appropriation, la baisse tendancielle du taux de profit, et les positions de Lénine sur l'impérialisme, si ces positions sont vérifiées dans les faits.

PARTIR DU MARCHÉ MONDIAL

Je crois que dans plusieurs interventions, il y a ce que je caractériserai comme des approximations ou des points de vue unilatéraux dont la racine tient à ce que les camarades ne partent pas du marché mondial. Je voudrais préciser ce que je veux dire par là. Cette question a une histoire. Lorsque Marx pose la question du capital fictif dans le livre III du *Capital*, sur la base du développement des sociétés par actions et du crédit, il dégage dès 1865 l'idée que le développement des sociétés par actions, la place du capital bancaire aboutissent

« à faire renaître une nouvelle aristocratie financière, une nouvelle espèce de parasites, sous forme de faiseurs de projets, tout un système de filouterie et de fraude, au sujet de fondation, d'émission et de trafic d'actions ». Comme vous le savez, le livre III du *Capital* a été publié après la mort de Marx, sur la base des travaux d'Engels rassemblant les matériaux préparés par Marx. Vous savez combien Engels était attentif à ne pas faire dire à Marx ce qu'il n'avait pas dit. Et pourtant, dans de très rares passages du livre III, Engels se sent obligé d'ajouter des passages de son cru au texte de Marx. Précisément à propos de l'extrait que je viens de citer, trente ans plus tard, en 1895, Engels ajoute la note suivante :

« Depuis que Marx a écrit ces lignes, on sait que de nouvelles formes industrielles se sont développées. La rapidité tous les jours plus grande avec laquelle on peut aujourd'hui augmenter la production dans tous les domaines de la grande industrie s'oppose à la lenteur toujours accrue avec laquelle s'étend le marché pour ces produits plus nombreux. Ce qui est produit au cours de quelques mois peut à peine être absorbé en quelques années. Les conséquences en sont : surproduction chronique générale, prix en baisse, profit en baisse et même tout à fait nuls ; bref, la célèbre liberté de concurrence est au bout de son latin, et doit annoncer elle-même son évidente et scandaleuse faillite. »

Cela a été écrit en 1895. De deux choses l'une : ou bien ces processus se sont poursuivis depuis 1895, et alors si la rapidité avec laquelle on peut augmenter la production augmente de jour en jour, tandis que la capacité du marché à s'étendre se ralentit de jour en jour, considérant que depuis 1895 il doit y avoir 35 000 jours, cela veut dire que l'accumulation de capitaux impuissants à s'investir dans la sphère de production est devenue un fait majeur du système ; ou bien Engels s'est trompé, et alors il faut expliquer que ce qui se serait passé historiquement aurait permis une brusque extension des marchés imprévisible jusque-là. Nous savons que, pour sa part, Lénine, lorsqu'il écrit *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*,

prolonge l'analyse de Marx et d'Engels. Parmi les cinq caractéristiques qu'il donne du stade impérialiste, Lénine met en évidence ce qu'il appelle la fin du partage territorial du globe entre les puissances impérialistes, d'où il dégage à la fois la tendance à la saturation du marché et la tendance à la putréfaction, à la décomposition du capitalisme à l'époque de l'impérialisme. Nous savons enfin que Trotsky, dans les textes fondateurs de l'Opposition de gauche, puis dans le *Programme de transition*, met en évidence le fait que les forces productives étouffent dans le cadre de la propriété privée des grands moyens de production et des Etats nationaux. Trotsky met cela précisément en rapport avec le fait que le système de la propriété privée des grands moyens de production comprend une tendance inhérente au développement illimité des forces productives, mais que la situation du marché mondial, l'impossibilité d'écouler des marchandises dans des conditions de rentabilité correcte pour le capital renforce chaque jour davantage la tendance à l'étouffement des forces productives et à leur déclin.

Je suis parti de cette analyse. Je crois avoir montré, à partir des faits, qu'à mon sens les faits confirment ce socle théorique et programmatique qui est le nôtre. J'ai peut-être tort. Mais dans ce cas, il faut montrer en quoi cette analyse n'est pas vérifiée dans les faits.

UNE CONCURRENCE EXACERBÉE

Partant de cette analyse, je voudrais revenir sur différents points de la discussion. Que veut dire : « les conditions d'écoulement sur le marché font en permanence refluer le capital des sphères de la production vers celles de la spéculation » ? Cela ne veut pas dire qu'il n'y a plus de concurrence entre les différents impérialismes. Tout au contraire. La tendance à la contraction du marché mondial aiguise de la manière la plus vive la lutte entre les différents impérialismes pour préserver ou conquérir des parts du

marché mondial. Je dirais d'ailleurs que la forme normale pour l'impérialisme pour résoudre ces contradictions, c'est la guerre. La Première et la Deuxième Guerres mondiales avaient comme fondement la lutte pour un repartage du marché. Ces guerres étaient précisément liées au fait que le marché était totalement distribué. En dehors des périodes de guerre, la lutte entre les différents impérialismes prend la forme de coups de force non guerriers mais systématiques. Prenons un exemple : il est certain que le capitalisme japonais, pour des raisons que je n'ai pas le temps de développer, a, dans un certain nombre de domaines, su développer une productivité, une rentabilité du capital supérieure à celle du capital américain. Cela étant, l'impérialisme américain n'a aucunement l'intention d'abandonner sa position dominante sur le marché mondial. Par le biais des contingentements d'importation, des taxes douanières, des accords commerciaux, des investissements de capital américain, etc., l'impérialisme US se donne tous les moyens de préserver ses positions, et aussi de les étendre, bien sûr. C'est la même chose dans le cadre du GATT. Mais cela est vrai aussi dans les relations entre d'autres impérialismes. Par exemple, au sein de la CEE, entre les impérialismes allemand, français, britannique, c'est une lutte acharnée. Mais, camarades, si ce que je dis est vrai, cela veut dire que c'est pour le moins difficile pour un impérialisme, par exemple l'impérialisme français, d'arracher des parts de marché à l'impérialisme américain. Non seulement c'est difficile, mais la tendance est plutôt inverse. Malgré toute la puissance économique du Japon, c'est l'impérialisme américain qui dicte les règles.

Dans ce contexte, c'est du point de vue du marché mondial et de ses règles fondamentales que nous posons la question de l'ex-URSS. Le camarade japonais utilise l'expression « *formation économique chaotique* », cela me paraît être une bonne formule. En quoi est-ce chaotique ? La nomenklatura et toutes ses fractions voudraient œuvrer à la restau-

ration du capitalisme en Russie. Mais, c'est un fait, les chiffres sont de notoriété publique : ils avouent eux-mêmes ne pas parvenir, aujourd'hui, à détruire la propriété sociale.

DESTRUCTION MASSIVE DES FORCES PRODUCTIVES

Ce qui veut dire tout simplement qu'il ne suffit pas d'avoir la volonté de le faire. Les lois du capitalisme à l'époque de sa décomposition impérialiste s'imposent à tous. Et précisément en rapport avec la situation du marché mondial. La colonisation au début du siècle insérait les pays colonisés dans un marché mondial alors en expansion. Ce n'est pas un jugement moral. Cela s'est fait au prix de millions de morts, d'une exploitation éhontée des peuples colonisés. C'est une question de faits. Pourquoi l'impérialisme français en Algérie et partiellement en Afrique noire a-t-il construit des chemins de fer, bâti des routes, des écoles, des hôpitaux et même quelques institutions d'administration diverses ? Ce n'était pas, comme ils voulaient le faire croire, la « mission civilisatrice » de la France. C'était parce que les conditions de l'extraction de la plus-value dans ces pays exigeaient un minimum d'infrastructures indispensables à la production capitaliste.

La tendance aujourd'hui, c'est que le Fonds monétaire international (FMI) avec derrière lui la France, les Etats-Unis etc., ferme les chemins de fer, les ports, les hôpitaux et les écoles. Tout simplement parce que les relations établies dans le cadre de ce que nous appelons « colonisation » procèdent de moins en moins de la mise en valeur du capital dans le cadre de l'extraction de la plus-value, et de plus en plus d'un pillage direct.

Pour quelles raisons voudriez-vous que le FMI, la Banque mondiale, tous les pays impérialistes investissent aujourd'hui en Russie pour créer les conditions de la mise en valeur du capital au moment même où ils détruisent

l'ensemble de ces conditions partout dans le monde ? C'est une question concrète. Pour que le capitalisme se développe et prospère en Russie, il faudrait créer des conditions de production de marchandises qui lui permettent de conquérir une part importante du marché mondial. Il faudrait être capable de transformer l'appareil productif à l'Est de l'Europe qui est un des moins rentables du monde en l'appareil le plus compétitif du monde.

Et pour cela il faudrait des investissements gigantesques, plus d'investissements pour la Russie en une seule année que dans le monde entier. Il faudrait d'autre part imposer des conditions d'exploitation du travail salarié supérieures à celles qui existent dans le plus surexploité et le plus dominé des pays du Sud-Est asiatique.

Il faudrait enfin bénéficier de conditions de stabilité politique durables qui sont loin d'exister. Il faut être clair : aucune de ces conditions n'est réalisée, aucune n'est susceptible de l'être. Et à fortiori toutes ensemble ne peuvent pas être réalisées.

En ce sens, l'insertion de la Russie sur le marché mondial (car elle est amenée à s'y insérer) s'opère dans les conditions d'un marché disloqué, aboutissant en fait à expulser la Russie du marché.

En ce sens, l'ouverture au marché ne peut aboutir qu'à la destruction massive des forces productives et à la désertification. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas des éléments marginaux à l'échelle de l'économie mondiale qui ici ou là peuvent voir s'implanter telle ou telle industrie dans tel ou tel pays. L'impérialisme français vient de vendre 60 avions de combat à Taiwan.

Cela fait une somme d'argent très importante. Cela n'empêche pourtant pas l'industrie d'armement en France d'être laminée par la concurrence de l'impérialisme américain. Les tendances fondamentales à l'échelle mondiale ne sont pas contredites par toute une série d'éléments qui, de manière secondaire, semblent aller en sens inverse. C'est

pourquoi ce n'est qu'en partant de la théorie qu'on peut comprendre comment se développent les tendances en cours.

De ce point de vue, je ne partage pas la caractérisation faite par un camarade japonais de l'émergence de ce qu'il définit me semble-t-il comme une « bourgeoisie bureaucratique » en Russie. Bien évidemment, chaque bureaucrate aujourd'hui en Russie ou à l'Est de l'Europe aspire à vivre comme un bourgeois.

Plus précisément comme le plus corrompu des bourgeois sans conscience. La caractéristique majeure de la bureaucratie c'est son caractère mafieux, pillard, voleur, corrompu. Toute la bureaucratie. Mais l'addition de plusieurs millions d'exploiteurs en puissance ne suffit pas à faire une classe sociale.

Pour qu'une bourgeoisie russe se dégage, il faudrait, du moins si on se réfère à la méthode de Marx, établir sur la base de quelle accumulation primitive, de quelle capacité à développer les forces productives elle s'est constituée. Bien évidemment, cela nous ramène au fait que le capitalisme est un rapport social d'exploitation, d'appropriation de la plus-value, fondé sur la propriété privée des grands moyens de production, qui n'est pas la caractéristique actuelle en Russie.

J'attire l'attention des camarades sur une question. Lénine et Trotsky nous ont appris que l'insertion tardive sur le marché mondial d'un certain nombre de pays qui étaient arriérés du point de vue du développement économique a eu comme résultat l'apparition de bourgeoisies nationales « débiles » dans un marché mondial où elles n'avaient plus de place. Leur débilité se manifestait à la fois dans l'incapacité à promouvoir le développement des forces productives à l'échelle d'un marché national et, parallèlement, dans l'incapacité à jouer le moindre rôle progressiste du point de vue des tâches démocratiques et nationales, les condamnant au rôle de bourgeoisies compradores. Ce que Lénine ou

Trotsky nous ont appris sur la bourgeoisie débile de certains pays d'Amérique latine, d'Asie ou d'Afrique dans les années 1920 ou 1930, est encore un million de fois plus vrai en ce qui concerne les caractéristiques de la nomenklatura aujourd'hui.

Quelle est la conséquence pratique de cela ? Répétons-le, la propriété sociale n'a pas été détruite. Ce qui n'est pas exactement la même chose qu'une autre formule que nous avons également utilisée, et qui est imprécise, selon laquelle la propriété sociale aurait été « *préservée* ». Cela suggérerait en effet qu'elle a été « *préservée* » par quelqu'un.

Nous devons être très clairs sur le fait qu'aucune fraction de la bureaucratie n'est attachée aujourd'hui à la défense de la propriété sociale, même en l'état. On en a d'ailleurs deux exemples indiscutables. L'ancien gouvernement lituanien, par sa politique de marche forcée à la privatisation, a provoqué une telle situation d'explosion sociale et politique qu'aux dernières élections il a été remplacé par le PC « *maintenu* » et « *renové* ».

Il est probable que les masses lituaniennes qui ont voté pour ce parti ont dû, pour partie du moins, avoir l'illusion que cela serait peut-être un facteur freinant le démantèlement du pays. Mais la première déclaration du nouveau chef de gouvernement a été très claire. Il a dit : « *Je poursuivrai le programme de privatisations et en particulier je rendrai les terres à tous leurs propriétaires d'avant 1940.* »

PLANS DU FMI, GUERRES ET PRIVATISATIONS

Sur un autre plan, dans l'ex-Yougoslavie, comme l'ont dit un certain nombre de camarades, les dirigeants, tous les dirigeants — serbes, croates, slovénes, macédoniens, etc. —, étaient, jusqu'à un passé récent, membres du même comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie. Ils ont tous

aujourd'hui un même programme visant à soumettre le pays aux plans du FMI et au démantèlement de la propriété sociale, un même programme de privatisations. C'est au nom de ce programme qu'ils mènent la guerre contre l'ensemble des peuples de l'ex-Yougoslavie.

Cette analyse a forcément des conséquences sur notre orientation politique. De l'analyse que je viens de faire sur l'Est de l'Europe, il découle des tâches. Par exemple, la conférence que nous avons faite contre les privatisations et la campagne internationale contre les privatisations. Précisément parce que la propriété sociale n'a pas été détruite, le programme de la IV^e Internationale est un appel à l'organisation en direction de la classe ouvrière de l'ex-URSS pour refuser les privatisations. On ne peut accepter les privatisations, parce que c'est la destruction de l'ensemble de la société et de la classe ouvrière de Russie.

Tout ce que nous prescrit le programme sur ce point est d'une totale actualité. La lutte pour empêcher les privatisations en Russie et à l'Est de l'Europe posera inévitablement dans la période qui vient la question du contrôle ouvrier sur la production, des conseils d'usines et des syndicats indépendants. On aurait tort de croire que les ouvriers de Russie et de l'Est de l'Europe se posent les problèmes autrement qu'en ces termes. J'ai été très frappé d'entendre, lors d'un voyage il y a trois ans en Pologne, un mineur de Silésie qui se définissait lui-même comme « *anticommuniste* », dirigeant de Solidarité dans cette région, et qui se disait à l'époque partisan de l'économie de marché. Lorsque je lui ai dit que cela allait signifier des restructurations et des fermetures dans les mines, il m'a dit : « *C'est impossible, cela fait 40 ans que le régime nous a dit : les mines vous appartiennent les usines vous appartiennent ; alors elles nous appartiennent, on les défendra jusqu'au bout.* » C'est en ce sens qu'on peut parler de propriété sociale et pas de propriété d'Etat. Même pervertie, détournée de ses objectifs par la confiscation bureaucratique, elle reste encore

aujourd'hui dans la conscience des masses comme un point d'appui pour la défense, pour la sauvegarde de la classe ouvrière et de l'humanité.

C'est en ces termes qu'il faut relier l'analyse des processus en cours aux bases théoriques qui sont les nôtres. Au camarade qui a signalé un investissement chinois au Pérou comme la manifestation d'un possible développement des forces productives en Chine, je commencerai par citer un proverbe français qui dit : « *Une hirondelle ne fait pas le printemps.* » L'achat d'une entreprise sidérurgique pour 150 millions de dollars au Pérou ne suffit pas à faire de la Chine le pôle d'une nouvelle accumulation capitaliste, d'une nouvelle puissance impérialiste se développant. Les choses sont plus complexes.

Tout d'abord, d'où vient l'argent ? De l'accumulation en Chine ? Peut-être. Il y a peut-être d'autres sources. Par exemple, en 1979, le Japon a accordé 2,7 milliards de dollars à la Chine. Et le chiffre augmente d'année en année : 3 milliards en 1984, 6 milliards en 1988. Par le biais de ces prêts, l'impérialisme japonais essaie de prendre des points d'appui pour être le premier sur les rangs du démantèlement de la propriété sociale en Chine. La Corée du Sud à son tour est partie prenante du développement de « *zones économiques spéciales* » en Chine. Qui peut dire alors précisément d'où viennent ces 150 millions de dollars ? Une chose est certaine : les bureaucrates chinois qui ouvrent grand le pays aux investisseurs étrangers viennent d'adresser une lettre de protestation au gouvernement japonais, en leur disant : ce que vous exportez chez nous c'est tout sauf de la technologie et de quoi développer l'industrie ; que cherchez-vous ?

Je ne crois pas que « *l'ouverture au marché* » débouche sur la croissance économique en Chine à l'horizon des prochaines années. La Chine a plus d'un milliard d'habitants. Le Japon, 100 millions environ. Pour avoir une idée de ce que représente la puissance économique de la Chine : suivant les chiffres officiels

de la bureaucratie (toujours gonflés), alors que la population chinoise représente 10 fois la population japonaise, le produit national du Japon représente 8 fois celui de la Chine. Donc, le produit national brut par habitant est encore 80 fois plus élevé au Japon qu'en Chine. Chaque fois qu'on produit pour 1 dollar en Chine, on produit pour 80 dollars au Japon.

A l'époque du GATT et de la guerre commerciale acharnée à l'échelle mondiale, je vois mal l'impérialisme japonais laisser par bonté d'âme une petite place à la table du marché mondial à un nouveau capitalisme chinois. Du moins, si la méthode que nous avons apprise chez Marx, Engels, Lénine Trotsky est toujours valable.

LE CONTENU DE LA « RECOLONISATION »...

C'est le même problème, sous un autre angle, concernant la discussion sur la recolonisation. La discussion n'est pas figée, elle progresse. Bien sûr, la discussion ne porte pas sur les mots. Si nous sommes d'accord sur le contenu et sur les tâches, je suis sûr que d'ici la conférence qui se tiendra dans six mois, nous aurons trouvé les meilleurs mots possible pour l'exprimer. Donc, discutons du contenu et des tâches. Quel contenu mettons-nous dans cette question de la recolonisation ? Comme nous l'avons vu, trente ans après que Marx l'eut écrit, Engels jugeait utile de préciser le point de vue de Marx à la lumière des développements les plus récents. Sans qu'aucun d'entre nous ne soit ni Marx ni Engels, nous avons le droit, en nous inscrivant dans la continuité de Lénine et de Trotsky, de réfléchir à la manière dont les choses ont évolué depuis cinquante-cinq ans. Ce que nous exprimons dans le terme de « *recolonisation* », c'est que, dans les conditions de contraction grandissante du marché mondial, dans les conditions du développement de l'impérialisme de type usuraire, il y a des modifications démontrées

dans les faits. C'est ainsi que les chemins de fer argentins ont été construits par l'impérialisme britannique, et qu'aujourd'hui ils sont détruits par l'impérialisme britannique ou américain. C'est vrai dans tous les pays. Même un marxiste a le droit — et le devoir ! — de faire la différence entre un pays où il y a des trains et un pays où il n'y en a pas. Certes, les deux moments se situent dans le cadre de l'impérialisme, mais il y en a un avec un train et l'autre sans ! Il y en a un avec des usines et l'autre sans.

Cela va plus loin. Je voudrais rappeler les chiffres cités dans le texte. En 1991, 132 milliards de dollars net ont été transférés des pays dominés vers les pays impérialistes. Sur ces 132 milliards de dollars, il y a l'extraction de la plus-value, mais plus de 80 % procèdent d'un pillage direct de l'économie de ces pays. Il y a soixante ans, le rapport était inverse. Cela ne donnait pas un visage plus humain à l'impérialisme mais cela modifie les conditions concrètes aux plans économique et politique, aujourd'hui. Prenons un autre exemple. Lénine, on le sait, a analysé le passage de la II^e Internationale du côté de l'ordre bourgeois en rapport même avec le passage du capitalisme au stade impérialiste. Sur la base de l'exportation des capitaux et de l'extorsion de la plus-value dans les pays colonisés, l'impérialisme, expliquait Lénine, fait « *tomber de la table les miettes* » des profits ainsi réalisés pour corrompre, au moyen de réformes limitées, l'aristocratie ouvrière (et au premier chef les dirigeants des organisations ouvrières) des pays impérialistes.

Par exemple, en 1936, le Front populaire, pour prévenir la montée de la révolution, a été amené à faire un certain nombre de concessions sur les revendications ouvrières, sur les conventions collectives, sur les congés payés, etc. La politique de collaboration de classes de Léon Blum, qui dirigeait les socialistes français à l'époque, était contradictoire avec les intérêts des travailleurs. Mais Mitterrand aujourd'hui, c'est plus de 10 millions de personnes en France dans un statut de précarité absolue. C'est le

retour du travail des enfants, qui avait été supprimé par le combat de la classe ouvrière il y a plus de cent ans. C'est le travail de nuit pour les femmes, c'est la fermeture de centaines d'hôpitaux.

Rien qu'en septembre prochain, savez-vous qu'il est prévu de fermer des milliers de classes dans les écoles de ce pays ? Ce sont des choses concrètes. Il faut savoir reconnaître qu'aujourd'hui, la question centrale pour la classe ouvrière est qu'elle est confrontée à une offensive sans précédent pour la détruire comme classe. C'est-à-dire détruire tout ce qui la constitue comme classe : ses syndicats, ses conventions collectives, ses garanties statutaires, sa Sécurité sociale, etc. Est-ce que ce sont des différences à prendre en compte ou pas ? Encore une fois, cela ne change rien au fait que nous sommes toujours dans le cadre de l'impérialisme. Mais si on veut qualifier le moment de la lutte, ses formes et ses mots d'ordre, il faut partir de la réalité.

C'est vrai également en ce qui concerne les pays dominés par l'impérialisme. Jusqu'à la fin des années 1950, la plupart des pays qui avaient été des colonies ont progressivement accédé au stade de l'indépendance politique. Bien évidemment, cette indépendance politique s'est opérée dans le cadre du maintien de relations de domination, de soumission à l'impérialisme, par le biais de bourgeoisies compradore. Mais ne serait-ce que pour avoir les moyens d'existence sur le plan de l'indépendance politique, il y avait un certain nombre de choses qui devaient exister et qui, comme l'a dit un camarade hier, sont aujourd'hui un luxe que l'impérialisme ne peut plus se payer.

On ne peut pas faire comme si cela n'existait pas, qu'on décide de l'appeler « *recolonisation* » ou autrement. Mais lorsqu'une délégation se rend au ministère des Affaires étrangères à Paris pour protester contre l'embargo contre l'Irak et que le représentant du ministère des Affaires étrangères déclare la chose suivante : « *Ne me racontez pas la barbarie de ce qui se passe en Irak, je suis au courant ; ne me parlez pas des 150 000 enfants qui sont morts, je sais. Mais*

vous devez savoir que nous n'accepterons jamais que, sous couvert d'aide humanitaire, l'Irak recouvre les moyens de sa souveraineté nationale », il dit les choses très clairement. Il n'y a pas besoin de guerre pour cela. Il y a eu une guerre, il n'y en a plus mais « l'ordre mondial » fait maintenant que la caverne de brigands impérialiste qu'est l'ONU décide qu'il n'y a plus de souveraineté nationale au nord de l'Irak, qu'il n'y en a plus au sud, et cela fait partie de l'ordre mondial « normal ».

Quand on installe un gouvernement de l'ONU au Cambodge qui envisage, sous couvert du drapeau de l'ONU, d'accorder en fait des concessions, cela rappelle certainement quelque chose aux camarades japonais ; lorsque l'impérialisme japonais occupait le Cambodge et toute la région d'Indochine il y a soixante ans, il le faisait dans le cadre de la guerre impérialiste.

Aujourd'hui les troupes japonaises sont envoyées au Cambodge pour assurer la « paix » impérialiste. Personne ne peut douter que cela fait une différence, que cela modifie les conditions de la lutte. Pas sur le fond, mais du point de vue des tâches et des mots d'ordre de la IV^e Internationale, oui.

POURQUOI REPROCLAMER LA IV^e INTERNATIONALE ?

Et c'est là-dessus que je voudrais conclure. Pourquoi le texte « *Le programme de la IV^e Internationale a-t-il été vérifié par les événements ?* » est-il le point de départ de la discussion sur la reproclamation de la IV^e Internationale ? Pour une raison simple.

La seule raison que nous avons de reproclamer la IV^e Internationale c'est que la survie de l'impérialisme en décomposition entraîne l'humanité à la déchéance et à la barbarie et que nous nous fixons l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production comme la condition du règlement de

problèmes auxquels l'humanité est confrontée.

C'est de là que découle la question : « *La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.* ». Tous les anciens staliniens, plus ou moins reconvertis, les sociaux-démocrates, les pablistes et toutes les variétés sont pour « *l'économie sociale de marché* ». La conséquence c'est qu'ils s'allient aux pires traîtres à la classe ouvrière contre la classe ouvrière. Ils sont pour le partage du travail en France « *parce qu'il faut bien aider les chômeurs* ». Ils sont pour deux Etats en Palestine « *parce qu'il vaut mieux que les Palestiniens aient un petit bantoustan que rien du tout* ». Ils sont pour l'intervention de l'ONU en Yougoslavie, en Somalie parce qu'il vaut mieux l'apparence de la paix que l'évidence de la guerre.

Si on pense qu'il n'y a pas d'autre avenir pour l'humanité que le système de la propriété privée des grands moyens de production, c'est normal de chercher des aménagements dans le cadre de ce système. Et, sur cette voie, non seulement aucune réforme, même limitée, n'est possible ; mais tous ceux qui acceptent ce cadre se font les agents de la politique de l'impérialisme. Ce qui nous distingue de tous les autres courants politiques, ce qui est à la base de notre capacité à ne transiger ni sur l'indépendance de classe, ni sur l'indépendance nationale, ni sur les droits de tous les peuples et de tous les travailleurs aux droits fondamentaux à l'existence, c'est cette position fondamentale qui est la nôtre sur la question des rapports de propriété. Tout découle de là : la campagne contre les privatisations, le combat sur la ligne de front unique et notre refus de participer aux opérations liées à « *l'ingérence humanitaire* ».

Dans deux jours est organisée une manifestation à Paris par les staliniens, les pablistes, sur le thème : « *pour la paix en Yougoslavie, soutien aux négociations de Genève* ». Il n'y aura pas de paix en Yougoslavie sur la base des négociations de Genève. Il y a d'autres mani-

festations, du même type, sur l'Irak, la Palestine... Nous organiserons nos propres manifestations. Nous envisageons d'organiser notre propre meeting contre le bannissement des 415 Palestiniens, mais nous ne le ferons pas sur le terrain de l'appel à l'ONU. Et la seule raison, c'est cette discussion que nous venons d'avoir. C'est le rapport direct avec ce que Marx, Lénine, Trotsky nous ont appris.

Une chose pour terminer : dans ces conditions complexes et embrouillées, il faut se situer sur le fond des problèmes si on veut y voir clair. Les conditions de la décomposition impérialiste font qu'il y a des tas de bizarreries. Par exemple, l'une de ces bizarreries que l'on ne pouvait pas prévoir, c'est le développement de l'islamisme comme courant politique dans des pays comme l'Algérie ou d'autres.

Cela s'explique historiquement : comment l'impérialisme a écrasé l'aspiration nationale dans ces pays, le rôle traître des staliniens... qui amènent les masses à chercher des voies qui semblent correspondre à celles de la préservation de l'identité nationale.

Nous savons que l'islamisme, comme courant politique, quant au fond, est lié à l'impérialisme. Cela étant, nous ne confondons pas l'islamisme comme courant politique et les masses qui se reconnaissent dans ces courants islamistes parce qu'elles veulent se dresser contre l'impérialisme qui les affame ou encore

certains de ces courants islamistes qui ont des positions contradictoires.

Nous qui sommes des laïques et des matérialistes convaincus, nous ne nous trompons pas sur ce qu'est l'axe du front unique.

Je pense que c'est cela le front unique anti-impérialiste. Il se trouve que dans l'histoire du trotskysme, à ma connaissance, l'un des premiers fronts uniques anti-impérialistes avec des courants issus de l'islamisme n'a pas eu lieu dans un pays arabe, mais il y a une trentaine d'années aux Etats-Unis. Je pense qu'il était juste, comme l'a fait le SWP, de se tourner vers Malcolm X, bien qu'il appartenait encore à l'époque aux Black Muslims, et de comprendre qu'il exprimait la recherche par le peuple noir opprimé des Etats-Unis de la voie du combat indépendant contre l'impérialisme. Ce qui était faux dans ce qu'a fait le SWP, c'est qu'il s'est adapté aux faiblesses politiques de Malcolm X et qu'il n'a pas développé une politique indépendante permettant de prendre appui sur ses points forts pour combattre avec lui pour un parti noir élément constituant du Labor Party.

Mais nous qui sommes pour le front unique, nous pouvons le mettre en œuvre parce que nous développons des organisations ouvrières indépendantes, des sections de la IV^e Internationale, qui nous donnent toute la souplesse possible pour le combat pour le front unique.

DOCUMENT

La lutte des classes au Japon aujourd'hui : ses caractéristiques et ses formes

(Rapport de la Ligue communiste révolutionnaire du Japon)

I. L'impérialisme japonais lutte pour sa survie

Un an après l'effondrement de l'« URSS socialiste », en dépit des phrases ronflantes de l'impérialisme sur « le siècle où ont disparu la révolution et la guerre », le monde est entré dans une période de grands bouleversements. Tous les monstres du nationalisme, du racisme, du chauvinisme et du régionalisme ont resurgi des ruines des prétendus pays socialistes. En combinaison avec la crise qui s'approfondit dans les Etats impérialistes, il y a eu des vagues successives de guerres sanglantes à travers le monde provoquées par des antagonismes nationaux (d'ethnie ou de clan) et religieux. De plus, engagés dans le processus mondial de dépressions simultanées, les Etats impérialistes qui ont perdu leur « ennemi commun » se lancent dans de nouveaux conflits pour la redivision du monde. Au nom de leur égoïsme d'Etat, ils veulent faire peser leurs propres contradictions sur les autres, ce qui aboutit à de nouveaux conflits. Ainsi les puissances impérialistes européennes et américaine tendent au protectionnisme et se lancent dans des batailles désordonnées pour construire de nouveaux blocs économiques antagoniques.

Sous la pression de ces développements de la situation mondiale, l'impérialisme japonais s'est aujourd'hui lancé dans des attaques sans précédent contre les travailleurs et le peuple, pour chercher à « survivre au XXI^e siècle ».

Quant à sa politique extérieure, tout en renforçant sans cesse l'alliance militaire Japon-USA, il vise sur cette base à établir sa domination, c'est-à-dire une

version actualisée du Daitoa Kyoeiken (Grande zone de prospérité est-asiatique), et à s'affirmer comme « grande puissance politique et militaire ». Pour réaliser cette ambition impérialiste, il a lancé diverses attaques contre la classe ouvrière pour renforcer son « régime néo-fasciste de type japonais », en impliquant plus à fond encore les gauches officielles et les directions traditionnelles du mouvement ouvrier.

A - DES ATTAQUES REACTIONNAIRES POUR S'ETABLIR COMME "LA PRINCIPALE GRANDE PUISSANCE POLITIQUE ET MILITAIRE EN ASIE"

1.- Envoi de troupes à l'étranger au nom de « l'ingérence internationale »

Ce qui a été imposé par le feu à l'automne 1992 fait partie des plans historiques des impérialistes japonais qui ambitionnent de s'affirmer comme une « grande puissance politique et militaire ». Leur gouvernement, tout en réprimant les manifestations de protestation des travailleurs et du peuple, a imposé la participation de troupes d'autodéfense à l'intervention de l'ONU au Cambodge, sous prétexte de « contribuer à l'instauration de la paix sous l'égide de l'ONU ».

Le gouvernement bourgeois du Japon a osé décider cette participation en violation de la Constitution en vigueur et a rompu avec « le tabou de l'histoire japonaise d'après-guerre » en prétextant

que « *notre participation devrait non seulement être d'ordre financier mais aussi avec notre sang.* » Son but est de démontrer que le Japon aujourd'hui est un « *pays qui contribue à l'effort international* » et dans le même temps d'obtenir l'Asie de l'Est comme sphère de néo-colonisation.

Sur la base de cette « contribution », la classe dominante entend faire de l'Etat japonais un membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et ainsi obtenir une reconnaissance internationale comme « *grande puissance politique et militaire* » à l'échelle internationale, bien sûr toujours appuyée sur l'alliance militaire avec les USA, qui se réorganise aujourd'hui comme une alliance bilatérale pour contrôler la crise dans l'Est de l'Asie sous le mot d'ordre de « *partenariat mondial* ».

2. A marche forcée vers la révision de la Constitution

La classe dominante japonaise non seulement viole dans les faits les « *interdits de la Constitution* » qu'elle ressent comme un obstacle à ses ambitions impérialistes, mais commence aussi à mettre à l'ordre du jour la révision explicite de la Constitution.

L'argumentation n'est plus simplement la reprise du jargon traditionnel de la droite selon lequel la Constitution est une « *Constitution de trahison* » imposée au Japon après la guerre par l'ennemi américain. Il y a maintenant un nouveau mot d'ordre « positif », « agressif » : pour contribuer « *à la paix du monde sous le contrôle de l'ONU dans le monde de l'après-guerre froide* », le pays devrait abandonner l'idée du « pacifisme dans un seul pays » tel que l'exprime l'article 9 (« *Le peuple japonais renonce pour toujours à la guerre* », et : « *Il n'y aura plus jamais de financement pour d'armée de l'air, de terre ou de marine ni d'autres forces armées* ») et il faudrait réviser cet article fondé sur « *un pacifisme positif pour la sécurité du monde* ». Des déclarations du même type ont été faites à un moment ou à un autre non seulement par la soi-disant nouvelle droite (la fraction LDP

d'Ozawa) mais également par certains secteurs des partis d'opposition (y compris par le Parti social-démocrate du Japon). Ils insistent sur le fait que la Constitution devrait être révisée pour permettre à l'Etat non seulement de promouvoir sa participation active à la force d'intervention de l'ONU mais également de faire participer une force d'autodéfense japonaise aux « *troupes pour imposer la paix* » proposées par Boutros Ghali, le secrétaire général de l'ONU. La « force de défense » a déjà été renforcée par une armée impérialiste puissante, qui est entretenue par un énorme budget militaire presque équivalent à celui des Américains. La classe dominante japonaise aujourd'hui, suivant l'exemple de la révision constitutionnelle en Allemagne, se lance dans la révision de la Constitution dans laquelle est inscrite « *son humiliation comme vaincu* ».

3. Plans pour établir une version actuelle de la sphère de prospérité commune d'Extrême-Orient

L'élan politique et militaire de l'impérialisme japonais s'appuie sur son ambition économique qui est de constituer une « *zone monétaire du yen* » en Asie en concurrence avec les impérialistes US et européens qui sont très occupés à constituer leurs propres marchés communs (le Traité de libre commerce en Amérique du Nord et la CEE) sur la base du protectionnisme et du régionalisme au cœur d'une série de dépressions simultanées à l'échelle du monde.

L'impérialisme japonais a pris le contrôle économique et politique de gouvernements en Asie par le biais de ses liens avec ces pays. Il ambitionne de se renforcer et de consolider son pouvoir néo-colonial ainsi établi en Extrême-Orient. A certaines étapes il apporte son soutien à l'EAEC (Forum économique d'Extrême-Orient) proposé par Mahathir de Malaisie qui a fait de la phrase : « *Tournons-nous vers l'Orient* (le Japon) », son mot d'ordre.

Les plans de l'impérialisme japonais pour mettre sur pied sa propre zone d'influence économique en Extrême-Orient et son propre régime néo-colonial

doivent être considérés comme une version actualisée de la zone de prospérité commune du Grand Extrême-Orient établie autrefois par l'empire japonais en compétition avec les « diables » américains, anglais, etc.

4. Le renforcement de la position du Ten'no (empereur du japon) : du symbole au souverain

Pour affirmer sa force à l'extérieur, la classe dominante japonaise a essayé d'attirer les travailleurs et le peuple vers l'idéologie du Ten'no (la foi dans l'empereur). De plus, il entend réorganiser les structures de l'Etat appuyées sur cette idéologie. Dans les nombreuses attaques à cet effet, il faut inclure la tentative de transformer la position politique de Ten'no en celle de souverain. Au cours des deux dernières années (depuis la cérémonie funéraire de Hirohito et la montée sur le trône de Akihito), le gouvernement japonais a fait du Ten'no le pouvoir régnant sur le Japon tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Cette attaque vise à présent à définir le Ten'no comme souverain en titre et dans les faits et non simplement comme « symbole de l'unité de notre peuple » ainsi qu'il est dit dans la Constitution.

Le gouvernement fait actuellement une campagne de propagande démagogique sur : « *La nation japonaise est une famille avec le Ten'no à sa tête* », ou : « *la tradition nationale du Japon célèbre dans le monde entier avec la lignée éternelle et sans rupture des empereurs* », afin de faire de cette idéologie un soutien spirituel pour le peuple japonais qui doit travailler à travers le monde « *avec son sang* ».

Les dirigeants ont fait visiter les pays asiatiques par l'empereur Akihito, y compris la Chine stalinienne, qui fit partie de l'Empire du Japon, des cérémonies ont été organisées pour évacuer les nombreux crimes d'agression, et faire appel à la mise en place de « *nouvelles relations* » afin de construire une « *version moderne de la zone de prospérité commune du Grand Extrême-Orient* ».

5. Renforcement du régime néo-fasciste de style japonais et réorganisation du système politique

En 1980, la classe dominante japonaise a affirmé sa volonté de devenir une grande puissance militaire en opposition à « *l'empire du mal* » de l'URSS et d'établir un système de domination autoritaire de type militaire, et il a édifié dans les faits le système actuel que nous appelons le régime néo-fasciste de type japonais au cours des années 1980, en frappant les organisations du mouvement ouvrier actives (y compris en organisant la violence et l'assassinat de militants).

A cette étape de l'après-guerre froide, pour faire que le régime soit plus solide et plus flexible, la classe dominante a commencé à réorganiser le système politique de domination qui s'est perpétué pendant quarante ans comme un régime de parti unique du parti libéral démocrate (LDP), cependant que diverses contradictions et conflits s'intensifiaient en son sein.

En particulier, l'éclatement du « *scandale financier et populaire (Yakuza) de Sagawa* », déclenché sciemment par l'ancien Premier ministre Takeshita pour exclure la clique Kanemaru-Ozawa, a entraîné une réorganisation de fond en comble de la scène politique. La fraction Takelshita, la plus importante du LDP, s'est scindé en deux tendances. L'un des groupes est dirigé par Ozawa, beau-fils de Kanemaru, et Hata est devenu un pilier de la « *réorganisation politique* » orientée vers d'autres partis.

La nomenclatura des capitalistes monopolistes japonais utilise ces néo-nationalistes qui se proclament « *hommes de changement* », à la traîne de Clinton, l'homme du baby-boom, comme son avant-garde pour « *nettoyer* » le « *système du parti unique dirigé par le LDP* » discrédité par toutes sortes de scandales et le remplacer par « *un système bipartite avec deux partis conservateurs nouveaux* ». Ainsi il projette de construire un système de domination impérialiste qui intègre tous

les partis et leurs alliés, qui soutiendra l'Etat comme « *grande puissance politique et militaire* » supposé survivre au XXI^e siècle. La fraction Ozawa dénonce à grands cris « *la révision explicite de la Constitution* » sur le mot d'ordre : « *Romppez avec la subordination aux Américains.* »

B - L'ECONOMIE JAPONAISE ET "L'ECLATEMENT DE L'ECONOMIE DE LA GRANDE BULLE". LES MONOPOLES CAPITALISTES A LA RECHERCHE D'UNE ISSUE

1. L'éclatement de la bulle économique et le plongeon dans une dépression profonde

Les attaques anti-ouvrières des capitalistes monopolistes japonais ont pour base matérielle la crise aiguë de l'impérialisme japonais telle que nous l'avons déjà décrite. La dépression en cours (qu'on appelle la « *grande dépression de Heisei* », ou « *dépression conjoncturelle* » et se fait sentir depuis le début 1991) trouve ses racines précisément dans la période de « prospérité » précédente. Cette prospérité était en fait appuyée sur les deux éléments suivants qui se sont aggravés dans le cadre de ce que l'on appelle « *la bulle économique* » ou le « *capitalisme de casino* ». Il s'agit d'une part de la tendance croissante des monopoles à dépendre de leurs gains dans le domaine financier (les monopoles ont accru leur tendance à « l'indépendance vis-à-vis des banques »). L'autre point, c'est la tendance aux manipulations spéculatives par les banquiers, poussés par les premiers. Le caractère fictif de la prospérité liée à cette économie a été brutalement mis en évidence par l'apparition de la « *déflation boursière* » provoquée par le krach boursier. Cette dernière a à son tour abouti à une diminution brutale des profits des entreprises comme des banques. L'éclatement de la « bulle » a entraîné une réduction du crédit dans les banques et le déclin des investissements des entreprises. Dans

ces conditions, les monopoles japonais, qui gagnaient habituellement, dans les conditions de la « *bulle économique* », d'énormes sommes d'argent par le biais de la spéculation financière et en investissaient une partie dans la production, ont été conduits à la faillite les uns après les autres et leur situation de surproduction et de surcapacité productive a été brutalement mise à nu.

Cela n'indique rien d'autre que la décomposition la plus accentuée du capitalisme monopoliste d'Etat. L'impérialisme japonais, qui se vantait de sa prospérité fictive, est redescendu du « ciel » et plonge dans « l'abîme », car toutes les contradictions politiques, économiques dont il est la racine ont été mises brutalement à nu.

2- Sa survie est au prix du sacrifice des travailleurs et des paysans

Par conséquent, pour surmonter cette dépression, la bourgeoisie monopoliste japonaise lance à présent une série d'attaques plus violentes que jamais contre les travailleurs et le peuple.

De véritables réductions des salaires, un allongement brutal du temps de travail et même des heures supplémentaires forcées non payées, accroissement des rythmes de travail, licenciements, réductions ou restructurations du personnel, transferts « temporaires », ces attaques sont facilitées par la direction corrompue du mouvement ouvrier, et la classe ouvrière se retrouve exposée aux coups sans arme pour se défendre. C'est pourquoi les travailleurs japonais sont exploités, surexploités, et au bord du « *Karoshi* » bien connu (mort par surmenage). De plus, les capitalistes monopolistes japonais commencent à se regrouper pour établir de nouveaux schémas pour rendre encore plus « sophistiqué » leur fameuse « *gestion à la japonaise* », ou « *système de production modèle Toyota* » (Kanban système, ou méthode du « *juste-à-temps* »), pour l'emporter dans la concurrence avec les monopoles européens et américains.

De plus, ils ont l'intention d'accepter « *la déréglementation des importations*

de riz » pour faire cesser la pression grandissante exercée sur eux par la CEE et les USA. Les capitalistes japonais vont forcer les fermiers à payer le coût de ces importations « massives ».

De plus, ils ont modifié les cibles principales de leurs investissements étrangers

de la CEE et des USA vers l'Asie, y compris la Chine stalinienne, du fait des blocs protectionnistes qu'ont constitués la CEE et le Traité de libre commerce. Ils y font face d'abord en exportant leur « *gestion à la japonaise* » ancien modèle pour exproprier et exploiter encore plus les travailleurs et les peuples d'Asie.

II - La crise de la lutte des classes et la progression de la gauche révolutionnaire au Japon

Ainsi la classe ouvrière japonaise se trouve confrontée aux attaques de l'impérialisme japonais qui cherche à survivre, et ses luttes la confrontent à une crise majeure. Du fait de la corruption et de la dégénérescence de la social-démocratie au Japon (SDPJ) et du Parti communiste japonais (JPC), c'est-à-dire des partis stalinien et social-démocrate à la mode japonaise constituant la direction actuelle de la classe ouvrière, tout comme du fait de la domination des aristocrates ouvriers pro-impérialistes qui ont dévoilé leur nature, la classe ouvrière est obligée de se battre dans des conditions difficiles.

Les seules forces en son sein qui agissent pour surmonter les difficultés, les obstacles de la direction en place, sont les travailleurs et les étudiants qui suivent la Ligue communiste révolutionnaire du Japon (Fraction marxiste-révolutionnaire).

LA CORRUPTION SANS LIMITE DE LA GAUCHE OFFICIELLE, LE SDPJ ET LE PCJ

Le SDPJ s'est opposé à l'adoption de la loi sur le PKO (loi autorisant l'utilisation à l'étranger des forces armées) à la Diète (Parlement du Japon) selon ce qu'une expression japonaise appelle la « *démarche de la vache* », c'est-à-dire en laissant faire. Ce parti n'a jamais organisé de mouvements de masse contre l'envoi de forces d'intervention à l'étranger, en déclarant qu'il « *ne s'opposerait*

pas physiquement » au départ de détachements militaires. Comme le dit clairement son mot d'ordre : « *Pour une intervention véritablement internationale* », il proposait une autre politique au gouvernement, uniquement en ce qui concerne la forme de la participation des forces armées au PKO, au lieu de s'opposer à la participation elle-même.

Cette attitude du SDPJ provient du fait qu'il a abandonné la position passée du parti du Hibusou Churitsu (neutralité non armée) qui caractérisait la social-démocratie japonaise, et a finalement plongé dans l'approbation du traité de sécurité américano-japonais comme de la participation à une force d'auto-défense. Et cela sur la base du fait qu'en ce qui concerne la ligne fondamentale du parti ou son programme, ils veulent se convertir à la social-démocratie de type occidental, dont les exemples typiques sont Mitterrand et le SPD allemand.

Ce parti, qui avait succédé à la Fraction marxiste unifiée des ouvriers et paysans du Japon, et qui suivait une ligne pro-URSS, est à présent totalement désorienté idéologiquement face à l'effondrement de l'URSS. En outre, les responsables syndicaux réformistes, qui se sont réorganisés sous la direction de l'aristocratie ouvrière subventionnée par les impérialistes japonais appartiennent également à ce parti, et c'est pourquoi il a aussi perdu sa base organisationnelle.

Récemment, Makoto Tanabe, président du parti, a été obligé de démissionner.

ner de sa charge pour avoir trempé dans le scandale de Sagawa, ce qui représente un événement symbolique de la déchéance de ce parti. A présent le SDPJ cherche à sortir de l'impasse en se convertissant en parti de soutien aux capitalistes monopolistes japonais.

Ajoutons une anecdote sur la conversion de ce parti. Le nom japonais du SDPJ est Nippon Shakai Toh, ce qui veut dire PS japonais. Mais la traduction officielle de ce nom est Parti social-démocrate japonais. Pourquoi ? Parce que lorsque l'aile droite de ce parti a proposé un nouveau nom pour le parti, Nippon Shakai Minshu Toh, qui a été traduit par SDPJ, elle a rencontré l'opposition de l'aile gauche, de sorte que les deux ont passé un compromis qui était que le changement ne se ferait qu'en anglais.

La transformation du PCJ (Parti communiste du Japon) en parti social-démocrate

Le PCJ, qui prétend toujours être un parti communiste, ne prend aucune position de gauche. Il n'a pas organisé de mouvements de masse contre l'envoi des troupes et a fui ses responsabilités après avoir rejoint le SDPJ dans sa tactique de « *la démarche de vache* » à l'Assemblée. Son mot d'ordre était : « *Contribution internationale sans armes.* »

Ce parti, qui est à présent ébranlé par l'effondrement de l'URSS stalinienne, n'a jamais fait montre d'une attitude habile à l'égard des situations troublées dans le pays et à l'étranger. Face à l'effondrement du PCUS en décembre 1991, le parti a déclaré : « *Nous accueillons cette chute avec joie.* » Il a ajouté : « *Le PCJ a toujours été contre l'intervention du PCUS et son attitude de grand parti frère.* » Il a falsifié l'histoire en bavardant comme s'il n'avait rien eu à faire avec les maux historiques et de la banqueroute du stalinisme.

A présent ce parti, pour survivre au grand effondrement du « *socialisme* », essaie de se proclamer « *gardien de la liberté et de la démocratie* ». Cela a entraîné une dégénérescence social-

démocrate accentuée de ce parti. Selon un journal, il a été récemment jusqu'à définir une nouvelle ligne sur laquelle le parti cherche à se redresser ; cette ligne serait : « *réformes démocratiques dans le cadre du capitalisme* ». Il tombe dans le bernsteinisme !

L'idée de cette « *réforme* » est : contre une « *société où prime le profit* », pour une société « *épanouie et humaine* ». Ainsi ils pouvaient dire non pas : « *socialisme à visage humain* » mais : « *capitalisme à visage humain* » ! Ce parti a totalement perdu sa raison d'être comme parti communiste.

LE MOUVEMENT OUVRIER JAPONAIS SOUS LE DOUBLE JOUG DES ARISTOCRATES OUVRIERS IMPERIALISTES ET DES STALINIENS

Les syndicats, comme armes de la classe ouvrière, sont à présent en général soumis au contrôle des aristocrates ouvriers. Les travailleurs sont également bâillonnés par les méthodes sectaires de direction des bureaucrates syndicaux staliniens.

1 - La politique de la direction du JTUC (RENGO)

Les aristocrates du mouvement ouvrier qui contrôlent la confédération syndicale japonaise (JTUC), le Rengo, la plus grosse confédération de syndicats avec 7 615 000 membres, a accepté de soutenir la loi sur l'envoi de troupes à l'étranger (PKO).

A l'époque de la guerre du Golfe, ils ont organisé un mouvement pour défendre la résolution de l'ONU décidant les sanctions contre l'Irak. Quant aux combats pour de meilleurs salaires et moins d'heures de travail, la plupart d'entre eux ont été réglés non par la grève mais par des accords avec les capitalistes.

Le résultat c'est que les travailleurs se retrouvent confrontés à des attaques — baisse du salaire réel, la plus longue journée de travail de monde, l'intensifi-

cation systématique des rythmes du travail — par les capitalistes monopolistes vampires. Et ceux qui résistent à ces attaques sont persécutés.

L'orientation de la direction de la JTUC en termes politiques c'est de transformer le système politique existant en système bipartite de type américain ou anglais. Ils veulent convertir le SDPJ en parti courroie de transmission de l'ordre impérialiste.

Globalement, la JTUC fonctionne comme un courroie de transmission vers la base de la politique anti-ouvrière du gouvernement impérialiste. La direction de la JTUC est imprégnée des pieds à la tête d'une idéologie de collaboration de classe et d'apaisement.

Cependant, la plupart des syndicats des principales industries du Japon appartiennent à la JTUC et une résistance s'y organise parfois. Par exemple, certains syndicats de cheminots ont été jusqu'au bout de leur grève l'an dernier et cela a fait un choc à la bourgeoisie. Ces grèves résultaient de la pression de la base sur leur direction qui a elle aussi tendance à se réconcilier avec les employeurs.

2- Dégénérescence de la direction du Zenroren

Le Zenroren, confédération nationale des syndicats, qui a 840 000 membres, soit 10 % de l'effectif de la JTUC, est dirigé directement par le parti stalinien. Sa direction critique haut et fort la dégénérescence de la direction du JTUC, qui suit ses intérêts sectaires. Mais il n'y a guère de différence entre les deux, que ce soit du point de vue du comportement ou de la politique. Son slogan aujourd'hui est : « *une vie humaine et un travail humain* ». Le Zenroren rêve « *d'humanisation* » du travail aliéné dans le cadre du capitalisme !

La direction du Zenroren se caractérise par sa répression sectaire contre laquelle dénonce le fait qu'elle mène les syndicats par le bout du nez concrètement par une attitude partisane, sinon qui l'accuserait de dégénérescence de

l'intérieur ? Ce n'est là qu'une caricature décolorée du « syndicalisme rouge » du passé.

PROGRESSION DE LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE

Pour sortir de façon révolutionnaire de la crise dans la lutte des classes analysée plus haut, la Ligue communiste révolutionnaire du Japon et les travailleurs et les étudiants qui la suivent se sont engagés dans des luttes militantes sur une échelle de masse.

Le Zengakuren, qui est la fédération nationale des associations autonomes d'étudiants, a clairement pris conscience que la lutte contre l'envoi de troupes d'intervention à l'étranger était remise en cause par la trahison du SDPJ et du PCJ, et s'est lancé dans la mise en œuvre révolutionnaire de masse de la lutte anti-PKO, dépassant la dégénérescence des deux partis (près de 100 associations autonomes du Japon ont envoyé leurs délégations au Zengakuren, officiellement ou officieusement).

Cette fédération étudiante a organisé, dans chaque université et collège, différentes initiatives telles que des campagnes de signatures, des débats avec la participation d'enseignants, des rencontres universitaires, etc., et ainsi a regroupé un grand nombre d'étudiants dans des luttes à l'échelle nationale. Nos jeunes camarades étudiants de la LCRJ et de la JSL (Ligue des étudiants marxistes du Japon) ont été à l'avant-garde de ces batailles.

Nos camarades ouvriers ont organisé un mouvement de masse appelé le Comité de la jeunesse anti-guerre, pour organiser en commun avec le Zengakuren des meetings et des manifestations contre le PKO. Ils n'ont pas seulement défendu leurs positions dans leurs syndicats, mais aussi parfois réalisé des initiatives publiques qui ont rassemblé un grand nombre de travailleurs.

De plus, les étudiants et les travailleurs ont organisé des actions unies, à plusieurs reprises, lors de la session parlementaire qui a discuté de la loi sur le PKO, avec un grand nombre de dirigeants syndicalistes, d'intellectuels de gauche, et même une partie des parlementaires regroupés dans l'aile gauche du Parti social-démocrate.

La LCRJ a également réussi à mettre en œuvre des actions unies au niveau international avec des courants révolutionnaires et militants dans le monde entier. Elle s'est engagée l'an dernier dans une coopération avec la IV^e Internationale (CIR) qui s'efforce de reconstruire la IV^e Internationale et de réaliser une Conférence mondiale ouverte pour une Internationale ouvrière.

La LCRJ a également envoyé certains de ses membres à Moscou et s'est adressée à la classe ouvrière russe pour lui dire : « *A bas Eltsine ! En avant vers la deuxième révolution prolétarienne !* » Elle a appelé le peuple à se battre pour une Russie des travailleurs, pour engager des batailles dépassant leur direction de stalinien traditionalistes, de chauvins grands-russes, et de restaurationnistes russes anachroniques.

Notre mouvement révolutionnaire au Japon est fondé sur une stratégie « *anti-impérialiste et antistalinienne* ». Et lorsque nous décidons d'organiser un mouvement de masse sur une question particulière, nous élaborons notre tactique concrètement, appliquant la stratégie à la réalité spécifique. Notre tactique concrète vise à transcender, submerger le mouvement ouvrier officiel existant et dirigé par les sociaux-démocrates et les

stalinien. Dans le même temps, nous élaborons également notre tactique pour matérialiser concrètement cette perspective. De façon générale, ce concept de la tactique organisationnelle (Soshilki-Sejutsu), nous le réalisons en répondant concrètement à la question : comment constituer la force subjective qui pourra prendre en charge notre stratégie anti-impérialiste, antistalinienne ?

Le concept de tactique organisationnelle est le produit de notre recherche théorique sur la façon de combiner l'entrisme et les activités indépendantes du parti trotskyste. Par exemple, les membres de la LCRJ ont une activité publique et une action non publique dans les syndicats.

Cette activité non ouverte ne relève pas des techniques de l'action illégale ou clandestine. C'est une action légale mais non publique (Hizolen). C'est-à-dire que pour construire le parti d'avant-garde, ces militants ont une activité de parti dans les syndicats comme membres du syndicat, activité qui se combine bien sûr à l'activité publique d'autres membres du parti.

Telle est la ligne d'action générale de notre parti. Bien sûr, en fonction des situations spécifiques, cette ligne doit se concrétiser de différentes manières. Ce concept nous a donc permis de construire la LCRJ comme une organisation profondément enracinée dans la lutte des classes au Japon.

La LCRJ a défendu la lutte des classes comme nous l'avons expliqué ci-dessus et s'est reformée comme avant-garde révolutionnaire tant d'un point de vue théorique que politique.

ANNEXES

A propos du Conseil national des syndicats

Il existe une autre « *fédération* », le Conseil national des syndicats (Zensokyo), qui regroupe environ 290 000

membres. Cependant, cette fédération n'est pas très forte au niveau national. Elle avait été constituée par quelques

dirigeants syndicaux dont les intérêts propres divergeaient de ceux de la direction de la JTUC. Au sein de ce « Conseil » et à sa périphérie on retrouve la mouvance de certains « exclus gauchistes » sans principes qui ne considèrent pas que les communistes doivent intervenir dans les syndicats même réactionnaires et dominés par une aristocratie ouvrière, ou qui sont sans expérience ou simplement incapables d'une activité dans ce domaine : des maoïstes sans Mao, des sympathisants du CPSU sans CPSU, des syndicalistes sans syndicat et des mandéliens non membres de la fraction Mandel.

Le journal *Rodo Joho (Information ouvrière)* leur sert de bulletin d'information.

Pour leur part, les camarades ouvriers de la LCRJ interviennent dans les trois confédérations et détiennent des positions dans le mouvement syndical et ainsi construisent un parti révolutionnaire d'avant-garde profondément enraciné dans le mouvement ouvrier.

Il faut ajouter que le taux global de syndicalisation baisse régulièrement chaque année. Il est aujourd'hui de 24,5%. Cela à cause des aristocrates ouvriers, qu'ils soient sociaux-démocrates ou stalinien.

A propos de provocations

L'appareil d'Etat au Japon a comploté diverses attaques contre la LCRJ et contre ceux qui combattent pour résoudre la crise de la lutte de classe. De nombreux étudiants et travailleurs militants lutte de classe ont été attaqués par des terroristes armés à la solde d'une fraction de l'appareil d'Etat et dans certains cas ont même été assassinés sous le prétexte d'un Uchigeba (nom commun des luttes de fraction accompagnées de violence).

Mais ces complots ont été cachés au grand public du fait de l'attitude de certains groupes contre-révolutionnaires, comme le Chukakuha, qui faisaient des déclarations du genre : « *L'armée révolutionnaire s'est attaquée à un groupe ennemi, la LCRJ (RMF)* ».

Qui plus est, au cours de la lutte anti-PKO, se sont produits des incidents tels que des coups de feu et des bombes lancées contre les bâtiments ou maisons concernées (et parfois non concernées). La police a déclaré à chaque fois que des gauchistes tels que les membres du Chukakuha étaient responsables de ces méfaits ; cependant, il y a eu aussi des complots organisés par l'appareil d'Etat

pour intensifier sa répression contre la lutte de classe. (En fait, sous prétexte de mettre un terme à de telles « guérillas », on a donné à la police des pouvoirs exceptionnels et le droit de perquisitionner n'importe où à Tokyo et dans les autres villes et d'interpeller les occupants sans motif précis.)

Le groupe Chukakuha représente une fraction des partisans du mouvement de masse qui ont quitté la LCRJ début 1963. Après leur défaite dans la lutte de fraction contre les marxistes révolutionnaires et l'effondrement de leur organisation, leur direction est tombée aux mains d'individus ayant des liens secrets avec l'appareil d'Etat (et en particulier la police politique).

Ce type de complots, qu'on appelle boryaku en japonais, par lesquels le pouvoir d'Etat veut réprimer le développement de l'action militante dans le mouvement des masses et empêcher le développement de l'hydre révolutionnaire, est caractéristique du régime néofasciste japonais.

La LCRJ a dénoncé les complots, organisé diverses contre-attaques, et y a ainsi fait échec.

Les groupes de Narita

Les groupes de Narita (par référence aux actions menées contre la construction de l'aéroport de Narita) sont des avatars de groupes petits-bourgeois radicaux.

Ces groupes se sont constitués au cours du mouvement de radicalisation petit-bourgeois qui s'est développé lors de la lutte Ampo-Okinawa à la fin des années 1960-début 1970 ou dans la lutte de Narita, comme un « épisode ». Ensuite, lorsque la vague est retombée, ils ont presque disparu.

De plus, confrontés à l'effondrement de l'URSS, ils ont tous perdu les idées socialistes qui leur restaient, tourné le dos au prolétariat et ont trouvé comme issue le féminisme, l'écologisme ou des

associations locales. La LCRJ considère ces groupes comme des « transfuges idéologiques » et a lancé une lutte théorique contre eux.

Leur orientation de retrait de leurs militants du mouvement syndical représente une aide à la tentative impérialiste de faire dégénérer et de modifier le mouvement ouvrier et la lutte des classes en général. En ce sens, ils représentent l'extrême gauche du néo-fascisme japonais. Quant à l'ex-section japonaise de la fraction Mandel, elle a été exclue du SU pour affaires de mœurs. Désorientée par l'effondrement de l'URSS, elle a explosé en 5 ou 6 fractions, dont l'aile droite se mêle à ceux qui considèrent Gorbatchev comme le Trotsky d'aujourd'hui !

Les faillites

En 1991, le nombre de faillites (pour dette d'au moins 10 millions de yens) s'est accru avec l'éclatement de la « bulle économique » provoqué par la première chute des valeurs immobilières et boursières depuis 7 ans. Le montant total de la dette extérieure a atteint environ 8 mil-

liards de yens, un chiffre jamais atteint. Le nombre d'entreprises immobilières (qui étaient le moteur de la « bulle économique ») qui ont fait faillite a été de 1 036, leur dette totale représentant 3 milliards de dollars, 8 fois plus que les chiffres de l'année précédente.

Le mouvement syndical

Nombre d'adhérents des syndicats ouvriers (source : ministère du Travail [*])	
Confédération syndicale du Japon	7 615 000 membres
Confédération nationale des syndicats	840 000 membres
Conseil syndical national	299 000 membres
Autres	3 872 000 membres
Total	12 397 000 membres

(*) Note du ministère : du fait de la double appartenance, le nombre total de syndiqués est inférieur à la somme globale.

Rédaction, administration et correspondance
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Directeur : Pierre Lambert

Comité de rédaction : François Forgue, Daniel Gluckstein,
Warner Uhde, Frank Arnold, Raul Gomez, Joao Alfredo Luna,
Andreu Camps, Jean-Jacques Marie, Didier Tounkara,
Marc Gauquelin, Miguel Cristobal, Malcolm Bagayako.

Imprimerie INFOTEC 2000 Paris



Commission paritaire : n° 66926